

Publications périodiques

Comptes annuels

LLOYDS BANK PLC

(anciennement Lloyds TSB Bank plc)
Société de droit étranger.

Siège à l'étranger : 25 Gresham Street, London EC2V 7HN. Registered in England no 2065
Siège social : 21, rue Balzac 75008 Paris, France.
TVA : FR 26484283692.
484 283 692 R.C.S. Paris.

Exercice clôturé le 31 décembre 2015

Rapports de gestion et états financiers 2015**Membre du Groupe Lloyds Banking****Rapports des commissaires aux comptes aux membres de Lloyds Bank plc****Rapports relatifs aux états financiers***Notre opinion*

A notre avis:

- Les états financiers présentés plus loin reflètent de manière sincère et véritable la situation financière du Groupe et des affaires de la Banque à la date du 31 décembre 2015 ainsi que celle des bénéfices du Groupe et de la trésorerie du Groupe et de la Banque pour l'exercice en question;
- Les états financiers du Groupe ont été dûment préparés conformément aux Normes Internationales de Reporting Financier [International Financial Reporting Standards] ("IFRS") adoptées par l'Union Européenne;
- Les états financiers de la Banque ont été dûment préparés selon les IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne et appliquées selon les termes du *Companies Act 2006*; et
- Les états financiers ont été préparés selon les règles prévues par le *Companies Act 2006* et, en ce qui concerne les états financiers du Groupe, à l'Article 4 de la Norme IAS.

Objet de nos vérifications

Les états financiers du Groupe et les états financiers de la Banque (les "états financiers"), préparés par Lloyds Bank plc comprennent:

- Le Bilan au 31 décembre 2015;
- Le Compte de résultat consolidé et le Compte de résultat global de l'exercice en question;
- L'état des flux de trésorerie de l'exercice;
- L'Etat des variations des fonds propres de l'exercice; et
- Les notes relatives aux comptes, incluant une synthèse des politiques comptables significatives et d'autres explications.

Le cadre de reporting financier appliqué dans la présentation des présents états financiers est constitué par la législation applicable et par les normes IFRS telle qu'adoptées par l'Union Européenne et, en ce qui concerne les états financiers de la Banque, telles qu'appliquées selon les termes du *Companies Act 2006*.

Dans l'application du cadre de reporting financier, les administrateurs ont formulé une série de jugements subjectifs, notamment en ce qui concerne certaines estimations comptables. Dans la formulation desdites estimations, ils ont émis des hypothèses et pris en considération de futurs événements.

Opinions sur les autres questions exigées par le Companies Act 2006

A notre avis:

- Les informations contenues dans le Rapport Stratégique et le Rapport des administrateurs concernant l'exercice financiers faisant l'objet des présents états financiers sont conformes aux états financiers.

Autres questions sur lesquelles nous sommes tenus de formuler notre opinion concernant les exceptions*Adéquation des écritures comptables et des explications et informations reçues*

Selon le *Companies Act 2006* nous sommes tenus de vous signaler:

- Si nous n'avons pas reçu toutes les informations et les explications requises pour la réalisation de notre audit; ou
 - Si le Groupe ou la Banque n'a pas tenu une comptabilité adéquate, ou si des déclarations requises pour notre audit n'ont pas été reçues de la part des succursales que nous n'avons pas visitées personnellement; ou
 - Si les états financiers du Groupe ou de la Banque ne sont pas conformes aux écritures comptables et aux déclarations
- Nous n'avons aucune exception à signaler en vertu de cette obligation.

Rémunération des administrateurs

Selon le *Companies Act 2006* nous sommes tenus de vous signaler si, à notre avis, certaines données relatives à la rémunération des administrateurs exigées par la loi n'ont pas été déclarées. Nous n'avons aucune exception à signaler en vertu de cette obligation.

Responsabilités relatives aux états financiers et à l'audit*Nos responsabilités et celles des administrateurs*

Comme expliqué de manière plus détaillée dans la déclaration des responsabilités des administrateurs, page 8, les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers et de la vérification de leur sincérité.

Notre responsabilité consiste à vérifier et à formuler une opinion sur les états financiers conformément à la législation applicable et aux Normes Internationales d'Audit (Royaume Uni & Irlande) ("ISA (UK & Ireland)"), lesquelles exigent que nous nous conformions aux Normes d'éthique à l'usage des auditeurs de l'Auditing Practices Board.

Le présent rapport et les opinions qu'il contient ont été élaborés exclusivement pour et dans l'intérêt des membres du Groupe et de la Banque, en tant qu'organe, selon les termes du Chapitre 3 de la Partie 16 du *Companies Act 2006*, à l'exclusion de toute autre finalité. Dans la formulation de nos opinions, nous déclinons d'ores et déjà toute responsabilité liées à d'autres finalités ou vis-à-vis d'autres personnes ou entités auxquelles le présent rapport serait présenté ou entre les mains desquelles il pourrait se trouver, sauf accord écrit préalable de notre part.

Aspects faisant l'objet de notre audit des états financiers

Nous avons mené notre audit conformément aux ISA (UK & Ireland). L'audit implique l'obtention d'éléments probants suffisants concernant les montants et les déclarations contenus dans les états financiers pour obtenir une assurance raisonnable relative à l'absence, dans les états financiers, de toute inexactitude significative, due à des erreurs ou à une fraude. Ceci inclut l'évaluation des éléments suivants, à savoir:

- Si les politiques comptables adoptées sont adaptées à la situation du Groupe et de la Banque et si elles ont été appliquées de manière cohérente et déclarées de manière adéquate et;
- Si les estimations comptables effectuées par les administrateurs sont raisonnables; et

- Si la présentation globale des comptes est conforme.

Nous nous sommes principalement concentrés sur ces éléments dans notre évaluation des jugements formulés par les administrateurs par rapport aux éléments probants disponibles, en formulant nos propres opinions et en évaluant les données qui figurent dans les états financiers.

Nous testons et examinons les informations par des sondages et d'autres techniques d'audit, dans la mesure où nous l'estimons nécessaire afin d'obtenir une base pour la formulation de nos propres opinions. Nous obtenons des informations probantes en testant l'efficacité des contrôles, par des procédures de corroboration ou les deux.

De plus, nous lisons toutes les informations financières et non-financières contenues dans le Rapport et dans les Comptes afin de détecter toute incohérence significative par rapport aux états financiers vérifiés et d'identifier toute information apparemment incorrecte ou présentant une incohérence significative, par rapport aux connaissances que nous avons acquises dans le cadre de la réalisation de l'audit. Si nous constatons une information manifestement erronée ou une incohérence significative, nous en évaluons l'impact pour notre rapport.

Philip Rivett (Commissaire aux Comptes Principal)
Pour Pricewaterhouse Coopers LLP
Chartered Accountants and Statutory Auditors Londres
Le 16 mars 2016

(a) La mise à jour et l'intégrité du site web de Lloyds Banking Group plc relèvent de la responsabilité des administrateurs; le travail réalisé par les auditeurs n'impliquant pas la prise en compte de ces aspects, les auditeurs déclinent d'ores et déjà toute responsabilité pour les éventuelles modifications qui pourraient avoir été apportées aux états financiers depuis leur date de présentation initiale sur le site web.

(b) La législation britannique en matière de préparation et diffusion des états financiers peut différer de celle en vigueur dans d'autres pays.

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2015 avant impôt s'élève à £1,372 million.

La banque a versé durant l'exercice un acompte sur dividende de £540 million. Le Conseil d'administration réuni le 16 mars 2016 a décidé de ne pas verser de dividende complémentaire.

Compte de résultat consolidé

Au 31 décembre 2015

	Note	2015 millions £	2014 millions £
Intérêts et autres recettes similaires		17 753	19 411
Intérêts et autres dépenses similaires		-7 002	-9 197
Produit d'intérêts nets	5	10 751	10 214
Recettes générées par des frais et commissions		3 252	3 666
Dépenses générées par des frais et commissions		-1 442	-1 402
Recettes nettes des frais et commissions	6	1 810	2 264
Résultat net des opérations de négoce	7	3 946	9 508
Produit des primes d'assurance	8	4 792	7 125
Autres produits d'exploitation	9	1 288	1 051
Autres recettes		11 836	19 948
Total recettes		22 587	30 162
Créances d'assurance	10	-5 729	-13 493
Produit total, après déduction du règlement des sinistres		16 858	16 669
Dispositions réglementaires		-4 837	-3 125
Autres frais d'exploitation		-10 259	-10 503
Total frais d'exploitation	11	-15 096	-13 628
Excédent commercial		1 762	3 041
Dépréciation	12	-390	-752
Bénéfice avant impôt		1 372	2 289
Imposition	13	-613	-422
Bénéfice de l'exercice		759	1 867
Bénéfice imputable aux actionnaires minoritaires		96	87
Bénéfice imputable aux actionnaires majoritaires		663	1 780
Bénéfice de l'exercice		759	1 867

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Compte de résultat global

Au 31 décembre 2015

Groupe	2015 millions £	2014 millions £
Bénéfice de l'exercice	759	1 867
Autres éléments du résultat global		
<i>Éléments qui ne seront pas réaffectés par la suite aux bénéfices ou aux pertes:</i>		
Réévaluation des plans de retraite à prestations déterminées:		
Réévaluation avant impôt	-274	674
Imposition	59	-135
	-215	539

<i>Eléments qui pourront être réaffectés par la suite aux bénéfices ou aux pertes:</i>		
Mouvements dans la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles:		
Variation de la juste valeur	-313	676
Transferts au compte de résultat concernant les cessions	-51	-131
Transferts au compte de résultat concernant les dépréciations	4	2
Imposition	-9	-10
	-369	537
Mouvements dans la réserve de couverture des flux de trésorerie:		
Part des variations de la juste valeur effectivement transférée aux autres éléments du résultat global	524	3 896
Transferts au compte de résultat nets	-983	-1 165
Imposition	17	-547
	-442	2 184
Ecarts de conversion de devises, (impôt: néant)	-44	-2
Autres éléments du résultat global de l'exercice, après impôt	-1 070	3 258
Résultat global total de l'exercice	-311	5 125
Résultat global total attribuable aux actionnaires minoritaires	96	87
Résultat global total attribuable aux actionnaires majoritaires	-407	5 038
Résultat global total de l'exercice	-311	5 125

Banque	2015 millions £	2014 millions £
Bénéfice de l'exercice	10 911	2 325
Autres éléments du résultat global:		
<i>Eléments qui ne seront pas réaffectés par la suite aux bénéfices ou aux pertes:</i>		
Réévaluation des plans de retraite à prestations déterminées:		
Réévaluation avant impôt	31	309
Imposition	-1	-62
	30	247
<i>Eléments qui pourront être réaffectés par la suite aux bénéfices ou aux pertes:</i>		
Mouvements dans la réserve de réévaluation des actifs financiers cessibles:		
Variation de la juste valeur	-300	364
Transferts au compte de résultat concernant les cessions	-14	11
Transferts au compte de résultat concernant les dépréciations	1	1
Imposition	-17	-14
	-330	362
Mouvements de la réserve de couverture des flux de trésorerie:		
Part des variations de la juste valeur effectivement transférée aux autres éléments du résultat global	294	1 799
Transferts au compte de résultat nets	-421	-227
Imposition	-76	-315
	-203	1 257
Ecarts de conversion de devises (impôt: néant)	-13	3
Autres éléments du résultat global de l'exercice, après impôt	-516	1 869
Résultat global total de l'exercice	10 395	4 194

(1) Mis à jour—cf. note 1.

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Bilan**Au 31 décembre 2015**

Actif	Note	Groupe		Banque	
		2015 millions £	2014 millions £	2015 millions £	2014 (1) millions £
En-caisse et avoirs détenus auprès des banques centrales		58 417	50 492	55 919	40 965
Postes en cours d'encaissement auprès des banques		697	1 173	518	802
Actif circulant et autre actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	14	141 149	152 520	52 064	66 321
Instruments financiers dérivés	15	28 922	35 483	30 992	40 150
Prêts et créances :					
Prêts et avances en faveur des banques	16	25 117	26 155	2 625	4 591
Prêts et avances en faveur des clients	17	455 175	482 704	158 117	165 967
Titres obligataires		4 191	1 213	2 865	—
Créances vis-à-vis d'autres entités du Groupe Lloyds Banking		11 045	11 482	132 199	130 018
		495 528	521 554	295 806	300 576

Actifs financiers cessibles	21	33 032	56 493	32 476	51 412
Investissements détenus jusqu'à leur date d'échéance	22	19 808	–	19 808	–
Goodwill	23	2 016	2 016	–	–
Valeur des affaires en cours	24	4 596	4 864	–	–
Autre actif incorporel	25	1 838	2 070	720	647
Immobilisations corporelles	26	12 979	12 544	3 522	3 089
Impôts à court terme recouvrables		44	157	250	951
Actif d'impôt différé	38	4 018	4 190	3 490	3 691
Investissements dans des filiales	27	–	–	39 241	38 818
Actifs de prestations de retraite	37	901	1 147	402	351
Autre actif	28	13 959	21 745	916	2 451
Total actif		817 904	866 448	536 124	550 224

(1) Mis à jour – cf. note 1.

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Passif et fonds propres	Note	Groupe		Banque	
		2015 millions £	2014 millions £	2015 millions £	2014 millions £
Passif					
Dépôts de banques	29	16 925	10 887	13 614	8 206
Dépôts de clients	30	418 326	447 067	205 717	194 699
Dettes vis-à-vis d'autres entités du groupe Lloyds Banking		5 926	5 288	70 656	91 882
Postes en cours de transmission aux banques		717	979	326	560
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	31	51 863	62 102	56 332	73 227
Instruments financiers dérivés	15	26 347	33 293	31 040	41 320
Effets en circulation		1 112	1 129	–	–
Titres obligataires en émission	32	82 056	75 672	78 430	66 062
Passif résultant de polices d'assurance et contrats d'investissement participatif	33	80 317	86 941	–	–
Passif résultant de contrats d'investissement non-participatif	35	22 777	27 248	–	–
Autre passif	36	30 197	29 103	2 988	4 358
Obligations liées aux prestations de retraite	37	365	453	148	190
Passif d'impôt à court terme		298	69	–	5
Passif d'impôt différé	38	33	54	–	–
Autres provisions	39	5 687	4 200	3 421	2 795
Passif subordonné	40	27 605	31 973	19 124	21 590
Total passif		770 551	816 458	481 796	504 894
Fonds propres					
Capital-actions	41	1 574	1 574	1 574	1 574
Compte de primes d'émission	42	35 533	35 533	35 533	35 533
Autres réserves	43	5 987	6 842	575	1 121
Bénéfices non affectés	44	3 868	4 828	16 646	7 102
Fonds propres		46 962	48 777	54 328	45 330
Participations minoritaires		391	1 213	–	–
Total capitaux propres		47 353	49 990	54 328	45 330
Total capitaux propres et passif		817 904	866 448	536 124	550 224

(1) Mis à jour - cf. note 1.

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Les administrateurs ont approuvé les états financiers le 16 mars 2016.

Lord Blackwell
Président

António Horta-Osório
PDG

George Culmer
Directeur Financier

Etats des variations des fonds propres

Exercice clos le 31 décembre 2015

Groupe	Attribuable aux actionnaires				Participations minoritaires millions £	Total millions £
	Capital et primes millions £	Autres réserves millions £	Bénéfices non affectés millions £	Total millions £		
Solde au 1er janvier 2014	37 107	4 123	2 509	43 739	347	44 086
Résultat global						
Bénéfice de l'exercice	–	–	1 780	1 780	87	1 867
Autres éléments du résultat global						
Réévaluation du plan de retraite à prestations déterminées	–	–	539	539	–	539

après impôt						
Mouvements dans la réserve de réévaluation de l'actif financier cessible, après impôt	–	537	–	537	–	537
Mouvements dans la réserve de couverture de la trésorerie, après impôt	–	2 184	–	2 184	–	2 184
Ecart de conversion (impôt : néant)	–	-2	–	-2	–	-2
Total autres éléments du résultat global	–	2 719	539	3 258	–	3 258
Total produit global	–	2 719	2 319	5 038	87	5 125
Transactions avec les propriétaires						
Dividendes	–	–	–	–	-27	-27
Valeur des services aux employés	–	–	2	2	–	2
Apports en capital reçus	–	–	367	367	–	367
Rendement des apports en capital	–	–	-198	-198	–	-198
Ajustement sur la vente de participations minoritaires dans TSB Banking Group plc (TSB)	–	–	-171	-171	805	634
Autres variations des participations minoritaires	–	–	–	–	1	1
Transactions avec les propriétaires	–	–	–	–	779	779
Solde au 31 décembre 2014	37 107	6 842	4 828	48 777	1 213	49 990
Résultat global						
Bénéfice de l'exercice	–	–	663	663	96	759
<i>Autres éléments du résultat global</i>						
Réévaluation du plan de retraite à prestations déterminées après impôt	–	–	-215	-215	–	-215
Mouvements dans la réserve de réévaluation de l'actif financier cessible (impôt: zéro)	–	-369	–	-369	–	-369
Mouvements dans la réserve de couverture de la trésorerie, après impôt	–	-442	–	-442	–	-442
Ecart de conversion de devises (impôt: zéro)	–	-44	–	-44	–	-44
Total autres éléments du résultat global	–	-855	-215	-1 070	–	-1 070
Total produit global	–	-855	448	-407	96	-311
Transactions avec les propriétaires						
Dividendes	–	–	-1 080	-1 080	-52	-1 132
Valeur des services aux employés	–	–	1	1	–	1
Apports en capital reçus	–	–	271	271	–	271
Rendement des apports en capital	–	–	-600	-600	–	-600
Ajustement sur la vente de participations minoritaires dans TSB Banking Group plc (TSB)	–	–	–	–	-825	-825
Autres variations des participations minoritaires	–	–	–	–	-41	-41
Total transactions avec les propriétaires	–	–	-1 408	-1 408	-918	-2 326
Solde au 31 décembre 2015	37 107	5 987	3 868	46 962	391	47 353

D'autres détails sur les mouvements dans le capital et dans les réserves du Groupe figurant aux notes 41, 42, 43 et 44.

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Banque	Attribuable aux actionnaires majoritaires			Total millions £
	Capital et primes millions £	Autres réserves millions £	Bénéfices non affectés millions £	
Solde au 1er janvier 2014 (1)	37 107	-501	4 218	40 824
Résultat global				
Bénéfice de l'exercice (1)	–	–	2 325	2 325
<i>Autres éléments du résultat global</i>				
Réévaluation du plan de retraite à prestations déterminées après impôt	–	–	247	247
Mouvements dans la réserve de réévaluation de l'actif financier cessible, après impôt	–	362	–	362
Mouvements dans la réserve de couverture de la trésorerie, après impôt	–	1 257	–	1 257
Ecart de conversion de devises (impôt: néant)	–	3	–	3
Total autres éléments du résultat net	–	1 622	247	1 869
Total résultat global	–	1 622	2 572	4 194
Transactions avec les propriétaires				
Apports en capital reçus	–	–	510	510
Rendement des apports en capital	–	–	-198	-198
Total Transactions avec les propriétaires	–	–	312	312
Solde au 31 décembre 2014 (1)	37 107	1 121	7 102	45 330
Résultat global				
Bénéfice de l'exercice	–	–	10 911	10 911
<i>Autres éléments du résultat global</i>				
Réévaluation du plan de retraite à prestations déterminées après impôt	–	–	30	30
Mouvements dans la réserve de réévaluation de l'actif financier cessible, après impôt	–	-330	–	-330
Mouvements dans la réserve de couverture de la trésorerie, après impôt	–	-203	–	-203

Ecart de conversion de devises (impôt:néant)	—	-13	—	-13
Total autres éléments du résultat global	—	-546	30	-516
Total résultat global	—	-546	10 941	10 395
Transactions avec les propriétaires				
Dividendes	—	—	-1 080	-1 080
Apports en capital reçus	—	—	283	283
Rendement des apports en capital	—	—	-600	-600
Total transactions avec les propriétaires	—	—	-1 397	-1 397
Solde au 31 décembre 2015	37 107	575	16 646	54 328

(1) Mis à jour - cf. note 1.

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Etat des flux de trésorerie

Exercice au 31 décembre 2015

	Note	Groupe		Banque	
		2015 millions £	2014 millions £	2015 millions £	2014 (1) millions £
Bénéfice avant impôt		1 372	2 289	10 968	2 468
Ajustements pour					
Variations de l'actif d'exploitation	54(a)	34 961	2 639	28 521	89 437
Variations du passif d'exploitation	54(b)	-10 990	8 369	-21 446	-88 625
Eléments non monétaires et autres éléments	54(c)	-7 049	-2 632	-10 687	-2 028
Impôt encaissés(payés)		-100	-140	768	726
Trésorerie nette générée par (employée dans) les activités d'exploitation		18 194	10 525	8 124	1 978
Trésorerie des activités d'investissement					
Achats d'autres instruments de capitaux émis par des filiales		—	—	-1 500	—
Achat d'actifs financiers		-19 354	-11 533	-7 903	-6 052
Produit de la vente et de l'échéance d'actifs financiers		22 000	4 668	7 055	1 626
Achat d'immobilisations		-3 417	-3 442	-1 279	-1 182
Produit de la vente d'immobilisations financières		1 537	2 043	61	100
Injections supplémentaires de capitaux dans les filiales	54(e)	—	—	-64	-750
Dividendes reçus de la part des filiales		—	—	12 820	2 873
Remboursement de capital par les filiales		—	—	—	1 930
Acquisition d'entreprises, après déduction de la trésorerie acquise	54(e)	-5	-1	—	—
Cession d'entreprises, après déduction de la trésorerie cédée	54(f)	-4 071	543	850	728
Trésorerie nette employée dans les activités d'investissement		-3 310	-7 722	10 040	-727
Trésorerie générée par les activités de financement					
Dividendes payés aux détenteurs d'actions ordinaires		-1 080	—	-1 080	—
Dividendes payés aux détenteurs de participations minoritaires		-52	-27	—	—
Rendement des apports en capital		-600	-198	-600	-198
Intérêts payés sur le passif subordonné		-2 307	-2 488	-1 755	-1 832
Produit de l'émission de passif subordonné		—	—	—	—
Remboursement de passif subordonné		-4 002	-2 369	-1 851	-1 380
Emprunts contractés avec la société-mère		1 157	—	1 157	—
Remboursements en faveur de la société-mère		-1 155	—	—	-1 155
Ventes de participations minoritaires dans TSB (note 55)		—	634	—	634
Autres variations des participations minoritaires		-41	1	—	—
Trésorerie nette générée par les activités de financement		-8 080	-4 447	-5 284	-2 776
Effet des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		2	-6	—	6
Variations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		6 806	-1 650	12 880	-1 519
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		65 147	66 797	42 972	44 491
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice	54(d)	71 953	65 147	55 852	42 972

(1) Mis à jour - cf. note 1.

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Notes relatives aux Etats Financiers

1 Base de préparation

Les états financiers de Lloyds Bank plc ont été préparés selon les normes IFRS [International Financial Reporting Standards] adoptées par l'Union Européenne (UE) et appliquées selon les dispositions du Companies Act 2006. Les normes internationales de reporting financier comprennent les normes IFRS proprement dites publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et les normes dites IAS, publiées par l'organisme prédécesseur de l'IASB, ainsi que les interprétations publiées par l'IFRS Interpretations Committee (IFRS IC) et son prédécesseur. La version de l'IAS 39 Instruments Financiers: Comptabilisation et Evaluation assouplit certaines règles en matière de comptabilité de couverture; le Groupe, toutefois, n'a pas profité de cet assouplissement, et il n'y a, donc, aucune différence entre l'application au

Groupe des IFRS telles qu'adoptées par l'UE et les IFRS publiées par l'IASB. Les informations financières ont été préparées selon la convention du coût historique, telle que modifiée par la réévaluation des biens d'investissement, des actifs financiers cessibles, des valeurs négociables et de certains autres éléments d'actif et de passif financier comptabilisés à leur juste valeur, par le biais du compte de résultat et tous les contrats en produits dérivés.

La continuité de l'activité de la Banque et du Groupe dépend de leur capacité de financer correctement leurs bilans respectifs et de conserver des niveaux de capitalisation suffisants. Afin de s'assurer que la Banque et le Groupe possèdent des ressources adéquates pour pouvoir continuer à fonctionner dans un futur prévisible, les administrateurs ont pris en compte un certain nombre de facteurs clés figurant dans la rubrique Principaux risques et incertitudes du Chapitre Financement et Liquidités, page 5, et ont examiné les projections en termes de capitalisation et de financement du Groupe. En tenant compte de tous ces facteurs, les administrateurs estiment qu'il est préférable de continuer à adopter le principe de continuité de l'activité dans la préparation des états financiers.

En 2015, les titres obligataires d'état dotés d'une valeur comptable de £19,938 millions de livres sterling, précédemment comptabilisés comme cessibles, ont été classés comme titres détenus jusqu'à leur date d'échéance. Les plus-values non réalisées sur les titres transférés d'un montant de £194 millions de livres sterling, précédemment affectées aux fonds propres, continuent à faire partie de la réserve de réévaluation des titres cessibles et sont amorties sur le compte de résultat pendant la durée de vie résiduelle desdits titres, par la méthode du taux d'intérêt effectif ou jusqu'à la dépréciation de l'actif.

Les détails des interprétations des IFRS applicables au Groupe, qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 décembre 2015 et qui n'ont pas été appliquées dans la préparation des présents états financiers, figurent à la note 56.

En 2015, la Banque a constaté une erreur dans sa comptabilisation d'une transaction de couverture intra-groupe et a appliqué les écritures correctives nécessaires. Cela a entraîné, pour la Banque, une diminution de l'actif total de £314 millions de livres sterling (de £636,116 millions à £635,802 millions) et une diminution du bénéfice affecté de £314 millions (de £4,532 millions à £4,218 millions) au 1er janvier 2014; une diminution du bénéfice après impôt de £176 millions de livres sterling pour l'exercice 2014 et une réduction de la créance intragroupe de Lloyds Banking Group de £618 millions de livres, une augmentation des Impôts à court terme recouvrables de £33 millions et de l'actif d'impôt différé de £95 millions de livres sterling au 31 décembre 2014. Il n'y a pas eu d'impact sur le bilan consolidé de Lloyds Bank Group.

2 Politiques comptables

Les politiques comptables sont décrites ci-dessous. Elles ont été appliquées de manière cohérente.

a Consolidation

L'actif, le passif et le résultat des entités membres du Groupe (y compris les entités structurées) figurent dans les états financiers sur la base des comptes préparés à la date de reporting. Les entités du Groupe incluent les filiales, les entités associées et les joint-ventures. Vous trouverez des informations détaillées sur les filiales et les autres entités apparentées du Groupe pages 137 à 150.

(1) Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par le Groupe. Le groupe contrôle une entité quand il exerce un pouvoir sur celle-ci, quand il est exposé à ou a droit à des rendements variables suite à son implication dans des activités exercées avec ladite entité et quand il est en mesure d'affecter ces rendements par l'exercice de son pouvoir. Ceci implique, généralement, la détention d'une participation représentant plus de la moitié des droits de vote, bien que parfois une participation inférieure puisse également permettre au Groupe d'exercer un pouvoir. L'existence et l'effet de droits de vote potentiels actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte dans l'évaluation du contrôle exercé ou non par le Groupe. Le Groupe vérifie si l'exercice d'un pouvoir, de sa part, sur une certaine entité est effectif lorsque certains faits ou circonstances indiquent que les éléments ci-dessus ont subi des changements. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date de transfert du contrôle au Groupe et sont déconsolidées dès la cessation du contrôle.

Le Groupe consolide les organismes de placement collectif si les participations détenues lui accordent le droit effectif de révoquer le gestionnaire externe du fonds en charge des activités d'investissement du fonds. Lorsqu'une filiale du Groupe est le gestionnaire du fonds d'un organisme de placement collectif, le Groupe prend en compte toute une série de facteurs afin de déterminer s'il agit en qualité de mandant, et, par conséquent, s'il exerce un contrôle sur ledit organisme, y compris: l'évaluation de l'étendue du pouvoir de décision que le Groupe exerce sur l'organisme d'investissement; les droits détenus par d'autres parties, y compris des droits effectifs de révocation sans cause du mandat du Groupe en tant que gestionnaire du fonds; la rémunération à laquelle le Groupe a droit en qualité de responsable et l'exposition du groupe à des rendements variables générés par la participation détenue dans l'organisme d'investissement. La consolidation peut être appropriée lorsque le Groupe ne détient pas une participation majoritaire. Lorsqu'un organisme de placement collectif est consolidé, les participations des autres parties en dehors du Groupe sont comptabilisées dans "autre passif".

Les entités structurées sont conçues de manière à ce que leurs activités ne soient pas régies par le biais de droits de vote. Dans l'évaluation du pouvoir exercé par le Groupe sur les entités dans lesquelles il détient une participation, le Groupe prend en compte des éléments tels que l'objet social et la structure de l'entité; sa propre capacité effective de diriger les activités de l'entité; la nature des relations entretenues avec l'entité et la taille de son exposition au caractère variable des rendements de l'entité.

Le traitement des transactions avec des participations minoritaires dépend du fait de savoir si, suite à la transaction, le Groupe perd ou non le contrôle de la Filiale. Les variations des participations détenues par la société mère dans une filiale qui ne donnent pas lieu à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des opérations sur capitaux propres; tout écart entre le montant de l'ajustement des participations minoritaires et la juste valeur de la contrepartie versée ou reçue est comptabilisé directement dans les fonds propres et attribué aux propriétaires de l'entité mère. Lorsque le Groupe perd le contrôle de la filiale, le montant de toute participation minoritaire détenue dans l'ancienne filiale est décomptabilisé, à la date de la perte de contrôle, et l'investissement détenu dans l'ancienne filiale est réévalué à sa juste valeur; la perte ou le gain comptabilisé(e) dans le compte de résultat lors de la cession partielle de la filiale inclut le gain ou la perte réalisé(e) sur la réévaluation de la participation détenue.

Les opérations intersociétés, les soldes ainsi que les pertes ou les plus-values non réalisé(e)s sur les transactions effectuées entre les sociétés du Groupe sont éliminé(e)s.

La méthode comptable de l'acquisition est utilisée pour la comptabilisation des regroupements d'entreprises réalisés par le Groupe. La contrepartie de l'acquisition d'une filiale est égale à la juste valeur des actifs transférés, du passif encouru et des participations émises par le Groupe. Cette contrepartie inclut la juste valeur de l'actif ou du passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnelle. Les frais relatifs aux acquisitions sont comptabilisés dans les dépenses lorsqu'ils sont encourus, à l'exception des frais relatifs à l'émission d'instruments obligataires (cf. 2e (5)) ou de capital (cf. 2q(1)). Les actifs identifiables acquis et le passif assumé dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont initialement mesurés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

(2) Joint-ventures et entreprises associées

Les contrats relatifs à la constitution de joint-ventures sont des contrats conjoints dans le cadre desquels le Groupe exerce un contrôle commun, avec d'autres Parties, et a droit aux actifs nets résultant des accords conclus. Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence significative, mais non pas un contrôle proprement dit ou un contrôle commun, en termes de politiques financières et d'exploitation. L'on entend par influence significative le pouvoir de participer aux décisions en matière de politiques financières et d'exploitation de l'entité, sans exercer, toutefois, un contrôle ou un contrôle commun sur lesdites décisions; cela représente une participation comprise entre 20 et 50 % du capital de l'entité, assortie de droit de vote.

Le Groupe utilise l'exonération accordée sur le capital-risque pour les investissements impliquant une influence ou un contrôle conjoint et dans le cadre desquels l'unité opérationnelle fonction en tant que société de capital-risque. Ces investissements sont comptabilisés à leur juste valeur, lors de leur comptabilisation initiale, dans le

compte de résultat. Sinon, les investissements du Groupe dans des joint-ventures et des entreprises associées sont comptabilisés par la méthode de la mise en équivalence et sont initialement comptabilisés au coût et ajustés chaque année pour prendre en compte la part du Groupe des résultats post-acquisition de la joint-venture ou de l'entité associée telle qu'elle résulte des comptes dont la date de clôture coïncide avec celle des comptes du Groupe ou échéant à une date antérieure au maximum de trois mois à la date de reporting du Groupe. La part des éventuelles pertes est limitée à un niveau qui reflète l'obligation de financer lesdites pertes.

b Goodwill

Le goodwill résulte des regroupements d'entreprises, y compris de l'acquisition de filiales, et de l'acquisition de participations dans des joint-ventures et des entreprises associées; le goodwill représente la différence positive entre le coût d'une acquisition et la juste valeur de la part d'actif, de passif et de passif éventuel acquise par le Groupe. Lorsque cette juste valeur est supérieure au coût d'acquisition, la différence est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat.

Le goodwill est comptabilisé dans l'actif, au coût, et testé au moins une fois par an en termes de dépréciation. Toute dépréciation constatée dans la valeur comptable du goodwill est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat et cette écriture n'est pas contrepassée par la suite. Le goodwill résultant des acquisitions d'entreprises associées ou de joint-ventures est inclus dans les investissements du Groupe dans des joint-ventures et des entreprises associées. A la date de cession d'une filiale, la valeur nette comptable du goodwill attribuable est incluse dans le calcul du bénéfice ou de la perte à la date de cession.

c Autre actif incorporel

Le poste "autre actif incorporel" inclut les marques, les dépôts de base, les primes payées pour l'achat de comptes de cartes de crédit, l'actif incorporel lié à la clientèle ainsi que les améliorations de logiciels générées en interne ou à l'extérieur. Les actifs incorporels dotés d'une durée de vie déterminée sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie estimée, comme suit:

Améliorations de logiciels capitalisées	Jusqu'à 7 ans
Marques (dotées d'une durée de vie déterminée)	10-15 ans
Actifs incorporel lié à la clientèle	jusqu'à 10 ans
Actifs incorporel relatif à des dépôts de base	jusqu'à 8 ans
Primes payées pour l'achat de comptes de cartes de crédit	5 ans

Les actifs incorporels dotés d'une durée de vie déterminée sont examinés à chaque date de reporting afin de détecter d'éventuels signes de dépréciation. Si tel est le cas, on procède à la détermination du montant recouvrable de l'actif et, si la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à son montant recouvrable, la dépréciation est enregistrée immédiatement. Les marques auxquelles a été attribuée une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties. Ces actifs incorporels sont réévalués annuellement pour vérifier si l'attribution d'une durée de vie indéterminée est toujours justifiée. Dans le cas contraire, une durée de vie déterminée est définie et l'actif est soumis à un test de dépréciation.

d Comptabilisation des recettes

Les intérêts débiteurs et créditeurs sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers productifs d'intérêts, par la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception de ceux qui sont comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat. La méthode du taux d'intérêt effectif permet de calculer le coût amorti d'un élément d'actif ou de passif financier et d'affecter les intérêts créditeurs ou débiteurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'escompte exact des futurs paiements ou encaissements estimés au comptant sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, le cas échéant, sur une plus brève période, par rapport à la valeur nette comptable de l'élément d'actif ou de passif en question.

Le taux d'intérêt effectif est calculé sur la comptabilisation initiale de l'élément d'actif ou de passif par l'estimation des futurs flux de trésorerie après la prise en compte de toutes les conditions contractuelles auxquelles est soumis l'instrument, à l'exception des futures créances irrécouvrables. Le calcul inclut tous les montants dont le paiement ou l'encaissement par le Groupe est prévu, y compris les frais de rachat anticipé prévus et les pénalités s'y rapportant ainsi que les primes et les remises faisant partie intégrante du rendement global. Tous les frais de transaction directement imputables à l'acquisition, à l'émission ou à la cession d'un instrument financier sont également pris en compte dans le calcul. Une fois que la valeur d'un actif financier ou un ensemble d'actifs financiers est réduite suite à une perte par dépréciation, les intérêts créditeurs sont comptabilisés au taux d'intérêt utilisé pour l'escompte des futurs flux de trésorerie afin de mesurer la perte par dépréciation (cf. h ci-dessous).

Les frais et les commissions ne faisant pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif sont généralement comptabilisés une fois que le service a été fourni. Les commissions d'engagement sur des prêts susceptibles d'être utilisés sont différées (avec les frais directs s'y rapportant) et comptabilisées en tant qu'ajustement aux taux effectif d'intérêt sur le prêt, une fois que celui-ci a été utilisé. Lorsqu'il est improbable que les engagements de prêt soient utilisés, les frais correspondants sont comptabilisés sur la durée de vie de la facilité de crédit. Les commissions de syndication de prêts sont comptabilisées dans les recettes une fois la syndication terminée, le Groupe ne conservant aucune part de l'enveloppe de prêts pour lui-même ou conservant une part au même taux d'intérêt effectif pour tous les instruments financiers productifs d'intérêts, y compris les prêts et les avances, tout comme pour les autres participants.

Le produit des dividendes est comptabilisé une fois que le droit de recevoir le paiement correspondant a été établi.

Les politiques de comptabilisation des recettes relatives à l'activité d'assurance-vie et d'assurance générale sont détaillées ci-dessous (cf. n ci-dessous); celles relatives aux locations figurent au point j(2) ci-dessous.

e Actif et passif financier

Lors de leur comptabilisation initiale, les éléments d'actif financier sont comptabilisés à leur juste valeur, dans le Compte de Résultat, dans les Actifs financiers cessibles, les investissements détenus jusqu'à la date d'échéance ou les Prêts et créances. Le passif financier est mesuré pour son coût amorti, sauf le passif détenu à des fins de transaction et les autres éléments de passif inscrits au Compte de résultat à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale et détenus à la juste valeur. Le Groupe comptabilise initialement les Prêts et créances, dépôts, Titres obligataires en émission et le passif subordonné lors de l'acceptation des conditions contractuelles relatives à l'instrument. Les achats et les ventes de titres selon les modalités habituelles ainsi que les autres actifs financiers et passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la date de négociation, à savoir la date à laquelle le Groupe s'est engagé à acheter ou vendre un élément d'actif.

Les éléments d'actif financier sont décomptabilisés à la date d'expiration du droit contractuel de recevoir les flux de trésorerie générés par ces derniers ou après le transfert, par le Groupe, de son droit de recevoir des flux de trésorerie générés par les actifs ainsi que:

- Après le transfert de la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété; ou
- Après le transfert du contrôle par le Groupe, même si celui-ci n'a transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et des avantages.

Les éléments de passif financier sont décomptabilisés après leur extinction (à savoir une fois que l'obligation a été acquittée), leur annulation ou leur expiration.

(1) Instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur sur le compte de résultat

Les éléments de passif financier sont comptabilisés, à leur juste valeur, dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de valeurs mobilières ou lorsqu'ils sont inscrits au

compte de résultat par la Direction, à leur juste valeur. Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur (cf. ci-dessous).

Les valeurs mobilières sont des titres obligataires et des actions principalement acquis en vue de leur vente à court terme ou faisant partie d'un portefeuille géré en vue de la réalisation de plus-values à court terme. Lesdites valeurs sont classées en tant que valeurs mobilières et inscrites au bilan à leur juste valeur. Les plus/moins-values résultant des variations de la juste valeur, ainsi que les coupons d'intérêts et les revenus des dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultat, au poste "résultat net des opérations de négoce" sur la période pendant laquelle ils sont réalisés.

Les autres éléments d'actif et de passif comptabilisés pour leur juste valeur sur le compte de résultat sont désignés comme tels par la Direction, lors de la comptabilisation initiale. Ils sont inscrits au bilan pour leur juste valeur et les plus/moins-values résultant des variations de la juste valeur, ainsi que les coupons d'intérêts et les revenus des dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultat, au poste "résultat net des opérations de négoce" sur la période pendant laquelle ils sont réalisés.

Les éléments d'actif et de passif financier sont comptabilisés à leur juste valeur, sur le compte de résultat, lors de l'acquisition, dans les cas suivants:

- En cas d'élimination ou de réduction significative du traitement incohérent qui résulterait, autrement, de la mesure de l'actif et du passif ou de la comptabilisation des plus-values et des pertes sur des bases différentes. Le type d'actif financier le plus fréquemment comptabilisé par le Groupe à sa juste valeur dans le compte de résultat est représenté par les actifs adossés aux contrats d'assurance et aux contrats de placement émis par la branche assurance-vie du Groupe. La comptabilisation à la juste valeur permet d'enregistrer les modifications apportées à la juste valeur de ces actifs dans le compte de résultat avec les variations de valeur des éléments de passif correspondants, atténuant, ainsi, de manière significative l'incohérence qui se produirait si les actifs étaient classés comme Actifs financiers cessibles.

- Si les éléments d'actif et de passif font partie d'un ensemble de postes qui est géré et dont le rendement est évalué sur la base de la juste valeur conformément à une stratégie documentée de gestion du risque ou d'investissement, les informations communiquées par la Direction étant également élaborées sur cette base. Comme remarqué au point a(2) ci-dessus, certains investissements du Groupe sont gérés en tant que capital-risque et évalués à leur juste valeur, ces actifs étant comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat.

- Si les éléments d'actif et de passif comportent un ou plusieurs instruments dérivés intégrés, qui modifient de manière significative les flux de trésorerie résultant du contrat et qui doivent être comptabilisés séparément.

La juste valeur des éléments d'actif et de passif négociés sur des marchés actifs se fonde, respectivement, sur l'offre actuelle et les prix de l'offre. Si le marché n'est pas actif, le Groupe fixe la juste valeur à l'aide de techniques d'évaluation incluant les récentes transactions réalisées dans des conditions de libre concurrence, la référence à d'autres instruments substantiellement identiques, l'analyse des flux de trésorerie actualisés, des modèles de calcul des prix des options et d'autres techniques d'évaluation couramment employées par les acteurs du marché. Cf. note 3 (Estimations comptables et jugements essentiels: juste valeur des instruments financiers) et la note 49(3) (Instruments Financiers: éléments d'actif et de passif financier comptabilisés à leur juste valeur) pour plus de détails sur les techniques d'évaluation et les apports significatifs aux modèles d'évaluation.

Le Groupe a le droit de réaffecter, à leur juste valeur, à la date de transfert, des actifs financiers non dérivés (autres que ceux comptabilisés à la juste valeur dans le compte de résultat, par l'entité, lors de la comptabilisation initiale), hors de la catégorie de négociation, s'ils ne sont plus détenus en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme, comme suit:

- lorsque les actifs financiers auraient été conformes à la définition de Prêts et créances, s'ils n'avaient pas été classés, lors de leur comptabilisation initiale, comme actif détenus en vue de leur négociation, ils peuvent être reclassés dans Prêts et créances lorsque le Groupe a l'intention et la possibilité de détenir ces actifs dans un futur proche ou jusqu'à leur date d'échéance; ou

- lorsque les actifs financiers n'auraient pas été conformes à la définition de Prêts et créances, ils peuvent être reclassés hors de la catégorie de négociation dans l'actif financier cessible, dans des cas exceptionnels.

(2) Actifs financiers cessibles

Les titres obligataires et les actions non comptabilisés comme valeurs mobilières, à leur juste valeur, dans le compte de résultat, ou comme investissements détenus jusqu'à la date d'échéance ou en tant que Prêts et créances sont classés comme "Actifs financiers cessibles" et sont inscrits au Bilan à leur juste valeur, incluant les frais de transaction. Les actifs financiers cessibles sont destinés à être détenus pendant une période indéterminée et peuvent être revendus pour couvrir des besoins de liquidités ou des variations de taux d'intérêts, de taux de change ou des prix des actions. Les plus/moins –values résultant des variations dans la juste valeur des investissements classés comme cessibles sont comptabilisées directement dans "autres éléments du résultat global", jusqu'à la vente, la dépréciation ou l'échéance de l'actif financier en question, lorsque la plus/moins-valeur globalement précédemment comptabilisée dans "autres éléments du résultat global" est comptabilisée dans le compte de résultat. Les intérêts calculés par la méthode du taux d'intérêt effectif ainsi que les plus/moins –values sur change de titres obligataires libellés en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Le Groupe a le droit de transférer un élément d'actif financier du poste "Actifs cessibles" au poste "Prêts et créances" lorsque le poste d'actif en question aurait été conforme à la définition des Prêts et créances lors de sa réaffectation s'il n'avait pas été classé comme actif cessible et lorsqu'il existe l'intention et la possibilité de détenir ledit actif financier pendant un futur proche. La réaffectation d'un élément d'actif financier de la catégorie des "actifs cessibles" à la catégorie des actifs détenus jusqu'à leur date d'échéance est autorisée lorsque le Groupe a la possibilité et l'intention de conserver l'actif en question jusqu'à sa date d'échéance.

Les réaffectations s'effectuent à la juste valeur applicable à la date de réaffectation. La juste valeur devient le nouveau coût ou le coût amorti, selon les cas. Les taux d'intérêts effectifs pour les actifs financiers réaffectés en Prêts et créances et les actifs détenus jusqu'à leur date d'échéance sont fixés à la date de réaffectation. Les plus/moins-values précédemment réalisées sur un élément d'actif transféré comptabilisé dans les fonds propres sont amorties sur le compte de résultat sur la durée de vie restante de l'investissement par la méthode du taux d'intérêt effectif ou jusqu'à la dépréciation de l'actif. Tout écart entre le nouveau coût amorti et les flux de trésorerie prévisionnels est également amorti sur la durée de vie résiduelle de l'actif par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Lorsqu'une perte par dépréciation est comptabilisée pour les actifs cessibles transférés, le solde non amorti de toute réserve non cessible restant dans les fonds propres est transféré au compte de résultat et enregistré en tant que partie intégrante de la perte par dépréciation.

(3) Prêts et créances

Le poste "Prêts et créances" inclut les Prêts et avances en faveur des banques et des clients et les actifs admissibles, y compris ceux transférés dans cette catégorie à partir du compte de résultat dans lequel ils étaient comptabilisés à leur juste valeur ou à partir des Actifs financiers cessibles. Les Prêts et créances sont initialement comptabilisés lorsque les liquidités sont mises à la disposition des emprunteurs, à leur juste valeur incluant les frais de transaction ou, pour les actifs admissibles transférés dans cette catégorie, à leur juste valeur applicable à la date de transfert. Les éléments d'actif financier classés comme Prêts et créances sont comptabilisés à leur coût amorti par la méthode du taux d'intérêt effectif (cf. ci-dessus) moins la provision pour dépréciation (cf. h ci-dessous).

Le Groupe a conclu des transactions de titrisation ou d'autres transactions similaires pour financer certains prêts et avances en faveur des clients. Lorsque les entités de titrisation sont financées par l'émission de titres obligataires, à des conditions prévoyant que la majorité des risques et des avantages du portefeuille de prêts titrisés reviennent au Groupe, ces prêts et ces avances continuent à être comptabilisés par le Groupe, avec l'enregistrement d'une obligation correspondante relative au financement.

(4) Investissements détenus jusqu'à l'échéance

Les investissements détenus jusqu'à l'échéance sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou variables et de dates d'échéance fixes que la Direction du Groupe a la ferme intention et capacité de détenir jusqu'à leur date d'échéance, à l'exception de:

- Ceux comptabilisés par la Direction, lors de la comptabilisation initiale, en tant qu'actifs enregistrés à leur juste valeur dans le compte de résultat;
- Ceux qui ont été désignés comme étant cessibles par le Groupe; et
- Ceux qui sont conformes à la définition de Prêts et créances.

Ceux-ci sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, incluant les frais de transaction directs et progressifs, et sont ensuite mesurés au coût amorti, par la méthode du taux d'intérêt effectif, moins une provision pour dépréciation.

La vente ou la réaffectation d'un montant non négligeable d'investissements détenus jusqu'à l'échéance donnerait lieu à la réaffectation d'investissements détenus jusqu'à l'échéance en Actifs financiers cessibles.

(5) Emprunts

Les emprunts (qui comprennent les dépôts bancaires, les dépôts des clients, les titres obligataires en émission et le passif subordonné) sont comptabilisés initialement à la juste valeur, à savoir leur valeur d'émission après déduction des frais de transaction. Ces instruments sont ensuite comptabilisés à leur coût amorti par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actions privilégiées et les autres instruments assortis d'un coupon obligatoire ou qui sont rachetables à une date donnée sont comptabilisés comme passif financier. Le coupon sur ces instruments est comptabilisé sur le compte de résultat, dans les intérêts débiteurs.

Un échange de passifs financiers à des conditions substantiellement différentes est comptabilisé comme extinction de l'obligation financière initiale et l'enregistrement d'une nouvelle obligation. La différence entre le montant comptabilisé d'un élément de passif financier éteint et le montant de la nouvelle obligation financière est comptabilisée dans le compte de résultat avec les coûts et les commissions encouru(e)s.

Lorsqu'un élément de passif financier est échangé contre un instrument de fonds propres, le nouvel instrument de fonds propres est comptabilisé à la juste valeur et tout écart entre la valeur comptable initiale de la dette et la juste valeur du nouvel instrument de fonds propres est comptabilisé dans le compte de résultat.

(6) Contrats de vente-rachat

Les titres vendus dans le cadre de contrats de rachat (repos) sont toujours inscrits au bilan lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages sont conservés. Les fonds encaissés dans le cadre de ces contrats sont inclus dans les dépôts bancaires, dépôts de la clientèle ou dans le passif détenu à des fins de transaction. En revanche, les titres achetés dans le cadre de contrats de revente (reverse repos), en vertu desquels le Groupe n'acquiert pas la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété, sont comptabilisés comme Prêts et créances ou valeurs négociables. La différence entre le prix de vente et de rachat est traitée comme intérêt et amortie sur la durée des contrats par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les transactions de prêt et d'emprunt de titres sont généralement garanties par des titres ou des sommes au comptant avancées ou encaissées. Les titres prêtés à des contreparties sont inscrits au bilan. Les titres empruntés ne sont pas inscrits au bilan, à moins qu'ils ne soient vendus à des tiers, auquel cas l'obligation de les retourner est enregistrée à la juste valeur dans le passif détenu à des fins de transaction. La garantie au comptant fournie ou reçue est considérée comme un prêt ou une créance ou comme un dépôt par les clients.

f Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur. Les justes valeurs sont calculées à partir des prix de marché cotés sur les marchés actifs, y compris les transactions récemment réalisées sur le marché, à l'aide de techniques d'évaluation, dont la trésorerie actualisée et les modèles de calcul des prix des options, selon les cas. Les produits dérivés sont inscrits au bilan, dans l'actif, lorsque leur juste valeur est positive et dans le passif lorsque leur valeur est négative. Cf. note 3 (Estimations comptables et jugements essentiels: juste valeur des instruments financiers) et note 49(3) (Instruments financiers: actif et passif financier comptabilisé à la juste valeur) pour une description détaillée des techniques d'évaluation et des modèles d'évaluation les plus significatifs.

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés ne faisant pas partie d'une relation de couverture sont immédiatement comptabilisées dans le compte de résultat.

Les produits dérivés intégrés dans des instruments financiers et des contrats d'assurance (à moins que le produit dérivé ne soit un contrat d'assurance) sont traités comme des produits dérivés séparés lorsque leurs caractéristiques économiques et leurs risques ne sont pas directement liés à ceux du contrat hôte et que le contrat hôte n'est pas comptabilisé à la juste valeur dans le compte de résultat. Ces produits dérivés intégrés sont mesurés à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le compte de résultat. Selon l'IFRS 4 Contrats d'assurance, la possibilité, pour le titulaire d'une police d'assurance, de revendre un contrat d'assurance contre paiement d'une somme préalablement fixée n'est pas considérée comme un produit dérivé intégré.

La méthode de comptabilisation des mouvements de la juste valeur des instruments dérivés dépend du fait qu'ils soient désignés ou non comme instruments de couverture et, dans ce cas, de la nature du poste couvert. La comptabilité de couverture permet de désigner un certain instrument financier - généralement un instrument dérivé tel qu'un swap, en tant que couverture d'un autre instrument financier comme un prêt ou un dépôt ou un portefeuille desdits instruments. Au début de la relation de couverture, un document officiel, expliquant la stratégie de couverture, le poste couvert, l'instrument de couverture et la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture dans la compensation des variations de la juste valeur ou de la trésorerie du risque couvert. L'efficacité de la relation de couverture est testée au début et pendant toute sa durée et si l'on estime, à n'importe quel moment, qu'elle n'est plus suffisamment efficace en vue de la réalisation de l'objectif poursuivi, la comptabilité de couverture sera interrompue.

Le Groupe désigne certains produits dérivés comme: (1) couverture de la juste valeur des risques inhérents à l'actif et au passif comptabilisé (couverture de la juste valeur);

(2) couverture des futurs flux de trésorerie hautement probables attribuables aux postes d'actif ou de passif comptabilisés (couvertures des flux de trésorerie); ou (3) couverture des investissements nets dans des entités étrangères (couvertures des investissements nets). Ces éléments sont comptabilisés comme suit:

(1) Couvertures de la juste valeur

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés désignées et qualifiées comme couvertures de la juste valeur sont enregistrées au compte de résultat, avec les variations de la juste valeur de l'élément d'actif ou de passif couvert attribuables au risque couvert; ceci s'applique également si l'actif couvert est classé comme un actif cessible. Si la couverture ne remplit plus les critères applicables à la comptabilité de couverture, les variations de la juste valeur imputable au risque couvert ne sont

plus inscrites au compte de résultat. L'ajustement cumulé apporté à la valeur comptable du poste couvert est amorti sur le compte de résultat par la méthode du taux d'intérêt effectif jusqu'à l'échéance.

(2) Couverture des flux de trésorerie

La fraction efficace des variations de la juste valeur des produits dérivés désignés et admissibles comme couverture de trésorerie est comptabilisée dans les "autres éléments du résultat global" de la réserve de couverture des flux de trésorerie. La plus/moins-valeur relative à la fraction inefficace est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat. Les montants cumulés dans les fonds propres sont réaffectés au compte de résultat sur les exercices pendant lesquels le poste couvert affecte les bénéfices ou les pertes. Lors de l'expiration ou de la vente d'un instrument de couverture, ou lorsqu'une couverture ne correspond plus aux critères de la comptabilité de couverture, les plus/moins-values cumulées dans les fonds propres à ladite date restent dans les fonds propres et sont comptabilisées au compte de résultat lorsque la transaction prévisionnelle est définitivement comptabilisée dans le compte de résultat. Lorsqu'une transaction prévisionnelle n'est plus censée se réaliser, la plus/moins-valeur cumulée comptabilisée dans les fonds propres est immédiatement transférée au compte de résultat.

(3) Couvertures investissements nets

Les couvertures des investissements nets réalisés dans des entités étrangères sont comptabilisées de manière similaire à celle des couvertures des flux de trésorerie. Les plus/moins-values réalisées sur l'instrument de couverture relatif à la fraction efficace de la couverture sont comptabilisées dans "autres éléments du résultat global", les plus/moins-values relatives à la fraction inefficace étant immédiatement comptabilisées au compte de résultat. Les plus/moins-values cumulées dans les fonds propres sont incluses dans le compte de résultat lors de la cession de l'entité étrangère. Les instruments de couverture utilisés pour la couverture des investissements nets peuvent inclure des instruments financiers dérivés et non-dérivés.

g Compensation

Les éléments d'actif et passif financier sont compensés et le montant net est comptabilisé dans le bilan s'il existe un droit légalement applicable de compensation et s'il existe l'intention de procéder au règlement net ou à réalisation de l'actif de façon concomitant (e) avec le règlement de l'obligation. La garantie au comptant sur des transactions en produits dérivés cotés en Bourse est présentée en tant que montant brut à moins que les flux de trésorerie relatifs à la garantie ne soient toujours réglés net avec les flux de trésorerie résultant des instruments dérivés. Dans certains cas, même s'il existe un contrat-cadre de compensation, si la Direction n'a pas l'intention de régler sur une base nette les résultats relatifs à l'actif et au passif financier seront inscrits au bilan pour leur montant brut.

h Dépréciation de l'actif financier

(1) L'actif est comptabilisé au coût amorti

A chaque date de bilan, le Groupe évalue s'il existe, suite à l'occurrence d'un ou plusieurs événements après la date de comptabilisation initiale du poste d'actif financier et avant la date du bilan, une preuve objective de la dépréciation d'un actif ou d'un ensemble d'actifs financiers(s).

Si un tel événement a eu un impact sur les futurs flux de trésorerie estimés du poste ou de l'ensemble de postes d'actif financier, on procède à la comptabilisation d'une provision pour dépréciation dont le montant est égal à la différence entre la valeur comptable de l'élément d'actif et la valeur actuelle des futurs flux de trésorerie estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Si l'actif a un taux d'intérêt variable, le taux d'escompte utilisé pour mesurer la provision pour dépréciation est le taux d'intérêt effectif en vigueur.

Suite à la comptabilisation d'une perte par dépréciation sur un ou plusieurs élément(s) d'actif financier, les intérêts créditeurs continuent à être comptabilisés sur la base du taux d'intérêt effectif, sur la valeur nette comptable de l'actif après déduction des provisions pour dépréciation. Si, par la suite, le montant de la perte par dépréciation diminue et que cette diminution peut être objectivement reliée à un événement survenu après la comptabilisation de la dépréciation, telle que l'amélioration de la cote de crédit de l'emprunteur, la provision sera réajustée et le montant de la contre-passation sera enregistré dans le compte de résultat.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées individuellement pour l'actif financier considéré comme étant significatif individuellement. Ladite évaluation individuelle est principalement utilisée pour le portefeuille de prêts commerciaux du Groupe. Les provisions pour dépréciation pour les portefeuilles de prêts homogènes d'un moindre montant, tels que la plupart des prêts immobiliers résidentiels, des prêts personnels et des soldes de cartes de crédit des portefeuilles au détail du Groupe dans les Divisions Détail et Crédits à la consommation, qui sont en dessous des seuils d'évaluation individuelle, ainsi que pour la couverture des pertes sur prêts qui ont été encourues mais qui n'ont pas été identifiées séparément à la date du bilan, sont déterminées collectivement.

Evaluation individuelle

En ce qui concerne les actifs financiers individuellement significatifs présents dans les portefeuilles de prêts commerciaux du Groupe, les éléments d'actifs sont examinés régulièrement et ceux qui présentent une vulnérabilité réelle ou potentielle sont placés sur une watch list, qui assure une plus étroite surveillance, tout impact (potentiellement) défavorable sur la capacité de remboursement étant utilisé pour évaluer l'opportunité ou non de transférer un certain actif à une Unité d'Assistance Commerciale spécifique. Parmi les exemples d'événements déclenchant susceptibles d'entraîner la comptabilisation initiale des provisions pour dépréciation pour les prêts en faveur des entreprises emprunteuses (ou la comptabilisation d'autres provisions pour dépréciation) figurent (i) les pertes d'exploitation, la perte d'affaires ou de clients importants par un emprunteur; (ii) les violations graves des termes et conditions d'un prêt, y compris le défaut de remboursement du capital ou des intérêts, ou une baisse de la valeur de la sûreté suite à laquelle celle-ci n'est plus considérée suffisante; (iii) la disparition d'un marché actif en raison de difficultés financières; ou (iv) la restructuration d'une facilité avec des conditions préférentielles afin de favoriser le recouvrement du prêt (par ex. une conversion de créances en actions).

Pour ces actifs financiers identifiés individuellement, les futurs flux de trésorerie nécessaires sont soumis à un examen qui nécessite un jugement significatif de la part de la Direction en ce qui concerne le montant et les dates de disponibilité des flux de trésorerie. Si la dette est garantie, l'évaluation tient compte des flux de trésorerie prévus, après déduction des coûts de réalisation, que la saisie ou la réalisation de la garantie soit probable ou non.

Pour les instruments obligataires dépréciés détenus à leur coût amorti, les pertes par dépréciation sont comptabilisées sur les périodes suivantes s'il s'avère qu'il y a eu un impact négatif ultérieur sur les flux de trésorerie prévisionnels. Une réduction de la juste valeur causée par un élargissement généralisé des différentiels de crédit ne donnerait pas lieu, à elle toute seule, à une dépréciation ultérieure.

Evaluation collective

La dépréciation est évaluée sur une base collective pour (1) des ensembles de prêts homogènes qui ne sont pas considérés comme étant dépréciés individuellement; et (2) couvrir des pertes qui bien qu'ayant déjà été encourues n'ont pas encore été identifiées sur des prêts soumis à une dépréciation individuelle.

Ensembles de prêts homogènes

Pour des portefeuilles de moindre importance, des prêts homogènes, l'actif est inclus dans un ensemble d'actifs financiers assortis des mêmes caractéristiques de risque, dont la dépréciation a été testée collectivement. La segmentation prend en compte des facteurs, tels que le type d'actif, le secteur d'activité, la zone géographique, le type de garantie, l'éventuel impayé et les autres facteurs significatifs. Ces caractéristiques sont importantes pour l'estimation des futurs flux de trésorerie des ensembles desdits actifs, car elles sont indicatives de la capacité de remboursement de tous les montants dus par l'emprunteur selon les conditions contractuelles applicables aux

actifs évalués.

En général, l'élément déclencheur de la dépréciation utilisé pour le calcul de la dépréciation d'un prêt ou d'un ensemble de prêts, est l'obtention du niveau de défaillance préalablement défini ou la faillite du client. Les prêts pour lesquels les contrats du Groupe prévoient la possibilité de ne pas exiger une part des intérêts ou du capital sont également considérés comme étant dépréciés et les prêts générés pour refinancer des actifs actuellement dépréciés sont également définis comme étant dépréciés. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires non garantis du Groupe, la provision pour dépréciation est calculée pour les prêts douteux définis comme les prêts non remboursés depuis six mois ou plus (ou dans certains cas, lorsque le client est en état de faillite ou fait l'objet d'une saisie). Les flux de trésorerie estimés sont calculés sur la base de l'expérience historique est dépendent des estimations de la valeur prévisionnelle de la garantie, qui tient compte les futurs mouvements potentiels des prix de l'immobilier résidentiel, moins le coût relatif à la vente.

Pour les portefeuilles de prêts personnels non garantis, l'élément déclencheur de la dépréciation est représenté par un arriéré de paiement d'une ou deux mensualités ou par le fait que le client présente une ou plusieurs caractéristiques parmi celles mentionnées plus haut. Alors que l'élément déclencheur se fonde sur les performances en matière de paiement ou sur la situation de chaque élément d'actif, l'évaluation des futurs flux de trésorerie a recours à l'expérience historique des cohortes de portefeuilles similaires, si bien que l'évaluation est considérée comme étant collective. Les futurs flux de trésorerie sont estimés sur la base des flux de trésorerie contractuels des actifs faisant partie de la cohorte et de l'historique des pertes relatives à des actifs similaires. L'historique des pertes est réajustée en fonction des données actuellement observables concernant la conjoncture économique et les conditions de crédit (y compris les taux de chômage et le comportement de l'emprunteur) afin de prendre en compte les effets des conditions actuelles qui n'ont pas affecté la période sur laquelle se fonde l'historique des pertes et supprimer les effets des conditions de la période historique qui n'existent pas actuellement. La méthode et les hypothèses employées pour l'estimation des futurs flux de trésorerie sont régulièrement vérifiées par le Groupe afin d'atténuer les différences éventuelles entre les estimations des pertes et les pertes effectivement encourues.

Dépréciation encourue et non encore identifiée

La provision collective inclut également une provision pour pertes inhérentes, à savoir les pertes déjà encourus qui n'ont, toutefois, pas encore été identifiées à la date du bilan. Les prêts non encore comptabilisés comme prêts douteux sont regroupés dans des portefeuilles homogènes, par principaux facteurs de risque. Les facteurs de risque pour les prêts au détail garantis incluent le rapport prêt indexé/valeur actuel, les arriérés relatives à de précédents prêts, les données internes relatives aux impayés tous produits confondus et les données externes des agences de crédit; pour les prêts au détail non garanti, ils incluent le respect des échéances de paiement et, dans le cas contraire, le nombre de mensualités impayées et, pour les prêts commerciaux, des facteurs tels que les taux de défaut de paiement et le taux de perte en cas de défaillance observés. La probabilité de dépréciation de chaque compte pendant la période d'émergence de la perte ainsi que la perte économique que chaque portefeuille est susceptible de générer en cas de dépréciation font l'objet d'une évaluation. La période d'émergence de la perte est déterminée, par la direction locale, pour chaque portefeuille; le Groupe a défini une série de périodes d'émergence de la perte en fonction des caractéristiques des portefeuilles. Les périodes d'émergence de la perte sont régulièrement examinées et mises à jour, si nécessaire. En général, les périodes utilisées au sein du Groupe varient entre un et douze mois, selon l'historique. Les portefeuilles non garantis ont généralement une période d'émergence de la perte plus courte que les portefeuilles garantis.

Renégociation des prêts et période de grâce

Dans certains cas, le Groupe accepte de renégocier les conditions initialement applicables à un prêt, que ce soit en raison des relations entretenues avec le client ou suite à une évolution négative de la situation du client. Lorsque la renégociation des conditions de paiement des intérêts et du capital ne suffit pas à recouvrer la valeur comptable initiale de l'actif concerné, celui-ci continue à être comptabilisé comme impayé et à être considéré comme étant déprécié. Dans le cas contraire, le prêt n'est plus comptabilisé comme impayé ou déprécié, à condition que des paiements soient effectués conformément aux nouvelles conditions applicables. La renégociation peut entraîner la décomptabilisation du prêt et de la provision correspondante et la comptabilisation d'un nouveau prêt, qui sera initialement comptabilisé à sa juste valeur.

Radiations

Un prêt ou une avance est généralement radié(e), en tout ou en partie, par rapport à la provision correspondante lorsque le produit de la réalisation des garanties disponibles a été encaissé ou lorsqu'il n'existe aucune probabilité réaliste de recouvrement et que le montant de la perte a été dûment estimé. Le recouvrement ultérieur des postes radiés vient en déduction des pertes par dépréciation comptabilisées au compte de résultat. Qu'il s'agisse de prêts au détail garantis ou non garantis, la radiation a lieu uniquement après la mise en place de toute une série de processus de recouvrement, ou lorsque l'état du compte indique, selon les politiques en vigueur, que l'octroi d'un délai de grâce n'est plus approprié. Pour les prêts commerciaux, la radiation a lieu en cas de restructuration du prêt contracté par le client, ou si l'actif est sous administration et que les seuls montants susceptibles d'être perçus sont ceux qui ont été estimés par l'administrateur, en cas de cession de l'actif sous-jacent s'il a été décidé qu'aucune autre somme ne sera perçue à titre de règlement ou en présence d'éléments probants provenant de sources externes (par exemple, des évaluations effectuées par des sociétés externes) qui montrent une baisse irréversible des flux de trésorerie prévus.

Conversion de créances en prises de participation

Les titres de participation acquis en échange de prêts en vue d'une liquidation dans les règles sont comptabilisés en tant que cession du prêt et acquisition de titres de participation détenus en vue de leur revente. Lorsque cette transaction entraîne une prise de contrôle sur une entité, l'entité en question fait l'objet d'une consolidation; lorsque le Groupe acquiert une influence significative sur l'entité suite à la transaction, l'investissement est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence (cf. (a) ci-dessus). Toute dépréciation ultérieure des actifs ou de l'activité acquis(e) est traitée comme une dépréciation de l'actif ou de l'activité concerné(e) et non pas comme une dépréciation de l'instrument initial.

(2) Actifs financiers cessibles

Le Groupe évalue, à chaque date de bilan, l'éventuelle existence d'éléments probants évidents de la dépréciation d'un actif cessible. Outre les critères applicables aux actifs financiers comptabilisés au coût amorti, comme indiqué plus haut, cette évaluation inclut un examen de la situation financière actuelle (y compris de la solvabilité) est des futures perspectives de l'émetteur, en tenant compte des flux de trésorerie prévisionnels et, pour les titres de participation, d'une éventuelle baisse significative et prolongée de la juste valeur de l'actif en-dessous de son coût. En cas de perte par dépréciation, la perte cumulée, mesurée en tant que différence entre le coût d'acquisition (après le remboursement et l'amortissement du capital) et la juste valeur actuelle, moins la perte par dépréciation constatée sur l'actif précédemment comptabilisé, est réaffectée à partir des fonds propres au compte de résultat. Pour les instruments obligataires dépréciés, les pertes par dépréciation sont comptabilisées sur les périodes suivantes lorsqu'un impact négatif ultérieur a été constaté sur la trésorerie prévisionnelle; la réduction de la juste valeur causée par l'élargissement généralisé des différentiels de crédit ne peut entraîner, à elle toute seule, une ultérieure dépréciation. Si, sur une période suivante, la juste valeur de l'instrument obligataire classé comme cessible augmente et si ladite augmentation peut être objectivement reliée à un événement survenu après la comptabilisation de la perte par dépréciation, un montant égal ou inférieur à la perte par dépréciation initiale est crédité sur le compte de résultat; toute différence supplémentaire est affectée aux "autres éléments du résultat global". Les pertes par dépréciation comptabilisées, sur le compte de résultat, dans les instruments obligataires ne sont pas contre-passées par le biais du compte de résultat.

i Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles (autres que les biens d'investissement) sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. La valeur du terrain (avec les locaux) n'est pas amortie. L'amortissement sur les autres actifs est calculé selon la méthode linéaire en vue de l'affectation de la différence entre le coût et la valeur résiduelle sur la durée de vie de l'immobilisation, comme suit:

Locaux (sauf terrain):

- En pleine propriété/location de longue ou courte durée: moins de 50 ans et la durée résiduelle du bail.
- Améliorations locatives: moins de 10 ans et, si le renouvellement du bail n'est pas probable, la durée du bail restant à courir. Equipements:
- Installations et mobilier: 10-20 ans.
- Autres équipements et véhicules: 2-8 ans.

La valeur résiduelle et la durée de vie du bien sont réexaminées - et modifiées, si nécessaire - à chaque date de bilan.

Les éléments d'actifs sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou un changement de situation laissent supposer que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si la valeur comptable d'un élément d'actif se révèle supérieure à son montant recouvrable, elle fait immédiatement l'objet d'une réduction. Le montant recouvrable et le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif moins les frais de vente et sa valeur d'usage.

Les biens d'investissement comprennent les terrains et les bâtiments en pleine propriété et en location de longue durée détenus soit en vue de la perception d'un loyer ou en vue de la réalisation d'une plus-value en capital ou les deux. Les biens d'investissement du Groupe sont principalement représentés par des biens détenus en vue de leur location de longue durée et de la réalisation d'une plus-value en capital dans le cadre des fonds d'assurance-vie. Les biens d'investissement sont inscrits au bilan à leur juste valeur, à savoir la valeur normale déterminée selon les orientations publiées par la Royal Institution of Chartered Surveyors. Si cette information n'est pas disponible, le Groupe applique d'autres méthodes d'évaluation telles que des projections des flux de trésorerie actualisés ou les prix récemment observés. Ces évaluations sont revues au moins une fois par an par un expert. Les biens d'investissement restructurés en vue de la poursuite de leur utilisation en tant que tels ou pour lesquels le marché s'est montré moins actif continuent à être mesurés à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat net tant que produit d'exploitation net.

j Contrats de location

(1) En qualité de preneur

Les contrats de location signés par le Groupe sont, en générale, des contrats de location-exploitation. Les loyers des contrats de location-exploitation payables sont enregistrés dans le compte de résultat selon la méthode linéaire, sur la durée du contrat.

En cas de résiliation du contrat de location avant l'expiration de sa durée, les paiements effectués en faveur du bailleur au titre des pénalités sont comptabilisés dans les dépenses sur la période pendant laquelle la résiliation a eu lieu.

(2) En qualité de bailleur

Les actifs loués aux clients sont classés dans les actifs financiers si le contrat de location prévoit le transfert en faveur du preneur de la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété, mais non pas nécessairement du titre de propriété légal. Tous les autres contrats de location sont considérés comme des contrats de location-exploitation. Lorsque les actifs font l'objet d'un contrat de leasing financier, la valeur actuelle des loyers perçus, ainsi que la valeur résiduelle non garantie, sont comptabilisées, après déduction des provisions, dans "Prêts et avances en faveur des banques et des clients". La différence entre la créance brute et sa valeur actuelle est comptabilisée comme revenu de location financière constaté d'avance. Le revenu des locations financières est comptabilisé dans les intérêts créditeurs sur toute la durée de la location, par la méthode de l'investissement net (avant impôt) de manière à fournir un taux de rendement constant sur l'investissement net relatif aux contrats de location. Les valeurs résiduelles non garanties sont régulièrement vérifiées pour détecter une éventuelle dépréciation.

L'actif faisant l'objet de contrats de location-exploitation est inclus dans les immobilisations corporelles, au coût, et amorti sur sa durée de vie, à savoir la durée de vie du contrat de location, après prise en compte des valeurs résiduelles prévisionnelles. Le revenu locatif de la location-exploitation est comptabilisé de manière linéaire sur la durée de vie du contrat de location.

Le Groupe évalue les accords ne concernant pas la location, tels que les contrats d'externalisation ou autres contrats similaires, pour déterminer s'ils contiennent une composante locative, qui est ensuite comptabilisée séparément.

k Avantages sociaux

Les avantages sociaux à court terme, tels que les salaires, les congés payés, les primes en espèces basées sur le rendement et les charges de sécurité sociale sont comptabilisées sur toute la durée du service de l'employé.

Le Groupe gère toute une série de plans de retraite, pour ses employés, incluant des plans à prestations déterminées ou indéterminées. Les plans de retraite à prestations déterminées définissent le montant de la retraite que percevra l'employé après son départ à la retraite, en fonction d'un ou plusieurs facteurs, tels que l'âge, l'ancienneté et le salaire. Le Groupe verse, pour ce type de plan des cotisations fixes et n'est tenu de payer aucune autre cotisation, que ce soit en vertu d'une obligation légale ou d'une obligation implicite.

Des évaluations actuarielles complètes des principaux plans de retraite à prestations déterminées du Groupe sont réalisées tous les trois ans, avec des vérifications pendant les années intermédiaires; ces évaluations sont mises à jour le 31 décembre de chaque année par des actuaires agréés indépendants. Aux fins de ces mises à jour annuelles, les actifs du plan sont comptabilisés à leur juste valeur et le passif du plan sont mesurés sur base actuarielle, par la méthode de la projection de l'unité de crédit. Le passif des plans à prestations déterminées est actualisé à un taux équivalent au rendements du marché, à la date du bilan, sur des obligations de sociétés de première catégorie libellées dans la devise de paiement des prestations, dont la durée jusqu'à l'échéance correspond, de manière approximative, à celle du passif du plan de retraite correspondant.

La charge comptabilisée sur le compte de résultat du Groupe inclut le coût actuel du service nécessaire pour la fourniture des prestations de retraite, le coût du service passé, les intérêts débiteurs (créditeurs) nets et des frais d'administration du plan qui ne sont pas déduits du rendement généré par l'actif du plan. Le coût des services passés, qui représente la variation de la valeur courante de l'obligation de paiement des prestations déterminées résultant d'une modification ou d'une limitation du plan, est comptabilisé lors de l'occurrence de la modification ou de la limitation. Le montant net des intérêts débiteurs (créditeurs) est calculé par l'application du taux d'actualisation en vigueur au début de la période à l'actif ou au passif net relatif à la prestation déterminée.

Les réévaluations, incluant les plus-moins-values actuarielles, le rendement des actifs du plan (sauf les montants inclus dans les intérêts débiteurs (créditeurs) nets (et après déduction du coût de gestion des actifs du plan)), ainsi que l'effet des variations des plafonds du plan (le cas échéant) sont immédiatement pris en compte dans le bilan par la comptabilisation d'une charge ou d'une créance dans "autres éléments du résultat global" sur la période d'occurrences. La réévaluation comptabilisée dans "autres éléments du résultat global" est immédiatement enregistrée dans les bénéfices non distribués et ne sera pas reclassée par la suite dans le compte de résultat.

Le bilan du Groupe inclut la plus/moins-value nette, à savoir la juste valeur des actifs du plan et la valeur actualisée du passif du plan à la date du bilan. Le trop-payé est comptabilisé uniquement dans la mesure où il peut être recouvré par le biais d'une future réduction des cotisations ou de remboursements de la part du gestionnaire du plan. Dans l'évaluation de la probabilité de recouvrement, tient compte de son droit effectif au remboursement ou à la réduction des futures cotisations, sans prévoir

les actes qui pourraient être accomplis, à l'avenir, par des tiers et qui seraient susceptibles de modifier le montant du trop-payé définitivement recouvré

Le coût des plans à prestations déterminées du Groupe est inscrit au compte de résultat sur la période pendant laquelle il a été encouru. La comptabilisation des rémunérations en actions figure est décrite point (l) ci-dessous.

l Rémunération en actions

Le Groupe Lloyds Banking gère un certain nombre de plans de rémunération en actions réglées en instruments de capitaux propres, destinés à rémunérer les services rendus par certains salariés. La valeur des services rendus par les salariés en échange de ladite rémunération en actions faisant l'objet de ces plans est comptabilisée dans les dépenses pendant la période d'acquisition des instruments, avec une augmentation correspondante enregistrée dans les fonds propres. Cette dépense est déterminée par rapport à la juste valeur du nombre d'instruments de fonds propres dont l'acquisition est prévue. La juste valeur des instruments de fonds propres alloués se fonde sur les prix de marché, si disponibles, en vigueur à la date d'allocation. En l'absence des prix de marché, la juste valeur des instruments à la date d'allocation est estimée à l'aide d'une technique d'évaluation adéquate, telle que le modèle de calcul du prix des options de Black-Scholes ou la simulation Monte Carlo. La détermination de la juste valeur ne prend pas en compte l'impact des conditions d'acquisition étrangères au marché, qui sont incluses dans les hypothèses adoptées pour l'estimation du nombre d'options qui pourraient être acquises. Cette estimation est réexaminée et modifiée, si nécessaire, à chaque date de bilan. Les modifications de l'estimation initiale sont comptabilisées dans le compte de résultat avec un ajustement correspondant des fonds propres. L'annulation, par les salariés, de leur participation aux plans d'épargne d'entreprise [Save As You Earn] du Groupe est traitée comme une condition de non-acquisition et le Groupe comptabilise, sur l'exercice pendant lequel a eu lieu l'annulation, le montant de la dépense qui aurait été comptabilisée, autrement, sur la période d'acquisition restant à courir. Les modifications sont évaluées à la date de modification, tandis que l'augmentation des charges est enregistrée sur le compte de résultat.

m Imposition

L'impôt sur le revenu courant payable sur les bénéfices imposables est comptabilisé dans les dépenses sur la période pendant laquelle les bénéfices sont générés.

En ce qui concerne l'activité d'assurance à long terme du Groupe, la charge fiscale est analysée en prenant en compte l'impôt payable sur le rendement des titulaires des polices et l'impôt payable sur le rendement de l'investissement des actionnaires. Cette répartition se fonde sur une évaluation des taux d'imposition qui seront appliqués aux rendements selon les règles d'imposition actuellement applicables au Royaume Uni.

L'impôt différé est entièrement provisionné, par la méthode du passif fiscal, sur la base des écarts temporaires entre la base imposable des éléments d'actif et de passif et leurs valeurs comptables figurant dans les états financiers consolidés. Cependant, l'impôt différé n'est pas comptabilisé s'il résulte de la comptabilisation initiale d'un élément d'actif ou de passif dans le cadre d'une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui n'affecte, à la date de la transaction, ni le bénéfice imposable ou les pertes. L'impôt différé est déterminé en appliquant le taux adopté ou substantiellement adopté à la date du bilan et qui devrait s'appliquer lorsque l'actif d'impôt différé est réalisé ou le passif d'impôt différé est réglé.

L'actif d'impôt différé est comptabilisé lorsqu'il est probable qu'il y aura un futur bénéfice imposable par rapport auquel les différences temporelles pourront être utilisées. L'impôt sur le revenu payable sur les bénéfices est comptabilisé dans les dépenses sur la période pendant laquelle le bénéfice a été généré. Les effets fiscaux des pertes disponibles pour le report sont comptabilisés dans l'actif lorsqu'il est probable qu'il y aura un futur bénéfice imposable par rapport auquel ces pertes pourront être utilisées. Les impôts différés et à court terme relatifs aux plus/moins-values réalisées sur la réévaluation de la juste valeur des investissements cessibles et des couvertures des flux de trésorerie, lorsque ces plus/moins-values sont comptabilisées dans "autres éléments du résultat global", sont également comptabilisés dans "autres éléments du résultat global". Cet impôt est ensuite transféré au compte de résultat avec la plus/moins-value.

L'actif et le passif d'impôt différé et courant sont compensés, lorsqu'ils sont encourus, dans la même catégorie de reporting fiscal lorsque le droit de compensation est légalement établi en cas de règlement sur base nette ou de réalisation de l'actif concomitante avec le règlement du passif.

n Assurance

Le Groupe exerce à la fois l'activité d'assurance-vie et d'assurance générale. Les contrats d'assurance et d'investissement participatif sont comptabilisés selon l'IFRS 4 Contrats d'assurance, qui autorise (avec certaines exceptions) la poursuite de l'application des pratiques comptables pour l'évaluation des contrats d'assurance et d'investissement participatif qui étaient applicables avant l'adoption des IFRS. Par conséquent, le Groupe continue à comptabiliser ces produits en utilisant les Normes Comptables Généralement Acceptées au Royaume Uni [UK GAAP], y compris la FRS 27 Assurance-Vie, ainsi que les pratiques couramment appliquées au Royaume Uni.

Les produits vendus par la branche assurance-vie sont répartis en 3 catégories:

- Contrat d'assurance: ces contrats transfèrent un risque d'assurance significatif et peuvent également transférer un risque financier. Le Groupe définit le risque d'assurance significatif comme le risque de devoir payer, lors de l'occurrence d'un sinistre assuré, des prestations bien plus élevées que celles qui seraient payables si l'événement assuré ne se produisait pas. Ces contrats peuvent inclure ou non des composantes participatives discrétionnaires.
- Les contrats d'investissement contenant une composante participative discrétionnaire (contrats d'investissement avec participation): ces contrats ne transfèrent aucun risque d'assurance significatif, mais contiennent un droit contractuel qui confère au détenteur le droit de recevoir, outre les avantages garantis, des avantages discrétionnaires supplémentaires ou des primes susceptibles de représenter une part importante de l'ensemble des avantages contractuels, dont le montant et les dates sont fixés à la discrétion du Groupe, avec les contraintes en matière de termes et conditions applicables à l'instrument et sur la base du rendement de certains actifs spécifiques.
- Contrats d'investissement non participatif ces contrats ne transfèrent aucun risque d'assurance significatif et ne contiennent pas de composante participative discrétionnaire. La branche assurance générale émet uniquement de contrats d'assurance.

(1) Branche assurance-vie

(i) Comptabilisation des contrats d'assurance et d'investissement avec participation

(ii) Primes et sinistres

Les primes encaissées au titre des contrats d'assurance et d'investissement avec participation sont comptabilisées dans les revenus à leur date d'échéance, à l'exclusion des contrats en unités de compte sur lesquels des primes sont comptabilisées en tant que revenus lors de la réception. Les sinistres sont enregistrés dans les dépenses à la date la plus proche entre la date d'échéance ou la date de notification du sinistre.

Dettes

- Contrats d'assurance et d'investissement avec participation dans les fonds du Groupe prévoyant une participation aux bénéfices

Les dettes du Groupe vis-à-vis des fonds avec participation aux bénéfices, y compris les garanties et les options intégrées dans les produits souscrits par ces fonds, sont comptabilisées selon leurs valeurs réalistes conformément au "realistic capital regime" de la Prudential Regulation Authority, à l'exception du fait que les transferts prévus hors du fonds vers d'autres fonds du Groupe sont enregistrés dans le surplus non affecté (cfr.ci-dessous). Les variations dans les valeurs de ces éléments de passif sont comptabilisées dans le compte de résultat à travers les demandes de règlement des sinistres.

- Contrats d'assurance et d'investissement avec participation qui ne sont pas des contrats en unité de compte ou dans les fonds du Groupe prévoyant une participation aux bénéfices

Une dette est enregistrée, lors de la comptabilisation des primes, pour les avantages contractuels dont on prévoit qu'ils seront encourus à l'avenir. Cette dette est calculée sur la base de l'estimation des futurs flux de trésorerie sur la durée des polices en vigueur, avec actualisation à la date d'évaluation et en prenant en compte la probabilité d'occurrence. La dette variera en fonction des fluctuations des taux d'intérêt et du coût de l'assurance-vie and ainsi que des prestations de rente, lorsque la future mortalité ne peut être établie avec certitude.

Les hypothèses sont formulées en tenant compte de tous les facteurs significatifs affectant les futurs flux de trésorerie, et notamment les futurs taux d'intérêt et de mortalité et les coûts. Les variations de la valeur de ces éléments de passif sont comptabilisées dans le compte de résultat par le biais des déclarations de sinistre.

- Contrats d'assurance et d'investissement avec participation en unité de compte

Les dettes relatives aux contrats d'assurance en unité de compte et aux contrats et d'investissement avec participation sont comptabilisées à la valeur du cours acheteur des unités plus une provision supplémentaire, les cas échéant (par ex. si les futures dépenses sont supérieures aux charges). La dette augmente ou diminue en fonction des variations des prix unitaires; les frais d'administration de la police, de risque-décès et de rachat et les éventuels retraits viennent en déduction de la dette. Les variations de la valeur de la dette sont comptabilisées dans le compte de résultat, sur les déclarations de sinistre. Les demandes de prestations supérieures aux soldes des comptes encourues pendant la période sont également imputées sur les déclarations de sinistre. Le produit est constitué des commissions déduites au titre des frais de risque-décès, d'administration de la police et des frais de rachat.

Surplus non affecté

Tout montant faisant partie du fonds avec participation non encore désigné comme étant dû aux titulaires des polices ou aux actionnaires est comptabilisé séparément des dettes, comme surplus non affecté résultant des contrats d'assurance et des contrats d'investissements avec participation.

(iii) Comptabilisation des contrats d'investissement sans participation

Les contrats d'investissement sans participation du Groupe représentent principalement des contrats en unité de compte. Ces contrats sont comptabilisés en tant qu'éléments de passif financier dotés d'une valeur liée contractuellement aux justes valeurs des actifs financiers des fonds d'investissement unitisés du Groupe. La valeur des éléments de passif financier en unité de compte par l'application des prix unitaires courants multipliés par le nombre d'unités attribuées aux titulaires du contrat à la date du bilan. Leur valeur n'est jamais inférieure au montant payable à la date de rachat, actualité sur la période de préavis requise, si nécessaire. Le rendement des investissements (y compris les variations de la juste valeur et le produit des investissements) alloué auxdits contrats est comptabilisé dans les déclarations de sinistre.

Les dépôts et les retraits ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultat, mais directement dans le bilan en tant qu'ajustements de l'obligation contractuelle relative aux contrats d'investissement sans participation.

Le Groupe encaisse des commissions de gestion des investissements sous la forme d'ajustement initial ou de charge sur le montant investi. Ces commissions rémunèrent les services fournis dans le cadre de l'émission et de la gestion des contrats d'investissement lorsque le Groupe gère activement la contrepartie reçue de la part de ses Clients pour financer un rendement basé sur le profil d'investissement choisi par le client lors de la souscription du contrat. Ces services comprennent un nombre indéterminé d'actes accomplis pendant la durée de vie du Contrat: par conséquent, le Groupe reporte ces commissions et les comptabilise sur les durées de vie estimée des contrats, conformément à la prestation de services de gestion des investissements.

Les coûts directement imputables à l'obtention de nouveaux contrats d'investissement sans participation non garantis sont reportés. Cet élément d'actif est ensuite amorti sur la période de prestation des services de gestion des investissements et est soumis à un test de dépréciation lorsque sa valeur comptable risque de ne pas pouvoir être recouvrée. Si la valeur de l'élément d'actif est supérieure au montant recouvrable, elle fait immédiatement l'objet d'une réduction dans les "dépenses relatives aux frais et aux commissions" du compte de résultat. Tous les autres coûts sont comptabilisés dans les dépenses quand ils sont encourus

(iv) Valeur des activités en cours

Le Groupe comptabilise dans l'actif la valeur des activités en cours en matière de contrats d'assurance et de contrats d'investissement avec participation. L'actif représente la valeur actuelle de la participation des actionnaires aux bénéfices qui devraient être générés par lesdits contrats, comptabilisés à la date du bilan. Cette valeur est déterminée après la formulation des hypothèses adéquates concernant la future conjoncture économique et les futures conditions d'exploitation, concernant, entre autres, les taux de mortalité et les taux de conservation, et inclut des provisions pour les risques autres que de marché et la valeur réaliste des options financières et des garanties. Chaque flux de trésorerie est estimé par l'application d'un taux d'actualisation conforme à celui appliqué au même flux de trésorerie sur les marchés des capitaux. Dans le bilan consolidé, l'élément d'actif est présenté avant déduction d'impôt et les variations relatives à l'actif sont enregistrées dans "autre produit d'exploitation", dans le compte de résultat.

Le droit contractuel du Groupe aux avantages générés par la prestation de services de gestion des investissements concernant des contrats d'investissement sans participation acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises et de transferts de portefeuille sont mesurés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'actif qui ne résulte est amorti sur la durée estimée du contrat. Une évaluation est effectuée à chaque date de reporting pour détecter d'éventuels indicateurs de dépréciation. En cas de dépréciation, la valeur comptable de l'actif fait l'objet d'une réduction du montant recouvrable et la perte par dépréciation est comptabilisée dans le compte de résultat.

(2) Activité d'assurance générale

Le Groupe souscrit et agit en qualité de courtier pour la vente de produits d'assurance générale. Les primes de souscription sont incluses dans le produit des primes d'assurance, après déduction des remboursements, sur la période pendant laquelle la couverture d'assurance est fournie au client; les primes encaissées pour les futures périodes sont reportées sur le bilan, dans le passif généré par les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation et ne sont créditées sur le compte de résultat que quand elles sont acquises. La commission de courtage est comptabilisée lorsque l'assureur accepte le risque lié à la fourniture de la couverture d'assurance en faveur du client. Si nécessaire, une provision est constituée pour les futures résiliations de polices sur la base de l'historique existant. L'activité de souscription comporte une provision pour le coût estimé des sinistres notifiés mais non encore réglés et des sinistres subis mais non encore déclarés à la date du bilan. La provision relative au coût des sinistres notifiés mais non encore réglés se fonde sur la meilleure estimation du coût de règlement des sinistres non encore réglés après prise en compte des faits connus. Dans les cas dans lesquels les informations disponibles sont insuffisantes pour déterminer la provision requise, des méthodes statistiques, prenant en compte le coût des sinistres récemment réglés et des hypothèses relatives à la future évolution des affaires en cours, sont employées. Des méthodes statistiques similaires sont utilisées pour déterminer la provision à constituer pour les sinistres subis mais non encore déclarés à la date du bilan. Le passif relatif aux sinistres n'est pas actualisé.

(3) Test d'adéquation du passif

A chaque date de bilan, des tests d'adéquation du passif sont effectués afin d'assurer l'adéquation du passif lié aux contrats d'assurance et d'investissement avec participation après déduction de l'actif de coût différé et de la valeur des affaires en cours. Les meilleures estimations des futurs flux de trésorerie actualisés contractuels et des frais de traitement des sinistres et d'administration des polices, ainsi que le produit d'investissement des actifs auxquels sont adossés ces éléments de passif, sont employés dans le cadre de la réalisation de ces tests. Les éventuels déficits sont immédiatement enregistrés sur le compte de résultat, initialement par la radiation des éléments d'actif correspondants, puis par la constitution d'une provision pour les pertes éventuellement constatées dans le cadre des tests d'adéquation du passif.

(4) Réassurance

Les Contrats signés par le Groupe avec des réassureurs, en vertu desquels le Groupe est remboursé pour les prestations payables sur un ou plusieurs contrats émis par le Groupe sont comptabilisés comme éléments d'actif résultant des contrats de réassurance détenus. Lorsque les contrats sous-jacents émis par le Groupe sont classés en tant que contrats d'assurance et que le contrat de réassurance transfère au réassureur un risque d'assurance significatif relatif auxdits contrats, les actifs résultant des contrats de réassurance détenus sont classés en tant que contrats d'assurance. Lorsque les contrats sous-jacents émis par le Groupe sont classés en tant que contrats d'investissement sans participation et que le contrat de réassurance transfère au réassureur un risque financier sur lesdits contrats, les actifs résultant des contrats de réassurance détenus sont comptabilisés en tant que contrats d'investissement sans participation.

Actifs générés par les contrats de réassurance détenus – Classés comme contrats d'assurance

Les montants recouvrables de la part des ou dus aux réassureurs sont évalués de manière conforme aux montants associés aux contrats réassurés conformément aux termes de chaque contrat de réassurance et sont régulièrement soumis à un test de dépréciation. Les primes payables pour les contrats de réassurance sont comptabilisées dans les dépenses, à la date d'échéance du paiement, dans les produits des primes d'assurance. Les variations des actifs de réassurance recouvrables sont comptabilisées dans le compte de résultat, dans les déclarations de sinistre.

Actifs générés par les contrats de réassurance détenus – Classés comme contrats d'investissement sans participation

Ces contrats sont comptabilisés en tant qu'actifs financiers dont la valeur contractuelle est liée aux justes valeurs des actifs financiers des fonds d'investissement des réassureurs. Les rendements des investissements (y compris les variations des justes valeurs et des produits des investissements) affectés à ces contrats sont comptabilisés dans les déclarations de sinistre. Les dépôts et les retraits ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultat, mais sont directement inscrits au bilan dans les produits des investissements, en tant qu'ajustements apportés aux actifs générés par les contrats de réassurance détenus.

o Conversion en devises étrangères

Les postes inscrits dans les états financiers de chaque entité du Groupe sont évalués à l'aide de la devise de fonctionnement de l'entité utilisée dans son environnement économique principal (la 'devise de fonctionnement'). Les états financiers consolidés sont présentés en livres sterling, à savoir la devise fonctionnelle et de présentation de la Société.

Les transactions en devises étrangères sont converties dans la devise de fonctionnement adéquate en appliquant les taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les plus/moins-values de conversion de devises résultant du règlement de ces transactions et de la conversion, au taux en vigueur à la fin de l'exercice, de l'actif et du passif monétaire libellé en devises étrangères sont comptabilisées dans le compte de résultat, à moins qu'elles ne soient enregistrées dans "autres éléments du résultat global" en tant que flux de trésorerie admissibles ou couverture des investissements nets. Les actifs non monétaires mesurés à leur juste valeur sont convertis au taux de change en vigueur à la date de détermination de la juste valeur. Les écarts de conversion des fonds propres et autres éléments non monétaires similaires comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat sont inscrits au compte de résultat dans les plus/moins-values de la juste valeur. Les écarts de conversion sur l'actif financier non monétaire cessible, tels que les participations, sont inclus dans la réserve de juste valeur des fonds propres sauf si l'actif en question fait l'objet d'une couverture de la juste valeur.

Les résultats et la situation financière de toutes les entités du Groupe dotées d'une devise de fonctionnement différente de la devise de présentation sont convertis dans la devise de présentation comme suit:

- L'actif et le passif des activités menées à l'étranger, y compris les ajustements du goodwill et de la juste valeur résultant de l'acquisition d'une entité étrangère, sont convertis en livres sterling au taux de change en vigueur à la date du bilan.
- Les recettes et les dépenses des activités menées à l'étranger sont converties en livres sterling à des taux de change moyens, à moins que ceux-ci ne soient proches des taux de change en vigueur à la date des transactions, auquel cas les recettes et les dépenses sont converties aux dates de réalisation des transactions.

Les écarts de conversion des activités menées à l'étranger, résultant de la conversion d'une activité menée à l'étranger sont comptabilisées dans "autres éléments du résultat global" et cumulées dans une composante séparée des fonds propres avec les écarts de conversion résultant de la conversion des emprunts et autres instruments en devises désignés en tant que couverture desdits investissements (cf. f(3) ci-dessus). Lors de la cession ou de la liquidation d'une activité étrangère, le montant global des écarts de conversion relatifs à ladite activité est réaffecté à partir des fonds propres et pris en compte dans la détermination des bénéfices ou des pertes résultant de la cession ou de la liquidation.

p Provisions et passif éventuel

Des provisions sont comptabilisées au titre des obligations présentes résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable que des sorties de ressources seront nécessaires pour régler lesdites obligations et que le montant desdites ressources peut être estimé.

Le Groupe comptabilise des provisions au titre des biens locatifs inoccupés, lorsque les frais inévitables liés aux obligations présentes sont supérieurs au revenu locatif escompté.

Le passif éventuel est représenté par des obligations potentielles dont l'existence dépend de l'issue de certains futurs événements ou desdites obligations présentes lorsque les sorties de ressources sont incertaines ou ne peuvent pas être mesurées de manière fiable. Bien que n'étant pas présenté dans les états financiers, le passif éventuel fait l'objet d'une publication, à moins qu'il ne se réfère à une date éloignée.

Une provision est constituée au titre des engagements de prêt irrévocables non utilisés, si l'utilisation de la facilité est probable et donnera lieu à la comptabilisation d'un actif à un montant inférieur au montant avancé.

q Capital

(1) Frais d'émission des actions

(2) Dividendes

Les dividendes payés sur les actions ordinaires du Groupe sont comptabilisés en déduction des fonds propres sur la période pendant laquelle ils sont versés.

r Trésorerie est équivalents de trésorerie

Aux fins de l'état des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent la trésorerie et les soldes non obligatoires détenus auprès des banques centrales et les montants dus par des banques à une échéance inférieure à trois mois.

s Investissements dans des filiales

Les investissements dans des filiales sont effectués au coût historique, moins les provisions pour dépréciation.

1 Estimations comptables déterminantes et jugements

La préparation des états financiers selon les normes IFRS requiert, de la part de la Direction, la formulation de jugements, estimations et hypothèses dans l'application

des politiques comptables, qui affectent les montants déclarés de l'actif, du passif, des recettes et des dépenses. Compte tenu de l'incertitude inhérente à la formulation des estimations, les résultats déclarés sur les exercices ultérieurs peuvent se fonder sur des montants qui diffèrent des estimations. Les estimations, jugements et hypothèses sont régulièrement évalués et se fondent sur l'historique et d'autres facteurs, dont la prévision de futurs événements potentiellement plausibles compte tenu des circonstances.

Les jugements significatifs formulés par la Direction dans l'application des politiques comptables du Groupe et les sources essentielles de l'incertitude inhérente aux estimations relatives aux présents états financiers, qui sont jugés globalement essentiels pour les résultats et la situation financière du Groupe, sont les suivants.

Provision pour pertes par dépréciation sur prêts et créances

Au 31 décembre 2015, le montant brut des Prêts et créances s'élevait à un total de £498,658 millions (2014: £528,094 millions) pour lequel une provision de £3,130 millions (2014: £6,540 millions) a été constituée, tandis que le montant brut des Prêts et créances de la Banque s'élevait à un total de £297,029 millions (2014: £302,207 millions) pour lequel une provision de £1,223 millions (2014: £1,631 millions) a été constituée (cf. note 20). La politique comptable du groupe en matière de pertes relatives aux actifs financiers classés comme Prêts et créances est décrite à la note 2(H)(1), qui fournit également une description des méthodes employées.

La provision pour pertes par dépréciation sur Prêts et créances constitue la meilleure estimation de la Direction en ce qui concerne les pertes encourues par le portefeuille à la date du bilan. Dans la détermination du montant nécessaire des provisions pour dépréciation, le Groupe utilise les données générées par différents modèles statistiques. Le jugement de la Direction est requis en vue de l'évaluation de la solidité des données fournies par ces modèles et, si nécessaire, de la mise en place des ajustements éventuellement nécessaires. Les provisions pour dépréciation peuvent comporter jusqu'à deux composantes, à savoir une composante globale et une composante individuelle.

Les provisions pour dépréciation individuelle sont généralement constituées pour les portefeuilles des prêts du Groupe. La détermination des provisions pour dépréciation requiert l'exercice d'un jugement significatif de la part de la Direction sur des aspects tels que la conjoncture économique locale et les performances commerciales du client, ainsi que la valeur du titre détenu, pour lequel il peut ne pas y avoir de marché immédiatement disponible. Le montant réel des futurs flux de trésorerie ainsi que leur timing peuvent différer de manière significative des hypothèses formulées en vue de la détermination des provisions pour dépréciation: par conséquent, ces provisions peuvent être soumises à des variations au fur et progressivement et à mesure que le temps passe et que la situation du client s'éclaircit.

Les provisions pour dépréciation globale sont généralement constituées pour des portefeuilles homogènes moins importants tels que les portefeuilles de détail. Les provisions pour dépréciation globale ont également été soumises à des incertitudes en termes d'estimation et sont, notamment, sensibles aux variations de la conjoncture économique et des conditions de crédit, y compris l'interdépendance des prix de l'immobilier, les taux de chômage, les taux d'intérêt, le comportement de l'emprunteur et les tendances en matière de faillites personnelles. Il est difficile d'estimer, toutefois, de quelle manière les changements relatifs à un ou plusieurs facteurs parmi ceux évoqués ci-dessus pourraient avoir un impact sur la provision pour dépréciation collective.

Compte tenu de la taille relative du portefeuille de prêts immobiliers, l'une des variables significatives est constituée par le prix du bien, qui détermine la valeur des garanties adossées aux prêts pour ces portefeuilles. L'estimation de la valeur de cette garantie est effectuée en appliquant les variations des indices des prix de l'immobilier à la valeur du bien initialement estimée. Si le prix du bien était inférieur de dix pour cent à celui estimé le 31 décembre 2015, la charge de dépréciation augmenterait d'environ £228 millions pour les prêts contractés au Royaume Uni.

De plus, une provision pour dépréciation globale non identifiée est constituée pour les pertes relatives aux prêts, qui ont été encourues mais n'ont pas été identifiées séparément à la date du bilan. Cette provision est sensible aux variations temporelles entre la date de l'événement déclencheur de la perte et la date de constatation effective de la dépréciation. Cette période est désignée sous le terme de "période d'émergence de la perte". La Direction doit formuler des jugements importants pour la détermination de la provision pour dépréciation collective non identifiée, notamment en ce qui concerne l'évaluation du niveau de risque global existant dans certains secteurs et l'impact de la baisse des taux d'intérêts sur les périodes d'émergence de la perte. En ce qui concerne les Services Bancaires aux Entreprises, l'augmentation d'un mois de la période d'émergence de la perte par rapport au portefeuille évalué en vue de la détermination des provisions pour dépréciation globale non identifiée donnerait lieu à une augmentation de ladite provision globale d'environ £36 millions (au 31 décembre 2014, une augmentation d'un mois de la période d'émergence de la perte aurait donné lieu à une augmentation de la provision pour dépréciation globale non identifiée estimée à £53 millions).

Assurance de protection des paiements et autres dispositions réglementaires

Au 31 décembre 2015, le Groupe avait constitué des provisions de £4,463 millions (2014: £3,378 millions) pour la couverture du coût de dédommagement des clients et des frais d'administration s'y rapportant suite à des violations passées de la réglementation, concernant principalement la vente abusive d'assurances de protection des paiements (2015: £3,458 millions; 2014: £2,549 millions). La politique comptable du Groupe relative à ces provisions figure à la note 2(P).

La détermination du montant de ces provisions, qui représente la meilleure estimation effectuée par la Direction du coût de règlement de ces demandes, requiert l'exercice d'un jugement significatif et comporte, souvent, la formation d'une opinion sur des questions intrinsèquement incertaines, telles que l'étendue des vérifications requises par les autorités de régulation, le nombre de futures plaintes, le nombre de plaintes qui seront maintenues, le coût moyen du dédommagement et l'impact des décisions de justice éventuellement applicables aux demandes reçues. Par conséquent, l'adéquation permanente des hypothèses sous-jacentes est régulièrement vérifiée par rapport à l'expérience effective et aux autres éléments probants et des ajustements sont apportés aux provisions, chaque fois que nécessaire.

La Note 39 contient des détails supplémentaires concernant les hypothèses effectuées et les aspects les plus sensibles.

Obligations relatives au plan de pension à prestations déterminées

L'actif net comptabilisé au bilan au 31 décembre 2015 au titre des obligations du Groupe relatives au plan de pension à prestations déterminées s'élevait à £736 millions (comprenant un actif de £901 millions et un passif de £165 millions) (2014: actif net de £890 millions comprenant un actif de £1,147 millions et un passif de £257 millions). L'actif net inscrit au bilan au 31 décembre 2015 au titre des obligations de la Banque relatives au plan de pension à prestations déterminées s'élevait à £363 millions (à savoir un actif de £402 millions et un passif de £39 millions) (2014: actif net de £268 millions incluant un actif de £351 millions et un passif de £83 millions). La politique comptable du Groupe concernant ses obligations relatives au plan de pension à prestations déterminées figure à la note 2(K).

La valeur du passif du Groupe relatif au plan de pension à prestations déterminées requiert la formulation, de la part de la Direction, d'un certain nombre d'hypothèses. Les incertitudes relatives à l'estimation concernent principalement le taux d'actualisation appliqué aux futurs flux de trésorerie et l'espérance de vie des adhérents au plan. Le taux d'actualisation doit être fixé en ce qui concerne les rendements du marché, au terme de la période de reporting, des obligations d'entreprise de premier rang dont la devise et la durée sont conformes aux obligations inhérentes au plan de pension à prestations déterminées. La durée moyenne des obligations liées au plan est d'environ 20 ans. Le marché relatif aux titres obligataires à 20 ans étant très peu liquide, des jugements significatifs sont requis de la part de la Direction afin de déterminer une courbe de rendement appropriée sur laquelle baser le taux d'actualisation. Le coût des prestations dues en vertu des plans dépend également de la longévité des adhérents. Suite à la toute dernière évaluation triennale du régime, le Groupe a modifié ses hypothèses démographiques à la fois en ce qui concerne l'espérance de vie et l'amélioration du taux de mortalité. Cependant, étant donné les progrès réalisés dans le domaine médical au cours de ces dernières années, il n'est pas certain que ce taux d'amélioration sera maintenu à l'avenir et l'expérience réelle pourrait, donc, différer des prévisions actuelles. L'effet de la modification des principales hypothèses actuarielles sur l'excédent ou le déficit comptable net et sur la charge relative au plan de pension qui ont été inscrits au compte de résultat du Groupe figure à la note 37.

Juste valeur des instruments financiers

Au 31 décembre 2015, la valeur nette comptable des actifs d'instruments financiers du Groupe détenus à la juste valeur s'élevait à £203,103 millions (2014: £244,496 millions), et celle du passif d'instruments financiers détenu à la juste valeur à £78,258 millions (2014: £95,446 millions). Ces soldes incluent des actifs dérivés d'un montant de £28,922 millions (2014: £35,483 millions) et des éléments de passif dérivé de £26,347 millions (2014: £33,293 millions). Au 31 décembre 2015, la valeur comptable des actifs d'instrument financier du Groupe détenus à la juste valeur s'élevait à £115,532 millions (2014: £157,883 millions), tandis que son passif d'instrument financier détenu à la juste valeur était de £87,403 millions (2014: £114,577 millions). Ces soldes incluent des actifs dérivés d'un montant de £30,992 millions (2014: £40,150 millions) et un passif dérivé de £31,040 millions (2014: £41,320 millions). La politique comptable du Groupe relative aux instruments financiers figure à la note 2(E) et 2(F).

Selon l'IFRS 13 Mesure de la Juste Valeur, le Groupe a classé les instruments financiers inscrits au bilan à la juste valeur, selon une hiérarchie à trois niveaux. Les instruments financiers désignés comme des instruments de Niveau 1 sont évalués aux prix du marché et ne requièrent, donc, pas un jugement significatif dans la détermination de la juste valeur. Cependant, la juste valeur des instruments financiers de Niveau 2 et, plus particulièrement, de Niveau 3 est déterminée à l'aide de méthodes d'évaluation telles que l'analyse des flux de trésorerie actualisés et des modèles d'évaluation. De plus, conformément aux pratiques de marché, le Groupe applique des ajustements de la valeur du débit, du crédit, et du financement dans la détermination de la juste valeur de ses positions sur instruments dérivés non garanties. Une description de ces ajustements figure à la note 49. Ces méthodes d'évaluation incluent des jugements et des estimations formulées par la Direction, dont l'étendue dépend de la complexité de l'instrument et de la disponibilité des informations observables sur le marché. Les techniques d'évaluation pour les instruments financiers de Niveau 2 utilisent des éléments basés sur les données observables sur le marché. Les instruments financiers de niveau 3 comportent au moins un élément susceptible d'avoir un effet significatif sur l'évaluation de l'instrument qui ne se fonde pas sur des données observables sur le marché. La détermination des hypothèses adéquates pour les instruments financiers de Niveau 3 requiert un jugement significatif de la part de la Direction. D'autres détails concernant les instruments financiers de Niveau 3 du Groupe et la sensibilité de leur évaluation – y compris l'effet de l'application de possibles hypothèses alternatives dans la détermination de la juste valeur – figurent à la note 49.

Recouvrabilité de l'actif d'impôt différé

Au 31 décembre 2015, le Groupe avait inscrit au bilan £4,018 million (2014: £4,190 million) d'actif d'impôt différé et £33 millions (2014: £54 millions) de passif d'impôt différé (note 38). Au 31 décembre 2015, la Banque avait inscrit au bilan £3,490 millions d'actif d'impôt différé (2014: £3,691 millions) et zéro £ (2014: £nil) de passif d'impôt différé. Cette présentation tient compte de la capacité du Groupe de compenser l'actif d'impôt différé avec le passif d'impôt différé uniquement s'il existe un droit légal de compensation. La Note 38 présente l'actif et le passif d'impôt différé du Groupe par type. La catégorie la plus importante d'actif d'impôt différé concerne les pertes fiscales différées.

La recouvrabilité de l'actif d'impôt différé du Groupe par rapport aux pertes reportées se fonde sur l'évaluation du futur niveau de bénéfice imposable qui pourrait être réalisé et compensé avec les pertes. Les prévisions du Groupe concernant le niveau du futur bénéfice imposable tiennent compte des plans financiers et stratégiques à long terme du Groupe et des futurs ajustements fiscaux prévisionnels.

On tient compte, dans cette évaluation, des plans économiques, du plan d'exploitation quinquennal approuvé par le Conseil d'administration et des futures perspectives économiques, ainsi que des risques associés aux futures modifications de la réglementation applicable.

L'actif total d'impôt différé du Groupe s'élève à £4,890 millions (2014: £5,758 millions), et celui de la Banque à £3,192 millions (2014: £3,397 millions), par rapport aux pertes d'exploitation déclarées. Les pertes fiscales concernent les différentes entités légales et seront utilisées lorsque lesdites entités généreront un actif d'impôt différé, bien que la quasi-totalité des pertes d'impôt non utilisées pour lesquelles un actif d'impôt différé a été comptabilisé soient générées par Bank of Scotland plc et par la Banque.

L'actif d'impôt différé devrait être utilisé sur différentes périodes de reporting, pour chacune des entités qui a subi une perte. Selon la législation fiscale britannique actuellement en vigueur, les pertes d'impôt non utilisées ne viennent pas à expiration. Après la promulgation du Finance Act 2015, une restriction est maintenant imposée sur le montant des bénéfices qui peut être compensé avec certaines pertes reportées aux fins du calcul de l'impôt sur les sociétés dû. Les pertes devraient être entièrement utilisées d'ici 2025.

Comme expliqué à la note 38, l'actif d'impôt différé du Groupe de £1,109 millions (2014: £921 millions) et celui de la Banque de £97 millions (2014: £78 millions) n'ont pas été comptabilisés par rapport à certaines pertes en capital reportées, à certaines pertes d'exploitation reportées et à des crédits d'impôt étranger sans allègement, car il n'existe pas de bénéfices en capital ou imposables prévus par rapport auxquels ces pertes puissent être comptabilisées.

Evaluation de l'actif et du passif résultant de l'activité d'assurance

Au 31 décembre 2015, le Groupe a comptabilisé des actifs d'affaires en cours d'un montant de £4,219 millions (2014: £4,446 millions) et un montant acquis d'affaires en cours de £377 millions (2014: £418 millions). La valeur de l'actif d'affaires en cours représente la valeur actuelle des futurs bénéfices potentiels générés par le portefeuille de contrats d'assurance-vie et de contrats d'investissement en cours. Le montant acquis de l'actif d'affaires en cours représente les droits contractuels aux avantages résultant de la prestation de services de gestion des investissements pour les contrats d'investissement sans participation acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises et de transferts de portefeuilles. La méthode utilisée pour l'évaluation de ces actifs figure à la note 24. L'évaluation ou la recouvrabilité de ces actifs requiert la formulation d'hypothèses concernant la future conjoncture économique et les futures conditions d'exploitation présentant une incertitude intrinsèque et les changements qui pourraient affecter de manière significative la valeur de ces actifs. Les hypothèses de base formulées dans la détermination de la valeur comptable de l'actif d'affaires en cours au 31 décembre 2015 figurent à la note 24.

Au 31 décembre 2015, le Groupe avait comptabilisé un passif total relatif aux contrats d'assurance et aux contrats d'investissement avec participation de £103,094 millions (2014: £114,189 millions). La méthode utilisée pour l'évaluation de ce passif figure à la note 33. Les éléments d'évaluation du passif nécessitent la formulation d'hypothèses sur le futur rendement des investissements, les futurs taux de mortalité et le futur comportement du détenteur de la police et font l'objet d'un jugement significatif de la part de la Direction et d'une incertitude quant à l'estimation. Les hypothèses de base qui ont été formulées pour la détermination de la valeur comptable de ces éléments de passif figurent à la note 33.

L'effet de la modification des hypothèses de base employées pour la détermination de l'actif et du passif des contrats d'assurance-vie sur le bénéfice avant impôt du Groupe et les fonds propres figure à la note 34.

2 Analyse par segments

Le Groupe Lloyds Bank fournit une vaste gamme de services bancaires et financiers au Royaume Uni et dans certains pays étrangers.

Le Comité Exécutif du Groupe Lloyds Banking Group a été désigné comme le principal organe de décision du Groupe en matière d'exploitation. Les segments opérationnels du Groupe reflètent ses structures organisationnelles et de gestion. Le Comité Exécutif du Groupe examine le reporting interne segment par segment, en vue de la vérification des performances et de l'allocation des ressources. GEC comptabilise les intérêts créditeurs et débiteurs sur une base nette; par conséquent, le total des intérêts débiteurs et créditeurs de tous les segments faisant l'objet du reporting est présenté net. Les segments sont différenciés par type de produit fourni, et par type de clientèle, à savoir particuliers ou entreprises.

Suite au transfert de HBOS au groupe, le 1er janvier 2010, toutes les activités commerciales de Lloyds Banking Group sont réalisées au sein du Groupe et, par conséquent, le principal organe décideur en matière d'exploitation analyse les performances du Groupe par rapport à celles de Lloyds Banking Group. Les résultats et les données comparatives par segment sont présentés sur une base sous-jacente, à savoir celle examinée par l'organe de décision principal du Groupe en matière d'exploitation.

Les résultats et les données comparatives par segment sont présentés sur une base sous-jacente, à savoir celle examinée par l'organe de décision principal du Groupe en matière d'exploitation. Les effets de la vente d'actifs, des éléments volatiles, de la gestion du passif, des frais de simplification, de la création de TSB et des doubles frais de fonctionnement, des provisions réglementaires, des certains crédits ou charges de retraite pour services passés, de l'amortissement de l'actif incorporel acheté et du dénouement de certains ajustements de la juste valeur liés aux acquisitions-sont exclus du calcul du bénéfice sous-jacent.

Après la cession de TSB en 2015, les activités du Groupe ont été organisées selon quatre segments de reporting: Banque de Détail; Banque Commerciale; Crédit à la consommation et Assurance. Les résultats de TSB jusqu'à la date de cession figurent dans Autres.

Le segment Banque Privée offre une vaste gamme de produits et services financiers, incluant les comptes courants, l'épargne, les prêts personnels et les prêts immobiliers, aux clients basés au Royaume Uni, y compris en ce qui concerne la gestion de patrimoine et les services aux petites entreprises. Il distribue également des assurances, des produits de protection et des cartes de crédit ainsi que toute une gamme de produits d'épargne à long terme et de placement.

Le segment Banque Commerciale est centré sur la clientèle des PME, Marché Intermédiaires, Grandes Entreprises Multinationales et Etablissements Financiers. Il fournit des produits de Prêt ou pour les Transactions Bancaires Internationales, les Opérations sur les Marchés Financiers et les Marchés des capitaux obligataires ainsi que le financement de capitaux privés par le biais de Lloyds Development Capital.

Le segment Crédit à la Consommation comprend l'activité Cartes de Crédit pour les particuliers et les entreprises ainsi que l'activité de financement de l'achat de véhicules automobiles Black Horse et de leasing automobile Lex Autolease, dans le cadre du Financement des Actifs. Les activités de dépôt européennes, les activités de prêt en Allemagne et de prêt immobilier aux particuliers aux Pays Bas sont gérées par le Financement des Actifs.

L'assurance, qui fait partie des activités de base de Lloyds Banking Group, se concentre sur cinq marchés principaux: Pensions d'entreprise, Protection, Retraite, Rentes Globales et Assurance Habitation, qui visent à protéger la clientèle dans sa vie de tous les jours et à assurer sa future sécurité financière.

Le poste "Autres" inclut certains actifs qui avaient été précédemment désignés comme étant exclus du périmètre de propension au risque du Groupe ainsi que les résultats et les plus-values réalisées sur les ventes des entreprises cédées en 2013 et 2014. Ce poste inclut également les recettes et les dépenses non refacturées aux divisions, y compris le coût de certaines fonctions centrales et du siège et le coût de gestion des plateformes technologiques du Groupe, du patrimoine immobilier de la succursale et du siège, des opérations (paiements, opérations bancaires et recouvrements) et de l'approvisionnement, dont le coût est principalement refacturé aux autres divisions. Il prend en compte également d'autres postes non refacturés aux divisions.

Les services inter-segments sont généralement refacturés au coût, à l'exception des accords de paiement des commissions internes entre le succursale britannique et les autres réseaux de distribution et les activités de production des produits d'assurance internes au Groupe, pour lesquels une marge est également facturée. Les prêts et les dépôts inter-segment sont généralement conclus au taux du marché, à l'exception des soldes non productifs d'intérêts dont le prix est calculé à un taux qui prend en compte le rendement externe éventuellement généré par lesdits fonds.

Pour la plupart de ces contrats de produits dérivés conclus par des unités opérationnelles à des fins de couverture du risque, l'unité opérationnelle comptabilise les intérêts créditeurs ou débiteurs nets sur la base de la comptabilité d'exercice et transfère le reliquat du mouvement de la juste valeur du produit dérivé au segment central du groupe qui gère la volatilité comptable qui en résulte, si possible par la mise en place de relations de comptabilité de couverture. Les variations de la juste valeur de l'instrument couvert imputables au risque couvert sont également enregistrées dans le segment central du groupe. Cette imputation de la juste valeur de l'instrument dérivé et du changement de juste valeur de l'instrument couvert imputable au risque couvert évite une asymétrie dans le traitement comptable des résultats des segments et génère une volatilité comptable, qui est gérée de manière centralisée et comptabilisée dans Autres.

Exercice au 31 décembre 2015	Détail £m	Banque Com- merciale £m	Crédit à la con- sommation £m	Assurance £m	Autres £m	Base sous-ja- cente total £m
Intérêts créditeurs nets	7 397	2 510	1 287	-163	451	11 482
Autres recettes (après déduction du règlement des sinistres)	1 122	2 066	1 358	1 827	-218	6 155
Total recettes sous-jacentes, après règlement des sinistres	8 519	4 576	2 645	1 664	233	17 637
Coût total	-4 573	-2 167	-1 488	-702	-145	-9 075
Dépréciation	-432	22	-152	—	-6	-568
TSB	—	—	—	—	118	118
Bénéfice sous-jacent	3 514	2 431	1 005	962	200	8 112
Produit externe	9 391	3 616	2 946	2 065	-381	17 637
Produit inter-segments	-872	960	-301	-401	614	—
Produit du segment	8 519	4 576	2 645	1 664	233	17 637
Actif externe du segment	316 343	178 189	28 694	143 217	140 245	806 688
Dépôts des clients du segment	279 559	126 158	11 082	—	1 527	418 326
Passif externe du segment	284 882	220 182	15 437	137 233	101 974	759 708
Autres postes du segment pris en compte dans le compte de résultat ci-dessus:						
Amortissement	409	203	838	124	538	2 112
(Diminution) augmentation de la valeur des affaires en cours	—	—	—	-162	—	-162
Charges des plans à prestations déterminées	124	30	9	11	141	315
Autres postes du segment:						
Ajouts d'immobilisations	385	146	1 752	344	790	3 417
Investissements dans des joint-ventures et des entreprises associées en fin d'exercice	7	—	—	—	40	47

Exercice au 31 décembre 2014	Détail £m	Banque Com- merciale £m	Crédit à la con- sommation £m	Assurance £m	Autre £m	Total base sous-jacente £m
Intérêts créditeurs nets	7 079	2 480	1 290	-131	257	10 975

Autres recettes(après déduction du règlement des sinistres)	1 212	1 956	1 364	1 725	210	6 467
Total revenu sous-jacent après déduction du règlement des sinistres	8 291	4 436	2 654	1 594	467	17 442
Total coûts	-4 464	-2 147	-1 429	-672	-330	-9 042
Dépréciation	-599	-83	-215	—	-205	-1 102
TSB	—	—	—	—	458	458
Bénéfice sous-jacent	3 228	2 206	1 010	922	390	7 756
Recettes externes	9 034	3 800	2 803	1 206	599	17 442
Recettes inter-segment	-743	636	-149	388	-132	—
Recettes du segment	8 291	4 436	2 654	1 594	467	17 442
Actif externe du segment	317 246	241 754	25 646	150 615	119 635	854 896
Dépôts des clients du segment	285 539	119 882	14 955	—	26 691	447 067
Passif externe du segment	295 880	231 400	18 581	144 921	114 211	804 993
Autres postes du segment pris en compte dans le compte de résultat ci-dessus:						
Amortissement	353	153	773	127	189	1 595
(Diminution) augmentation de la valeur des affaires en cours	—	—	—	-428	—	-428
Charges des plans à prestations déterminées	121	37	9	9	168	344
Autres postes du segment :						
Ajouts d'immobilisations	419	242	1 633	449	699	3 442
Investissements dans des joint-ventures et des entreprises associées en fin d'exercice	12	—	—	—	62	74

Rapprochement de la base sous-jacente avec les résultats statutaires

Résultats au 31 décembre 2015	Statutaire Lloyds bank Group £m	Impact des autres entités sur Lloyds Banking Group (1) £m	Suppression de :					Base sous-jacente £m
			Ventes d'actifs et autres postes £m	Simplification £m	TSB (4) £m	Majoration assurance £m	PPI et autres provisions relatives au conduit (3) £m	
Intérêts créditeurs nets	10 751	567	318	—	-192	38	—	11 482
Autres recettes après déduction du règlement des sinistres	6 107	-4	214	—	-36	-126	—	6 155
Total recettes, après règlement des sinistres	16 858	563	532	—	-228	-88	—	17 637
Frais d'exploitation	-15 096	-291	381	170	836	88	4 837	-9 075
Dépréciation	-390	—	-197	—	19	—	—	-568
TSB	—	—	—	—	118	—	—	118
Bénéfice	1 372	272	716	170	745	—	4 837	8 112

(1) Ceci prend en compte l'inclusion dans les résultats vérifiés par le principal organe de décision en matière d'exploitation des obligations des filiales apparentées de la Banque et de l'obligation de sa société mère, Lloyds Banking Group plc.

(2) Comprend l'effet des ventes d'actifs (plus-value de £54 millions), des postes volatiles (perte de £208 millions), de la gestion du passif (perte de £28 millions), du dénouement de la juste valeur (perte de £192 millions) et de l'amortissement des actifs incorporels achetés (£342 million).

(3) Comprend la provision relative à l'assurance de protection des paiements (£4,000 millions) et aux autres dispositions réglementaires (£837 millions).

(4) Comprend le résultat sous-jacent de TSB, les frais de création et double fonctionnement et les charges relatives à la cession de TSB.

Résultats au 31 décembre 2014	Statutaire Lloyds bank Group £m	Impact des autres entités sur Lloyds Banking Group (1) £m	Suppression de :					Base sous-jacente £m
			Ventes d'actifs et autres postes £m	Simplification £m	TSB (4) £m	Majoration assurance £m	PPI et autres provisions relatives au conduit (3) £m	
Intérêts créditeurs nets	10 214	446	619	—	-786	482	—	10 975
Autres recettes après déduction du règlement des sinistres	6 455	-716	1 460	22	-140	-614	—	6 467
Total recettes après déduction du règlement des sinistres	16 669	-270	2 079	22	-926	-132	—	17 442
Frais d'exploitation	-13 628	-257	-286	944	928	132	3 125	-9 042
Dépréciation	-752	—	-448	—	98	—	—	-1 102
TSB	—	—	—	—	458	—	—	458
Bénéfice	2 289	-527	1 345	966	558	—	3 125	7 756

(1) Ceci prend en compte l'inclusion dans les résultats vérifiés par le principal organe de décision en matière d'exploitation des obligations des filiales apparentées de la Banque et de l'obligation de sa société mère, Lloyds Banking Group plc.

(2) Comprend l'effet des ventes d'actifs (plus-value de £138 millions), des postes volatiles (plus-value de £58 millions), de la gestion du passif (perte de £1,386 millions), de la créance relative à la retraite pour services passés de £710 millions (qui représente la réduction de la créance de £843 millions résultant de la décision du Groupe de diminuer le plafond applicable au salaire ouvrant droit à la pension, partiellement compensée par le coût des autres modifications apportées aux salaires, avantages et primes destinés aux employés), du dénouement de la juste valeur (perte de £529 millions) et de l'amortissement des actifs incorporels achetés (£336 millions).

(3) Comprend la provision relative à l'assurance de protection des paiements (£2200 millions) et aux autres dispositions réglementaires (£925 millions).

(4) Comprend le résultat sous-jacent de TSB, les frais de création et double fonctionnement

Suite à la réduction des activités du Groupe hors Royaume Uni, l'analyse comparative entre les activités réalisées au Royaume Uni et hors Royaume Uni n'est plus fournie.

5 Intérêts créditeurs nets

	Moyenne pondérée du taux d'intérêt effectif		2015 £m	2014 £m
	2015 %	2014 %		
Intérêts et autres revenus similaires:				
Prêts et avances consentis aux clients	3.45	3.45	16 394	18 006

Prêts et avances en faveur des banques	0.42	0.52	397	406
Titres obligataires détenus en tant que Prêts et créances	1.87	2.57	40	42
Intérêts créditeurs sur Prêts et créances	2.95	3.07	16 831	18 454
Actifs financiers cessibles	1.77	1.90	725	957
Investissements détenus jusqu'à leur date d'échéance	1.49	–	197	–
Total Intérêts et autres revenus similaires	2.84	2.98	17 753	19 411
Intérêts et autres dépenses similaires:				
Dépôts effectués par des banques, sauf passif relatif aux contrats d'achat-vente	0.41	0.74	-43	-86
Dépôts effectués par les clients, sauf passif relatif aux contrats d'achat-vente	0.91	1.19	-3 526	-5 066
Titres obligataires en émission	0.65	0.58	-560	-509
Passif subordonné	8.89	9.20	-2 593	-2 879
passif relatif aux contrats d'achat-vente	0.57	2.61	-34	-55
Intérêts débiteurs sur passif détenu au coût amorti	1.30	1.54	-6 756	-8 595
Montants payables aux détenteurs d'unités dans des véhicules de placement collectif ouverts	1.17	3.23	-246	-602
Total Intérêts et autres dépenses similaires	1.30	1.59	-7 002	-9 197
Intérêts créditeurs nets			10 751	10 214

6 Revenus nets des frais et commissions

	2015 £m	2014 £m
Revenus des frais et commissions:		
Comptes courants	804	918
Frais de cartes de débit et de crédit	918	1 050
Autres	1 530	1 698
Total revenus frais et commissions	3 252	3 666
Dépenses relatives aux frais et commissions	-1 442	-1 402
Revenu net frais et commissions	1 810	2 264

7 Revenu net d'exploitation

	2015 £m	2014 £m
Plus (moins)-values de conversion de devises	-130	-153
Plus-values sur les transactions commerciales en devises étrangères	335	344
Total variations	205	191
Plus-values sur les biens d'investissement (note 26)	416	513
Plus-values sur titres et autres plus-values (cf. ci-dessous)	3 325	8 804
Revenu net d'exploitation	3 946	9 508

Les plus-values sur titres et autres plus-values comprennent les plus-values nettes résultant de l'actif et du passif détenu à la juste valeur sur le compte de résultat et pour l'exploitation, comme suit:

	2015 £m	2014 £m
Recettes (dépenses) nettes sur l'actif détenu à la juste valeur sur le compte de résultat:		
Titres obligataires, prêts et avances	456	4 817
Actions	2 386	3 815
Plus-values nettes résultant de l'actif et du passif détenu à la juste valeur sur le compte de résultat	2 842	8 632
Dépenses nettes résultant du passif à sa juste valeur sur le compte de résultat–Titres obligataires en émission	14	-75
Total des plus-values nettes sur l'actif et le passif détenu à la juste valeur sur le compte de résultat	2 856	8 557
Plus-values nettes sur instruments financiers détenus à des fins de transactions	469	247
Plus-values sur titres et autres plus-values	3 325	8 804

8 Recettes des primes d'assurance

	2015 £m	2014 £m
Assurance-vie		
Primes brutes:		
Assurances-vie et pensions	3 613	6 070
Rentes	430	327
Autres	–	–
	4 043	6 397
Primes de réassurance cédées	-122	-142
Primes nettes encaissées	3 921	6 255
Assurance non-vie		
Primes nettes encaissées	871	870

Total primes nettes encaissées	4 792	7 125
---------------------------------------	--------------	--------------

Les recettes des primes en 2015 ont été réduites d'une charge de £1,959 millions relative à la reprise par un autre assureur d'un portefeuille de polices précédemment réassuré par le Groupe.

9 Autre revenu d'exploitation

	2015 £m	2014 £m
Revenu des loyers relatifs aux contrats de location-exploitation	1 165	1 126
Revenu locatif des biens d'investissement (note 26)	268	269
Plus-values moins pertes sur cession d'Actifs financiers cessibles (note 43)	51	131
Mouvements dans la valeur des affaires en cours (note 24)	-162	-428
Gestion du passif	-28	-24
Part des résultats des joint-ventures et des entreprises associées	-3	32
Autre revenu	-3	-55
Total autre revenu d'exploitation	1 288	1 051

Gestion du passif

Des pertes de £28 millions (2014: pertes de £24 millions) ont été générées sur les transactions réalisées dans le cadre de la gestion, par le Groupe, des activités de gros et du capital.

10 Demandes de règlement des sinistres

Les demandes de règlement des sinistres comprennent:

	2015 £m	2014 £m
Contrats d'assurance-vie et d'investissement avec participation		
Demandes et rachats	-7 983	-7 506
Modifications des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation	2 898	-4 392
Modification des contrats d'investissement sans participation	-438	-1 448
	-5 523	-13 346
Part des réassureurs	101	109
	-5 422	-13 237
Variations de l'excédent non alloué	63	74
Total des contrats d'assurance-vie et des contrats de participation d'investissement	-5 359	-13 163
Assurance non-vie		
Total des règlements des assurances non-vie, après déduction des réassurances	-370	-330
Total demandes de règlement des sinistres	-5 729	-13 493
Demandes brutes de règlement des contrats d'assurance-vie et d'investissement avec participation et rachats peuvent être aussi analysées comme suit:		
Décès	-631	-549
Expirations	-1 348	-1 656
Rachats	-4 811	-4 102
Rentes	-902	-884
Autres	-291	-315
Total demandes brutes de règlement des contrats d'assurance-vie et rachats	-7 983	-7 506

11 Frais d'exploitation

Frais de personnel:	2015 £m	2014 £m
Salaires	2 808	3 178
Rémunération basée sur les performances	409	390
Frais de couverture sociale	349	398
Plans de pension et autres prestations de retraite (note 37):		
Crédits pour services passés (1)	—	-822
Autres	548	596
	548	-226
Frais de restructuration	104	264
Autres frais de personnel	459	741
Locaux et équipements:	4 677	4 745
Loyers et taxes	368	424
Réparation et maintenance	173	221
Autres	174	246
Autres dépenses:	715	
Communications et traitement des données	893	1 118
Publicité et promotion	253	336

Frais professionnels	261	480
Cession de TSB (note 55)	665	–
Autres	683	998
Amortissement:	2 755	2 932
Amortissement des immobilisations (note 26)	1 534	1 391
Amortissement de la valeur acquise de contrats d'investissement sans participation en vigueur (note 24)	41	43
Amortissement d'autres actifs incorporels (note 25)	537	501
	2 112	1 935
Total frais d'exploitation, sauf provision pour assurance de protection des paiements	10 259	10 503
Provisions réglementaires		
Provision pour assurance de protection des paiements (note 39)	4 000	2 200
Autres provisions réglementaires (note 39)	837	925
	4 837	3 125
Total Frais d'exploitation	15 096	13 628

(1) Le 11 mars 2014, le Groupe a annoncé la modification de son régime de retraite à prestations déterminées, suite à la révision du plafond existant sur l'augmentation des rémunérations ouvrant droit à des droits de pension qui est utilisé pour le calcul des prestations de retraite, qui passe de 2 % à zéro, à compter du 2 avril 2014. Ce changement a eu pour effet de réduire les obligations relatives aux prestations de retraite du Groupe comptabilisées au bilan, de £843 millions, avec une réduction correspondante des plus-values comptabilisées dans le compte de résultat. Ceci a été partiellement compensé par une charge de £21 millions suite à la modification des accords relatifs à la retraite du personnel affecté à l'activité TSB.

L'effectif moyen du Groupe pendant l'exercice a été le suivant:

	2015	2014
Royaume Uni	84 922	94 241
Etranger	781	847
Total	85 703	95 088

Honoraires dus aux Commissaires aux Comptes de la Banque

Les honoraires versés aux Commissaires aux Comptes de la Banque pour l'exercice se sont élevés à:

	2015 £m	2014 £m
Honoraires dus pour l'audit du rapport annuel de la Banque relatif à l'exercice en cours	2.8	2.8
Honoraires dus pour les autres services:		
Audit légal des filiales de la Banque	11.3	11.9
Autres services fournis conformément à la loi	1.6	1.6
Autres services-honoraires liés à l'audit	0.6	0.3
Services de conformité fiscale	0.2	0.1
Autres services de conseil fiscal	–	–
Services relatifs aux transactions de financement d'entreprise	–	–
Autres services	0.2	–
Total honoraires dus aux commissaires aux comptes de la Banque	16.7	16.7

Au cours de l'exercice, les commissaires aux comptes ont également perçu des honoraires versés par des entités externes au périmètre de consolidation de Lloyds Bank Group pour les services suivants:

	2015 £m	2014 £m
Audits des plans de pension du Groupe	0.3	0.3
Audits des SICAV non consolidées gérées par le Groupe	0.4	0.4
Vérification de la situation financière des entreprises débitrices et des autres emprunteurs	0.1	0.1
Due diligence préalable aux acquisitions et autres prestations fournies en vue de potentiels investissements de capital-risque	–	–

12 Dépréciation

	2015 £m	2014 £m
Pertes par dépréciation sur Prêts et créances :		
Prêts et avances consentis aux clients	443	735
Titres obligataires comptabilisés comme Prêts et créances	-2	2
Total pertes par dépréciation sur Prêts et créances (note 20)	441	737
Dépréciation des Actifs financiers cessibles	4	5
Autres provisions pour risque de crédit	-55	10
Total dépréciation inscrite au compte de résultat	390	752

13 Imposition

a Analyse des variations d'impôt de l'exercice

Impôt sur les Sociétés au Royaume Uni:	2015 £m	2014 £m
Impôt courant sur le bénéfice de l'exercice	-391	-260
Ajustements relatifs aux exercices précédents	-74	125
	-465	-135
Imposition à l'étranger :		
Impôt courant sur le bénéfice de l'exercice	-24	-39
Ajustements relatifs aux exercices précédents	27	3
	3	-36
Charge d'impôt courante	-462	-171
Impôt différé (note 38):		
Création et contre-passation d'écarts temporaires	-165	-43
Réduction du taux d'imposition des entreprises au Royaume et impact correspondant	-31	-26
Ajustements relatifs aux exercices précédents	45	-182
	-151	-251
Charge d'impôt	-613	-422

La charge d'impôt sur les bénéfices 2015 résulte de l'application d'un taux d'imposition des entreprises de 20.25 % en vigueur au Royaume Uni (2014: 21.5%). Ledit impôt se compose comme suit:

	2015 £m	2014 £m
Charge d'impôt imputable aux titulaires de polices	3	-18
Impôt applicable aux actionnaires	-616	-404
Charge d'impôt	-613	-422

a Facteurs affectant la charge fiscale de l'exercice

Vous trouverez ci-dessous le rapprochement de la charge qui résulterait de l'application du taux normal d'imposition des entreprises au Royaume Uni au bénéfice avant impôt avec la charge d'impôt effective de l'exercice:

	2015 £m	2014 £m
Bénéfice avant impôt	1 372	2 289
Impôt sur le bénéfice au taux de 20.25% (2014: 21.5%)	-278	-492
Facteurs affectant la charge d'impôt:		
Variation du taux d'impôt sur les sociétés et impacts correspondants	-31	-26
Postes non déductibles (1)	-569	-149
Postes non imposables	159	151
Ecart d'imposition à l'étranger	-5	-24
Plus-values exonérées ou ouvertes par des pertes en capital	67	181
Taxe applicable aux détenteurs de polices d'assurance	3	-14
Pertes fiscales non comptabilisées précédemment	42	-
Ajustements sur les exercices précédents	-2	-54
Effet des bénéfices sur joint-ventures et entreprises associées	-1	7
Autres éléments	2	-2
Imposition des bénéfices des activités courantes	-613	-422

(1) Le Finance (No. 2) Act 2015 a introduit des restrictions sur la déductibilité des provisions pour conduct charges constituées à compter du 8 juillet 2015. Ceci a donné lieu à une charge d'impôt supplémentaire inscrite au compte de résultat de £459 millions.

Le Finance (No. 2) Act 2015 (La Loi) est entré en vigueur le 26 octobre 2015. La Loi a réduit le taux principal d'impôt sur les Sociétés à 19 % à compter du 1er avril 2017 et à 18 % à compter du 1er avril 2020; cependant, à compter du 1er janvier 2016, les bénéfices des activités bancaires seront soumis à une majoration de 8 %. La variation du taux principal d'impôt sur les sociétés, de 20 % à 18 % et la majoration de 8% ont donné lieu à un mouvement de l'actif net d'impôt différé du Groupe, au 31 décembre 2015, de £132 millions, incluant la charge de £31 millions inscrite au compte de résultat et une charge de £101 millions incluse dans les fonds propres.

14 Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier comptabilisé à la juste valeur dans le compte de résultat

	Groupe		Banque	
	2015 millions £	2014 millions £	2015 millions £	2014 millions £
Actif détenu à des fins de transaction	42 670	48 504	47 400	59 580
Autre actif financier inscrit à la juste valeur au cpte de résultat	98 479	104 016	4 664	6 741
Total	141 149	152 520	52 064	66 321

Ces actifs comprennent:

	Groupe				Banque			
	2015		2014		2015		2014	
	Actif détenu à	Autre actif fi-	Actif détenu à	Autre actif fi-	Actif détenu à	Autre actif fi-	Actif détenu à	Autre actif fi-

	des fins de transaction	nancier comptabilisé à la juste valeur sur le compte de résultat	des fins de transaction	nancier comptabilisé à la juste valeur sur le compte de résultat	des fins de transaction	nancier comptabilisé à la juste valeur sur le compte de résultat	des fins de transaction	nancier comptabilisé à la juste valeur sur le compte de résultat
Prêts et avances aux clients	30 109	–	28 513	–	34 830	–	39 802	–
Prêts et avances aux banques	3 065	–	8 212	–	3 065	–	8 011	–
Titres obligataires:								
Titres d'Etat	8 269	13 848	7 976	17 497	8 269	4 664	7 931	6 662
Autres titres du secteur public	–	2 039	–	2 170	–	–	–	–
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	–	135	554	–	–	–	554	–
Titres adossés à des actifs:								
Titres adossés à des prêts hypothécaires	516	842	187	847	516	–	187	–
Autres titres adossés à des actifs	85	762	129	721	85	–	129	–
Titres d'Etat et autres titres obligataires	621	19 704	1 496	20 605	635	–	1 529	79
	9 491	37 330	10 342	41 840	9 505	4 664	10 330	6 741
Actions participatives	5	61 075	–	62 154	–	–	–	–
Bons du trésor et autres bons	–	74	1 437	22	–	–	1 437	–
Total	42 670	98 479	48 504	104 016	47 400	4 664	59 580	6 741

Les autres actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur dans le compte du Groupe représentent les actifs suivants désignés dans ladite catégorie:

(i) Des actifs financiers adossés à des contrats d'assurance et à des contrats d'investissement de £91,096 millions (2014: £94,857 millions) ainsi désignés, car le passif correspondant comporte des flux de trésorerie contractuellement basés sur les performances des actifs ou parce qu'il s'agit de contrats mesurés en tenant compte de la conjoncture actuelle du marché et qui pourraient faire l'objet, par ailleurs, d'incohérences significatives en termes de mesure. Ces actifs comprennent des investissements dans des entités structurées non consolidées de £13,282 millions (2014: £27,255 millions) cf. note 19;

(ii) Des investissements en titres de sociétés privées de £2,415 millions (2014: £2,350 millions) qui sont gérés et évalués à leur juste valeur selon une stratégie de gestion du risque ou d'investissement dûment documentée et qui ont été communiqués à la Direction sur cette base.

15 Instruments financiers dérivés

Le Groupe détient des instruments dérivés dans le cadre des stratégies suivantes:

- Stratégie centrée sur le client: les instruments dérivés sont détenus dans le cadre de la fourniture aux Clients du Groupe de produits de gestion du risque;
- En vue de la gestion et de la couverture du risque de taux d'intérêt et de change du Groupe résultant de l'activité bancaire courante. La stratégie de comptabilité de couverture adoptée par le Groupe consiste à associer des approches basées sur la juste valeur et des approches basées sur la trésorerie telles que décrites à la note 52; et
- Les instruments sont détenus dans des fonds de titulaires de polices comme le permettent les stratégies d'investissement desdits fonds.

Les principaux instruments dérivés utilisés par le Groupe sont les suivants:

- Les taux d'intérêts liés aux contrats comprennent les swaps de taux d'intérêt, les contrats à terme et les options. Un swap de taux d'intérêt est un contrat conclu entre deux parties en vue de l'échange de paiements à taux fixe et à taux variable, sur la base de taux d'intérêt définis dans le contrat, sans échange de montants en capital sous-jacents. Les contrats à terme sont des contrats relatifs au paiement des écarts entre un taux d'intérêt spécifique et un taux de référence, appliqué à un montant en capital nominal à une certaine date, dans le futur. Une option de taux d'intérêt offre à l'acheteur, contre paiement d'une prime, le droit (sans aucune obligation) de fixer le taux d'intérêt sur un futur prêt ou dépôt, pendant une certaine période, à partir d'une future date expressément fixée.
- Les contrats de taux de change incluent les contrats à terme en devises étrangères, les swaps de devises étrangères et les options. Un contrat à terme en devises étrangères concerne l'achat ou la vente d'un certain montant de devises étrangères à une date future préalablement fixée, à un taux préétabli. Les swaps de devises impliquent, généralement, l'échange d'obligations de paiement d'intérêts libellées dans différentes devises; l'échange du montant en capital peut être fictif ou réel. Une option en devises, offre à l'acheteur, contre paiement d'une prime, le droit (sans aucune obligation) de vendre certains montants de devises à des taux de change préétablis, avant une certaine date à venir.
- Les dérivés de crédit, à savoir principalement des contrats d'échange sur défaut, sont utilisés par le Groupe dans le cadre de son activité de négociation en pour la gestion de son propre risque de crédit. Un contrat d'échange sur défaut est un swap dans le cadre duquel l'une des contreparties reçoit une prime, à une fréquence préétablie, en échange de la garantie d'effectuer un certain paiement en cas d'occurrence d'un certain événement négatif en termes de crédit. Le Groupe utilise ce type de contrat, associé à un financement externe, également pour garantir des prêts accordés aux entreprises et par la division Banque Commerciale d'un montant de £455 millions (2014: £611 millions).
- Les dérivés d'actions sont également utilisés par le Groupe dans le cadre de son activité de fourniture de produits en actions au détail, afin d'éliminer l'exposition du groupe aux fluctuations de différents indices boursiers internationaux. L'achat d'options sur actions liées aux indices donne au Groupe le droit, sans aucune obligation, d'acheter ou vendre un certain nombre d'obligations ou un ensemble d'obligations, sous la forme d'indices publiés avant une certaine date à venir

Les justes valeurs et les montants nominaux des instruments dérivés figurant dans le tableau ci-dessous :

Groupe	2015			2014		
	Montant Contractuel / nominal £m	Actifs à la Juste valeur £m	Passif à la Juste valeur £m	Montant Contractuel / nominal £m	Actifs à la Juste valeur £m	Passif à la juste valeur £m
Négociation						
Contrat de taux de change:						
Spot, à terme et futures	39 817	852	774	36 894	941	801
Swaps de devises	293 536	5 585	4 323	301 451	4 849	4 706
Options achetées	20 352	751	–	49 085	1 244	–
Options comptabilisées	22 708	–	984	49 784	–	1 443
	376 413	7 188	6 081	437 214	7 034	6 950
Contrats de taux d'intérêt:						
Swaps de taux d'intérêt	2 316 071	14 442	13 083	3 999 343	18 668	16 578
Contrats à terme	1 159 099	6	57	1 791 219	9	56
Options achetées	55 962	3 003	–	58 600	3 755	–

Options comptabilisées	52 202	–	3 116	54 031	–	3 725
Futures	105 475	7	8	134 117	9	24
	3 688 809	17 458	16 264	6 037 310	22 441	20 383
Dérivés de crédit	4 566	295	407	18 063	279	1 066
Actions et autres contrats	14 174	1 295	1 145	14 842	1 430	1 181
Total actif/passif dérivé détenu à des fins de transaction	4 083 962	26 236	23 897	6 507 429	31 184	29 580
Couverture						
Dérivés désignés comme couverture de la juste valeur:						
Swaps de devises	2 649	52	107	7 281	113	131
Swaps de taux d'intérêt (y compris options)	121 331	1 572	737	115 905	2 408	928
Options achetées	–	–	–	553	17	–
Dérivés désignés comme couverture de la juste valeur :						
Swaps de devises	11 228	243	72	11 720	155	113
Swaps de taux d'intérêt	460 829	816	1 534	518 746	1 606	2 536
Futures	150 085	3	–	151 102	–	5
Total actif/passif dérivé détenu pour couverture	746 122	2 686	2 450	805 307	4 299	3 713
Total actif/passif dérivé comptabilisé	4 830 084	28 922	26 347	7 312 736	35 483	33 293

Le montant en capital du contrat ne représente pas l'exposition effective du Groupe au risque de crédit, qui est limitée au coût actuel de remplacement des contrats avec une valeur positive pour le Groupe en cas de défaut de la contrepartie. Pour atténuer son risque de crédit, le Groupe utilise une série de techniques de rehaussement du crédit telles que la compensation et la collatéralisation, lorsqu'une garantie est fournie pour l'exposition.

Flux de trésorerie couverts

Pour les couvertures des flux de trésorerie désignées comme telles, le tableau suivant montre les occurrences prévues des flux de trésorerie objet de la couverture et les dates auxquelles elles vont affecter les revenus.

2015	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie prévisionnels couverts dont l'occurrence est prévue:									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	363	298	499	500	376	1 876	137	75	4 124
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-1 235	-758	-714	-667	-440	-1 116	-532	-145	-5 607
Flux de trésorerie prévisionnels couverts affectant le compte de résultat:									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	381	439	515	453	345	1 777	136	78	4 124
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-1 261	-741	-715	-671	-440	-1 115	-523	-141	-5 607

2014	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie prévisionnels couverts dont l'occurrence est prévue:									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	250	458	680	845	745	1 928	112	111	5 129
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-130	-136	-53	-58	-57	-346	-459	-104	-1 343
Flux de trésorerie prévisionnels couverts affectant le compte de résultat:									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	391	536	769	830	646	1 736	114	107	5 129
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-174	-105	-54	-57	-63	-358	-433	-99	-1 343

La comptabilité de couverture n'a dû être annulée pour aucune transaction en 2015 ou 2014 suite à la non-occurrence prévue de flux de trésorerie dont l'occurrence avait été jugée hautement probable.

Banque	2015			2014		
	Montant Contractuel / nominal £m	Actifs à la Juste valeur £m	Passif à la Juste valeur £m	Montant Contractuel / nominal Montant £m	Actifs à la Juste valeur £m	Passif à la juste valeur £m
Négociation						
Contrats taux de change:						
Spot, contrats à terme et futures	34 851	877	639	27 104	885	700
Swaps de devises	318 189	6 082	5 139	316 921	4 972	5 174
Options achetées	20 257	746	–	48 976	1 241	–
Options comptabilisées	22 577	–	979	49 613	–	1 440
Contrats taux d'intérêt:	874	7 705	6 757	442 614	7 098	7 314
Swaps de taux d'intérêt	2 829 018	18 703	17 668	4 834 436	27 713	25 588
Contrats de garantie de taux	1 198 211	20	68	1 812 978	13	61
Options achetées	54 872	2 681	–	56 676	3 215	–
Options comptabilisées	51 795	–	2 850	56 215	–	3 651
Futures	147 036	1	6	75 817	2	6
	4 280 932	21 405	20 592	6 836 122	30 943	29 306

Dérivatifs de crédit	4 365	306	408	17 961	281	1 079
Contrats en actions et autres contrats	6 788	770	750	7 917	809	795
Total actif/passif dérivé détenu à des fins de transaction	4 687 959	30 186	28 507	7 304 614	39 131	38 494
Couverture						
Dérivés désignés comme couverture de la juste valeur:						
Swaps de devises	2 443	38	100	6 406	61	123
Swaps de taux d'intérêt (y compris options)	129 062	693	2 400	119 951	843	2 630
Options achetées	—	—	—	553	17	—
Options comptabilisées	—	—	—	—	—	—
Dérivés désignés comme couverture de la trésorerie:						
Swaps de taux d'intérêt	164 826	72	33	52 396	98	69
Futures	77 400	3	—	125 806	—	4
Total actif/passif dérivé détenu pour couverture	373 731	806	2 533	305 112	1 019	2 826
Total actif/passif dérivé comptabilisé	5 061 690	30 992	31 040	7 609 726	40 150	41 320

Flux de trésorerie couverts

Pour les couvertures des flux de trésorerie désignées comme telles, le tableau suivant montre les occurrences prévues des flux de trésorerie objet de la couverture et les dates auxquelles elles vont affecter les revenus.

2015	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie prévisionnels couverts dont l'occurrence est prévue:									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	73	340	427	461	402	1 684	163	20	3 570
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-69	-80	-34	-34	-16	-7	—	-51	-291
Flux de trésorerie prévisionnels couverts affectant le compte de résultat:									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	202	394	463	461	369	1 516	148	17	3 570
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-87	-65	-35	-32	-15	-6	—	-51	-291

2014	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie prévisionnels couverts dont l'occurrence est prévue:									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	192	321	476	571	564	1 567	104	12	3 807
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-119	-105	—	—	—	—	-67	-82	-373
Flux de trésorerie prévisionnels couverts affectant le compte de résultat:									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	323	388	529	570	553	1 351	82	11	3 807
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-152	-72	—	—	—	—	-68	-81	-373

La comptabilité de couverture n'a dû être annulée pour aucune transaction en 2015 ou 2014 suite à la non-occurrence prévue de flux de trésorerie dont l'occurrence avait été jugée hautement probable.

16 Prêts et avances en faveur des banques

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Prêts consentis aux banques	2 273	2 902	1 006	2 745
Placements sur le marché monétaire auprès des banques	22 844	23 253	1 619	1 846
Total Prêts et avances en faveur des banques avant provision pour pertes par dépréciation	25 117	26 155	2 625	4 591
Provision pour pertes par dépréciation	—	—	—	—
Total Prêts et avances en faveur des banques	25 117	26 155	2 625	4 591

Au 31 décembre 2015, £4,472 million (2014: £4,969 millions) de Prêts et avances en faveur des banques pour le Groupe et £2,002 millions (2014: £1,935 millions) pour la Banque avaient une durée résiduelle avant échéance supérieure à un an.

17 Prêts et avances consentis aux clients

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Agriculture, forêts et pêche	6 924	6 586	2 936	2 790
Approvisionnement eau et énergie	3 247	3 853	2 966	3 465
Fabrication	5 953	6 000	5 211	5 275
Construction	4 952	6 425	3 256	4 160
Transport, distribution et hôtels	13 526	15 112	9 942	10 226
Frais d'affranchissement et télécommunications	2 563	2 624	2 343	2 184
Sociétés immobilières	32 228	36 682	21 866	21 891

Services financiers, commerciaux et autres services	43 072	44 979	29 958	32 742
Personnel:				
Prêts hypothécaires	312 877	333 318	61 636	67 834
Autres	20 579	23 123	10 194	10 777
Financement locatif	2 751	3 013	435	215
Location-vente	9 536	7 403	8 597	6 039
Total Prêts et avances consentis aux clients avant provision pour pertes par dépréciation	458 208	489 118	159 340	167 598
Provision pour pertes par dépréciation (note 20)	-3 033	-6 414	-1 223	-1 631
Total Prêts et avances consentis aux clients	455 175	482 704	158 117	165 967

Au 31 décembre 2015, £397,831 millions (2014: £419,193 million) de Prêts et avances consentis aux clients pour le Groupe et £123,855 millions (2014: £126,653 millions) pour la Banque avaient une durée résiduelle avant échéance supérieure à un an.

Les Prêts et avances consentis aux clients incluent les créances des leasings financiers, qui peuvent être analysés comme suit:

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Investissement brut dans des leasings financiers, créances:				
A 1 an maximum	497	573	73	33
A plus d'1 an et moins 5 ans	1 225	1 214	274	116
A plus de 5 ans	2 407	3 136	158	161
	4 129	4 923	505	310
Futurs revenus financiers non acquis sur leasings financiers	-1 316	-1 837	-60	-87
Loyers reçus d'avance	-62	-73	-10	-8
Investissement net dans leasings financiers	2 751	3 013	435	215

L'investissement net dans des leasings financiers représente les montants recouvrables comme suit :

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
A 1 an maximum	319	339	85	28
A plus d'1 an et moins 5 ans	859	763	265	103
A plus de 5 ans	1 573	1 911	85	84
Investissement net dans leasings financiers	2 751	3 013	435	215

Les équipements loués aux clients dans le cadre de contrats de leasing financier concernent principalement des transactions de financement structuré pour le financement de l'achat d'avions, navires et autres équipements à forte valeur. Aucun loyer conditionnel n'a été comptabilisé sur l'exercice 2015 et 2014, sur le compte de résultat, pour des leasings financiers. Aucune provision pour créance douteuse sur leasing financier n'a été enregistrée dans la provision pour pertes par dépréciation du Groupe (2014: £1 million).

18 Titrisation et obligations sécurisées

Programmes de titrisation

Les prêts et avances consentis aux clients et les titres obligataires désignés comme Prêts et créances incluent les prêts sécurisés dans le cadre des programmes de titrisation du Groupe, dont la majorité ont été vendus par les sociétés du Groupe à des entités structurées constituées pour être hors d'atteinte en cas de faillite. Les entités structurées étant financées par l'émission d'obligations à des conditions prévoyant que la majorité des risques et des avantages liés au portefeuille reviennent à l'entité du Groupe, les entités structurées sont entièrement consolidées et la totalité de ces prêts sont inscrits au bilan du Groupe, les effets en émission correspondants étant inclus dans Titres obligataires en émission.

Programmes d'obligations sécurisées

Certain Prêts et avances consentis aux clients ont été assignés à des entités à responsabilité limitée constituées pour être hors d'atteinte en cas de faillite à titre de garantie des émissions d'obligations sécurisées par le Groupe. Le Groupe conserve tous les risques et les avantages liés à ces prêts et les entités sont entièrement consolidées sans le bilan du groupe, tandis que les obligations en émission correspondantes faisant l'objet de la couverture sont incluses dans les Titres obligataires en émission.

	2015		2014	
	Prêts et avances sécurisés £m	Effets en émission £m	Prêts et avances sécurisés £m	Effets en émission £m
Programmes de sécurisation				
Prêts immobiliers résidentiels Royaume Uni	39 154	20 931	50 250	28 392
Prêts commerciaux	9 345	8 720	13 372	12 533
Créances de cartes de crédit	7 305	5 277	6 762	4 278
Prêts immobiliers résidentiels Pays Bas	1 981	2 044	3 866	4 004
Prêts personnels	—	—	1 318	751
PPP/PFI et prêts pour financement de projets	305	94	402	99
	58 090	37 066	75 970	50 057
Moins ceux détenus par le Groupe		-29 303		-38 149

Total programmes de sécurisation (note 32)		7 763		11 908
Programmes d'obligations sécurisées				
Adossées à des prêts hypothécaires	43 323	29 697	47 795	31 730
Adossées à des programmes de logement social	2 544	1 700	2 826	1 800
	45 867	31 397	50 621	33 530
Moins ceux détenus par le Groupe		-4 197		-6 339
Total programmes obligations sécurisées (note 32)		27 200		27 191
Total programmes de titrisation et obligations sécurisées		34 963		39 099

(1) Incluant les titrisations qui utilisent un ensemble de financements externes et de swaps de défaut de crédit.

L'emploi des dépôts en espèces de £8,383 millions (2014: £11,251 millions) détenus par le Groupe est limité au remboursement des obligations émises par les entités structurées, les avances à terme relatives aux obligations sécurisées et aux autres obligations légales. De plus, le Groupe avait en place des engagements contractuels relatifs à l'octroi de facilités de liquidités à certaines entités structurées. Au 31 décembre 2015, ces obligations n'avaient pas encore été déclenchées est l'exposition maximale d'y rapportant s'élevait à £381 millions (2014: £392 millions).

Le Groupe a mis en place un certain nombre de programmes d'obligations sécurisées, pour lesquels des Entités à responsabilité limitée ont été constituées pour le cantonnement de paniers d'actifs et pour garantir les obligations sécurisées émises par le Groupe. A la date de reporting, le Groupe avait sur-garanti les programmes figurant dans le tableau ci-dessus pour se conformer aux conditions des programmes, afin de garantir la cote des obligations sécurisées et d'assurer la flexibilité opérationnelle. De temps à autre, l'obligation de fourniture de la garantie incombant au Groupe peut augmenter afin de respecter les règles formelles applicables aux programmes. Le Groupe peut également apporter volontairement une garantie à l'appui de la cote des obligations sécurisées.

Le Groupe comptabilise la totalité du passif associé à la sécurisation et aux programmes de titrisation des obligations dans "Titres obligataires en émission", bien que les obligations du groupe se limitent aux flux de trésorerie générés par les actifs sous-jacents. Le Groupe pourrait être tenu de fournir un soutien supplémentaire à un certain nombre de programmes de titrisation des obligations à l'appui des cotes de crédit des obligations émises, sous la forme de l'augmentation des réserves de liquidités et de la détention de titres subordonnés. Par ailleurs, certains programmes contiennent des obligations contractuelles qui exigent, de la part du Groupe, le rachat des actifs dont la cote de crédit est susceptible de subir une détérioration.

Le Groupe n'a pas proposé spontanément de racheter les actifs faisant partie de ses programmes publics de titrisation pendant l'exercice 2015 (2014: néant). Lesdits rachats sont effectués afin de respecter les dates d'échéance prévisionnelles des titres émis pour ces programmes.

19 Entités structurées

Les participations détenues par le Groupe dans des entités structurées sont consolidées et déconsolidées. Des informations détaillées concernant les participations consolidées détenues par le Groupe dans des entités structurées figurent à la note 18 pour les titrisations et les véhicules d'obligations sécurisées, à la note 37 pour les entités structurées associées aux plans de pension du Groupe, et ci-dessous aux paragraphes (A) et (B). Des détails relatifs aux participations du Groupe dans des entités structurées non consolidées figurent ci-dessous au paragraphe (C).

(A) Conduits adossés à des actifs

Outre les entités structurées dont nous avons traité à la note 18, qui sont utilisées pour la sécurisation et couvertes par les programmes d'obligations, le Groupe promeut également un conduit adossé à des actifs, Cancara, qui investit dans des titres obligataires et des créances client. L'exposition totale consolidée de Cancara au 31 décembre 2015 s'élevait à £7,295 millions (2014: £5,245 millions), incluant £6,440 millions de prêts et avances (2014: £4,605 millions) et £855 millions de titres adossés à des actifs (2014: £640 millions).

Tous les titres obligataires et les actifs liés aux prêts détenus par le Groupe dans Cancara font l'objet de restrictions d'utilisation, car ils sont détenus par l'agent des sûretés uniquement dans l'intérêt des investisseurs dans des papiers commerciaux et des fournisseurs de liquidités. Le Groupe accorde à Cancara des facilités de trésorerie à de conditions habituellement pour l'activité de prêt standard dans le cadre de l'activité bancaire normale du Groupe. Le Groupe pourrait être tenu de fournir son apport selon les conditions contractuelles applicables à ces accords au cas où Cancara expérimenterait un déficit de financement externe, ce qui pourrait se produire en cas de perturbation des marchés. Au 31 décembre 2015 et 2014, ces obligations n'avaient pas été déclenchées.

De plus, le Groupe promeut un autre conduit adossé à des actifs, dont il va progressivement se désengager. Ce conduit adossé à des actifs ne comporte aucun papier commercial en émission ni aucun fournisseur externe de liquidités.

Les actifs externes faisant partie de tous les conduits du Groupe sont consolidés dans les états financiers du Groupe.

(B) Véhicules de placement collectif consolidés

L'actif et le passif de l'activité d'Assurance détenus dans des véhicules de placement collectif consolidé, tels que des Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV) et des sociétés en commandite, ne sont pas disponibles pour être directement employés par le Groupe. Cependant, l'investissement du Groupe dans la plupart de ces véhicules d'investissement est immédiatement réalisable. Au 31 décembre 2015, la valeur comptable totale de l'actif et du passif de ces véhicules de placement collectif consolidés détenus par le Groupe s'élevait à £67,122 millions (2014: £66,070 millions).

Le Groupe n'a conclu aucun accord contractuel (concernant, par ex., des facilités de trésorerie) en vertu duquel il serait tenu de fournir un support financier ou tout autre support aux véhicules de placement collectif consolidés; le Groupe n'a pas précédemment prévu ce support et n'a pas l'intention de le faire.

(C) Véhicules de placement collectif non consolidés et sociétés en commandite

Les participations directes du Groupe dans des entités structurées non consolidées comprennent les investissements dans des véhicules de placement collectif, tels que des SICAV, et des sociétés en commandite, pour une valeur comptable totale de £13,282 millions au 31 décembre 2015 (2014: £27,255 millions), inclus dans des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur sur le compte de résultat (cf. note 14). Ces investissements incluent, à la fois, les entités gérées par des tiers et celles gérées par le Groupe. Au 31 décembre 2015, la valeur totale de l'actif de ces entités structurées, y compris la part dans laquelle le Groupe ne détient aucune participation, s'élevait à £603 milliards (2014: £620 milliards).

Le risque de perte maximal auquel est exposé le Groupe est égal à la valeur comptable de l'investissement. Cependant, les investissements du Groupe dans ces entités sont principalement détenus pour compenser le passif des titulaires de polices dans le cadre de la division Assurances, la majorité du risque relatif à la variation de la valeur de l'investissement du Groupe étant compensée par la modification des obligations des titulaires des polices. Les véhicules de placement collectif sont principalement financés par les investissements effectués par les investisseurs dans les véhicules.

Pendant l'exercice, le Groupe n'a fourni à ces entités aucun apport financier non-contractuel ou autre apport et n'a actuellement pas l'intention de le fournir. Aucun transfert n'a été effectué par/en faveur de ces véhicules de placement collectif non consolidé et entités en commandite.

Le Groupe se considère comme le sponsor d'une entité structurée lorsqu'il participe, de manière significative, à la conception et à la constitution de l'entité en question et lorsque le Groupe transfère des actifs à l'entité structurée et commercialise des produits associés à l'entité structurée en son propre nom et/ou fournit des garanties concernant la performance de l'entité structurée.

Le Groupe promeut divers fonds d'investissement et sociétés en commandite dans le cadre desquels il agit en tant que gestionnaire du fonds ou autre décideur important et commercialise le fonds sous l'une des marques du Groupe.

Le Groupe encaisse des commissions générées par la gestion des investissements faisant l'objet de ces fonds. Les commissions de gestion des fonds encaissées par le Groupe de la part de ces entités, y compris celles dans lesquelles le Groupe ne détenait aucune participation au 31 décembre 2015, figurent à la note 6.

20 Provision pour pertes par dépréciation sur Prêts et créances

Groupe	2015			2014		
	Prêts et avances consentis aux clients £m	Titres obligataires £m	Total £m	Prêts et avances consentis aux clients £m	Titres obligataires £m	Total £m
Au 1er janvier	6 414	126	6 540	11 966	125	12 091
Changeait autres ajustements	-246	—	-246	-410	9	-401
Cession d'entreprises	-82	—	-82	—	—	—
Avances radiées	-4 204	-31	-4 235	-6 432	-10	-6 442
Reprises d'avances radiées sur les précédents exercices	764	4	768	681	—	681
Dénouement de l'actualisation	-56	—	-56	-126	—	-126
Charge inscrite au compte de résultat (note 12)	443	-2	441	735	2	737
Au 31 décembre	3 033	97	3 130	6 414	126	6 540

Sur la provision totale constituée par le Groupe pour les Prêts et avances consentis aux clients, un montant de £2,425 millions (2014: £5,551 millions) concernait des prêts qui avaient été jugés douteux (individuellement ou de façon collective) à la date de reporting.

Sur la provision totale constituée par le Groupe pour les Prêts et avances consentis aux clients, £1,170 millions (2014: £1,482 millions) ont été évalués de façon collective. Aucune provision pour dépréciation n'a été constituée pour les montants dus par les entreprises du Groupe Lloyds Banking.

Banque—Prêts et avances consentis aux clients	2015 £m	2014 £m
Au 1er janvier	1 631	2 299
Change et autres ajustements	-16	-12
Avances radiées	-742	-1 323
Reprises d'avances radiées sur les précédents exercices	133	320
Dénouement de l'actualisation	-76	-96
Charge inscrite au compte de résultat	293	443
Au 31 décembre	1 223	1 631

Sur la provision totale constituée par la Banque pour les Prêts et avances consentis aux clients, un montant de £931 millions (2014: £1,200 millions) concernait des prêts qui avaient été jugés douteux (individuellement ou de façon collective) à la date de reporting.

Sur la provision totale constituée par la Banque pour les Prêts et avances consentis aux clients, £546 million (2014: £690 million) ont été évalués de façon collective.

21 Actifs financiers cessibles

Groupe	2015			2014		
	Conduits £m	Autres £m	Total £m	Conduits £m	Autres £m	Total £m
Titres obligataires:						
Titres d'Etat	—	25 329	25 329	—	47 402	47 402
Certificats de dépôt banques et sociétés de crédit foncier	—	186	186	—	298	298
Titres adossés à des actifs:						
Titres adossés à des prêts hypothécaires	26	171	197	27	647	674
Autres titres adossés à des actifs	209	110	319	223	462	685
Obligations d'entreprises et autres obligations	—	5 808	5 808	—	5 529	5 529
	235	31 604	31 839	250	54 338	54 588
Actions participatives	—	1 193	1 193	—	1 042	1 042
Bons du trésor et autres valeurs similaires	—	—	—	—	863	863
Total actifs financiers cessibles	235	32 797	33 032	250	56 243	56 493

Banque	2015 £m	2014 £m
Titres obligataires:		
Titres d'Etat	25 213	46 911

Certificats de dépôt banques et sociétés de crédit foncier	169	186
Titres adossés à des actifs:		
Titres adossés à des prêts hypothécaires	88	147
Autres titres adossés à des actifs	110	120
Obligations d'entreprises et autres obligations	6 083	3 311
	31 663	50 675
Actions participatives	813	726
Bons du trésor et autres valeurs similaires	–	11
Total Actifs financiers cessibles	32 476	51 412

22 Investissements détenus jusqu'à la date d'échéance

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Titres obligataires: titres d'Etat	19 808	–	19 808	–

Goodwill du Groupe

	2015 £m	2014 £m
Au 1er janvier et au 31 décembre	2 016	2 016
Coût (1)	2 362	2 362
Pertes par dépréciation cumulées	-346	-346
Au 31 décembre	2 016	2 016

(1) Pour les acquisitions réalisées avant le 1er janvier 2004, date de transition aux IFRS, le coût est inclus après déduction des montants amortis jusqu'à 31 décembre 2003.

Le goodwill inscrit au bilan du Groupe est soumis au moins une fois par an à un test de dépréciation.

Le montant recouvrable du goodwill relatif à Scottish Widows se fonde sur un calcul de la valeur d'utilité. Le calcul utilise des projections avant impôt des futurs flux de trésorerie basés sur les budgets et les plans approuvés par la Direction pour une période de 5 ans, et un taux d'actualisation de 10%. Les budgets et les plans se fondent sur l'historique ajusté pour prendre en compte les modifications prévisionnelles des volumes de vente, du mix de produits et des marges, compte tenu de la conjoncture du marché prévue et de l'activité des concurrents. Le taux d'actualisation est déterminé en faisant référence aux mesures internes et aux informations sectorielles disponibles. Les flux de trésorerie au-delà de la période de 5 ans sont extrapolés par application d'un taux de croissance de 3 %, qui n'est pas supérieur au taux moyen à long terme en vigueur sur le marché de l'assurance-vie. La Direction estime que toute modification raisonnablement possible des hypothèses essentielles n'entraînerait pas une baisse du montant recouvrable de Scottish Widows en-dessous de la valeur comptable inscrite au bilan.

Le montant recouvrable du goodwill relatif au Financement de l'actif a été également basé sur un calcul de la valeur d'utilisation à l'aide des projections des flux de trésorerie sur la base des budgets financiers et des plans approuvés par la Direction pour une période de 5 ans et un taux d'actualisation de 14 %. Les flux de trésorerie au-delà de la période de 5 ans sont extrapolés par application d'un taux de croissance de 0.5 % qui n'est pas supérieur au taux moyen à long terme en vigueur sur les marchés sur lesquels le Financement des Actifs est présent. La Direction estime que toute modification raisonnablement possible des hypothèses essentielles n'entraînerait pas une baisse du montant recouvrable du Financement des Actifs en-dessous de la valeur comptable inscrite au bilan.

24 Valeur des affaires en cours

La valeur brute des affaires en cours inscrite au bilan consolidé est la suivante :

	2015 £m	2014 £m
Valeur acquise des contrats d'investissement sans participation en cours	377	418
Valeur des contrats d'assurance et des contrats d'investissement en cours	4 219	4 446
Total valeur des affaires en cours	4 596	4 864

Mouvements de la valeur acquise des contrats d'investissement sans participation en cours pendant l'exercice:

	2015 £m	2014 £m
Au 1er janvier	418	461
Amortissement inscrit au compte de résultat (note 11)	-41	-43
Cession d'entreprises	–	–
Au 31 décembre	377	418

La valeur acquise la valeur acquise des contrats d'investissement sans participation en cours inclut £228 millions (2014: £251 millions) concernant l'activité SICAV.

Les mouvements survenus dans la valeur des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation en vigueur pendant l'exercice sont les suivants:

	2015 £m	2014 £m
Au 1er janvier	4 446	4 874
Change et autres ajustements	-5	–
Mouvements de l'exercice:		
Nouvelles affaires	454	425

Affaires existantes:		
Rendement prévu	-365	-441
Variations historiques	-130	-65
Modification des hypothèses	-209	-586
Variations de la conjoncture économique	88	239
Mouvements survenus dans la valeur des affaires en cours inscrites au compte de résultat (note 9)	-162	-428
Cession d'entreprises	-60	-
Au 31 décembre	4 219	4 446

Cette répartition montre les mouvements survenus uniquement dans la valeur des affaires en cours et ne représente pas la part totale de chaque poste dans le bénéfice avant impôt. Elle contient également les variations intervenues dans les autres éléments d'actifs et passif, y compris les effets des modifications des hypothèses utilisées pour l'évaluation du passif des différentes activités. La présentation des variations économiques inclut l'impact de la différence entre la conjoncture des marchés financiers présente au début de l'exercice par rapport à celle prise en compte dans la formulation des hypothèses en vue du calcul des rendements des nouvelles activités et des activités existantes.

La méthode et le processus utilisés pour la détermination des principales hypothèses prises en compte pour le calcul de la valeur des affaires en cours sont expliquées ci-dessous:

Hypothèses économiques

Chaque flux de trésorerie est évalué par l'application d'un taux d'actualisation conforme à celui appliqué au même flux sur les marchés des capitaux. En pratique, pour atteindre le même résultat, où les flux de trésorerie sont indépendants des mouvements du marché ou varient de manière linéaire par rapport au marché, nous avons appliqué une méthode désignée sous le nom d' 'équivalent certain' par laquelle l'on part du principe que tous les éléments d'actif acquièrent un taux exempt de risque et tous les flux de trésorerie sont actualisés à un taux exempt de risque. L'approche dite de l'équivalent certain" s'applique à tous les actifs faisant l'objet de contrats d'investissement et à des contrats d'investissement avec participation, en dehors de l'activité "rentes" (qui inclut une prime de manque de liquidité, comme indiqué ci-dessous).

Une approche conforme au marché a été adoptée pour l'évaluation des options financières et des garanties, par le biais d'une technique stochastique de calcul des prix calibrée de manière à être conforme au prix de marché des options de prix à la date concernée.

Le passif de l'activité du Groupe relative aux rentes au Royaume Uni est compensé par un portefeuille de titres à intérêt fixe, incluant un grand nombre d'obligations d'entreprise et, depuis fin 2012, d'actif d'emprunt illiquides. La valeur de l'actif relatif aux affaires en cours pour l'activité relative aux rentes au Royaume Uni a été calculé après prise en compte d'une estimation de la prime d'illiquidité de marché en ce qui concerne les obligations d'entreprise détenues et l'actif d'emprunts illiquide. La détermination de la prime d'illiquidité de marché reflète l'allocation effective des actifs et les données de marché observables; sa cohérence par rapport aux marchés a été testée. La prime d'illiquidité est estimée entre 85 et 144 points de base, au 31 décembre 2015 (2014: 120 points de base).

Le taux sans risque résulte de la courbe de swap applicable moins une déduction pour risque de crédit.

Le tableau ci-dessous montre la fourchette de rendements et les autres hypothèses essentielles, au 31 décembre :

	2015 %	2014 %
Taux d'intérêt sans risque (valeur de l'activité en cours autre que "rentes") (1)	0.00 to 4.20	0.00 to 3.27
Taux d'intérêt sans risque (valeur de l'activité rentes en cours) (1)	0.85 to 5.64	1.02 to 4.56
Taux d'intérêt sans risque (options financières et garanties) (1)	0.00 to 2.54	0.29 to 2.20
Inflation des prix au détail	3.27	3.26
Inflation relative aux dépenses	3.65	3.92

(1) Tous les taux sans risque sont cités en tant que fourchette de taux prise en compte de façon implicite dans la courbe de swap applicable.

Risque autre que de marché

Une provision pour risque autre que de marché a été constituée par le choix des meilleures hypothèses d'estimation sur la base de l'expérience historique, qui fournissent, en général, le résultat financier médian escompté pour les actionnaires: par conséquent, aucune provision supplémentaire relative au risque autre que de marché n'est nécessaire. Cependant, en cas de risque d'exploitation, de défaillance du réassureur et de fonds "with profit", la fourchette des résultats potentiels pour lesquels une provision spécifique est constituée peut se révéler asymétrique.

Hypothèses non économiques

Les hypothèses relatives au futur taux de mortalité, au taux de morbidité, aux dépenses et au taux payé sont vérifiées chaque année et se fondent sur une analyse des expériences historiques et sur la vision de la Direction relative aux futures expériences.

25 Autre actif incorporel

	Groupe						Banque
	Marques £m	Actif incorporel de dépôts de base £m	Relations de carte de crédit achetées £m	Actif incorporel relatif aux clients £m	Améliorations de logiciels im- mobilisés £m	Total £m	Améliorations de logi- ciels im- mobilisés £m
Coût:							
Au 1er janvier 2014	596	2 770	315	538	1 320	5 539	847
Acquisitions	-	-	-	-	297	297	188
Cessions	-	-	-	-	-108	-108	-
Au 31 décembre 2014	596	2 770	315	538	1 509	5 728	1 035
Acquisitions	-	-	-	-	306	306	212
Cessions	-	-	-	-	-1	-1	-1
Au 31 décembre 2015	596	2 770	315	538	1 814	6 033	1 246

Amortissement cumulé:							
Au 1er janvier 2014	107	1 860	300	442	551	3 260	283
Charge de l'exercice (note 11)	21	300	5	14	161	501	105
Cessions	—	—	—	—	-103	-103	—
Au 31 décembre 2014	128	2 160	305	456	609	3 658	388
Charge de l'exercice (note 11)	21	300	4	16	196	537	138
Au 31 décembre 2015	149	2 460	309	472	805	4 195	526
Montant inscrit au bilan au 31 décembre 2015	447	310	6	66	1 009	1 838	720
Montant inscrit au bilan au 31 décembre 2014	468	610	10	82	900	2 070	647

Les marques ci-dessus incluent des actifs de £380 millions (2014: £380 millions) dont la durée de vie a été désignée comme étant indéterminée et qui ne sont pas amortis. Ces marques utilisent le nom de la Bank of Scotland qui existe depuis plus de 3 siècles. Ce sont des marques de services financiers bien établies et rien ne laisse supposer que leur durée ne puisse pas être indéterminée.

L'actif incorporel de dépôts de base est l'avantage représenté par une importante base de dépôts stable, à de faibles taux d'intérêt; le montant inscrit au bilan au 31 décembre 2015 et montré ci-dessus sera amorti, conformément la politique comptable du Groupe, selon la méthode linéaire, sur la durée de vie restant à courir d'un an.

Les relations de cartes de crédit achetées représentent l'avantage constitué par un revenu récurrent généré par le portefeuille de cartes de crédit acheté. L'actif incorporel lié aux clients inclut les listes de clients et les avantages liés aux relations avec la clientèle qui génèrent un revenu récurrent.

Les améliorations de logiciels immobilisés de la Banque et du Groupe concernent principalement les frais de personnel interne directement affecté à ces tâches et identifiable et d'autres coûts similaires.

26 Immobilisations corporelles

	Groupe					Banque			
	Biens d'investissement £m	Locaux £m	Equipement £m	Actifs de location-exploitation £m	Total £m	Locaux £m	Equipement £m	Actifs de location-exploitation £m	Total £m
Coût ou évaluation:									
Au 1er janvier 2014	4 864	2 866	4 094	4 668	16 492	1 637	3 552	162	5 351
Change et autres ajustements	-6	1	1	24	20	1	1	7	9
Acquisitions	—	212	971	1 673	2 856	141	853	—	994
Dépenses liées aux biens d'investissement (cf. ci-dessous)	376	—	—	—	376	—	—	—	—
Variation de la juste valeur des biens d'investissement (note 7)	513	—	—	—	513	—	—	—	—
Cessions	-1 255	-186	-223	-1 759	-3 423	-87	-86	—	-173
Au 31 décembre 2014	4 492	2 893	4 843	4 606	16 834	1 692	4 320	169	6 181
Change et autres ajustements	-5	-2	—	23	16	—	—	9	9
Acquisitions	—	141	1 071	1 702	2 914	73	994	—	1 067
Dépenses liées aux biens d'investissement (cf. ci-dessous)	272	—	—	—	272	—	—	—	—
Variation de la juste valeur des biens d'investissement (note 7)	416	—	—	—	416	—	—	—	—
Cessions	-814	-172	-481	-1 308	-2 775	-72	-66	—	-138
Cession d'entreprises	—	-271	-167	—	-438	—	—	—	—
Au 31 décembre 2015	4 361	2 589	5 266	5 023	17 239	1 693	5 248	178	7 119
Amortissement cumulé et dépréciation :									
Au 1er janvier 2014	—	1 299	1 773	986	4 058	956	1 760	8	2 724
Change et autres ajustements	—	—	1	7	8	-1	1	—	—
Charge de dépréciation de l'exercice (note 11)	—	142	462	787	1 391	63	363	5	431
Cessions	—	-67	-153	-947	-1 167	-41	-22	—	-63
Au 31 décembre 2014	—	1 374	2 083	833	4 290	977	2 102	13	3 092
Change et autres ajustements	—	9	-3	7	13	—	—	1	1
Charge de dépréciation de l'exercice (note 11)	—	116	588	830	1 534	71	493	5	569
Cessions	—	-90	-444	-753	-1 287	-36	-29	—	-65
Cession d'entreprises	—	-162	-128	—	-290	—	—	—	—
Au 31 décembre 2015	—	1 247	2 096	917	4 260	1 012	2 566	19	3 597
Montant inscrit au bilan au 31 décembre 2015	4 361	1 342	3 170	4 106	12 979	681	2 682	159	3 522
Montant inscrit au bilan au 31 décembre 2014	4 492	1 519	2 760	3 773	12 544	715	2 218	156	3 089

Les dépenses relatives aux biens d'investissement:

	2015 £m	2014 £m
Acquisitions de nouveaux biens	165	293
Frais supplémentaires relatifs aux biens existants	107	83
	272	376

Au 31 décembre les futurs loyers minimum que le Groupe peut encaisser selon des contrats de location-exploitation non annulables étaient comme suit:

	2015 £m	2014 £m
--	------------	------------

Encaissables à 1 an	1 003	965
1 à 5 ans	1 163	1 103
A plus de 5 ans	172	203
Total des futurs loyers minimum encaissables	2 338	2 271

Les équipements faisant l'objet des contrats de location concernent principalement le leasing de véhicules. En 2015 et 2014, aucune location conditionnelle n'a été comptabilisée dans le compte de résultat pour des contrats de location-exploitation.

Par ailleurs, un revenu total minimum de sous-location de £72 millions pour le Groupe et de £11 millions pour la Banque, au 31 décembre 2015 (£45 millions pour le Groupe et £12 millions pour la Banque au 31 décembre 2014) devrait être encaissé dans le cadre de contrats de sous-location de locaux non annulables.

27 Investissement dans les filiales de la Banque

	2015 £m	2014 £m
AU 1er janvier	38 818	40 929
Injections de capital et transferts supplémentaires	1 665	1 653
Cessions	-711	-1 685
Remboursement de capitaux	—	-1 930
Dépréciation	-531	-149
Au 31 décembre	39 241	38 818

Certaines filiales possèdent, actuellement, des réserves de distribuables insuffisantes pour effectuer des paiements de dividendes: cependant, aucune autre restriction significative n'a empêché les filiales de la Société de payer des dividendes ou rembourser des prêts ou des avances. Toutes les filiales du secteur des banques et de l'assurance réglementées doivent conserver des niveaux de capitaux préalablement fixés par les organes de régulation compétents, ce qui pourrait avoir un impact sur leur possibilité d'effectuer des distributions.

28 Autre actif

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Actifs résultant des contrats de réassurance détenus (notes 33 et 35)	675	682	—	—
Coûts d'acquisition et création différés (cf. ci-dessous)	106	114	—	—
Soldes de règlement	264	1 676	95	1 430
Actifs relatifs aux pensions de l'entreprise	7 725	12 741	—	—
Investissements dans des joint-ventures et entreprises associées	47	74	5	5
Autres actifs et paiements anticipés	5 142	6 458	816	1 016
Total autre actif	13 959	21 745	916	2 451

29 Dépôts de banques

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	7 061	1 075	7 044	480
Autres dépôts des banques	9 864	9 812	6 570	7 726
Total dépôt de banques	16 925	10 887	13 614	8 206

Au 31 décembre 2015, des dépôts de banques d'un montant de £3,130 millions (2014: £3,597 millions) pour le Groupe et d'un montant de £1,575 millions (2014: £1,808 millions) pour la Banque avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

30 Dépôts de clients

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Comptes courants non-productifs d'intérêts	48 518	46 487	30 440	24 334
Comptes courants productifs d'intérêts	85 491	86 131	54 771	53 975
Comptes d'épargne et d'investissement	224 137	256 701	75 700	73 821
Passif relatif à des titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	—	—	—	—
Autres dépôts de clients	60 180	57 748	44 806	42 569
Total dépôts de clients	418 326	447 067	205 717	194 699

Au 31 décembre 2015, des dépôts de clients d'un montant de £23,896 millions (2014: £31,126 millions) pour le Groupe et £2,503 millions (2014: £4,904 millions) pour la Banque avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

31 Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier comptabilisé à la juste valeur dans le compte de résultat

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m

Passif détenu à la juste valeur comptabilisé dans le compte de résultat	7 879	6 744	7 878	6 739
Passif détenu à des fins de transaction:				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	38 431	50 007	42 359	60 424
Positions courtes en titres	4 440	3 219	4 440	3 172
Autres	1 113	2 132	1 655	2 892
	43 984	55 358	48 454	66 488
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier comptabilisé à la juste valeur dans le compte de résultat	51 863	62 102	56 332	73 227

Au 31 décembre 2015, le Groupe détenait £10,369 millions (2014: £8,865 millions) et la Banque £10,418 millions (2014: £8,860 millions) de passif détenu à des fins de transaction et autre passif inscrit à la juste valeur au compte de résultat doté d'une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

Le passif inscrit à la juste valeur au compte de résultat représente principalement des Titres obligataires en émission contenant des instruments dérivés significatifs intégrés – qui, autrement, devraient être comptabilisés et mesurés à leur juste valeur séparément des titres obligataires correspondants –, ou qui sont comptabilisés à leur juste valeur afin d'atténuer de manière significative le risque d'incohérence comptable.

Le montant dû par contrat à l'échéance des titres obligations inscrits, à leur juste valeur, au compte de résultat s'élevait, au 31 décembre 2015, à £12,034 millions (2014: £10,112 millions), à savoir un montant plus élevé de £4,156 millions que la valeur comptable inscrite au bilan (2014: +£3,373 millions en 2014). Au 31 décembre 2015, la juste valeur de ce passif présentait une augmentation cumulée de £67 millions (2014: +£181 millions), imputable à la variation du risque de spread par rapports aux spreads cotés de la Banque. Ce montant cumulé a subi une baisse de £114 millions et de £33 millions, respectivement, en 2015 et en 2014.

32 Titres obligataires en émission

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Titres à moyen terme émis	29 329	22 167	27 625	20 397
Obligations sécurisées (note 18)	27 200	27 191	35 216	32 600
Certificats de dépôt émis	11 101	7 033	11 269	7 033
Titres de titrisation (note 18)	7 763	11 908	772	1 901
Papier commercial	6 663	7 373	3 548	4 131
Total Titres obligataires en émission	82 056	75 672	78 430	66 062

Au 31 décembre 2015, des Titres obligataires en émission d'un montant de £56,986 millions (2014: £49,849 millions) pour le Groupe et de £57,437 millions (2014: £46,287 millions) pour la Banque avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

33 Passif du Groupe résultant de contrats d'assurance et contrats d'investissement avec participation

Le passif résultant de contrats d'assurance et contrats d'investissement avec participation se compose comme suit:

	2015			2014		
	Brut £m	Réassurance (1) £m	Net £m	Brut £m	Réassurance (1) £m	Net £m
Assurance-vie (cf. ci-dessous):						
Contrats d'assurance	66 145	-629	65 516	72 191	-636	71 555
Contrats d'investissement avec participation	13 460	–	13 460	14 102	–	14 102
Contrats d'assurance non-vie:						
Primes non acquises	461	-12	449	424	-7	417
Demandes de règlement en cours	251	–	251	224	–	224
	79 605	-629	78 976	86 293	-636	85 657
	712	-12	700	648	-7	641
Total	80 317	-641	79 676	86 941	-643	86 298

(1) Les soldes de réassurance sont comptabilisés dans "autre actif" (note 28).

Assurance-vie

Les variations du passif des contrats d'assurance-vie et des contrats d'investissement avec participation de l'exercice peuvent être analysées comme suit:

	Contrats assurance £m	Contrats investissement avec participation £m	Brut £m	Réassurance (1) £m	Net £m
Au 1er janvier 2014	67 650	14 416	82 066	-675	81 391
Nouvelles activités	3 123	28	3 151	-20	3 131
Modifications relatives aux activités existantes	1 582	-341	1 241	12	1 253
Variations du passif inscrit au compte de résultat (note 10)	4 705	-313	4 392	-8	4 384
Change et autres ajustements	-164	-1	-165	47	-118
Au 31 décembre 2014	72 191	14 102	86 293	-636	85 657
Nouvelles affaires	2 422	28	2 450	-4	2 446
Modifications relatives aux affaires existantes	-4 681	-667	-5 348	11	-5 337
Variations du passif inscrit au compte de résultat (note 10)	-2 259	-639	-2 898	7	-2 891
Change et autres ajustements	39	-1	38	–	38
Cession d'activités	-3 826	-2	-3 828	–	-3 828
Au 31 décembre 2015	66 145	13 460	79 605	-629	78 976

Les soldes de réassurance sont comptabilisés dans "autre actif (note 28).

Le passif des contrats d'assurance-vie et des contrats d'investissement avec participation peut être réparti en passif des fonds "with profit", comptabilisé selon le régime dit "PRA realistic capital regime" (passif réaliste) et en passif des fonds "non-profit", qui est comptabilisé selon une méthode actuarielle prospective des flux de trésorerie actualisés, comme suit:

	2015			2014		
	Fonds With-profit £m	Fonds Non-profit £m	Total £m	Fonds With-profit £m	Fonds Non-profit £m	Total £m
Contrats d'assurance	9 023	57 122	66 145	12 334	59 857	72 191
Contrats d'investissement avec participation	9 341	4 119	13 460	8 957	5 145	14 102
Total	18 364	61 241	79 605	21 291	65 002	86 293

« Passif réaliste" des fonds "with profit" »

(i) Description de l'activité

Pendant l'exercice, le Groupe a détenu des fonds "with-profit" dans Scottish Widows plc et Clerical Medical Investment Group Limited (CMIG) contenant, à la fois, des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation. Le 31 décembre 2015, les activités d'assurance à long terme de sept sociétés d'assurance-vie du Groupe ont été transférées à CMIG, selon un plan de transfert d'activité d'assurance, conforme à la Partie VII du Financial Services and Markets Act 2000, et le fonds "with profit" de Scottish Widows plc a été transféré à un fonds "with-profit" de CMIG. Le 31 décembre 2015, CMIG a changé de raison sociale, devenant Scottish Widows Limited, et Scottish Widows plc est devenue SW Funding plc. Depuis le 31 décembre 2015, Scottish Widows Limited est la seule entité du Groupe à posséder des fonds with-profit.

Le but principal de l'activité conventionnelle et unitaire des fonds with-profit est la fourniture, aux titulaires de polices, d'un véhicule d'investissement simple, capable de les protéger des fluctuations à court terme du marché. Les remboursements peuvent être soumis à un remboursement minimum garanti si certaines conditions applicables à la police sont respectées. Les titulaires de polices de fonds with profit ont droit à au moins 90 % des bénéfices distribués, les actionnaires recevant le solde. Les titulaires des polices bénéficient également, en règle générale, d'une assurance-décès et la police peut comporter une option de rente garantie à la retraite.

(ii) Méthode de calcul du passif

Le passif with-profit est déterminé selon une valeur réaliste, dont les principales composantes sont les suivantes:

- Une provision With-profit constituée, les quotes-parts totales des polices with-profit;
- Le coût des options et des garanties (y compris les options de rentes garanties);
- Les déductions prélevées sur les quotes-parts;
- Les augmentations relatives à la provision with-profits constituée; et

L'évaluation réaliste est effectuée à l'aide d'un modèle de simulation stochastique qui évalue le passif sur une base conforme à la valeur de marché. Le calcul du passif réaliste prend en compte les meilleures hypothèses d'estimation du taux de mortalité, des taux de conservation des polices et des frais.

(iii) Hypothèses

Les principales hypothèses prises en compte dans le calcul du passif with-profit et les processus de détermination sont les suivants:

Rendement des investissements et taux d'actualisation

Selon le realistic capital regime, le passif des fonds with-profit doit être évalué sur une base conforme à la valeur de marché, par l'utilisation d'un modèle d'évaluation qui évalue le passif selon des valeurs calibrées sur des contrats d'option négociables sur le marché et d'autres données observables sur le marché. Les options financières des fonds with profit et des garanties sont évaluées à l'aide d'un modèle stochastique où tous les actifs sont supposés gagner, en moyenne, le rendement sans risque et tous les flux de trésorerie sont actualisés à l'aide du taux de rendement sans risque. Le rendement sans risque est défini comme le rendement spot résultant de la courbe spot, ajusté pour prendre en compte le risque de crédit.

Taux d'option de rente garantie

Certains contrats de retraite contiennent des options de rente garantie permettant au détenteur de la police de bénéficier d'une rente à la retraite, à des taux garantis au début du contrat. Pour des contrats contenant lesdites options, les hypothèses prises en compte pour la détermination du coût de l'option sont la conjoncture économique dans le cadre de laquelle l'option est exercée, les taux de mortalité et les taux d'utilisation des autres options. L'impact financier dépend de la valeur des investissements correspondants, des taux d'intérêt et du taux de longévité à la date de comptabilisation.

Volatilité de l'investissement

Le calibrage du modèle de simulation stochastique utilise les volatilités implicites des dérivés, chaque fois que possible, ou la volatilité historique lorsque des prix significatifs ne peuvent pas être observés.

Mortalité

Les hypothèses relatives à la mortalité, y compris les provisions pour l'amélioration de la longévité des bénéficiaires de la rente, sont fixées par rapport à l'expérience réelle du Groupe, lorsque celle-ci est significative, et, dans le cas contraire, par rapport aux données du secteur.

Taux de résiliation (conservation)

Les taux de résiliation se rapportent au taux de résiliation des polices ou au taux d'interruption du paiement des primes dues par les titulaires de la police.

L'historique de conservation est analysée à l'aide de techniques statistiques. L'expérience pouvant varier de manière significative selon le type de produit et les contrats qui ont été en vigueur sur les différentes périodes, les données sont réparties en catégories largement homogènes aux fins de cette analyse.

L'expérience la plus récente est prise en compte ainsi que les résultats des précédentes analyses et les opinions de la Direction concernant les futures expériences, en prenant en compte les modifications potentielles des futures expériences pouvant résulter de la prise de valeur des options ou des garanties dans des conditions de marché défavorables, afin de déterminer une 'estimation optimale' du futur taux de conservation potentiel. Dans la détermination de l'estimation optimale, un certain nombre de facteurs seront pris en compte, y compris la crédibilité des résultats (qui seront affectés selon le volume des données disponibles), les éventuels événements exceptionnels survenus pendant la période concernée, les tendances connues pour prévues des données sous-jacentes et les données de marché publiées.

(iv) Options et garanties avec des fonds with profit

Les options et les garanties les plus significatives fournies par les Fonds with profit concernant les prestations minimum au comptant sur les polices décès, retirer ou certains anniversaire de polices, et les options relatives aux rentes garanties à la retraite sur certaines polices d'assurance retraite.

Pour les polices Scottish Widows pré-démutualisation contenant des options et des garanties potentiellement de valeur, selon les termes du Régime un compte d'ordre

séparé a été créé, dans le Fonds With-Profit Fund initialement détenus dans Scottish Widows plc et transféré dans Scottish Widows Limited, qui est désigné Compte Complémentaire et est disponible, entre autres, pour la couverture des frais supplémentaires de fourniture de prestations garanties pour lesdites polices. Le Compte Complémentaire avait une valeur, au 31 décembre 2015, de £2.5 milliards (2014: £2.6 milliards). Le coût éventuel de fourniture de prestations sur des polices sous-critées avant et après la démutualisation dépend d'un grand nombre de variables, dont les futur(e)s taux d'intérêt et valeurs des actions, les facteurs démographiques, tels que le taux de mortalité, et le pourcentage de titulaires de polices qui exercent leurs options. Par conséquent, le coût définitif ne sera connu avant plusieurs années.

Les hypothèses économiques les plus significatives incluses dans le modèle sont le rendement sans risque et la volatilité des investissements.

Passif de fonds non-profit

(i) Description de l'activité

Le Groupe souscrit principalement les types suivants de contrats d'assurance-vie dans le cadre de ses fonds non-profit. Les bénéfices des actionnaires sur ces types d'activités résultent des commissions de gestion et des autres charges applicables aux polices.

Activité en unités de compte – Ceci inclut les pensions en unités de compte et les obligations en unités de compte, dont le but principal est fournir un véhicule d'investissement grâce auquel le détenteur de la police est également assuré contre le décès.

Assurance-vie – Le détenteur de la police est assuré contre le décès ou l'invalidité permanente, généralement pour des montants préalablement déterminés. Cette activité inclut les assurances vie entière et les assurances à terme ainsi que les assurances crédit à long terme.

Rentes – Le titulaire de la police aura droit à des paiements pendant toute la durée de son existence et est donc assuré au cas où il vivrait plus longtemps que prévu.

(ii) Méthode de calcul du passif

Le passif du fonds non-profit est déterminé selon des méthodes actuarielles reconnues, conformes à l'approche requise par la réglementation applicable. Les méthodes utilisées comportent l'estimation des futurs flux de trésorerie liés à la police, sur la durée du portefeuille de polices en cours et l'actualisation rétroactive des flux de trésorerie jusqu'à la date d'évaluation, avec la prise en compte de probabilités d'occurrence.

(iii) Hypothèses

Les hypothèses de base prises en compte dans la mesure du passif du fonds non-profit sont les suivantes:

Taux d'intérêt

Les taux employés résultent des règles fixées par les autorités de régulation compétentes au niveau local. Ceci limite les taux d'intérêt qui peuvent être utilisés par rapport à un certain nombre de facteurs, dont le taux d'intérêt applicable au rachat d'actif à taux fixe, à la date d'évaluation.

Des marges de risque sont prises en compte dans les taux d'intérêt adoptés, selon les limites fixées dans les règles applicables au niveau local, notamment les réductions applicables aux rendements disponibles, afin de prévoir un risque de défaut basé sur la cote de crédit des titres alloués au passif de l'assurance.

Mortalité et morbidité

Les hypothèses relatives à la mortalité et à la morbidité, y compris les provisions pour l'amélioration de la longévité des bénéficiaires des rentes, sont formulées en prenant en compte l'expérience réelle du Groupe, lorsque celle-ci offre une base fiable, et, dans les autres cas, les données sectorielles, et incluent une marge d'écart défavorable.

Taux de déchéance (conservation)

Les taux de déchéance sont prévus sur certains contrats relatifs aux fonds non-profit. Le processus de fixation de ces taux est décrit pour le passif with-profit: toutefois, un scénario prudent est prévu par l'inclusion d'une marge d'écart défavorable dans le passif du fonds non profit.

Frais de conservation

Les futurs frais relatifs à la police sont expressément prévus. Les dépenses sont déterminées par rapport à une analyse interne des frais courants et des frais provisionnels plus une marge d'écart défavorable. Le taux d'inflation des futurs frais est expressément pris en compte.

Principales modifications des hypothèses

Une vérification détaillée des hypothèses du Groupe en 2015 a eu les principaux impacts suivants sur le bénéfice avant impôt:

- Modification des hypothèses relatives à la conservation des polices (diminution de £196 millions).
- Modification des hypothèses relatives aux taux de mortalité présents et futurs (diminution de £224 millions).
- Modification des hypothèses relatives aux dépenses (augmentation de £70 millions).

Ces montants incluent les impacts des mouvements du passif et de la valeur des affaires en cours concernant les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation.

(iv) Options et garanties hors Fonds With-Profit

Un certain nombre de garanties générales sont fournies hors Fonds With-Profit, telles que les paiements garantis lors du décès (par ex. les assurances à terme) ou les revenus garantis à vie (par ex. les rentes). De plus, certains détenteurs de polices de retraite personnelles Scottish Widows, pour lesquels la réintégration dans leur régime de retraite professionnel n'était pas prévue, ont reçu la garantie que la valeur de leurs prestations de retraite et autres prestations correspondra à celle des prestations relatives à leurs régimes de retraite professionnels. Les principales hypothèses affectant la valeur définitive de la garantie sont la future augmentation des salaires, le rendement des gilts à la retraite, la mortalité des bénéficiaires à la date de la retraite, l'état civil à la date de la retraite et le futur rendement des investissements. Une provision calculée selon un modèle déterministe, d'un montant de £68 millions (2014: £61 million) est actuellement constituée pour ces garanties.

34 Analyse de sensibilité de l'assurance-vie du Groupe

Le tableau ci-dessous montre l'effet des modifications raisonnablement possibles relatives aux hypothèses de base concernant le bénéfice avant impôt et les fonds propres figurant dans les présents états financiers, en partant du principe que les autres hypothèses restent inchangées. En réalité, il est improbable que cela se produise et les modifications de certaines hypothèses peuvent être corrélées. Ces montants tiennent compte des variations de l'actif, du passif et de la valeur des affaires en cours concernant les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation en cours. L'impact est montré dans une direction, mais l'on peut raisonnablement imaginer qu'il soit symétrique

31décembre 2015	Modification des variables	2015		2014	
		Augmentation (réduction) du bénéfice avant impôt £m	Augmentation (réduction) des fonds propres £m	Augmentation (réduction) du bénéfice avant impôt £m	Augmentation (réduction) des fonds propres £m

Mortalité hors bénéficiaires de rentes (1)	5% réduction	32	26	37	30
Mortalité des bénéficiaires de rentes (2)	5% réduction	-190	-156	-176	-141
Taux de résiliation (3)	10% réduction	85	70	105	84
Futurs frais de conservation et d'investissement (4)	10% réduction	231	190	259	208
Taux sans risque (5)	0.25% réduction	-44	-37	-10	-8
Souscription de rentes garanties (6)	5% augmentation	2	2	1	1
Volatilité de l'investissement de fonds propres (7)	1% augmentation	-7	-5	-3	-3
Elargissement du différentiel de crédit sur obligations d'entreprise (8)	0.25% augmentation	-183	-151	-168	-132
Prime d'augmentation d'illiquidité (9)	0.10% augmentation	120	98	101	81

Les hypothèses ont été assouplies concernant les bases utilisées pour le calcul des affaires en cours et les bases des réserves légales et réalistes.

(1) Cette sensibilité montre l'impact de la réduction des taux de mortalité et de morbidité sur les taux de l'activité non-rentes à 95 % du taux prévu.

(2) Cette sensibilité montre l'impact sur l'activité rentes et rentes différées de la réduction des taux de mortalité à 95 % du taux prévu.

(3) Cette sensibilité montre l'impact de la réduction des taux de résiliation et de rachat à 90 % du taux prévu.

(4) Cette sensibilité montre l'impact de la réduction des frais de conservation et d'investissement à 90 % du taux prévu.

(5) Cette sensibilité montre l'impact sur la valeur des affaires en cours, des frais d'options et de garantie, de la valeur des réserves légales et des actifs de la réduction du taux d'intérêt sans risque de 25 points de base.

(6) Cette sensibilité montre l'impact d'une augmentation forfaitaire de 5 % du taux escompté.

(7) Cette sensibilité montre l'impact d'une augmentation forfaitaire de 1 % du taux escompté.

(8) Cette sensibilité montre l'impact d'une augmentation de 25 points de base des différentiels de défaut de crédit sur les obligations d'entreprise et la réduction correspondante des valeurs du marché. Les courbes swap, le taux d'intérêt sans risque et les primes d'illiquidité sont censés rester inchangés.

(9) Cette sensibilité montre l'impact d'une augmentation de 10 points de base de la prime d'illiquidité. Cela présuppose que les spreads globaux sur l'actif reste inchangé et que, par conséquent, les valeurs de marché restent également inchangées. Les courbes de swap et les taux d'intérêt sans risque non-rentes sont censés rester inchangés. L'augmentation de la prime d'illiquidité accroît le taux sans risque sur rentes.

35 Passif du Groupe générés par les contrats d'investissement sans participation

Les variations du passif résultant des contrats d'investissement sans participation de l'exercice peuvent être analysées comme suit:

	2015 £m	2014 £m
Au 1er janvier	27 248	27 590
Nouvelles activités	539	257
Modifications relatives aux activités existantes	-4 461	-583
Cession d'activités	-549	—
Change est autres ajustements	—	-16
Au 31 décembre	22 777	27 248

36 Autre passif

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Soldes de règlement	467	1 024	68	571
Intérêts des détenteurs d'unités dans des SICAV	22 621	19 525	—	—
Excédent non distribué des activités d'assurance	257	320	—	—
Autres créanciers et comptes de régularisation	6 852	8 234	2 920	3 787
	30 197	29 103	2 988	4 358

37 Obligations relatives aux prestations de retraite

	2015 £m	2014 £m
Charge inscrite au compte de résultat du Groupe		
Créances pour services passés (1)	—	-822
Autres	307	334
Régimes de retraite à prestations déterminées	307	-488
Autres régimes de prestations post-retraite	8	10
Total régimes à prestations déterminées	315	-478
Régimes de retraite à cotisations déterminées	233	252
Total charge (créance) inscrite au compte de résultat (note 11)	548	-226

(1) Le 11 mars 2014, le Groupe a annoncé la modification de son régime de retraite à prestations déterminées, suite à la révision du plafond existant sur l'augmentation des rémunérations ouvrant droit à des droits de pension qui est utilisé pour le calcul des prestations de retraite, qui passe de 2 % à zéro, à compter du 2 avril 2014. Ce changement a eu pour effet de réduire les obligations relatives aux prestations de retraite du Groupe comptabilisées au bilan, de £843 millions, avec une réduction correspondante des plus-values comptabilisées dans le compte de résultat. Ceci a été partiellement compensé par une charge de £21 millions suite à la modification des accords relatifs à la retraite du personnel affecté à l'activité TSB.

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Montants inscrits au bilan				

Actif de prestations de retraite	901	1,147	402	351
Obligations relatives aux prestations de retraite	-365	-453	-148	-190
Total montants inscrits au bilan	536	694	254	161

Le montant total inscrit au bilan concerne:

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Régimes de retraite à prestations déterminées	736	890	363	268
Autres régimes de prestations post-retraite	-200	-196	-109	-107
Total montants inscrits au bilan	536	694	254	161

Régimes de retraite

Régimes à prestations déterminées

(i) Caractéristiques de régimes et risques associés

Le Groupe a mis en place un certain nombre de plans de retraite à prestations déterminées au Royaume Uni et à l'étranger. Tous les principaux régimes sont basés au Royaume Uni, les trois régimes le plus significatifs étant les parties à prestations déterminées des Régimes de retraite de Lloyds Bank n° 1 et n°2 et le Régime de Retraite basé sur le Salaire Final de HBOS. Ces régimes prévoient des prestations de retraite calculées en pourcentage du salaire final ouvrant droit à la retraite, en fonction de l'ancienneté; l'âge minimum de la retraite selon les règles des régimes en vigueur au 31 décembre 2015 est, en règle générale, de 55 ans, bien que, pour certaines catégories contractuel à la retraite puisse être accordé à partir de 50.

Le Groupe gère un certain nombre de plans de retraite financés et non financés, dont la plupart, y compris les trois principaux régimes, sont des plans financés au Royaume Uni. Tous les régimes sont exploités en tant qu'entités juridiques à part entière, par des fiduciaires, selon la loi sur les fiducies. Tous les régimes en vigueur au Royaume Uni sont financés conformément au Pensions Act 2004. Un test d'évaluation est effectué pour chaque régime au moins une fois tous les trois ans: les actifs du régime sont mesurés selon la valeur de marché, tandis que le passif ('Provisions Techniques') est testé selon les hypothèses prudentielles. En cas de constatation d'un déficit, un plan de redressement est défini et soumis à l'examen de l'Organisme de Régulation en charge des Pensions [Pensions Regulator]. Le résultat de ce processus d'évaluation, y compris la définition du plan de redressement, est défini d'un commun accord entre le Groupe et le Fiduciaire du régime. Le Groupe n'a pas provisionné ces déficits de cotisations, car les futurs avantages économiques résultant de ces cotisations devraient revenir au Groupe. Les régimes de retraite à prestations déterminées du Groupe en vigueur à l'étranger sont soumis à la législation locale.

Les évaluations complètes les plus récentes des trois principaux régimes remontent au 30 juin 2014; les résultats ont été mis à jour au 31 décembre 2015 par des actuaires indépendants agréés. Les évaluations complètes les plus récentes des autres régimes de retraite du Groupe ont été effectuées à plusieurs dates différentes et ont été mises à jour au 31 décembre 2015 par des actuaires indépendants agréés.

En 2009, le Groupe a versé une contribution unique aux Régimes de Retraite n°1 et n°2 de Lloyds Bank d'un montant total d'environ £1 milliard. Ces contributions ont été effectuées sous la forme de participations dans des sociétés en commandite pour chacun des deux régimes, comprenant des actifs d'environ £5.4 milliards, donnant droit aux régimes à des paiements annuels d'un total d'environ £215 millions jusqu'au 31 décembre 2014. Toutes les distributions prévues n'ayant pas encore été effectuées, la valeur des participations dans les entités en commandite correspond à un montant nominal et lesdites entités continueront à détenir des actifs à titre de garantie des obligations du Groupe vis-à-vis des Régimes de Retraite n°1 et n°2 de Lloyds Bank. Au 31 décembre 2015, les entités en commandite détenaient des actifs d'environ £5.2 milliards et aucun paiement comptant n'a été effectué en faveur des régimes de retraite pendant l'exercice (2014: £215 millions). Les entités en commandite sont entièrement consolidées dans le bilan du Groupe (cf. note 19).

Le Groupe a également procédé à la constitution de trois sociétés à responsabilité limitée qui détiennent des actifs à titre de garantie des obligations incombant au Groupe vis-à-vis du Régime de Retraite basé sur le Salaire Final de HBOS, d'une partie du Régime de Retraite n°1 de Lloyds Bank et du Régime de Retraite Offshore de Lloyds Bank. Au 31 décembre 2015, ces sociétés détenaient des actifs d'un montant total approximatif de £4.1 milliards; elles n'effectuent aucune distribution en faveur des régimes de retraite et sont entièrement consolidées dans le bilan du Groupe. Selon les termes de ces accords, le Groupe est tenu de conserver des actifs dans ces véhicules pour un montant minimum convenu d'un commun accord, afin de garantir les obligations vis-à-vis des régimes de retraite du Groupe. Le Groupe a satisfait cette exigence en 2015.

Le Groupe prévoit, actuellement, de devoir payer £600 millions de livres sterling pour ses régimes de retraite à prestations déterminées, pour 2016.

La gouvernance des régimes de retraite à prestations déterminées financés par le Groupe relève des Fiduciaires en charge des Pensions. Chacun des régimes de retraite à prestations déterminées financés par le Groupe au Royaume Uni est géré par un Comité Fiduciaire (le Fiduciaire) qui est chargé d'assurer l'administration des Régimes selon les règles et la législation applicables et de protéger les actifs dans l'intérêt de tous les adhérents et les bénéficiaires. Le Fiduciaire est uniquement responsable de la définition de la politique et de la détermination des besoins en financement d'un commun accord avec l'employeur, par le biais d'un processus d'évaluation triennal. Le Comité Fiduciaire doit être composé de représentants de la Société et d'adhérents au plan, conformément au règlement du Régime.

(ii) Montants inscrits aux états financiers

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Montant inscrit au bilan				
Valeur actuelle des obligations financées	-36 903	-37 243	-19 542	-19 742
Juste valeur des actifs du régime	37 639	38 133	19 905	20 010
Montant net inscrit au bilan	736	890	363	268

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Montant net inscrit au bilan				
Au 1er janvier	890	-787	268	-281
Crédit(charge)net des régimes de retraite à prestations déterminées	-307	488	-160	127
Plus (moins)-valeurs actuarielles sur obligations de prestations déterminées	607	-4 272	370	-2 574
Rendement des actifs du plan	-879	4 928	-336	2 856
Cotisations patronales	427	531	232	152

Change et autres ajustements	-2	2	-11	-12
Au 31 décembre	736	890	363	268

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Mouvements des obligations de paiement de prestations déterminées				
Au 1er janvier	-37 243	-33 355	-19 742	-16 714
Coût actuel du service	-302	-277	-150	-110
Intérêts débiteurs	-1 340	-1 471	-805	-769
Réévaluations:				
Plus (moins)-values actuarielles –historique	195	186	106	156
Plus (moins)-values actuarielles –hypothèses démographiques	-747	-13	-422	14
Plus (moins)-values actuarielles –hypothèses financières	1 159	-4 445	686	-2 744
Prestations versées	1 371	1 147	796	633
Coût des services passés	-12	-20	-4	-73
Cotisations salariales	-1	-2	–	-1
Réductions	–	822	–	343
Règlements	8	117	–	111
Change et autres ajustements	9	68	-7	-588
Au 31 décembre	-36 903	-37 243	-19 542	-19 742

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Variations de la juste valeur de l'actif des régimes				
Au 1er janvier	38 133	32 568	20 010	16 433
Rendement des actifs du plan sauf montants inclus dans les intérêts créditeurs	-879	4 928	-336	2 856
Intérêts créditeurs	1 383	1 477	816	758
Cotisations patronales	427	531	232	152
Cotisations salariales	1	2	–	1
Prestations versées	-1 371	-1 147	-796	-633
Règlements	-14	-124	–	-115
Frais administratifs payés	-30	-36	-17	-18
Change et autres ajustements	-11	-66	-4	576
Au 31 décembre	37 639	38 133	19 905	20 010

Composition de l'actif du régime:

Groupe	2015			2014		
	Coté £m	Non coté £m	Total £m	Coté £m	Non coté £m	Total £m
Instruments de fonds propres	947	–	947	1 047	–	1 047
Instruments obligataires:						
Obligations d'état à intérêt fixe	4 841	–	4 841	4 150	–	4 150
Obligations d'état indexées	9 944	–	9 944	10 396	–	10 396
Obligations d'entreprise et autres obligations	7 243	–	7 243	6 623	–	6 623
Titres adossées à des actifs	74	–	74	74	–	74
	22 102	–	22 102	21 243	–	21 243
Biens immobiliers	–	1 361	1 361	–	1 138	1 138
Instruments de placement collectifs	3 464	9 698	13 162	3 603	10 555	14 158
Instruments du marché monétaire, produits dérivés, espèces et autres éléments d'actif et de passif	525	-458	67	1 179	-632	547
Au 31 décembre	27 038	10 601	37 639	27 072	11 061	38 133

(1) Sur le total des instruments obligataires, un montant de £18,428 millions (31 décembre 2014: £19,209 millions) avaient une cote de catégorie investissement (égale ou supérieure à 'BBB').

Groupe	2015			2014		
	Coté £m	Non coté £m	Total £m	Coté £m	Non coté £m	Total £m
Banque						
Instruments de fonds propres	288	–	288	311	–	311
Instruments obligataires:						
Obligations d'état à intérêt fixe	721	–	721	841	–	841
Obligations d'état indexées	6 008	–	6 008	6 338	–	6 338
Obligations d'entreprise et autres obligations	3 709	–	3 709	3 221	–	3 221
Titres adossées à des actifs	–	–	–	–	–	–

	10 438	–	10 438	10 400	–	10 400
Biens immobiliers	–	808	808	–	730	730
Instruments de placement collectifs	2 181	5 315	7 496	2 145	5 674	7 819
Instruments du marché monétaire, produits dérivés, espèces et autres éléments d'actif et de passif	183	692	875	562	188	750
Au 31 décembre	13 090	6 815	19 905	13 418	6 592	20 010

(1) Sur le total des instruments obligataires, un montant de £18,428 millions (31 décembre 2014: £19,209 millions) avaient une cote de catégorie investissement (égale ou supérieure à 'BBB').

L'actif de tous les plans financés est détenu séparément des autres actifs du Groupe, dans d'autres fonds administrés par des fiduciaires.

Les véhicules d'investissement collectif des plans de retraite comprennent:

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Fonds de capitaux propres	2 412	2 581	1 573	1 599
Hedgefonds et fonds de placement	2 078	2 170	890	838
Fonds monétaires	918	2 566	2	1 424
Fonds obligataires	2 807	2 570	2 078	1 699
Autres	4 947	4 271	2 953	2 259
Au 31 décembre	13 162	14 158	7 496	7 819

Les recettes/dépenses inscrites au compte de résultat au 31 décembre comprennent:

	Groupe	
	2015 £m	2014 £m
Coût actuel des services	302	277
Montant net des intérêts	-43	-6
Crédits et réduction services passés	–	-822
Règlements	6	7
Coût des services passés–modification des plans	12	20
Coûts d'administration du plan encourus pendant l'exercice	30	36
Total dépenses relatives aux retraites à prestations déterminées	307	-488

Hypothèses

Les principales hypothèses actuarielles et financières employées dans l'évaluation des plans de retraite à prestations déterminées sont les suivantes:

	2015 %	2014 %
Taux d'actualisation	3.87	3.67
Taux d'inflation:		
Indice des prix au détail	2.99	2.95
Indice des prix à la consommation	1.99	1.95
Taux d'augmentation des salaires	0.00	0.00
Moyenne pondérée du taux d'augmentation des pensions à payer	2.58	2.59
	2015 Ans	2014 Ans
Espérance de vie d'un(e) adhérent (e) âgé(e) de 60 ans, à la date d'évaluation:		
Homme	28.1	27.5
Femme	30.4	29.8
Espérance de vie d'un(e) adhérent (e) âgé(e) de 60 ans, 15 ans après la date d'évaluation:		
Homme	29.5	28.7
Femme	31.9	31.1

Les hypothèses relatives à la mortalité utilisées dans l'évaluation des régimes se fondent sur des barèmes standards publiés par l'Institute and Faculty of Actuaries, et ajustés selon l'historique spécifique de chaque régime de retraite.

(iii) Montant, échéance et incertitude des futurs flux de trésorerie

(iv) Exposition au risque des régimes à prestations déterminées

Bien que le Groupe ne soit pas exposé à des risques inhabituels, spécifiques à une entité ou à un régime en ce qui concerne ses régimes à prestations déterminées, il est tout de même exposé à un certain nombre de risques significatifs, détaillés ci-dessous:

Risque de taux d'inflation: la majorité des obligations de paiement des prestations du plan est liée à l'inflation, à la fois en termes d'étalement et de paiement. Si l'inflation augmente les obligations augmenteront aussi, même si cette augmentation est partiellement compensée par la détention de gilts liés à l'inflation et, dans la plupart des cas, si des plafonds ont été mis en place pour contrer l'augmentation de l'inflation et éviter qu'elle atteigne des niveaux extrêmes.

Risque de taux d'intérêt: L'obligation de paiement de prestations déterminées est calculée en employant un taux d'actualisation résultant des rendements sur des obligations d'entreprise dotées d'une cote AA. Une baisse de ces rendements entraîne l'augmentation des obligations relatives au plan partiellement compensée par l'augmentation de la valeur des obligations détenues.

Risque de longévité: La majorité des obligations liées au régime étant payables pendant toute la durée de vie de l'adhérent, l'augmentation de l'espérance de vie donne lieu à une augmentation des obligations liées au plan.

Risque d'investissement: Les actifs du régime sont investis dans un portefeuille diversifié de titres obligataires, actions et autres actifs productifs de rendement. Si le taux d'actualisation effectif des actifs est inférieur à celui utilisé pour le calcul de l'obligation liée à la prestation déterminée, l'excédent sera réduit ou le déficit augmentera. La volatilité des valeurs des actifs et le taux d'actualisation entraîneront une volatilité de l'obligation nette relative aux pensions inscrite au bilan du Groupe et dans les autres éléments du résultat global. Dans une moindre mesure, ceci entraînera également la volatilité des dépenses liées aux retraites inscrites au compte de résultat du Groupe.

Le coût définitif, pour le Groupe, des obligations de paiement des prestations déterminées dépendra des futurs événements réels plutôt que des hypothèses formulées. Il est peu probable que les hypothèses formulées soient confirmées dans la situation réelle et, par conséquent, le coût pourrait être supérieur ou inférieur aux prévisions.

Analyse de sensibilité

Vous trouverez ci-dessous l'effet des variations raisonnablement possibles des hypothèses formulées concernant la valeur des obligations liées au régime de retraite et à la charge qui en résulte pour le Groupe en termes de compte de résultat ainsi que concernant la valeur de l'obligation nette relative au plan à prestations déterminées, pour les trois principaux régimes gérés par le Groupe. Les sensibilités adoptées se fondent sur le principe selon lequel toutes les autres hypothèses et la valeur des actifs du régime resteraient inchangées, et ne sont pas censées représenter des variations extrêmes. Les calculs sont de nature approximative: par conséquent, des calculs entièrement détaillés pourraient mener à des résultats différents. Il est peu probable que des modifications isolées de certaines hypothèses se produisent en réalité. En raison de la corrélation des hypothèses, l'agrégation des effets de ces modifications isolées pourrait ne pas mener à une estimation raisonnable de l'effet réel de certains changements simultanés d'hypothèses multiples.

	Effet d'hypothèses alternatives raisonnablement possibles			
	Augmentation (diminution) de la charge dans le compte de résultat		Augmentation (diminution) de l'obligation liée au régime de retraites à prestations déterminées	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Inflation (y compris l'augmentation des retraites):				
(1)				
Augmentation de 0.1%	17	18	363	383
Diminution de 0.1%	-16	-16	-346	-362
Taux d'actualisation: (2)				
Augmentation de 0.1%	-29	-30	-605	-611
Diminution de 0.1%	30	29	621	623
Espérance de vie prévue des adhérents:				
Augmentation d'un an	43	34	952	750
Diminution d'un an	-41	-32	-927	-738

(1) Au 31 décembre 2015, le taux d'inflation RPI prévu est de 2.99% et le taux d'inflation IPC de 1.99% (2014: RPI 2.95% et IPC 1.95%).

(2) Au 31 décembre 2015, le taux d'actualisation prévu est de 3.87% (2014: 3.67%).

Méthode de l'analyse de sensibilité et hypothèses s'y rapportant

L'analyse de sensibilité ci-dessus reflète l'impact sur les trois principaux régimes du Groupe, qui représentent plus de 90% des obligations à prestations déterminées incombant au Groupe. Bien que des différences dans les profils des obligations sous-jacentes des autres plans de retraite du Groupe puissent entraîner une différence de sensibilités par rapport aux variations de ces hypothèses, les sensibilités indiquées ci-dessus sont indicatives de l'impact sur le Groupe dans son ensemble.

La sensibilité relative à l'hypothèse d'inflation s'applique, à la fois, aux taux d'augmentation prévu de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) et de l'Indice des Prix au Détail (IPD), et inclut l'impact produit sur le taux d'augmentation des pensions, avant et après le départ à la retraite. Ces augmentations des retraites sont liées à l'inflation (de l'IPC ou de l'IPD), sous réserve de certains seuils maximaux et minimaux.

L'analyse de sensibilité (y compris la sensibilité à l'inflation) n'inclut pas l'impact des changements du taux d'augmentation des salaires, puisque les salaires ouvrant droit à la retraite sont gelés depuis le 2 avril 2014.

L'hypothèse liée à l'espérance de vie a été appliquée en prenant en compte une augmentation / diminution d'un an de l'espérance de vie à partir de 60 ans, sur la base de la moyenne pondérée approximative de l'âge pour chaque régime de retraite. Bien qu'il s'agisse d'une approche approximative qui n'est pas susceptible de donner le même résultat qu'une augmentation de l'espérance de vie d'un an à chaque âge, elle fournit, néanmoins, une indication appropriée de l'impact potentiel d'une variation de l'espérance de vie sur les régimes de retraite.

Les méthodes et les hypothèses utilisées dans la préparation de l'analyse de sensibilité n'ont subi aucune modification par rapport à l'exercice précédent.

Stratégies d'appariement de l'actif et du passif

Les principaux actifs du régime sont investis dans un portefeuille diversifié, consistant principalement de titres obligataires. La stratégie d'investissement n'est pas statique et évolue pour prendre en compte la structure des obligations liées à chaque régime. Des stratégies spécifiques d'appariement actif-passif sont définies de manière indépendante pour chaque plan par l'organe de gouvernance compétent, de concert avec l'employeur.

L'un des buts essentiels des stratégies d'appariement de l'actif et du passif adoptées par les régimes du Groupe est la réduction de la volatilité causée par la fluctuation des prévisions du marché en termes d'inflation et de taux d'intérêt. Dans le cadre des principaux régimes, cet objectif est atteint par l'investissement des actifs du régime dans des obligations – principalement des gilts à taux d'intérêt fixe et des gilts liés à un indice – et par des swaps de taux d'intérêt et de taux d'inflation. Ces investissements sont structurés de manière à prendre en compte le profil des obligations du régime et sont gérés de manière active pour prendre en compte à la fois la fluctuation de la conjoncture de marché et la modification du profil des obligations.

La stratégie d'appariement de l'actif et du passif atténuée, actuellement, de manière substantielle et intégralement, la volatilité du taux d'intérêt et du taux d'inflation des obligations.

Durée de l'obligation de paiement de prestations déterminées

La moyenne pondérée de la durée de l'obligation de paiement des prestations déterminées était de 19 ans (31 décembre 2014: 19 ans) pour le Groupe et de 18 ans (31 décembre 2014: 17 ans) pour la Banque.

Plans à cotisations déterminées

Le Groupe gère une série de plans de retraite à cotisations déterminées au Royaume Uni et à l'étranger, principalement Your Tomorrow et les partes à cotisations déterminées du Régime de Pension n°1 de Lloyds Bank.

Pendant l'exercice au 31 décembre 2015, la charge souscrite au compte de résultat pour les régimes à cotisations déterminées était de £233 millions (2014: £252 millions), ce qui représente les cotisations dues par chaque employeur selon les règles de chaque plan.

Autres plans de prestations post-retraite

Le Groupe gère une série de régimes qui fournissent des prestations de santé post-retraite et de prêts immobiliers concessionnaires à certains salariés, anciens salariés retraités et à leurs personnes à charge. Le régime principal, qui concerne les anciens salariés de Lloyds Bank, prévoit le paiement, par le Groupe, des frais de santé post-retraite pour les anciens salariés partis à la retraite avant le 1er janvier 1996 (et leurs personnes à charge). Le Groupe a conclu un contrat d'assurance pour la fourniture de ces prestations et une provision a été constituée pour le coût estimé des futures primes d'assurance dues

La dernière évaluation actuarielle de l'obligation relative au régime principal de santé post-retraite a été réalisée au 31 décembre 2014 par des actuaires indépendants agréés. Les principales hypothèses prises en compte correspondent à celles décrites ci-dessus, à l'exception de l'hypothèse relative à l'augmentation des primes de santé, qui a été fixée à 6.59% (2014: 6.55%).

Mouvements relatifs à l'obligation de paiement des prestations post-retraite:

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Au 1er janvier	-196	-211	-107	-132
Plus (moins)-value actuarielle	-2	18	-3	26
Primes d'assurance payées	6	7	5	5
Charge de l'exercice	-8	-10	-4	-6
Au 31 décembre	-200	-196	-109	-107

38 Impôt différé

Les mouvements du solde de l'impôt net différé sont les suivants:

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 (1) £m
Actif au 1er janvier	4 136	5 129	3 691	4 216
Change et autres ajustements	8	10	10	6
Cessions	-74	-60	-	-
Crédit (charge) sur compte de résultat (note 13):				
Résultant de la modification du taux d'impôt sur les sociétés aux Royaume Uni et des impacts qui en découlent	-31	-26	-101	-9
Autres	-120	-225	-16	-131
	-151	-251	-117	-140
Montant crédit (débité) sur fonds propres:				
Réévaluations du régime à prestations déterminées post-retraite	59	-135	-1	-62
Actifs financiers cessibles (note 43)	-10	-10	-17	-14
Couverture des flux de trésorerie (note 43)	17	-547	-76	-315
	66	-692	-94	-391
Actif au 31 décembre	3 985	4 136	3 490	3 691

(1) Mis à jour - cf. note 1.

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 (1) £m
Situation légale				
Actif d'impôt différé	4 018	4 190	3 490	3 691
Passif d'impôt différé	-33	-54	-	-
Actif net d'impôt différé	3 985	4 136	3 490	3 691
Informations relatives à l'impôt				
Actif d'impôt différé	6 350	7 016	4 027	4 132
Passif d'impôt différé	-2 365	-2 880	-537	-441
Actif net d'impôt différé	3 985	4 136	3 490	3 691

(1) Mis à jour - cf. note 1.

La charge d'impôt différé inscrite au compte de résultat consolidé comprend les écarts temporaires suivants:

	2015 £m	2014 £m
Amortissement accéléré	377	34

Pensions et autres prestations post-retraite	-40	-243
Activité d'assurance à long terme	303	312
Provisions pour pertes par dépréciation	-5	-24
Pertes de négociation	-855	-565
Taxe sur la juste valeur des actifs acquis	178	159
Autres écarts temporaires	-109	76
Charge d'impôt différé inscrite au compte de résultat	-151	-251

L'actif et le passif d'impôt différé comprennent:

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Actif d'impôt différé:				
Pensions et autres prestations post-retraite	-	-	-	-
Provisions pour pertes par dépréciation	-	5	-	10
Autres provisions	29	15	38	20
Instruments dérivés	-	-	-	5
Réévaluation d'actifs cessibles	-	-	-	-
Pertes fiscales reportées	4 890	5 758	3 192	3 397
Amortissement anticipé	1 089	682	688	436
Autres écarts temporaires	342	556	109	264
Total actif d'impôt différé	6 350	7 016	4 027	4 132
Passif d'impôt différé:				
Pensions et autres prestations post-retraite	-72	-87	-44	-11
Activité d'assurance à long terme	-641	-944	-	-
Taxe sur la juste valeur des actifs acquis	-891	-1 072	-	-
Réévaluation d'actifs cessibles	-11	-12	-	-
Instruments dérivés	-431	-417	-389	-318
Taux d'intérêt effectif	-	-10	-	-1
Autres écarts temporaires	-319	-338	-104	-111
Total passif d'impôt différé	-2 365	-2 880	-537	-441

(1) Mis à jour - cf. note 1.

Le Finance (No. 2) Act 2015 (la Loi), entré en vigueur le 26 octobre 2015, a porté le taux principal d'impôt sur les Sociétés à 19% à compter du 1er avril 2017 et à 18% à compter du 1er avril 2020.

De plus, le Gouvernement a annoncé que, à partir du 1er avril 2016, les bénéfices des banques seront soumis à une majoration de 8%.

Le changement du taux principal d'impôt sur les sociétés de 20% à 18% et la majoration de 8% ont donné lieu à un mouvement, dans l'actif net d'impôt différé du Groupe, au 31 décembre 2015, de £132 millions, incluant la charge de £31 millions inscrite au compte de résultat et une charge de £101 millions incluse dans les fonds propres.

Actif d'impôt différé

L'actif d'impôt différé comptabilisé correspond aux pertes fiscales reportées dans la mesure où la réalisation de l'avantage fiscal correspondant par le biais du futur bénéfice imposable est probable. Les sociétés du Groupe ont comptabilisé un actif d'impôt différé de £4,890 millions et £3,192 millions pour la Banque (2014: £5,758 millions pour le Groupe et £3,397 millions pour la Banque) au titre des pertes de négociation reportées. Après vérification des prévisions relatives aux bénéfices à moyen terme, le Groupe estime que les futurs bénéfices seront suffisants pour compenser ces pertes de négociation.

L'actif d'impôt différé de £893 millions pour le Groupe (2014: £614 millions) et de zéro £ pour la Banque (2014: zéro £) n'ont pas été comptabilisés pour les pertes de négociation reportées, surtout en ce qui concerne certaines entités étrangères et les autres écarts temporaires de l'activité d'assurance. Les pertes de négociation peuvent être reportées à durée indéterminée, sauf en ce qui concerne les pertes réalisées aux Etats Unis, dont la durée maximale est de 20 ans.

L'actif d'impôt différé de £140 millions pour le Groupe (2014: £190 millions) et £60 millions pour la Banque (2014: zéro £) n'a pas été comptabilisé pour les pertes en capital reportées, car aucun futur bénéfice en capital n'est prévu. Les pertes en capital peuvent être reportées à durée indéterminée.

De plus, l'actif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé pour les impôts étrangers sans allègement reportés, au 31 décembre 2015, s'élevant à £76 millions pour le Groupe (2014: £117 millions) et £37 millions (2014: £78 millions) pour la Banque, car aucun futur bénéfice imposable n'est prévu qui puissent être compensés avec le crédit d'impôt étranger sans allègement. Ces crédits d'impôt peuvent être reportés à durée indéterminée.

39 Autres provisions

Groupe	Provisions pour engagements £m	Paiement assurance protection £m	Autres provisions réglementaires £m	Biens locatifs vacants £m	Autres £m	Total £m
Au 1er janvier 2015	101	2 549	829	70	651	4 200
Change et autres ajustements	26	-	-	-2	34	58
Provisions employées	-22	-3 091	-661	-34	-349	-4 157
Charge (exonération) de l'exercice	-55	4 000	837	3	801	5 586
Au 31 décembre 2015	50	3 458	1 005	37	1 137	5 687

Banque	Provisions pour engagements £m	Paiement assurance protection £m	Autres provisions réglementaires £m	Biens locatifs vacants £m	Autres £m	Total £m
Au 1er janvier 2015	28	1,483	309	28	947	2,795
Change et autres ajustements	25	–	–	-2	-8	15
Provisions employées	–	-1,895	-364	-16	-184	-2,459
Charge (exonération) de l'exercice	-29	2,550	377	–	172	3,070
Au 31 décembre 2015	24	2,138	322	10	927	3,421

Provisions pour engagements

Les provisions sont constituées lorsque le Groupe a contracté un engagement irrévocable d'avancer des fonds supplémentaires, mais que la capacité du client de respecter son obligation de remboursement suscite des doutes.

Assurance de protection des paiements

Le Groupe a augmenté sa provision pour frais de PPI d'un montant supplémentaire de £4,000 millions en 2015, portant le montant total de la provision à £16,025 millions. La provision comprenait un montant supplémentaire de £2,600 millions, au deuxième trimestre 2015, afin de prendre en compte, en grande partie, l'impact de notre interprétation des propositions contenues dans le document consultatif de la Financial Conduct Authority (FCA) concernant un éventuel délai de prescription et le cas Plevin. Au 31 décembre 2015, un montant de £3,458 millions, à savoir 22% de la provision totale restait inutilisé, dont £2,950 millions concernant des plaintes réactives et les frais d'administration s'y rapportant.

Le volume de plaintes réactives relatives à l'assurance de protection de paiements (PPI) n'a cessé de baisser, avec une réduction de 8% en 2015 par rapport à l'exercice 2014, pour atteindre environ 8000 plaintes par semaine. Malgré une baisse du niveau des plaintes directement déposées par les le Groupe s'attend maintenant à une augmentation du niveau des plaintes, par rapport au niveau précédemment prévu y compris celles relatives à l'affaire Plevin. Suite à cela, le Groupe a prévu une augmentation du volume des plaintes réactives en le portant à 4.7 million, dont environ 1.3 millions non encore reçues. Cela équivaut à environ 10.000 plaintes par semaine en moyenne, jusqu'à la date prescription proposée de 2018.

La tendance des plaintes mensuelles pourrait varier de manière significative pendant cette période, suite à l'impact prévu d'un certain nombre de facteurs, dont la campagne de communication prévue de la FCA et le changement de réglementation des CMC.

La provision inclut une estimation destinée à la couverture du dédommagement qui pourrait être dû selon les nouvelles règles proposées par la FCA et les orientations issues de l'affaire Plevin.

Trimestre	Volume moyen mensuel des plaintes réactives	D'un trimestre sur l'autre %	D'une année sur l'autre %
Q12013	61,259	(28%)	
Q22013	54,086	(12%)	
Q32013	49,555	(8%)	
Q42013	37,457	(24%)	
Q12014	42,259	13%	(31%)
Q22014	39,426	(7%)	(27%)
Q32014	40,624	3%	(18%)
Q42014	35,910	(12%)	(4%)
Q12015	37,791	5%	(11%)
Q22015	36,957	(2%)	(6%)
Q32015	37,586	2%	(7%)
Q42015	33,998	(10%)	(5%)

Le Groupe poursuit la vérification des cas précédemment traités, qui devrait être terminée avant la fin du premier trimestre 2016. Pendant cet exercice, 0.5 millions de nouveaux cas ont été vérifiés, portant le nombre total à 1.7 millions de cas, concernant, en grande partie, des redressements précédemment effectués; en plus de cela, un plus haut taux d'annulations et de redressement a été enregistré. Fin janvier 2016, 77% des cas avaient été vérifiés et 77% de tous les paiements comptants avaient été effectués.

Le Groupe a mené à bien cette Past Business Review [Vérification de l'Activité Passée] (PBR) qui a permis d'identifier un risque potentiel de vente abusive pour certains clients, même si la surveillance est toujours en cours. Le montant provisionné n'a subi aucune autre modification.

Le Groupe prévoit de maintenir le niveau actuel d'activité PPI pendant une plus longue période que celle précédemment prévue, compte tenu de la mise à jour des hypothèses relatives au volume et à la vérification des cas précédemment traités qui s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2016. L'estimation des frais administratifs, comprenant le frais de traitement des plaintes et les coûts résultant des cas transmis au FOS, est prise ne compte dans l'augmentation de la provision mentionnée ci-dessus.

Sensibilités

Le Groupe estime avoir vendu environ 16 millions de polices depuis 2000, incluant les polices ne faisant pas l'objet d'une vente abusive. Depuis le début du programme de redressement des PPI, en 2011, le Groupe pense avoir contacté, réglé ou provisionné environ 49% des polices vendues depuis 2000, ce qui couvre, à la fois, les plaintes déposées par les clients et les campagnes de mailing lancées par le Groupe, y compris dans le cadre de la PBR.

Le montant total provisionné pour l'Assurance de Protection des Paiements représente la meilleure estimation du futur coût probable. Il reste, toutefois, un certain nombre de risques et d'incertitudes, notamment en ce qui concerne les futurs volumes. Le coût pourrait différer de manière sensible de l'estimation du Groupe et des hypothèses sous-jacentes et pourrait requérir une provision plus importante. Une incertitude significative concerne l'impact de la campagne menée dans les médias par la FCA et les CMC et l'activité des clients pendant la période antérieure à la date de prescription.

Les principaux indicateurs de mesure et sensibilités figurent dans le tableau ci-dessous:

Sensibilités (1)	A ce jour sauf remarque différente	Future	Sensibilité
------------------	------------------------------------	--------	-------------

Plaintes déposées par les clients depuis le début (m) (2)	3,4	1,3	0,1=£200m
Taux moyen de conservation par police	76%	89%	1%=£35m
Redressement moyen par police conservée (4)	£1,810	£1,400	£100=£170m
Frais administratif (£m)	2,710	665	1case=£450

1 Toutes les sensibilités excluent les demandes dédommagement ne concernant pas des polices PPI.

2 La sensibilité comprend également les frais de traitement. Le futur volume inclut les plaintes relevant des règles et des orientations issues de l'affaire Plevin. Suite à cela, la sensibilité pour 100,000 plaintes inclut les cas dans lesquels le redressement moyen serait inférieur aux tendances historiques.

3 Le pourcentage de plaintes pour lesquelles le Groupe décide en faveur du Client sauf PBR. Le taux de conservation de 76% par police se fonde sur la période semestrielle au 31 décembre 2015. Le futur taux de conservation et les sensibilités sont influencés par un taux de plaintes relevant des règles et des orientations Plevin contre lesquelles, dans d'autres cas, le Groupe pourrait se défendre.

4 Le montant réglé pour le redressement dans le cas d'une police ayant fait l'objet d'une vente abusive, comprenant, s'il y a lieu, le remboursement de la prime, l'intérêt composé facturé et les intérêts au taux de 8% par an. Les chiffres réels se fondent sur la période semestrielle au 31 décembre 2015. Le futur redressement moyen est influencé par les possibles paiements relatifs au dédommagement des plaintes relevant des règles et des orientations Plevin.

Autres dispositions réglementaires

Plaintes des clients concernant l'activité de la branche assurance en Allemagne

Le Groupe a reçu un certain nombre de plaintes de la part des clients pour les polices émises par Clerical Medical Investment Group Limited (récemment renommée Scottish Widows Limited) et vendues par des courtiers indépendants en Allemagne, surtout à la fin des années 90 et au début des années 2000. Suite aux décisions prises en 2012 par la Cours de Justice Fédérale (CJF) en Allemagne, la Groupe a comptabilisé une provision de £520 millions pendant l'exercice au 31 décembre 2014. L'historique récent a été légèrement défavorable par rapport aux prévisions et le Groupe a pris note des décisions adoptées par la CJF en 2014 et 2015 concernant des assureurs allemands dans le cadre d'une affaire qui a concerné tout le secteur des assurances allemand, relative à la notification de 'périodes de réflexion' contractuelles. Par conséquent, une augmentation de £25 millions de la provision a été comptabilisée, portant la provision totale à £545 millions. La provision non utilisée restante au 31 décembre 2015 s'élève à £124 millions (31 décembre 2014: £199 millions).

La validité des plaintes à l'encontre du Groupe dépend des faits et circonstances relatifs à chaque plainte. Suite à cela, l'effet financier définitif, qui pourrait être relativement différent de la provision actuelle, ne sera connu qu'une fois que toutes les plaintes auront été réglées.

Produits de couverture du taux d'intérêt

En juin 2012, plusieurs banques, dont le Groupe, ont conclu un accord avec la FSA (maintenant FCA) en vue de la vérification des ventes de produits de couverture du taux d'intérêt (IRHP) réalisées depuis le 1er décembre 2001 (à des petites et moyennes entreprises. Au 31 décembre 2015, le Groupe avait identifié 1735 ventes d'IRHP à des clients, rentrant dans le cadre du contrat conclu avec la FCA, qui ont accepté la vérification. La vérification et, si nécessaire, le redressement, sont en cours. Le Groupe a accepté de dédommager tous les clients rentrant dans le cadre du contrat. Le Groupe continue à examiner les cas non encore vérifiés dans le cadre du contrat conclu avec la FCA et a respecté toutes les dispositions réglementaires applicables à ce jour.

Pendant l'exercice 2015, le Groupe a provisionné un montant supplémentaire de £40 millions pour le redressement et les frais d'administration s'y rapportant, portant ainsi le montant provisionné à cet effet pour les clients rentrant dans le cadre du Contrat à £720 millions (31 décembre 2014: £680 millions). Au 31 décembre 2015, le Groupe a utilisé £652 millions (31 décembre 2014: £571 millions), avec £68 millions (31 décembre 2014: £109 millions) de provision restantes.

Vérification du traitement des plaintes par la FCA

Le 5 juin 2015, la FCA a annoncé la conclusion d'un règlement avec le Groupe d'un montant de £117 millions suite à l'enquête menée sur certains aspects du processus de traitement, par le Groupe, des plaintes PPI, pendant la période mars 2012 – mai 2013. La FCA a reconnu que le Groupe avait agi de bonne foi. Le Groupe a réexaminé toutes les plaintes des Clients qui avaient fait l'objet d'une défense pendant la Période Concernée. Les frais de réparation concernant ces cas concernés ne sont pas supérieurs de manière significative aux provisions constituées.

Autres actions légales et traitement des plaintes

Dans le cadre de son activité, le Groupe a entamé des discussions avec la PRA, la FCA et d'autres organismes de régulation britanniques et étrangers et d'autres organisations gouvernementales, sur toute une série de questions. Le Groupe reçoit également des plaintes et des demandes de la part de clients concernant sa conduite passée: à cet effet, des provisions ont été constituées en vue de la couverture des frais qui pourraient être encourus en fonction des conclusions atteintes. En 2015, le Groupe a constitué une provision supplémentaire de £655 millions (2014: £430 millions), dont £225 millions (2014: zéro £) en réponse aux plaintes relatives aux comptes bancaires "packagés" et £282 millions (2014: £318 millions) pour d'autres questions inhérentes à la division Banque de Détail. Par ailleurs, le Groupe a constitué une provision de £148 millions (2014: £112 millions) pour un certain nombre d'autres corrections apportées à des produits, principalement d'Assurance et de Banque Commerciale.

Au 31 décembre 2015, les provisions pour d'autres actions légales et questions réglementaires d'un montant de £813 millions (31 décembre 2014: £521 millions) étaient encore inutilisées, notamment pour des produits de bancassurance et des comptes bancaires packagés et d'autres provisions relatives à des produits de Banque de Détail. L'effet financier définitif de ces questions, qui pourrait différer de la provision effectivement constituée, ne sera connu qu'une fois qu'elles auront été réglées, leur date de règlement étant incertaine.

Biens immobiliers locatifs vacants

Des provisions pour les biens immobiliers locatifs vacants sont constituées selon une estimation prudentielle du revenu sous-locatif prévisionnel, par rapport au loyer principal, et de la possibilité de cession de la part du Groupe dans la location, en tenant compte de la conjoncture du marché immobilier. Ces provisions sont réévaluées tous les deux ans et seront, normalement, liquidées pendant la période de sous-recouvrement des loyers concernés, qui est actuellement, en moyenne, de quatre ans; lors de la cession d'un bien avant la date prévue, le reliquat du solde de la provision en cours est libéré.

Autres

Suite à la vente de TSB Banking Group plc (TSB, cf. note 55), le Groupe a constitué une provision de £665 millions pour le Contrat de Services Transitionnel conclu entre Lloyds Bank plc et TSB et l'apport à verser à TSB pour le passage à une prestation alternative de services informatiques.

Les provisions sont constituées pour le personnel et d'autres frais relatifs à des initiatives de restructuration du Groupe à la date à laquelle le Groupe s'engage formellement et irrévocablement à engager la dépense.

Les autres provisions incluent également les provisions relatives à l'insolvabilité d'une contrepartie d'assurance, encore exposé à des plaintes en matière d'amiante et de pollution aux Etats Unis. Le coût et la date définitifs de ces paiements sont incertains. La provision détenue, d'un montant de £30 millions au 31 décembre 2015, représente la meilleure estimation du coût réalisée par la Direction of après prise en compte des estimations actuarielles des futures pertes.

40 Passif subordonné

Les mouvements du passif subordonné sont les suivants:

Groupe	Titres Privilégiés £m	Passif subordonné non daté £m	Passif subordonné daté £m	Total £m
Au 1er janvier 2014	6 687	2 552	24 295	33 534
Rachats et remboursements de l'exercice:				
Titres de capital à durée indéterminée à paliers, à 6.35% , convertibles en 2013	-215	—	—	-215
Titres privilégiés perpétuels non cumulés à 6.071%	-439	—	—	-439
Instruments subordonnés non datés à taux fixe ou variable 4.875%	—	-78	—	-78
Titres subordonnés non datés à taux variable	—	-50	—	-50
Passif subordonné à 11% 2014	—	—	-250	-250
Titres subordonnés à 5.875% 2014	—	—	-150	-150
Titres de capital à durée indéterminée à 6.90%	-207	—	—	-207
Titres subordonnés à paliers à taux variable 2016	—	—	-165	-165
Titres subordonnés à paliers à taux variable 2016	—	—	-179	-179
Instruments subordonnés convertibles à taux fixe ou variable 6.75% 2017	—	—	-9	-9
Instruments subordonnés convertibles à taux variable 2017	—	—	-36	-36
titres subordonnés convertibles à taux fixe ou variable à 4.375% 2019	—	—	-591	-591
	-861	-128	-1 380	-2 369
Variation des taux de change et autres ajustements	439	62	307	808
Au 31 décembre 2014	6 265	2 486	23 222	31 973
Rachats et remboursements de l'exercice:				
Titres subordonnés à 4.875% 2015	—	—	-723	-723
Titres subordonnés à paliers convertibles à durées indéterminées à 5.125% 2015	—	-560	—	-560
Titres subordonnés à 6.625% 2015	—	—	-350	-350
Titres subordonnés à taux fixe ou variable à 6.9625% 2020 convertibles en 2015	—	—	-737	-737
Titres privilégiés à paliers en livres sterling convertibles non cumulés non assortis de droit de vote à 7.834% 2015	-5	—	—	-5
Titres privilégiés à durée déterminée non cumulés à 8.117% (Classe A)	-250	—	—	-250
Titres subordonnés à paliers non cumulés à taux variable	—	-29	—	-29
Titres subordonnés non datés à taux fixe ou variable à 6.05%	—	-18	—	-18
Titres subordonnés non datés à taux fixe ou variable à 5.125%	—	-50	—	-50
Titres convertibles à taux fixe ou variable à 5.109% 2017	—	—	-14	-14
Titres convertibles subordonnés à taux fixe ou variable à 6.305% 2017	—	—	-35	-35
Titres subordonnés à taux fixe à 6.50% 2020	—	—	-764	-764
Titres subordonnés à 6% 2033	—	—	-191	-191
4.25% Titres garantis subordonnés à durée indéterminée à taux fixe et variable reset	—	-276	—	-276
	-255	-933	-2 814	-4 002
Variation des taux de change et autres ajustements	-338	48	-76	-366
Au 31 décembre 2015	5 672	1 601	20 332	27 605

Banque	Titres Pri- vilégiés £m	Passif subordonné non daté £m	Passif subordonné daté £m	Total £m
Au 1er janvier 2014	4 835	774	16 991	22 600
Rachats et remboursements de l'exercice:				
Titres de capital convertibles à paliers à durée indéterminée à 6.35% 2013	-215	—	—	-215
Titres subordonnés à 5.875% 2014	—	—	-150	-150
Titres de capital à durée indéterminée à 6.90%	-207	—	—	-207
Titres subordonnés à paliers à taux variable 2016	—	—	-165	-165
Titres subordonnés à paliers à taux variable 2016	—	—	-179	-179
Titres subordonnés à taux variable 2014	—	—	-464	-464
	-422	—	-958	-1 380
Variation des taux de change et autres ajustements	162	33	175	370
Au 31 décembre 2014	4 575	807	16 208	21 590
Rachats et remboursements de l'exercice:				
Titres subordonnés à 6.625% 2015 (£350 millions)	—	—	-350	-350
Titres subordonnés à taux fixe ou variable à 6.9625% 2020 convertibles en 2015 (£750 millions)	—	—	-737	-737
Titres subordonnés à taux fixe à 6.50% 2020 (US\$2,000 millions)	—	—	-764	-764
	—	—	-1 851	-1 851
Variation des taux de change et autres ajustements	-444	25	-196	-615
Au 31 décembre 2015	4 131	832	14 161	19 124

En cas de dissolution de l'émetteur, ces titres seront subordonnés aux créances des déposants et de tous les autres créanciers de l'émetteur, en dehors des créanciers dont les créances sont de même rang ou de rang inférieur à celui des détenteurs de créances du passif subordonné. La subordination de l'engagement spécifique subordonné

est déterminée par rapport à l'émetteur et aux garants de l'obligation. Les créances des détenteurs d'actions et titres privilégiés sont généralement de rang inférieur à celui des créances des détenteurs de passif subordonné non daté, qui sont de rang inférieur, à leur tour, à celui des créances des détenteurs de passif subordonné daté. Le Groupe et la Banque n'ont enregistré aucun défaut de remboursement de capital ou intérêt ni aucune autre défaillance relative à leur passif subordonné au cours de l'exercice (2014: néant). L'émetteur du passif subordonné ne peut effectuer aucun achat ou remboursement avant la date d'échéance fixée de celui-ci sans l'accord préalable de la Prudential Regulation Authority.

41 Capital

(1) Capital autorisé

	Groupe et Banque	
	2015 £m	2014 £m
<i>Livres Sterling</i>		
1650 millions d'actions ordinaires d'une valeur de £1 chacune	1 650	1 650
1 action cumulée privilégiée à taux variable d'une valeur de £1	-	-
100 actions privilégiées non cumulées rachetables à 6% d'une valeur de £1	-	-
175 millions d'actions privilégiées d'une valeur de 25p chacune	44	44
	1 694	1 694
<i>Dollars US</i>	<i>US\$m</i>	<i>US\$m</i>
160 millions d'actions privilégiées d'une valeur de 25p chacune	40	40
<i>Euros</i>	<i>€m</i>	<i>€m</i>
160 millions d'actions privilégiées d'une valeur de 25 cents chacune	40	40
<i>Yen japonais</i>	<i>¥m</i>	<i>¥m</i>
50 millions d'actions de ¥25 chacune	1 250	1 250

(2) Actions ordinaires émises et entièrement payées

	2015 Nombre d'actions	2014 Nombre d'actions	2015 £m	2014 £m
<i>Livres Sterling</i>				
Actions ordinaires d'une valeur de £1 chacune				
Au 1er janvier et au 31 décembre	1 574 285 751	1 574 285 751	1 574	1 574

Capital et structure de contrôle

Aucune restriction n'est applicable au transfert d'actions de la Banque, en dehors des restrictions établies par les Statuts et de certaines restrictions éventuellement imposées par la loi et la réglementation (par ex. la législation en matière de délit d'initiés).

Actions ordinaires

Les détenteurs d'actions ordinaires, qui détenaient 100% des actions ordinaires du capital au 31 décembre 2015, ont le droit de recevoir les comptes et les rapports de gestion, d'assister à, intervenir et voter lors des assemblées générales et de désigner des mandataires pour l'exercice de leurs droits de vote. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent également recevoir des dividendes (sous réserve des termes des Statuts de la Banque) et ont droit à la répartition des actifs de la Banque en cas de dissolution de celle-ci.

Actions privilégiées émises et entièrement payées

La Banque a émis différentes catégories d'actions privilégiées, qui ont été toutes désignées comme passif conformément aux IFRS et dont une description détaillée figure à la note 40.

42 Compte de primes d'émission

	Groupe et Banque	
	2015 £m	2014 £m
Au 1er janvier et au 31 décembre	35 533	35 533

43 Autres réserves

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Les autres réserves comprennent:				
Réserve de fusion	6 348	6 348	-	-
Réserve de réévaluation pour les Actifs financiers cessibles	-1 105	-736	-541	-211
Réserve de couverture des flux de trésorerie	915	1 357	1 054	1 257
Réserve de conversion de devises	-171	-127	62	75
Au 31 décembre	5 987	6 842	575	1 121

Les mouvements dans les autres réserves sont les suivants:

Réserve de fusion	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Au 1er janvier et au 31 décembre	6,348	6,348	–	–

Réserve de réévaluation d'Actifs financiers cessibles	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Au 1er janvier	-736	-1 273	-211	-573
Transferts au compte de résultat:	-332	614	-320	352
Cessions (cf. note 9)	-051	-131	-14	11
Impôt différé	3	52	3	-2
Impôt à court terme	-1	-	-	-
Dépréciation	-49	-79	-11	9
Impôt différé	4	2	1	1
	8	–	–	–
	12	2	1	1
Au 31 décembre	-1 105	-736	-541	-211

Réserve de couverture des flux de trésorerie	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Au 1er janvier	1 357	-827	1 257	–
Variations de la juste valeur des instruments dérivés de couverture	524	3 896	294	1 799
Impôt différé	-183	-765	-161	-360
	341	3 131	133	1 439
Transferts au compte de résultat	-983	-1 165	-421	-227
Impôt différé	200	218	85	45
	-783	-947	-336	-182
Au 31 décembre	915	1 357	1 054	1 257

Réserve de conversion de devises	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Au 1er janvier	-127	-125	75	72
Ecart de conversion de devises de l'exercice	-61	-24	-23	3
Plus (moins)-valeurs de devises étrangères sur couvertures d'investissements nets (impôt: zéro £)	17	22	10	–
Au 31 décembre	-171	-127	62	75

44 Bénéfices non distribués

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Au 1er janvier	4 828	2 509	7 102	4 218
Bénéfice de l'exercice (2)	663	1 780	10 911	2 325
Dividendes payés (note 45)	-1 080	–	–	-1 080
Ajustement sur la vente de participations minoritaires dans TSB	–	-171	–	–
Réévaluation du régime post-retraite à prestations déterminées	-215	539	30	247
Apports en capital reçus	271	367	283	510
Valeur des services fournis par le personnel	1	2	–	–
Rendement des apports en capital	-600	-198	-600	-198
Au 31 décembre	3 868	4 828	16 646	7 102

(1) Mis à jour - cf. note 1.

(2) La Banque n'a pas présenté son compte de résultat, comme l'autorise le paragraphe 408 du Companies Act 2006.

45 Dividendes ordinaires

	2015 £m	2014 £m
Les dividendes payés au cours de l'exercice sont les suivants:		
Dividendes définitifs de l'exercice précédent payés sur l'exercice en cours	540	–
Dividendes intermédiaires	540	–
	1 080	–

46 Plans de rémunération en actions

Au cours de l'exercice au 31 décembre 2015, Lloyds Banking Group pic a géré plusieurs plans de rémunération en actions destinés aux employés de Lloyds Bank Group, entièrement réglés par les fonds propres. Les détails de tous les régimes gérés par Lloyds Banking Group figurent ci-dessous; ils sont gérés et exploités à tous les niveaux du Groupe Lloyds Banking. Le montant inscrit au compte de résultat du Groupe pour les plans de rémunération en actions de Lloyds Banking Group, qui sont inclus dans les frais de personnel (note 11), était de £387 millions (2014: £340 millions).

Plans de primes à paiement différé

Le Groupe Lloyds Banking gère plusieurs plans de primes à paiement différé payés par les fonds propres. Les primes liées aux performances des salariés en 2015 ont été comptabilisées dans les charges au prorata du pourcentage de la période de report effectuée.

Plans d'épargne

Les salariés amissibles peuvent signer des contrats d'épargne [Save As You Earn] permettant d'économiser jusqu'à £500 par mois; à l'expiration d'une période fixe de trois ou cinq ans les salariés ont la possibilité d'employer l'épargne cumulée dans un délai de six mois à compter de la date d'expiration de la période fixe en vue de l'acquisition d'actions de Lloyds Banking Group à un prix réduit égal ou supérieur à 80% du prix de marché en vigueur au début de la période de proposition.

Les mouvements intervenus dans le nombre d'options de souscription d'actions disponibles dans le cadre du plan d'épargne SAYE figurent ci-dessous:

	2015		2014	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix d'exercice (pence)	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix d'exercice (pence)
Options émises au 1er janvier	783 626 383	48.73	500 969 617	41.16
Octroyées	156 797 949	60.70	326 565 564	60.02
Exercées	-32 683 177	41.83	-7 287 899	41.29
Confisquées	-27 740 207	48.69	-18 949 167	41.68
Annulées	-24 943 674	56.04	-15 561 144	54.04
Expirées	-4 911 054	48.34	-2 110 588	48.15
Emise au 31 décembre	850 146 220	50.99	783 626 383	48.73
Exercable au 31 décembre	533 654	180.66	1 852	180.66

La moyenne pondérée du prix des actions à la date d'exercice des options 2015 était de £0.77 (2014: £0.77). La moyenne pondérée de la durée de vie contractuelle restante des options en circulation au terme de l'exercice était de 1.9 ans (2014: 2.6 ans).

La moyenne pondérée de la juste valeur des options SAYE octroyées en 2015 était de £0.17 (2014: £0.22). Les justes valeurs des options SAYE ont été calculées sur la base d'un modèle Black-Scholes classique.

Pour les plans d'épargne en actions HBOS, aucune option n'a été exercée en 2015 ou 2014. Les options en circulation au 31 décembre 2015 avaient un prix d'exercice de £1.8066 (2014: £1.8066) et une moyenne pondérée de durée de vie restant à courir de 0.4 ans (2014: 1.4 ans).

Autres plans de stock-options*Plan de participation en actions des cadres de Lloyds Banking Group 2003*

Le Plan, qui accorde des options de souscription d'actions aux cadres du Groupe, a été adopté en décembre 2003. Les options faisant l'objet de ce plan ont été expressément accordées pour favoriser le recrutement et n'étaient, donc, pas soumises à des conditions de performances. Ce Plan est utilisé non seulement pour compenser les nouvelles recrues pour l'éventuelle perte d'attributions d'actions, mais aussi pour allouer des avantages à des membres du personnel clés afin de les conserver: dans certains cas, l'allocation peut être soumise à des conditions de performances.

Pour les options accordées le 27 mars 2014 selon le Plan de Transformation de la Banque Commerciale (CBTP), le nombre d'actions pouvant être allouées en mars 2017 pouvait varier d'un facteur de 0 à 4 par rapport à l'allocation initiale "sur objectif", en fonction du niveau de satisfaction des objectifs de performances. Une acquisition "sur objectif" est soumise à la réalisation, par la division Banque Commerciale, d'un bénéfice sous-jacent de £2.5 milliards et d'un rendement de 2% sur les Actifs pondérés en fonction des risques ('RoRWA') au 31 décembre 2016. Les paiements prévus par le Plan seront effectués en cas de réalisation d'un bénéfice compris entre £1.9 milliards et £3 milliards de Bénéfice sous-jacent et entre 1.6% et 2.5% RoRWA.

Les participants n'ont pas droit aux dividendes payés pendant la période d'acquisition.

	2015		2014	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix d'exercice (pence)	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix d'exercice (pence)
En circulation au 1er janvier	233 389 084	Nil	37 354 979	Nil
Octroyées	9 813 363	Nil	225 424 109	Nil
Exercées	-13 313 421	Nil	-21 870 649	Nil
Confisquées	-8 374 250	Nil	-7 114 199	Nil
Expirées	-117 179	Nil	-405 156	Nil
En circulation au 31 décembre	221 397 597	Nil	233 389 084	Nil
Exercables au 31 décembre	3 972 911	Nil	9 068 802	Nil

La moyenne pondérée de la juste valeur des options accordées sur l'exercice s'élevait à £0.75 (2014: £0.72). Les justes valeurs des options ont été déterminées à l'aide d'un modèle Black-Scholes classique. La moyenne pondérée du prix de l'action à la date d'exercice, en 2015, était de £0.83 (2014: £0.75). La moyenne pondérée de la durée de vie contractuelle restante des options à la fin de l'exercice était de 6.1 ans (2014: 7.0 ans).

Autres plans de rémunération en actions*Plan de primes à long terme de Lloyds Banking Group*

Selon le Plan de Primes à long terme [Long-Term Incentive Plan (LTIP)], mis en place en 2006, l'attribution d'actions est liée à l'amélioration des résultats de Lloyds

Banking Group sur une période triennale. Les allocations sont effectuées dans les limites établies par les règles du Plan, selon lesquelles le nombre maximum d'actions allouables est égal à trois fois le salaire annuel. Dans des cas exceptionnels, cette valeur pourra atteindre quatre fois le salaire annuel.

Les participants auront droit aux dividendes payés pendant la période d'acquisition si les conditions liées aux résultats sont respectées. Un montant d'une valeur égale à celle des dividendes payés entre la date d'attribution et la date à laquelle le Comité des Rémunérations détermine que les conditions relatives aux résultats ont été remplies pourra être versé sur la base du nombre d'actions acquises. Le Comité des Rémunérations déterminera si les dividendes doivent être payés au comptant ou en actions.

Au terme de la période de performances relative à l'allocation 2012, les objectifs n'ayant pas été entièrement remplis, les allocations ont été acquises en 2015 au taux de 96.6%.

	2015 Nbre d'actions	2014 Nbre d'actions
En circulation au 1er janvier	522 836 111	548 885 895
Octroyées	121 676 131	120 952 253
Exercées	-196 193 904	-73 516 122
Confisquées	-50 251 592	-73 485 915
En circulation au 31 décembre	398 066 746	522 836 111

Les actions attribuées en 2013 seront acquises en 2016 à un taux de 94.18%.

Les calculs de la juste valeur au 31 décembre 2015 des actions octroyées sur l'exercice, effectués selon le modèle Black-Scholes et la simulation Monte Carlo, se fondent sur les hypothèses ci-dessous:

	Save-As-You-Earn	Executive Share Plan 2003	LTIP	Commercial Banking Transformation Program
Moyenne pondérée du taux d'intérêt sans risque	0.76%	0.56%	0.85%	0.68%
Moyenne pondérée de la durée de vie escomptée	3.3 ans	1.4ans	3.0ans	1.7ans
Moyenne pondérée de la volatilité escomptée	24%	21%	28%	20%
Moyenne pondérée du rendement des dividendes escompté	2.5%	2.5%	2.5%	2.5%
Moyenne pondérée du prix de l'action	£0.76	£0.80	£0.80	£0.78
Moyenne pondérée du prix d'exercice	£0.61	nil	nil	nil

La volatilité escomptée mesure l'amplitude de la fluctuation prévue du prix des actions de Lloyds Banking Group pendant la durée de vie d'une option. La volatilité escomptée est estimée sur la base de la volatilité historique du prix journalier de clôture de l'action sur la période la plus récente par rapport à la durée de vie escomptée de l'action. La volatilité historique est comparée à la volatilité implicite générée par les options négociées sur le marché relatives aux actions du Groupe Lloyds Banking, afin d'évaluer la plausibilité de la volatilité historique et l'adéquation des ajustements effectués.

Actions d'appariement

Lloyds Banking Group s'engage à appairer les actions achetées par les salariés jusqu'à une valeur mensuelle de £45; ces actions d'appariement sont détenues en fiducie, pour le compte du salarié, pendant une période impérative de trois ans pendant laquelle le salarié aura droit aux dividendes payés sur les actions en question. L'allocation est soumise à des conditions non liées au marché: en cas de départ d'un salarié pendant la période de trois ans pour tout autre motif qu'une 'juste cause, la totalité des actions d'appariement sera confisquée. De même, si un salarié revend ses actions dans un délai de trois ans, ses actions d'appariement seront confisquées.

Le nombre d'actions d'appariement allouées en 2015 s'est élevé à 18,001,413 (2014: 16,248,562), avec une juste valeur moyenne de £0.78 (2014: £0.78), basée sur les prix de marché à la date d'allocation.

Allocation fixe d'actions

Les allocations fixes d'actions ont été mises en place en 2014 pour faire en sorte que l'allocation fixe totale soit proportionnelle à la fonction et offre une rémunération compétitive à certains salariés de Lloyds Banking Group, avec un juste équilibre entre rémunération fixe et rémunération variable, conformément à la réglementation. Les allocations fixes sont constituées d'actions de Lloyds Banking Group, libérées sur une période de 5 ans, à raison de 20% par an à compter de l'année d'attribution. Le nombre d'actions achetées en 2015 a été de 8,237,469 (2014: 7,761,624).

L'allocation fixe d'actions n'est soumise à aucune condition de performances, adéquation des performances ou récupération. Si un salarié quitte Lloyds Banking Group, le délai de libération des actions ne change pas.

47 Transactions avec des parties apparentées

Dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes chargées de la planification, de la direction et du contrôle des activités d'une entité; ils font partie du Comité Exécutif de Lloyds Banking Group plc avec les Administrateurs non-exécutifs.

Le tableau ci-dessous contient les détails des rémunérations des principaux dirigeants, présentés sur une base globale:

	2015 £m	2014 £m
Rémunération		
Salaires et autres avantages à court terme	14	15
Prestations post-retraite	—	1
Rémunération en actions	18	17
Total de la rémunération	32	33

La totalité des émoluments des dirigeants s'est élevée à £11.0 millions de livres sterling (2014: £12.3 millions).

Les cotisations totales payées par la société pour les plans de pension à prestations déterminées des dirigeants se sont élevées à £0.1 million (2014: £0.1 million).

Le total payé pour le dirigeant de niveau hiérarchique le plus élevé (António Horta-Osório) était de £5,161,000 (2014: (António Horta-Osório) £4,782,000); ce chiffre n'inclut pas les plus-values réalisées sur l'exercice des options d'actions Lloyds Banking Group plc sur ces deux exercices.

	2015 Millions	2014 Millions
Rémunération		
Options relatives aux actions Lloyds Banking Group plc		
Au 1er janvier	13	14
Octroyées, y compris certains ajustements (y compris les droits des dirigeants en charge)	3	–
Exercées/expirées (y compris les droits des anciens dirigeants)	-7	-1
Au 31 décembre	9	13
	2015 million	2014 million
Plans de rémunération en actions réglés en actions de Lloyds Banking Group plc		
Au 1er janvier	102	105
Octroyées, y compris certains ajustements (y compris les droits des dirigeants en charge)	37	19
Exercées/expirées (y compris les droits des anciens dirigeants)	-57	-22
Au 31 décembre	82	102

Les tableaux ci-dessous détaillent, de manière globale, les soldes impayés fin d'exercice ainsi que les recettes et les dépenses, avec d'autres informations relatives aux transactions entre le Groupe et ses dirigeants:

	2015 £m	2014 £m
Prêts		
Au 1er janvier	3	2
Anticipés (y compris les prêts accordés aux dirigeants en charge)	4	2
Remboursements (y compris les prêts accordés aux anciens dirigeants)	-2	-1
Au 31 décembre	5	3

Les prêts peuvent être garantis et non garantis et sont censés être réglés au comptant. Ces prêts comportent des taux d'intérêt compris entre 3.99% et 23.95% en 2015 (2014: 0.5% et 23.95%).

Aucune provision n'a été constituée pour les prêts accordés aux dirigeants (2014: zéro £).

	2015 £m	2014 £m
Dépôts		
Au 1er janvier	16	13
Placés (y compris les dépôts des dirigeants en charge)	58	32
Retirés (y compris les dépôts des anciens dirigeants)	-61	-29
Au 31 décembre	13	16

Les dépôts placés par les principaux dirigeants étaient productifs d'intérêts pouvant aller jusqu'à 4.7% (2014: 4.7%).

Au 31 décembre 2015, le Groupe n'avait émis aucune garantie en faveur de ses principaux dirigeants (2014: néant).

Au 31 décembre 2015, les transactions, accords et contrat conclus par le Groupe et ses filiales bancaires avec des administrateurs et d'autres personnes liées à ces derniers incluaient des montants non encore remboursés relatifs à des prêts et des transactions payées par carte de crédit d'un montant de £1 million de livres sterling avec quatre administrateurs et six personnes apparentées (2014: £1 million avec six administrateurs et six personnes apparentées).

Soldes et transactions avec des entités apparentées du Groupe Lloyds Banking

Soldes et transactions entre membres du Groupe Lloyds Bank

Conformément à la norme IFRS10 "Etats financiers consolidés", les transactions et les soldes entre la Banque et ses filiales et entre les filiales elles-mêmes ont été éliminés par consolidation et ne sont donc pas comptabilisées comme transactions entre parties apparentées membres du Groupe.

La Banque, en sa qualité de société mère d'un Groupe bancaire, réalisé un grand nombre de transactions avec différents filiales, qui sont incluses dans le Bilan de la Banque, comme suit:

	2015 £m	2014 £m
Actifs inclus dans:		
Instruments financiers dérivés	9 701	15 464
Actifs détenus à des fins de transaction et autres actifs comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat	4 733	12 288
Prêts et créances dus par des entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	121 683	119 689
Actifs financiers cessibles	4 261	2 052
	140 378	149 493
Passif inclus dans:		
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	67 198	89 383
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier comptabilisé à sa juste valeur dans le compte de résultat	4 773	13 296

Instruments financiers dérivés	9 741	15 359
Titres obligataires en émission	17 929	17 140
Passif subordonné	65	81
	99 706	135 259

Soldes et transactions avec Lloyds Banking Group plc et les entités apparentées du Groupe

La Banque et ses filiales ont des dettes et des créances vis-à-vis de la société mère de la Banque, Lloyds Banking Group plc et des entités apparentées de la Banque, qui figurent au bilan comme suit:

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Actifs inclus dans:				
Prêts et créances : dus par des entités apparentées de Lloyds Banking Group	11 045	11 482	10 516	10 947
Autres	9	–	11	10
	11 054	11 482	10 527	10 957
Passif inclus dans:				
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	5 926	5 288	3 458	2 499
Instruments financiers dérivés	46	106	46	106
Passif subordonné	10 890	11 364	10 358	10 813
	16 862	16 758	13 862	13 418

Pages 78-79-80

Ces soldes comprennent les accords bancaires du Groupe Lloyds Banking PLC et, en raison du volume et de l'importance des transactions qui transitent par ces comptes, il n'est ni pratique ni indispensable de divulguer des informations concernant les flux d'entrée et de sortie bruts. Pendant l'année 2015, le Groupe a gagné 130 millions de livres et la Banque a rapporté 112 millions de livres d'intérêts créditeurs sur les soldes d'actifs précédents (2014: Groupe 163 millions de livres; Banque 132 millions de livres); le Groupe a engagé 1105 millions de livres et la Banque 1033 millions de livres en intérêts débiteurs sur les soldes de passifs précédents (2014: Groupe 1413 millions de livres; Banque 1031 millions de livres).

Au cours de l'année, la Banque a engagé des dépenses à l'avantage de ses filiales, qui n'ont pas été refacturées.

Gouvernement britannique

En janvier 2009, le gouvernement britannique est devenu, via le Trésor de sa Majesté, une partie apparentée du Groupe Lloyds Banking PLC, la société mère ultime de la banque, suite à une souscription d'actions ordinaires effectuée par le biais d'un placement et d'une offre publique. Au 31 décembre 2015, le Trésor de sa Majesté détenait une part de 9.14% des actions ordinaires du capital de Lloyds Banking Group PLC, sa part ayant baissé en dessous de 20% le 11 mai 2015. Par conséquent, l'influence exercée par le Trésor de sa Majesté n'étant plus considérée comme majeure, celui-ci a cessé d'être considéré comme une partie apparentée de la Banque aux fins de l'IAS 24, à partir de cette date.

Conformément à l'IAS 24, les entités contrôlées par le gouvernement britannique étaient des parties apparentées du Groupe jusqu'au 11 mai 2015. Le Groupe considérait la Banque d'Angleterre et les entités contrôlées par le gouvernement britannique, y compris Royal Bank of Scotland Group PLC (RBS), Northern Rock (Gestion d'actifs) PLC et Bradford & Bingley PLC, comme des parties apparentées.

Pendant l'Exercice au 31 décembre 2015, le Groupe Lloyds Banking a participé à plusieurs opérations menées par le Gouvernement britannique et les banques centrales, qui ont été proposées aux banques éligibles et aux sociétés de crédit foncier.

Initiative Nationale de Garantie d'Emprunt

Le Groupe Lloyds Banking participe à l'Initiative Nationale de Garantie d'Emprunt du gouvernement britannique, qui fournit aux sociétés britanniques éligibles un financement préférentiel conforme aux critères du Groupe Lloyds Banking en matière de prêts. Les sociétés éligibles ayant recours au financement bénéficient d'un rabais de 1% sur leur taux de financement pendant une période déterminée à l'avance.

Financement des Prêts

L'initiative de Financement des Prêts représente une autre source de financement à terme, sécurisée et rentable, disponible pour le Groupe Lloyds Banking. Cette initiative est offerte à un large éventail de clients britanniques; elle propose, principalement, aux petites entreprises des financements plus accessibles pour investir et se développer. En novembre 2015, la Banque d'Angleterre a annoncé que la durée pendant laquelle les banques pourraient utiliser leurs provisions pour emprunt serait prolongée de deux ans, jusqu'au 31 janvier 2018. Au 31 décembre 2015, le groupe Lloyds Banking Group avait utilisé 32 milliards de livres (31 décembre 2014: 20 milliards de livres) dans le cadre de cette initiative.

Initiative de Garantie de Financement des Entreprises

Le Groupe Lloyds Banking participe à l'Initiative de Garantie de Financement des Entreprises, qui soutient les entreprises viables en leur proposant d'accéder à des prêts qui leur seraient normalement refusés par manque de garanties. Le Département des Affaires, de l'Innovation et des Compétences fournit au prêteur une garantie allant jusqu'à 75% du capital de chaque prêt auquel le client a droit. Au 31 décembre 2015, le Groupe Lloyds Banking avait proposé plus de 6509 prêts à des clients, pour un montant de 550 millions de livres. Selon le renouvellement le plus récent des termes de cette initiative, Lloyds Bank PLC et Bank of Scotland PLC, au nom du Groupe Lloyds Banking, ont signé un contrat avec le Secrétaire d'État pour les Affaires, l'Innovation et les Compétences.

Aide à l'Achat

L'initiative d'Aide à l'Achat est une initiative développée par le gouvernement britannique, visant à encourager les prêteurs qui y participent à proposer des prêts immobiliers à des clients qui requièrent des prêts à un ratio prêt/valeur plus élevé. Halifax et Lloyds participent actuellement à cette initiative, qui permet aux clients d'emprunter 90 à 95% du prix d'achat. En échange du paiement d'une redevance commerciale, le Trésor de sa Majesté a convenu de fournir une garantie au prêteur pour couvrir une part proportionnelle de toute perte qu'il pourrait subir. Au 31 décembre 2015, 3133 millions de livres de prêts en cours (31 décembre 2014: 1950 millions de livres) avaient été avancés dans le cadre de cette initiative.

Fonds de Croissance des Entreprises

Le Groupe Lloyds Banking a investi 176 millions de livres (31 décembre 2014: 118 millions de livres) dans le Fonds de Croissance des Entreprises (en vertu duquel un accord a été passé avec RBS, entre autres). Au 31 décembre 2015, le groupe comptabilise son investissement à la juste valeur pour un montant de 170 millions de livres (31 décembre 2014: 105 millions de livres).

Fonds Big Society Capital

Le Groupe Lloyds Banking a investi 36 millions de livres (31 décembre 2014: 31 millions de livres) dans le fonds Big Society Capital, en vertu duquel un accord a été passé avec RBS, entre autres.

Partenariat pour la Croissance du secteur Résidentiel

Le Groupe Lloyds Banking s'est engagé à investir jusqu'à 50 millions de livres dans le Partenariat pour la Croissance du secteur Résidentiel, en vertu duquel un accord a été passé avec la *Homes and Communities Agency*.

Facilités accordées par des banques centrales

Dans le cadre de ses activités ordinaires, le Groupe Lloyds Banking peut accéder, de temps à autre, à des facilités fournies par les banques centrales.

Autres entités liées au gouvernement

En dehors des transactions évoquées ci-dessus, toutes les transactions importantes réalisées avec le gouvernement britannique et les entités contrôlées par le gouvernement britannique (y compris les banques contrôlées par le gouvernement britannique) pendant cette période ont eu lieu dans le cadre des activités ordinaires, n'étaient pas de nature inhabituelle ou ne présentaient pas de conditions inhabituelles.

Autres transactions réalisées avec des parties apparentées*Joint-ventures et entreprises associées*

Au 31 décembre 2015, les prêts et avances en cours en faveur des clients s'élevaient à £225 millions (2014: £1,901 millions), tandis que les soldes comptabilisés dans Dépôts de clients concernant des joint-ventures et des entreprises associées s'élevaient à £8 millions de livres sterling (2014: £24 millions).

En plus des soldes ci-dessus, le Groupe détient un certain nombre d'autres entreprises associées dans le cadre de son activité de capital-risque, qu'elle comptabilise à leur juste valeur dans le compte de résultat. Au 31 décembre 2015, l'actif de ces sociétés s'élevait à environ £54 millions (2014: £1,647 million), et le passif total à environ £103 millions (2014: £1,997 millions), tandis que le chiffre d'affaires de l'exercice au 31 décembre 2015 était d'environ £114 millions (2014: £1,503 millions) et la perte nette d'environ £3 millions (2014: perte nette de £175 millions). Par ailleurs, le Groupe avait provisionné £15 millions (2014: £918 millions) pour le financement de ces sociétés, sur lesquels elle a reçu, pendant l'exercice, des intérêts créditeurs d'un montant approximatif de £1 million de livres sterling (2014: £35 millions).

41 Passif et engagements conditionnels**Commissions interbancaires**

En ce qui concerne les commissions multilatérales d'échange, le Groupe Lloyds Banking n'est pas directement impliqué dans les enquêtes et les litiges en cours (décrits ci-dessous), qui concernent des sociétés de cartes de crédit comme Visa et MasterCard. Cependant, le Groupe Lloyds Banking est membre de Visa, MasterCard, et d'autres systèmes de cartes.

- La Commission Européenne poursuit certaines enquêtes concernant la concurrence et visant MasterCard et Visa. Elle analyse, entre autre, les commissions multilatérales d'échange payées pour des cartes délivrées en dehors de l'Espace Économique Européen;

Les procédures se poursuivent dans les tribunaux anglais, contre Visa et MasterCard. Ce litige a été intenté par plusieurs clients particuliers qui réclament des dommages-intérêts pour des commissions multilatérales d'échange prétendument surfacturées. D'après les informations disponibles au public, il semblerait que ces demandes d'indemnisation suivent différents calendriers en ce qui concerne la procédure, et leur issue reste incertaine. Il est également possible que de nouvelles actions soient engagées.

Le 2 novembre 2015, Visa Inc annonçait sa proposition de rachat de Visa Europe, qui doit encore être exécutée à ce jour. Comme indiqué dans l'annonce du Groupe Lloyds Banking du 2 novembre, la part du produit de la vente revenant au Groupe Lloyds Banking comprendra une avance au comptant (ce montant reste sujet à modification avant l'exécution de la vente) ainsi que des actions privilégiées. Les actions privilégiées seront convertibles en actions ordinaires de Classe A de Visa Inc ou leur équivalent, en cas de survenance de certains événements. Dans le cadre de cette transaction, le Groupe Lloyds Banking Group et certaines autres banques britanniques ont également signé une convention de partage des pertes avec Visa Inc, qui indique clairement les modalités de répartition des dettes entre les parties, si le litige évoqué ci-dessus établit que Visa Inc est responsable de dommages payables par Visa Europe. Visa Inc ne peut avoir recours à la convention de partage des pertes que si des dommages d'un montant supérieur à un milliard s'appliquent à la valeur des actions privilégiées reçues par les membres britanniques de Visa (y compris le Groupe Lloyds Banking) dans le cadre de la contrepartie de la transaction. Le montant total des pertes couvertes sera déduit de la valeur des actions privilégiées (en procédant à une diminution du taux de conversion). La dette maximale pouvant être imputée au Groupe Lloyds Banking conformément à la convention de partage des pertes se limite à la contrepartie au comptant qui lui revient. Visa Inc peut également avoir recours à une indemnité générale, actuellement prévue par les réglementations d'exploitation de Visa Europe, en ce qui concerne les demandes d'indemnisation relatives à des activités interrégionales ou régionales d'établissement des commissions interbancaires.

L'impact final de ces enquêtes et des litiges visant Visa et Mastercard sur le Groupe ne peut pas être déterminé tant que ces affaires ne seront pas définitivement réglées.

LIBOR et autres taux d'intérêt

En juillet 2014, le Groupe Lloyds Banking annonçait qu'il était parvenu à un règlement de 217 millions de livres (selon les taux de change du 30 juin 2014) visant à régler avec les autorités britanniques et les autorités fédérales américaines une affaire, remontant à quelques années, relative à la manipulation des taux LIBOR (*London Interbank Offered Rate*) et du Taux Repo Sterling soumis par plusieurs entreprises du Groupe Lloyds Banking à la *British Bankers' Association (BBA)*. Le Groupe Lloyds Banking continue à coopérer avec d'autres gouvernements et d'autres autorités de contrôle, comme le Serious Fraud Office, la Commission de la Concurrence Suisse et plusieurs Procureurs Généraux d'États américains, en relation à leurs enquêtes concernant les données soumises par des membres du panel aux organismes en charge de la fixation du LIBOR et d'autres taux interbancaires proposés.

Certaines entreprises du Groupe Lloyds Banking, ainsi que plusieurs autres banques membres du Panel, ont également été assignées en tant que défenderesses dans le cadre de poursuites judiciaires privées, dont plusieurs recours collectifs initiés aux États-Unis et liés à leur rôle de banques du Panel de fixation des taux d'intérêt LIBOR du Dollar américain, du Yen japonais et de la livre Sterling. Les poursuites, qui concernent des accusations globalement similaires, font état de violations du *Sherman Antitrust Act*, du *Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act* et du *Commodity Exchange Act*, ainsi que de plusieurs lois d'état et de plusieurs principes de common law. Certaines demandes des plaignants, y compris celles établies en vertu des lois antitrust américaines, ont été rejetées par le Tribunal Fédéral Américain du District Sud de New York (Tribunal de District). Ce rejet des plaintes antitrust du plaignant par le tribunal a fait l'objet d'un appel devant la Cour d'Appel Fédérale de New York. Les plaintes du plaignant concernant les taux de change et les marchés OTC ont été rejetées en novembre 2015 en raison de l'incompétence du tribunal à juger le Groupe Lloyds Banking.

Certaines entreprises du Groupe Lloyds Banking ont également été assignées pour des plaintes déposées au Royaume Uni faisant état de manipulations du LIBOR pour des produits de couverture des risques de taux et de change.

Pour l'instant, il est impossible de prédire l'ampleur et l'issue, pour le Groupe, des différentes enquêtes réglementaires en cours qui n'ont pas fait l'objet du règlement susmentionné, de toutes les poursuites judiciaires entamées par des particuliers ou de tout obstacle à l'interprétation ou à la validité des accords contractuels du Groupe, y compris en ce qui concerne leur calendrier et leur échelle.

Litige avec les actionnaires britanniques

En août 2014, le Groupe Lloyds Banking et plusieurs anciens administrateurs ont été assignés dans le cadre d'une plainte déposée devant la Haute Cour de Justice par plusieurs plaignants ayant détenu des actions chez Lloyds TSB Group PLC (LTSB) avant l'acquisition de HBOS PLC. Les plaignants affirmaient l'existence de violations d'obligations fiduciaires et de négligences relatives aux informations fournies aux actionnaires concernant l'acquisition et la recapitalisation de LTSB. Il est impossible, pour l'instant, de déterminer l'impact final éventuel pour le Groupe, mais le Groupe Lloyds Banking entend contester vigoureusement ces accusations.

Plan d'indemnisation des clients des services financiers

Le *Financial Services Compensation Scheme (FSCS)* est le fonds de compensation réglementaire indépendant britannique de dernier recours, pour les clients de sociétés prestataires de services financiers autorisés. Ce fonds indemnise les clients si une société n'est pas en mesure ou ne semble pas être en mesure de payer des demandes de dédommagement déposées à son encontre. Le FSCS est financé par des prélèvements effectués auprès des entreprises du secteur des services financiers autorisés. Chaque institution de dépôt contribue au FSCS, en fonction de la part du total des dépôts protégés détenue par elle au 31 décembre de l'année qui précède l'année du programme, qui se déroule du 1er avril au 31 mars.

En 2008, suite au défaut de paiement de plusieurs dépositaires, le FSCS a emprunté des fonds au Trésor de sa Majesté, afin de régler les frais d'indemnisation des clients de ces sociétés. Au 31 mars 2015, à savoir à la fin de la dernière année du programme FSCS, le solde principal non réglé pour ces prêts était de 15 797 millions de livres (31 mars 2014: 16 591 millions de livres). Bien que la majorité de ce prêt soit remboursée via les fonds réalisés par le FSCS suite à la vente d'actifs, par des liquidités excédentaires ou par d'autres recouvrements relatifs aux actifs des sociétés en défaut de paiement, tout déficit sera financé par les dépositaires qui adhèrent au FSCS. Le montant des futurs prélèvements payables par le Groupe dépend de plusieurs facteurs, dont les montants recouverts par le FSCS et provenant de la vente d'actifs, la participation du Groupe au marché des banques de dépôt au 31 décembre, le niveau de dépôts protégés et le nombre de dépositaires participants.

Administration fiscale

Le Groupe constitue une provision pour d'éventuelles dettes fiscales se rapportant aux montants dus à l'administration fiscale, y compris suite à une interprétation et une application différente, par l'Administration Fiscale Britannique, d'une certaine norme fiscale. Le Groupe Lloyds Banking est impliqué dans une procédure en cours concernant un dégrèvement de groupe des pertes subies par son ancienne filiale bancaire irlandaise, dont les activités ont cessé le 31 décembre 2010. En 2013, HMRC a informé le Groupe Lloyds Banking que, selon sa propre interprétation de la réglementation britannique autorisant le dédommagement de ces pertes, sa demande devait être rejetée. La Direction estime que, si la position de HMRC était acceptée, cela entraînerait une augmentation des passifs d'impôts actuels d'environ 600 millions de livres et à une réduction d'environ 400 millions de livres des actifs d'impôts différés du Groupe Lloyds Banking (impact général pour le Groupe : 950 millions de livres). Le Groupe Lloyds Banking ne partage pas la position de HMRC et, après avoir demandé l'avis d'un expert, il estime que cette affaire ne devrait pas entraîner des impôts supplémentaires. Il existe plusieurs autres procédures en cours pour lesquelles le Groupe Lloyds Banking est en pourparlers avec HMRC; aucune d'entre elles ne devrait avoir un impact significatif sur la situation financière du Groupe.

Rachats de prêts immobiliers

En août 2014, la Haute Cour d'Irlande du Nord a donné raison à des emprunteurs dans le cadre de trois cas types de prêts immobiliers résidentiels, concernant certains aspects des pratiques du Groupe Lloyds Banking relatives au nouveau calcul des mensualités contractuelles des clients en retard de paiement. La FCA a indiqué qu'elle publierait un Document de Consultation concernant les pratiques du secteur dans ce domaine, en février 2016. Le Groupe Lloyds Banking répondra de manière appropriée à cette affaire et à toute enquête, procédure ou mesure réglementaire qui pourrait être entamée, en temps voulu, par rapport à ces questions.

Annnonce faite par la FCA concernant le délai de prescription des plaintes relatives aux assurances ADI (Assurance Décès Invalidité), et Plevin v Paragon Personal Finance Limited

Le 26 novembre 2015, la FCA a publié un Document de Consultation concernant la mise en place d'un délai de prescription avant lequel les clients doivent déposer leurs plaintes relatives aux assurances ADI. Si la plainte n'est pas déposée dans le délai imparti, les clients perdront le droit de faire évaluer leurs indemnités par des sociétés spécialisées ou par le *Financial Ombudsman Service*. La FCA a également proposé des règles et des directives concernant le traitement des réclamations ADI, suite à la décision rendue par la Cour Suprême dans l'affaire Plevin v Paragon Personal Finance Limited [2014] UKSC 61 (Plevin). Le *Financial Ombudsman Service* prend également en compte les implications de l'affaire Plevin dans le cadre des plaintes ADI. Les implications d'un délai de prescription potentiel ainsi que l'implication de la décision du procès Plevin restent incertaines, en ce qui concerne la portée de toute procédure pénale ou de toute mesure réglementaire.

Autres actions en justice et autres questions réglementaires

Par ailleurs, dans le cadre normal de ses activités, le Groupe est concerné par d'autres réclamations et pourrait faire l'objet de poursuites réelles ou éventuelles (dont des recours collectifs) entamées par des employés actuels ou d'anciens employés, par des clients, par des investisseurs ou d'autres tiers, ou en leur nom. Le Groupe fait également l'objet de vérifications juridiques et réglementaires, de contestations, d'enquêtes et d'actions exécutoires, à la fois au Royaume Uni et à l'étranger. Toutes ces affaires importantes sont régulièrement réévaluées, avec l'aide d'un conseiller professionnel externe si nécessaire, afin de déterminer les probabilités que le Groupe encoure une pénalité. S'il est plus probable que le Groupe encoure une telle pénalité, une provision est établie en fonction des meilleures estimations de la direction relatives au montant, à la date de clôture de l'exercice concerné. Dans certains cas, il ne sera pas possible de formuler un avis, si, par exemple, les faits ne sont pas suffisamment clairs ou si plus de temps est nécessaire pour évaluer convenablement le fond de l'affaire et qu'aucune provision n'est prévue dans ce cas précis. Toutefois, le Groupe ne s'attend pas à ce que l'issue finale de ces affaires ait un effet négatif important sur sa situation financière, sur son exploitation ou sur ses liquidités.

Dettes et engagements éventuels liés aux activités bancaires

Des acceptations et des avais bancaires sont délivrés quand le Groupe ou la Banque accepte de garantir le paiement d'un effet négociable tiré par un client. D'autres éléments servent de substituts de crédit directs, comme les lettres de crédit de soutien ou d'autres obligations irrévocables, quand le Groupe ou la Banque a une obligation irrévocable de payer un tiers bénéficiaire, si le client ne rembourse pas un engagement en cours. Cela comprend également des acceptations bancaires en contrepartie de lettres de crédits ou d'autres facilités, lorsque l'accepteur ne détient aucun droit spécifique concernant une livraison de biens identifiable sous-jacente. Les garanties d'exécution et les autres garanties éventuelles liées aux transactions commerciales (cautions pour appels d'offres, garanties sur avances, cautions en douane et cautions d'accises ainsi que lettres de crédit de soutien concernant un contrat particulier ou une transaction non-financière) constituent des engagements dans le cadre desquels les exigences de paiement prévues par la garantie dépendent de l'issue d'un événement futur.

L'exposition maximale du Groupe et de la Banque aux pertes est représentée par le montant nominal contractuel repris en détail dans le tableau ci-dessous. Le possible recouvrement auprès des clients de paiements effectués, au titre de ces garanties, selon des clauses de recours ou sur les garanties détenues n'a pas été envisagé.

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Passif éventuel				

Acceptations et avals	52	59	52	58
Autres:				
Autres éléments servant de substituts de crédit directs	458	330	443	322
Cautions de bonne exécution et autres éventualités liées à des opérations	2 123	2 293	1 979	2 015
	2 581	2 623	2 422	2 337
Total passif éventuel	2 633	2 682	2 474	2 395

	Banque	
	2015 £m	2014 £m
Encouru pour le compte d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	4	7

Le passif éventuel du Groupe et de la Banque résulte du cours normal de l'activité bancaire et ne peut pas servir à quantifier leur futur effet fi [NDT: mot manquant].

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Engagements				
Crédits documentaires et autres transactions à court terme de nature commerciale	–	101	–	100
Achats d'actifs à terme et dépôts à terme placés	421	162	397	162
Lignes de crédit formelles non utilisées, lignes de crédit et autres engagements de prêt:				
Echéance initiale inférieure à 1 an:				
Offres de prêt immobilier émises	9 995	8 809	682	859
Autres engagements	57 809	64 015	35 367	37 892
	67 804	72 824	36 049	38 751
1 an ou plus par rapport à la date d'échéance initiale	44 691	34 455	39 261	29 474
Total des engagements	112 916	107 542	75 707	68 487

	Banque	
	2015 £m	2014 £m
Encourus pour le compte d'entités apparentées du Lloyds Banking Group	7 290	6 231

En ce qui concerne les montants figurant ci-dessus au poste "lignes de crédit formelles non utilisées, lignes de crédit et autres engagements de prêt" £63,086 millions (2014: £55,029 millions) pour le Groupe et £46,908 millions (2014: £39,755 millions) pour la Banque étaient irrévocables.

Engagements de location-exploitation

Lorsque le preneur est une société du Groupe, les futurs loyers minimum payables pour des contrats non annulables de location-exploitation de locaux sont les suivants :

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
A un an maximum	267	301	133	154
Entre 1 an et 5 ans	885	945	455	473
A plus de 5 ans	1 049	1 141	490	480
Total engagements de location-exploitation	2 201	2 387	1 078	1 107

Les paiements relatifs aux engagements de location-exploitation représentent les loyers payables par le Groupe pour certains de ses biens immobiliers. Certains contrats de location-exploitation comportent des options de renouvellement et des clauses d'augmentation progressive du loyer, ayant, toutefois, un effet marginal. Aucun accord n'a été conclu pour le paiement de loyers conditionnels.

Engagements en capital

A l'exception des engagements assumés par le Groupe pour des biens d'investissement (note 26), les investissements engagés mais non encore provisionnés au 31 décembre 2015 s'élevaient à £388 millions (2014: £373 millions) pour le Groupe et £7 millions (2014: £3 million) pour la Banque. En ce qui concerne le montant relatif au Groupe, £380 millions (2014: £368 millions) concernent des actifs à louer aux clients dans le cadre de contrats de location-exploitation. Le Groupe estime que les futurs revenus nets et financements suffiront à couvrir ces engagements.

48 Instruments financiers

(1) Base de mesure de l'actif et du passif financier

Les tableaux ci-dessous analysent la valeur comptable de l'actif et du passif financier par catégorie et par poste de bilan.

Groupe	Dérivés désignés comme instruments de couverture £m	Comptabilisé à la juste valeur dans le compte de résultat		Cessibles £m	Prêts et créances £m	Détenus au coût amorti £m	Contrats d'assurance £m	Total £m
		Détenus à des fins de transaction £m	Désignés lors de la comptabilisation initiale £m					
Au 31 décembre 2015								
Actif financier								

En-caisse et avoirs auprès des banques centrales	—	—	—	—	—	58 417	—	58 417
Eléments en cours de recouvrement auprès des banques	—	—	—	—	—	697	—	697
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier								
financier inscrit au compte de résultat	—	42 670	98 479	—	—	—	—	141 149
Instruments financiers dérivés	2 686	26 236	—	—	—	—	—	28 922
Prêts et créances :								
Prêts et avances aux banques	—	—	—	—	25 117	—	—	25 117
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	455 175	—	—	455 175
Titres obligataires	—	—	—	—	4 191	—	—	4 191
Créances vis-à-vis des entités apparentées de Lloyds Banking	—	—	—	—	11 045	—	—	11 045
Actifs financiers cessibles	—	—	—	33 032	—	—	—	33 032
Investissements détenus jusqu'à leur date d'échéance	—	—	—	—	—	19 808	—	19 808
Total actif financier	2 686	68 906	98 479	33 032	495 528	78 922	—	777 553
Passif financier								
Dépôts de banques	—	—	—	—	—	16 925	—	16 925
Dépôts de clients	—	—	—	—	—	418 326	—	418 326
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées Lloyds Banking	—	—	—	—	—	5 926	—	5 926
Eléments en cours de transmission à des banques	—	—	—	—	—	717	—	717
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier	—	43 984	7 879	—	—	—	—	51 863
inscrit à la juste valeur dans le compte de résultat								
Instruments financiers dérivés	2 450	23 897	—	—	—	—	—	26 347
Effets en circulation	—	—	—	—	—	1 112	—	1 112
Titres obligataires en émission	—	—	—	—	—	82 056	—	82 056
Passif résultant de contrat d'assurance et contrats d'investissement avec participation	—	—	—	—	—	—	80 317	80 317
Passif résultant de contrats d'investissement sans participation	—	—	—	—	—	—	22 777	22 777
Excédent non alloué relatif à l'activité d'assurance	—	—	—	—	—	—	257	257
Garanties financières	—	—	48	—	—	—	—	48
Passif subordonné	—	—	—	—	—	27 605	—	27 605
Total passif financier	2 450	67 881	7 927	—	—	552 667	103 351	734 276

Groupe	Dérivés désignés comme instruments de couverture £m	Comptabilisé à la juste valeur dans le compte de résultat		Cessibles £m	Prêts et créances £m	Détenus au coût amorti £m	Contrats d'assurance £m	Total £m
		Détenus à des fins de transaction £m	Désignés lors de la comptabilisation initiale £m					
Au 31 décembre 2014								
Actif financier								
En-caisse et avoirs auprès des banques centrales	—	—	—	—	—	50 492	—	50 492
Eléments en cours de recouvrement auprès des banques	—	—	—	—	—	1 173	—	1 173
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier								
financier inscrit au compte de résultat	—	48 504	104 016	—	—	—	—	152 520
Instruments financiers dérivés	4 299	31 184	—	—	—	—	—	35 483
Prêts et créances :								
Prêts et avances aux banques	—	—	—	—	26 155	—	—	26 155
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	482 704	—	—	482 704
Titres obligataires	—	—	—	—	1 213	—	—	1 213
Créances vis-à-vis des entités apparentées de Lloyds Banking	—	—	—	—	11 482	—	—	11 482
Actifs financiers cessibles	—	—	—	56 493	521 554	—	—	521 554
Total actif financier	4 299	79 688	104 016	56 493	521 554	51 665	—	817 715
Passif financier								
Dépôts de banques	—	—	—	—	—	10 887	—	10 887
Dépôts de clients	—	—	—	—	—	447 067	—	447 067
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées Lloyds Banking	—	—	—	—	—	5 288	—	5 288
Eléments en cours de transmission à des banques	—	—	—	—	—	979	—	979
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier	—	55 358	6 744	—	—	—	—	62 102
inscrit à la juste valeur dans le compte de résultat								
Instruments financiers dérivés	3 713	29 580	—	—	—	—	—	33 293
Effets en circulation	—	—	—	—	—	1 129	—	1 129
Titres obligataires en émission	—	—	—	—	—	75 672	—	75 672
Passif résultant de contrat d'assurance et contrats d'investissement avec participation	—	—	—	—	—	—	86 941	86 941
Passif résultant de contrats d'investissement sans participation	—	—	—	—	—	—	27 248	27 248
Excédent non alloué relatif à l'activité d'assurance	—	—	—	—	—	—	320	320
Garanties financières	—	—	51	—	—	—	—	51
Passif subordonné	—	—	—	—	—	31 973	—	31 973

Total passif financier	3 713	84 938	6 795	–	–	572 995	114 509	782 950
-------------------------------	--------------	---------------	--------------	----------	----------	----------------	----------------	----------------

Banque	Dérivés désignés comme instruments de couverture £m	Comptabilisé à la juste valeur dans le compte de résultat		Cessibles £m	Prêts et créances £m	Détenus au coût amorti £m	Total £m
		Détenus à des fins de transaction £m	Désignés lors de la comp- tabilisation initiale £m				
Au 31 décembre 2015							
Actif financier							
En-caisse et avoirs auprès des banques centrales	–	–	–	–	–	55 919	55 919
Eléments en cours de recouvrement auprès des banques	–	–	–	–	–	518	518
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier	–	47 400	4 664	–	–	–	52 064
Instruments financiers dérivés	806	30 186	–	–	–	–	30 992
Prêts et créances :							
Prêts et avances en faveur des banques	–	–		–	2 625	–	2 625
Prêts et avances consentis aux clients	–	–		–	158 117	–	158 117
Titres obligataires	–	–		–	2 865	–	2 865
Créances vis-à-vis des entités apparentées de Lloyds Banking	–	–		–	132 199	–	132 199
	–	–		–	295 806	–	295 806
Actifs financiers cessibles	–	–		32 476	–	–	32 476
Investissements détenus jusqu'à leur date d'échéance	–	–		–	–	19 808	19 808
Total actif financier	806	77 586	4 664	32 476	295 806	76 245	487 583
Passif financier							
Dépôts de banques	–	–		–	–	13 614	13 614
Dépôts de clients	–	–		–	–	205 717	205 717
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées Lloyds Banking	–	–		–	–	70 656	70 656
Eléments en cours de transmission à des banques	–	–		–	–	326	326
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à la juste valeur dans le compte de résultat	–	48 454	7 878	–	–	–	56 332
Instruments financiers dérivés	2 533	28 507		–	–	–	31 040
Titres obligataires en émission	–	–		–	–	78 430	78 430
Garanties financières	–	–	31	–	–	–	31
Passif subordonné	–	–		–	–	19 124	19 124
Total passif financier	2 533	76 961	7 909	–	–	387 867	475 270

Banque	Dérivés désignés comme instruments de couverture £m	Comptabilisé à la juste valeur dans le compte de résultat		Cessibles £m	Prêts et créances £m	Détenus au coût amorti £m	Total £m
		Détenus à des fins de transaction £m	Désignés lors de la comp- tabilisation initiale £m				
Au 31 décembre 2014 (1)							
Actif financier							
En-caisse et avoirs auprès des banques centrales	–	–	–	–	–	40 965	40 965
Eléments en cours de recouvrement auprès des banques	–	–	–	–	–	802	802
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier	–	59 580	6 741	–	–	–	66 321
Instruments financiers dérivés	1 019	39 131	–	–	–	–	40 150
Prêts et créances :							
Prêts et avances en faveur des banques	–	–	–	–	4 591	–	4 591
Prêts et avances consentis aux clients	–	–	–	–	165 967	–	165 967
Créances vis-à-vis des entités apparentées de Lloyds Banking	–	–	–	–	130 018	–	130 018
	–	–	–	–	300 576	–	300 576
Actifs financiers cessibles	–	–	–	51 412			
Total actif financier	1 019	98 711	6 741	51 412	300 576	41 767	500 226
Passif financier							
Dépôts de banques	–	–	–	–	–	8 206	8 206
Dépôts de clients	–	–	–	–	–	194 699	194 699
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées Lloyds Banking	–	–	–	–	–	91 882	91 882
Eléments en cours de transmission à des banques	–	–	–	–	–	560	560
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à la juste valeur dans le compte de résultat	–	66 488	6 739	–	–	–	73 227
Instruments financiers dérivés	2 826	38 494	–	–	–	–	41 320
Titres obligataires en émission	–	–	–	–	–	66 062	66 062
Garanties financières	–	–	30	–	–	–	30
Passif subordonné	–	–	–	–	–	21 590	21 590
Total passif financier	2 826	104 982	6 769	–	–	382 999	497 576

(1) Mis à jour - cf.note 1.

(2) Mesure de la juste valeur

Chaque fois que possible, les justes valeurs ont été calculées à l'aide des prix de marché cotés non ajustés e vigueur sur les marchés actifs pour des instruments identiques détenus par le Groupe. Lorsque des prix de marché cotés ne sont pas disponibles ou ne sont pas fiables en raison de leur faible liquidité, les justes valeurs ont été

déterminées par des techniques d'évaluation utilisant, autant que possible, des données observables sur le marché, mais, dans certains cas, des données observables provenant d'autres sources que le marché. Les techniques d'évaluation utilisées incluent l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de calcul des prix et, le cas échéant, la comparaison avec des instruments dotés de caractéristiques similaires à celles des instruments détenus par le Groupe.

Le Groupe gère des ajustements de l'évaluation pour ses expositions en instruments dérivés, sur une base nette, et détermine leurs justes valeurs sur la base de leurs expositions nettes. Dans tous les autres cas, les justes valeurs de l'actif et du passif financier mesurées à la juste valeur sont déterminées sur la base de leur exposition brute.

La valeur comptable des instruments financiers suivants constitue une approximation raisonnable de la juste valeur: En-caisse et avoirs auprès des banques centrales, Eléments en cours de recouvrement auprès des banques, éléments en cours de transmission aux banques, effets en circulation et passif résultant de contrats d'investissement sans participation.

Etant donné la diversité des techniques d'évaluation employées et les estimations significatives effectuées, des comparaisons des justes valeurs entre les différents établissements financiers pourraient ne pas se révéler utiles. Nous conseillons, donc, aux lecteurs de ces états financiers de faire preuve de prudence dans l'utilisation de ces données pour l'évaluation de la situation financière du Groupe.

Les informations relatives à la juste valeur ne sont pas fournies pour les éléments autres que les instruments financiers ou pour d'autres éléments d'actif et de passif non inscrits à leur juste valeur au bilan consolidé du Groupe. Ces postes incluent l'actif incorporel, tel que la valeur du réseau de succursales du Groupe, les relations à long terme avec des déposants et les relations avec des titulaires de cartes de crédit; les locaux et les équipements et les fonds propres. Ces éléments étant essentiels, le Groupe estime que les données sur la juste valeur présentées ne reflètent pas la valeur sous-jacente du Groupe.

Cadre de contrôle de l'évaluation

Les principaux éléments du cadre de contrôle pour l'évaluation des instruments financiers incluent la validation du modèle, la vérification de l'utilisation du produit et la vérification indépendante des prix. Ces fonctions sont confiées à des équipes dûment qualifiées en charge des risques et de la finance, qui sont indépendantes du secteur d'activité responsable des produits.

La validation du modèle concerne des aspects à la fois qualitatifs et quantitatifs relatifs aux nouveaux modèles. En ce qui concerne tout nouveau produit, une vérification de l'utilisation du produit est effectuée avant et après sa négociation. Les tests menés avant la négociation sont destinés à assurer que le nouveau modèle est intégré dans les systèmes du Groupe et que le reporting des bénéfices, des pertes et des risques est cohérent tout au long de la durée de vie du produit. Les tests menés après la négociation sont destinés à vérifier la valeur explicative du modèle utilisé, en contrôlant activement les paramètres du modèle et en comparant les structures de prix internes à des sources externes. Des procédures indépendantes de vérification des prix sont appliquées aux instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur. La fréquence de la vérification dépend de la disponibilité de données indépendantes, une fréquence mensuelle étant une condition requise minimum. Les écarts d'évaluation non conformes aux seuils établis sont signalés à la Direction. Les résultats de la vérification des prix par une source indépendante et des réserves d'évaluation sont analysés chaque mois par la Direction.

Des comités composés des principaux responsables des risques et de la direction financière et commerciale se réunissent au moins une fois par trimestre pour analyser et approuver les évaluations effectuées dans des domaines qui requièrent un jugement plus approfondi, notamment ce qui concerne les titres non cotés, le crédit structuré, les options négociables et la réserve d'Ajustement de l'Evaluation du Crédit (CVA).

Evaluation de l'actif et du passif financier

L'actif et le passif financier comptabilisé à la juste valeur ou pour lequel des justes valeurs ont été déclarées a été réparti selon trois différents niveaux, en fonction de la qualité et de la fiabilité des informations utilisées pour la définition de la juste valeur.

Niveau 1

Les mesures de la juste valeur de Niveau 1 sont celles qui résultent des prix cotés ou ajustés sur des marchés actifs pour des postes identiques d'actif et de passif. Les produits classés comme Niveau 1 comprennent principalement des actions, des bons du trésor et d'autres titres d'Etat.

Niveau 2

Les mesures de la juste valeur de Niveau 2 sont celles pour lesquelles les prix cotés sur le marché ne sont pas disponibles, par exemple lorsque l'instrument est coté sur un marché qui n'est pas considéré comme étant actif ou lorsque les techniques d'évaluation utilisées pour la détermination de la juste valeur utilisent des données basées de manière significative sur des données observables sur le marché. Des exemples de ces instruments financiers incluent la plupart des produits dérivés négociables, les titres émis par des institutions financières, les certificats de dépôt et certains titres adossés à des actifs.

Niveau 3

Les portefeuilles de Niveau 3 sont ceux pour lesquels au moins une donnée susceptible d'avoir un effet significatif sur l'évaluation de l'instrument ne se fonde pas sur des données observables sur le marché. Ces instruments peuvent inclure les investissements de capital-risque et de titres non cotés du Groupe qui sont évalués à l'aide de différentes techniques d'évaluation qui requièrent des jugements significatifs de la part de la Direction en vue de la définition d'hypothèses adéquates, y compris les estimations de bénéfices et des futurs flux de trésorerie. Certains Titres adossés à des actifs et instrument dérivés du Groupe sont également classés en Niveau 3, surtout lorsque ces titres ne font l'objet d'aucune activité de négociation.

Les transferts à partir des portefeuilles de Niveau 3 se produisent lorsque des données susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'évaluation de l'instrument deviennent des données observables sur le marché après avoir été considérées comme non-observables. Dans le cas des Titres adossés à des actifs, cela peut se produire si plusieurs sources de données indépendantes et cohérentes deviennent disponibles. A l'inverse, des transferts vers le portefeuille ont lieu lorsque des sources de données cohérentes ne sont plus disponibles.

(3) Actif et passif financier comptabilisé à la juste valeur

(A) Actif financier, sauf instruments dérivés

Hiérarchie d'évaluation

Hiérarchie d'évaluation

Groupe	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2015				
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Prêts et avances consentis aux clients	—	30 109	—	30 109

Prêts et avances consentis aux banques	—	3 065	—	3 065
Titres obligataires:				
Titres d'état	20 881	1 235	1	22 117
Autres titres du secteur public	—	759	1 280	2 039
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	—	135	—	135
Titres adossés à des actifs:				
Titres adossés à des prêts hypothécaires	—	1 295	63	1 358
Autres titres adossés à des actifs	—	839	8	847
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	38	18 250	2 037	20 325
	20 919	22 513	3 389	46 821
Actions	59 061	292	1 727	61 080
Bons du trésor et autres bons	74	—	—	74
Total de l'actif financier détenu à des fins de transaction et autre sur cpte de résultat	80 054	55 979	5 116	141 149
Actif financier cessible				
Titres d'état	25 259	70	—	25 329
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	—	186	—	186
Titres adossés à des actifs:				
Titres adossés à des prêts hypothécaires	—	197	—	197
Autres titres adossés à des actifs	—	264	55	319
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	7	5 801	—	5 808
	25 266	6 518	55	31 839
Actions	43	521	629	1 193
Bons du trésor et autres bons	—	—	—	—
Total actif financier cessible	25 309	7 039	684	33 032
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	105 363	63 018	5 800	174 181

Groupe	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2014				
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Prêts et avances consentis aux clients	—	28 513	—	28 513
Prêts et avances en faveur des banques	—	8 212	—	8 212
Titres obligataires:				
Titres d'Etat	23 950	1 523	—	25 473
Autres titres du secteur public	—	781	1 389	2 170
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	—	554	—	554
Titres adossés à des actifs:				
Titres adossés à des prêts hypothécaires	24	963	47	1 034
Autres titres adossés à des actifs	1	849	—	850
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	255	19 825	2 021	22 101
	24 230	24 495	3 457	52 182
Actions	60 164	343	1 647	62 154
Bons du trésor et autres papiers monétaires	1 459	—	—	1 459
Total de l'actif financier détenu à des fins de transaction et autre sur cpte de résultat	85 853	61 563	5 104	152 520
Actifs financiers cessibles				
Titres obligataires :				
Titres d'Etat	47 402	—	—	47 402
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	—	298	—	298
Titres adossés à des actifs:				
Titres adossés à des prêts hypothécaires	—	674	—	674
Autres titres adossés à des actifs	—	685	—	685
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	35	5 494	—	5 529
	47 437	7 151	—	54 588
Actions	45	727	270	1 042
Bons du trésor et autres papiers monétaires	852	11	—	863
Total actifs financiers cessibles	48 334	7 889	270	56 493
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	134 187	69 452	5 374	209 013

Hiérarchie d'évaluation

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2015				
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				

Prêts et avances consentis aux clients	–	34 830	–	34 830
Prêts et avances en faveur des banques	–	3 065	–	3 065
Titres obligataires :				
Titres d'Etat	12 933	–	–	12 933
Titres adossés à des actifs:				
Titres adossés à des prêts hypothécaires	–	516	–	516
Autres titres adossés à des actifs	–	85	–	85
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	1	545	89	635
	12 934	1 146	89	14 169
Actions	–	–	–	–
Bons du trésor et autres papiers monétaires	–	–	–	–
Total de l'actif financier détenu à des fins de transaction et autre sur cpte de résultat	12 934	39 041	89	52 064
Titres d'Etat	25 143	70	–	25 213
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	–	169	–	169
Titres adossés à des actifs:				
Titres adossés à des prêts hypothécaires	–	88	–	88
Autres titres adossés à des actifs	–	110	–	110
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	4	6 079	–	6 083
	25 147	6 516	–	31 663
Actions	41	482	290	813
Bons du trésor et autres papiers monétaires	–	–	–	–
Total actifs financiers cessibles	25 188	6 998	290	32 476
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	38 122	46 039	379	84 540

Hiérarchie d'évaluation

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2014				
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Prêts et avances consentis aux clients	–	39 802	–	39 802
Prêts et avances en faveur des banques	–	8 011	–	8 011
Titres obligataires :				
Titres d'Etat	14 587	6	–	14 593
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	–	554	–	554
Titres adossés à des actifs:				
Titres adossés à des prêts hypothécaires	–	187	–	187
Autres titres adossés à des actifs	–	129	–	129
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	79	1 428	101	1 608
	14 666	2 304	101	17 071
Actions	–	–	–	–
Bons du Trésor et autres papiers monétaires	1 437	–	–	1 437
Total actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	16 103	50 117	101	66 321
Actifs financiers cessibles				
Titres obligataires :				
Titres d'Etat	46 911	–	–	46 911
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	–	186	–	186
Titres adossés à des actifs:				
Titres adossés à des prêts hypothécaires	–	147	–	147
Autres titres adossés à des actifs	–	120	–	120
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	31	3 280	–	3 311
	46 942	3 733	–	50 675
Actions	39	687	–	726
Bons du Trésor et autres papiers monétaires	–	11	–	11
Total actifs financiers cessibles	46 981	4 431	–	51 412
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	63 084	54 548	101	117 733

Mouvements dans le portefeuille de Niveau 3

Le tableau ci-dessous analyse les mouvements des actifs financiers de Niveau 3, à l'exclusion des instruments dérivés, comptabilisés à leur juste valeur (mesure récurrente):

Groupe	2015			2014		
	Actif financier détenu à des fins de transaction à la juste valeur sur compte de résultat £m	Cessible £m	Total actif financier, sauf dérivés £m	Actif financier détenu à des fins de transaction à la juste valeur sur compte de résultat £m	Cessible £m	Total actif financier, sauf dérivés £m

Au 1er janvier	5 104	270	5 374	4 232	449	4 681
Ajustement des changes et autres ajustements	–	–	–	5	-7	-2
Plus-values comptabilisées au compte de résultat dans "autres recettes"	192	–	192	579	–	579
Plus (moins)-values comptabilisées dans "autres recettes" dans la réserve de réévaluation des Actifs financiers cessibles	–	302	302	–	-61	-61
Achats	965	68	1 033	552	229	781
Ventes	-1 070	-11	-1 081	-587	-266	-853
Transferts au portefeuille de niveau 3	71	55	126	708	–	708
Transferts à partir du portefeuille de niveau 3	-146	–	-146	-385	-74	-459
Au 31 décembre	5 116	684	5 800	5 104	270	5 374
Plus-values comptabilisées au compte de résultat, autres recettes, concernant les variations de juste valeur, valeur de ces actifs détenus au 31 décembre	34	–	34	547	–	547

Banque	2015			2014		
	Actif financier détenu à des fins de transaction à la juste valeur sur compte de résultat £m	Cessible £m	Total actif financier, sauf dérivés £m	Actif financier détenu à des fins de transaction à la juste valeur sur compte de résultat £m	Cessible £m	Total actif financier, sauf dérivés £m
Au 1er janvier	101	–	101	18	8	26
Plus-values comptabilisées au compte de résultat dans "autres recettes"	1	–	1	1	–	1
Plus-values comptabilisées dans autres éléments du résultat global, dans la réserve de réévaluation des Actifs financiers cessibles	–	290	290	–	–	–
Achats	7	–	7	–	–	–
Ventes	-20	–	-20	-3	-8	-11
Transferts au portefeuille de niveau 3	–	–	–	85	–	85
Transferts à partir du portefeuille de niveau 3	–	–	–	–	–	–
Au 31 décembre	89	290	379	101	–	101
Plus-values comptabilisées au compte de résultat, autres recettes, concernant les variations de juste valeur valeur de ces actifs détenus au 31 décembre	1	–	1	1	–	1

Méthode d'évaluation de l'actif financier, sauf instruments dérivés

Prêts et avances consentis aux clients et aux banques

La juste valeur de ces actifs est déterminée à l'aide de techniques d'actualisation des flux de trésorerie. Les taux d'actualisation résultent des courbes repo observables spécifiques au type de titre acheté selon la convention de prise en pension.

Titres obligataires

Les titres obligataires mesurés à leur juste valeur et classés comme des titres de Niveau 2 sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie à l'aide d'un différentiel de crédit applicable à l'instrument concerné.

Lorsque l'activité de négociation des titres obligataires est limitée, le groupe emploie des modèles d'évaluation, des informations largement partagées concernant les prix fournies par des services de fixation des prix externes ainsi que des cotations fournies par des agents de change ou des gestionnaires principaux en vue de la détermination d'une évaluation adéquate. Les titres obligataires sont classés comme Niveau 3 s'il existe des données d'évaluation significatives qui ne peuvent être corroborées par des sources de marché ou si les valeurs existantes présentent de graves incohérences. Les catégories d'actifs classées en Niveau 3 incluent principalement des obligations de prêt garanties et des titres de créance garantis.

Investissements de capitaux

Les investissements de capitaux et de fonds non cotés sont évalués à l'aide de différentes techniques selon la politique d'évaluation du Groupe et les International Privat Enquit and Venture Capital Guidelines.

En fonction des autres secteurs d'activité et des circonstances de l'investissement, les évaluations d'actions non cotées se fondent sur les multiples de bénéfices, la valeur nette de l'actif ou les flux de trésorerie actualisés.

- Un certain nombre de ratios de bénéfices sont utilisés pour l'évaluation du portefeuille et notamment les multiples cours/bénéfice, bénéfice avant intérêts et impôt et bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement. Le multiple spécifiquement choisi est approprié pour le type d'activité faisant l'objet de l'évaluation et résulte, par référence, du multiple basé sur le marché actuel. On prend également en considération, dans la sélection du multiple approprié, les attributs du risque, les perspectives de croissance et l'endettement financier d'activités comparables.

- Les évaluations des flux de trésorerie actualisés se fonde, généralement, sur les prévisions de la Direction, avec l'application de rendements de sortie ou de multiples finaux appropriés ainsi que de taux d'utilisation actualisés adéquats en fonction de l'investissement concerné, du secteur d'activité ou de taux de rendement économique les plus récents. Les récentes transactions impliquant la vente d'activités similaires peuvent être utilisées, parfois, en tant que cadre de référence pour la sélection du multiple adéquat.

- Pour les investissements de capitaux, la valeur la plus récente en compte capital calculée par le gestionnaire du fonds est employée comme base d'évaluation et ajustée, si nécessaire, pour l'alignement des techniques d'évaluation sur la politique d'évaluation du Groupe.

Les investissements en actions non cotées et ceux dans des biens de la société détenus dans le fonds d'assurance-vie sont évalués selon des évaluations effectuées par des entités externes. La Direction prend en compte les informations pertinentes, telles que les transactions récemment réalisées et les informations reçues sur certains investissements, en vue de l'ajustement des informations reçues de la part de l'entité externe, si nécessaire.

(B) Passif financier, sauf instruments dérivés

Hiérarchie d'évaluation

Groupe	Niveau1 £m	Niveau 2 £m	Niveau3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2015				
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif inscrit, à la juste valeur, au compte				

de résultat				
Passif détenu à sa juste valeur sur compte de résultat	–	7 878	1	7 879
Passif détenu à des fins de transaction :				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de conventions de prise en pension	–	38 431	–	38 431
Positions courtes en titres	4 153	287	–	4 440
Autres	–	1 113	–	1 113
	4 153	39 831	–	43 984
Total passif détenu à des fins de transaction et autres passif inscrit au compte de résultat	4 153	47 709	1	51 863
Garanties financières	–	–	48	48
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	4 153	47 709	49	51 911

Groupe	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2014				
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif inscrit, à la juste valeur, sur compte de résultat				
Passif détenu à la juste valeur, sur compte de résultat	–	6 739	5	6 744
Passif détenu à des fins de transaction :				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de conventions de prise en pension	–	50 007	–	50 007
Positions courtes en titres	2 700	519	–	3 219
Autres	–	2 132	–	2 132
	2 700	52 658	–	55 358
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif inscrit, à la juste valeur, au compte de résultat	2 700	59 397	5	62 102
Garanties financières	–	–	51	51
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	2 700	59 397	56	62 153

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2015				
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif inscrit, à la juste valeur, au compte de résultat				
Passif détenu à la juste valeur, sur compte de résultat	–	7 878	–	7 878
Passif détenu à des fins de transaction :				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de conventions de prise en pension	–	42 359	–	42 359
Positions courtes en titres	4 153	287	–	4 440
Autres	–	1 655	–	1 655
	4 153	44 301	–	48 454
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif inscrit, à la juste valeur, au compte de résultat	4 153	52 179	–	56 332
Garanties financières	–	–	31	31
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	4 153	52 179	31	56 363

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2014				
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif inscrit, à la juste valeur, au compte de résultat				
Passif détenu à la juste valeur, sur compte de résultat	–	6 739	–	6 739
Passif détenu à des fins de transaction :				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de conventions de prise en pension	–	60 424	–	60 424
Positions courtes en titres	2 654	518	–	3 172
Autres	–	2 892	–	2 892
	2 654	63 834	–	66 488
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif inscrit, à la juste valeur, au compte de résultat	2 654	70 573	–	73 227
Garanties financières	–	–	30	30
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	2 654	70 573	30	73 257

Le tableau ci-dessous analyse les mouvements du Passif financier de Niveau 3 à l'exclusion des instruments financiers. Aucun transfert n'a été enregistré vers/à partir du Niveau 3 en 2014 et 2015

Groupe	2015			2014		
	Actif financier détenu à des fins de transaction à la juste valeur sur compte de résultat £m	Garanties financières £m	Total passif Financier de Niveau 3 inscrit à sa juste valeur, sauf dérivés £m	Actif financier détenu à des fins de transaction à la juste valeur sur compte de résultat £m	Garanties financières £m	Total passif Financier de Niveau 3 inscrit à sa juste valeur, sauf dérivés £m
Au 1er janvier	5	51	56	39	50	89

(Plus-values) pertes comptabilisées sur compte de résultat						
Résultat dans "autres recettes"	–	-3	-3	-5	1	-4
Rachats	-4	–	-4	-29	–	-29
Au 31 décembre	1	48	49	5	51	56
(Plus-values) pertes comptabilisées sur compte de résultat						
Résultat dans "autres recettes" concernant les						
Variations de juste valeur de ce passif détenu au						
31 décembre	–	-3	-3	–	1	1

Banque	Garanties Financières £m	Total Passif financier de Niveau 3 inscrit à la juste valeur, sauf instruments dérivés £m	Garanties Financières £m	Total Passif financier de Niveau 3 inscrit à la juste valeur, sauf instruments dérivés £m
Au 1er janvier	30	30	33	33
Moins (plus-values) inscrites au Compte de résultat dans "autres recettes"	1	1	-3	-3
Au 31 décembre	31	31	30	30
Moins (plus-value) inscrites au Compte de résultat dans "autres recettes", concernant la variation de la juste valeur de ce passif détenu au 31 décembre	1	1	-3	-3

Méthode d'évaluation du Passif financier, sauf instruments dérivés

Passif détenu à la juste valeur sur compte de résultat

Ceci comprend principalement les Titres obligataires en émission classés comme Niveau 2 et la juste valeur calculée à l'aide de techniques d'évaluation basées sur les données observables sur le marché. La valeur comptable des titres est ajustée pour prendre en compte l'effet des variations du différentiel de crédit [spreads] propre. Les plus/moins-values qui en résultent sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Passif détenu à des fins de transaction pour les titres vendus dans le cadre de contrats de rachat

La juste valeur de ces éléments de passif est calculée à l'aide de techniques basées sur l'actualisation de flux de trésorerie. Les taux d'actualisation résultent des courbes repo observables pour chaque type de titre vendu dans le cadre du contrat de rachat.

(C) Instruments dérivés

Groupe	2015				2014			
	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Actif dérivé	43	27 955	924	28 922	94	33 263	2 126	35 483
Passif dérivé	-41	-25 583	-723	-26 347	-68	-31 769	-1 456	-33 293

Banque	2015				2014			
	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Actif dérivé	–	30 413	579	30 992	–	38 546	1 604	40 150
Passif dérivé	–	-30 355	-685	-31 040	–	-39 964	-1 356	-41 320

Lorsque les éléments d'actif et de passif dérivé du Groupe ne sont pas négociés par un établissement boursier, ils sont évalués à l'aide de techniques d'évaluation, dont la méthode des flux de trésorerie actualisée et les modèles de simulation des prix des options, selon les cas. Les types d'instruments dérivés classés comme niveau 2 et les techniques d'évaluation incluent:

- Les swaps de taux d'intérêt évalués selon le modèle des flux de trésorerie actualisée; les données les plus significatives de ces modèles sont les courbes de rendement des taux d'intérêt développées à partir des taux faisant l'objet d'une cotation publique.
 - Les instruments dérivés en devises étrangères ne contenant pas d'options dont le prix est établi sur la base des taux fournis par des sources publiques
 - Les instruments dérivés de crédit évalués à l'aide de modèles classiques basés sur des données observables, sauf en ce qui concerne les éléments classés comme niveau 3, qui sont évalués selon les taux officiellement publiés et les courbes de swaps de défaut de remboursements des crédits (CDS).
 - Des produits moins complexes d'options sur taux d'intérêt et change de devises, qui sont évalués à l'aide de surfaces de volatilité y développées sur la base de plafonds de taux d'intérêt publiés, de swaptions et d'autres volatilités d'options; les informations relatives au biais de volatilité des options fournies par un service de fixation des prix de marché par consensus. Pour des options plus complexes, le Groupe calibre ses modèles à l'aide de données observables at-the-money; si nécessaire, le Groupe procède à un ajustement pour des positions out-of-the-money positions en recourant à un service de fixation des prix de marché par consensus.
- Des produits complexes de taux d'intérêt et de change de devises comportant une dispersion significative des prix fixés par consensus ou impliquant des coûts de financement implicites importants et non observables sont classés comme produits de niveau 3.

Si un dispositif de protection du crédit, généralement sous la forme d'un swap de défaut de remboursement du crédit, a été acheté ou souscrit sur des Titres adossés à des actifs, le titre est désigné comme titre adossé à des actifs sur une base négative et l'Actif ou le Passif dérivé qui en résulte est classé comme instrument de niveau 2 ou de niveau 3 selon la classification du titre adossé à des actifs sous-jacent.

Le tableau ci-dessous analyse les mouvements des Actifs et Passifs dérivés de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur. Suite aux modifications apportées à la méthode d'évaluation en 2015, les swaps d'inflation non garantis ne sont pas censés comporter des données non observables significatives et ont été transférés du niveau 3 au niveau 2.

Groupe	2015		2014	
	Actifs dérivés £m	Passif dérivé £m	Actifs dérivés £m	Passif dérivé £m

Au 1er janvier	2 126	-1 456	1 807	-986
Ajustements de change et autres ajustements	-25	18	-11	4
Plus (moins)-valeurs inscrites au compte de résultat dans "autres recettes"	13	-36	354	-375
Achats (acquisitions)	72	-74	68	-59
(Ventes) rachats	-125	120	-153	66
Transferts au portefeuille de niveau 3	126	-114	114	-110
Transferts au portefeuille de niveau 3	-1 263	819	-53	4
Au 31 décembre	924	-723	2 126	-1 456
Plus (moins)-valeurs inscrites au compte de résultat, dans "autres recettes", concernant la variation de la juste valeur de cet actif/ passif détenu au 31 décembre	6	-12	354	-376

Banque	2015		2014	
	Actifs dérivés £m	Passif dérivé £m	Actifs dérivés £m	Passif dérivé £m
Au 1er janvier	1 604	-1 356	1 367	-940
Ajustements de change et autres ajustements	-6	18	-2	3
(Plus (moins)-valeurs inscrites au compte de résultat dans "autres recettes"	-11	-30	196	-317
Achats (acquisitions)	72	-74	68	-59
(Ventes) rachats	-74	92	-139	63
Transferts au portefeuille de niveau 3	126	-114	114	-110
Transferts au portefeuille de niveau 3	-1 132	779	-	4
Au 31 décembre	579	-685	1 604	-1 356
Plus (moins)-valeurs inscrites au compte de résultat, dans "autres recettes", concernant la variation de la juste valeur de cet actif/ passif détenu au 31 décembre	-2	-11	196	-317

Ajustements des évaluations des instruments dérivés

Les instruments financiers dérivés inscrits au bilan pour leur juste valeur sont ajustés, si nécessaire, pour prendre en compte le risque de crédit, de liquidité du marché et d'autres risques.

(i) Ajustements de l'évaluation des instruments dérivés non garantis, sauf contrepartie "assureurs monoline"

Le tableau ci-dessous synthétise les variations de ce compte d'ajustement de l'évaluation du groupe pour l'exercice 2014 et 2015

	2015 £m	2014 £m
Au 1er janvier	608	498
Charge (crédit) inscrit(e) au compte de résultat	-38	95
Transferts	28	15
Au 31 décembre	598	608

Représentés par:

	2015 £m	2014 £m
Ajustement de l'évaluation du crédit	511	568
Ajustement de l'évaluation du débit	-78	-85
Ajustement de l'évaluation du financement	165	125
	598	608

Les Ajustements de l'Évaluation du Débit et du Crédit (CVA et DVA) s'appliquent aux expositions en produits dérivés négociables de gré à gré du Groupe avec des contreparties non soumises à des accords de garantie interbancaire standards. Ces expositions concernent en grande partie la fourniture de solutions de gestion du risque pour les entreprises clientes de la Division Banque Commerciale.

Le CVA est adopté lorsque le Groupe a une future exposition positive non garantie (actif), tandis que le DVA est adopté lorsque le Groupe a une future exposition négative non garantie (passif). Ces ajustements reflètent les taux d'intérêt et les prévisions relatives à la solvabilité de la contrepartie ainsi que le différentiel de crédit propre du Groupe.

Dans les cas dans lesquels l'exposition vis-à-vis d'une contrepartie devient douteuse, l'ajustement de l'évaluation de tout instrument dérivé associé est transféré et soumis à une évaluation de la perte spécifique avec les autres éléments d'actifs et de passif non dérivé que la contrepartie pourrait détenir avec le Groupe.

Les spreads du marché sur Swaps sur Défaut de Crédit (CDS) sont utilisés pour développer la probabilité de défaut de la contrepartie concernée. Pour les contreparties non cotées, les cotes de crédit internes et les courbes de marché du secteur des CDS ainsi que les taux de recouvrement sont utilisés. The La Perte en cas de défaillance (PCD) se fonde sur les taux de recouvrement du marché et les évaluations internes du crédit.

L'association de la détérioration d'un cran de la cote de crédit des contreparties en instruments dérivés et d'une augmentation de 10% de la PCD entraîne une augmentation du CVA de £99 millions de livres sterling. La valeur actuelle de marché est employée pour estimer l'exposition prévisionnelle pour les produits non gérés par le modèle, à savoir, principalement, des options de taux d'intérêt complexes négociées en très faibles volumes. Pour celles-ci, le CVA est calculé sur une base complémentaire (représentant, au total, £2 millions du solde de CVA au 31 décembre 2015).

Le DVA est sensible à:

- La taille actuelle de la position mark-to-market sur le passif non garanti;
- Les prévisions relatives à la future volatilité du marché du passif sous-jacent; et

- Le différentiel de crédit (spread) propre du Groupe.

Une augmentation de 1% du spread du CDS ferait passer le DVA de £122 millions à £200 millions.

Les expositions au risque utilisées pour le calcul du CVA et du DVA sont fortement influencées par le taux d'intérêt. Etant donné la nature de l'activité du Groupe, les expositions CVA/DVA sont, généralement, en moyenne identiques, si bien que les ajustements de l'évaluation baissent lorsque les taux d'intérêt augmentent. Une augmentation de 1% des taux d'intérêt entraînerait une baisse de £200 millions de l'ajustement global de l'évaluation, à £233 millions. Le modèle de CVA utilisé par le Groupe ne prend en compte aucune corrélation entre le niveau des taux d'intérêt et celui des taux de défaut.

Le Groupe a également comptabilisé un Ajustement de l'Evaluation du Financement en vue de l'ajustement du coût net du financement des positions en instruments dérivés non garantis. Cet ajustement est calculé sur la future exposition prévue actualisée selon un coût de financement adéquat. A Une augmentation de 10 points de base du coût de financement entraînerait une augmentation de l'ajustement de l'évaluation du financement d'environ £30 millions de livres sterling.

(ii) Liquidité du marché

Le Groupe inclut des ajustements de l'évaluation mid to bid-offer par rapport au coût prévisionnel de clôture des positions de risque de marché du Groupe dans un délai compatible avec l'activité de négociation historique et à la tendance historique des spreads enregistrés par les salles de marché dans le cadre de l'activité, dans des conditions de marché normales.

Au 31 décembre 2015, l'activité de négociation d'instruments dérivés du Groupe détenait des ajustements d'évaluations mid to bid-offer d'un montant de £76 millions (2014: £74 millions)

(D) Sensibilité des évaluations de niveau 3

	Base/technique d'évaluation	Données significatives non observables (1)	Au 31 décembre 2015			Au 31 décembre 2015		
			Valeur comptable £m	Effet des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables		Valeur comptable £m	Effet des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables	
				Variations favorables £m	Variations défavorables £m		Variations favorables £m	Variations défavorables £m
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat:								
Titres obligataires	Flux de trésorerie actualisés	Différentiels de crédit(bps)(168bps/211bps)	92	7	-7	35	5	-5
Titres adossés à des actifs	Cotation du gestionnaire principal ou de l'agent de change	n/a	62	-	-	65	-	-2
Actions et investissements de capital-risque	Approche de marché	Multiple de bénéfice (1.0/17.5)	2 279	72	-72	2 214	75	-75
	Actif sous-jacent / Valeur nette de l'actif(y compris les prix du bien) (3)	n/a	145	8	-14	173	26	-23
Actions non cotées et titres obligataires, sociétés immobilières dans l'assurance-vie	Actif sous-jacent / Valeur nette de l'actif(y compris les prix du bien) (3)	n/a	2 538	-	-48	2 617	4	-2
			5 116			5 104		
Actifs financiers cessibles								
Titres adossés à des actifs	Cotation du gestionnaire principal ou de l'agent de change/prix fixé par consensus	n/a	55	-	-	-	-	-
Actions et investissements de capital-risque	Actif sous-jacent / Valeur nette de l'actif(y compris les prix du bien) (3)	n/a	339	25	-27	270	10	-18
Autres	Divers	n/a	290	-	-	-	-	-
			684			270		
Actifs financiers dérivés								
Dérivés de taux d'intérêt	Flux de trésorerie actualisés	Taux d'inflation swap – composante de financement (55 bps/107 bps)	-	-	-	1 383	17	-16
	Modèle de fixation du prix de l'option	Volatilité des taux d'intérêt (1%/63%)	924	20	-19	743	6	-6
			924			2 126		
Actif financier de Niveau 3 comptabilisé à sa juste valeur			6 724			7 500		
Passif détenu à des fins de transaction et autre Passif financier inscrits à sa juste valeur au compte de résultat			1			5	-	-
Passif financier dérivé								
Dérivés de taux d'intérêt	Flux de trésorerie actualisés	Taux d'inflation swap – composante de financement (55bps/107bps)	-	-	-	807	-	-
	Modèle de fixation du prix de l'option	Volatilité du taux d'intérêt(1%/63%)	723	-	-	649	-	-
			723			1 456		
Garanties financières			48			51		
Passif financier de Niveau 3 comptabilisé à sa juste valeur			772			1 512		

(1) Les "fourchettes" des valeurs les plus faibles et les plus élevées utilisées pour les évaluations de niveau 3 sont mentionnées, si nécessaire.

(2) Lorsque l'exposition à une valeur observable est gérée sur une base nette, seul l'impact net figure au tableau.

(3) Les valeurs de l'actif sous-jacent /actif net représentent la juste valeur.

Données non observables

Les données non observables significatives affectant l'évaluation des titres obligataires, les investissements dans des actions non cotées et des produits dérivés sont les suivants:

- Les taux d'intérêt et les taux d'inflation sont référencés dans certains produits dérivés pour lesquels le paiement reçu par le détenteur dépend de l'évolution des références sous-jacentes dans le temps.
- Le différentiels de crédit représentent la prime premium au-dessus de l'instrument de référence requise pour compenser une moindre qualité du crédit; des spreads

plus élevés entraînent une juste valeur plus faible.

- Les paramètres de volatilité représentent les attributs essentiels de l'évolution de l'option; des volatilités plus élevées indiquent, en règle générale, une plus vaste gamme de résultats possibles.
- Les multiples de bénéfices sont utilisés pour l'évaluation de certains investissements d'actions non cotées; un multiple plus élevé donnera lieu à une juste valeur plus élevée.

Hypothèses alternatives raisonnablement envisageables

Les techniques d'évaluation appliquées à de nombreux instruments du Groupe de niveau 3 impliquent souvent l'utilisation de deux ou plusieurs données interdépendantes. Le calcul de l'effet d'hypothèses alternatives raisonnablement envisageables inclus dans le tableau ci-dessus reflète cette interdépendance.

Titres obligataires

Les d'hypothèses alternatives raisonnablement envisageables ont été déterminées pour les investissements en crédit structuré du Groupe par un assouplissement du différentiel de crédit.

Instruments dérivés

Les hypothèses alternatives raisonnablement envisageables ont été déterminées pour les portefeuilles de produits dérivés du Groupe, comme suit:

- Les swap de taux d'inflation non garanti sont évalués par le biais des discount spreads applicables auxdites transactions. Ces spreads ne sont généralement pas observables pur des échéances plus longues. Les évaluations des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables reflètent l'assouplissement du spread pour les différentes dates d'échéance à des valeurs alternatives comprises entre 55 bps et 107 bps (2014: 3 bps and 167 bps).
- Les s prix des swaptions sont calculés à l'aide des modèles de fixation des prix des options standards utilisés dans le secteur. Ces modèles requièrent des volatilités des taux d'intérêt qui peuvent ne pas être observables pour de plus longues échéances. Afin d'obtenir des évaluations alternatives raisonnablement envisageables ces volatilités ont été assouplies dans une fourchette de 1% à 63% (2014: 4% et 120%).

Investissements dans des actions non cotées, en capital-risque et dans des sociétés immobilières

Les techniques d'évaluation utilisées pour les investissements en actions non cotées et capital-risque varient en fonction de la nature de l'investissement. Les évaluations alternatives raisonnablement envisageables pour ces investissements ont été calculées en faisant référence à l'approche adoptée en tenant compte du secteur d'activité et de la conjoncture: dans cette optique, les données suivantes ont été prises en considération:

- Pour les évaluations fondées sur des multiples de bénéfices, les attributs de risque, les perspectives de croissance et l'endettement financier d'entreprises similaires sont pris en compte dans la sélection du multiple adéquat;
- Les taux d'actualisation utilisés dans l'évaluation des flux de trésorerie; et

Conformément aux International Private Equity and Venture Capital Guidelines, les valeurs des investissements sous-jacents dans des portefeuilles d'investissements de capitaux.

(4) Actif et passif financier comptabilisé au coût amorti

(A) Actif financier

Hierarchie d'évaluation

Groupe	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Hiérarchie d'évaluation		
			Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2015					
Prêts et avances consentis aux clients	455 175	454 797	—	—	454 797
Prêts et avances en faveur des banques	25 117	25 130	—	—	25 130
Titres obligataires	4 191	4 107	7	4 090	10
Créances vis-à-vis d'entités apparentées de Lloyds Banking Group	11 045	11 045	—	—	11 045
Investissements détenus jusqu'à leur date d'échéance	19 808	19 851	19 851	—	—
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus:					
Prêts et avances consentis aux clients	—	—	—	—	—
Prêts et avances en faveur des banques	963	963	—	—	963
Au 31 décembre 2014					
Prêts et avances consentis aux clients	482 704	480 631	—	—	480 631
Prêts et avances en faveur des banques	26 155	26 031	—	—	26 031
Titres obligataires	1 213	1 100	7	1 050	43
Créances vis-à-vis d'entités apparentées de Lloyds Banking Group	11 482	11 482	—	—	11 482
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus:					
Prêts et avances consentis aux clients	5 148	5 148	—	—	5 148
Prêts et avances en faveur des banques	1 899	1 899	—	—	1 899

Banque	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Hiérarchie d'évaluation		
			Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2015					
Prêts et avances consentis aux clients	158 117	156 133	—	—	156 133
Prêts et avances en faveur des banques	2 625	2 621	—	—	2 621
Titres obligataires	2 865	2 884	—	2 884	—
Créances vis-à-vis d'entités apparentées de Lloyds Banking Group	132 199	132 199	—	—	132 199
Investissements détenus jusqu'à leur date d'échéance	19 808	19 851	19 851	—	—
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus:					
Prêts et avances consentis aux clients	—	—	—	—	—
Prêts et avances en faveur des banques	—	—	—	—	—

Au 31 décembre 2014					
Prêts et avances consentis aux clients	165 967	163 950	–	–	163 950
Prêts et avances en faveur des banques	4 591	4 533	–	–	4 533
Titres obligataires	–	–	–	–	–
Créances vis-à-vis d'entités apparentées de Lloyds Banking Group	130 018	130 018	–	–	130 018
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus:					
Prêts et avances consentis aux clients	5 148	5 148	–	–	5 148
Prêts et avances en faveur des banques	1 899	1 899	–	–	1 899

Méthode d'évaluation

Prêts et avances consentis aux clients

Le Groupe accorde des prêts et des avances à des entreprises, des commerces et des particuliers, à taux fixe et variable, en raison de leur nature à court terme. La Valeur comptable des prêts à taux variable et des financements par crédit-bail est réputée être la juste valeur.

Afin de déterminer la juste valeur des Prêts et avances consentis aux clients, les prêts sont séparés dans des portefeuilles dotés de caractéristiques similaires. Un certain nombre de techniques sont employées pour l'estimation de la juste valeur des prêts à taux fixe; elles tiennent compte des pertes de crédit escomptées sur la base des tendances historiques, des taux d'intérêts e, vigueur sur le marché et des futurs flux de trésorerie escomptés. Pour les expositions des clients de détail, la juste valeur est généralement estimée par l'actualisation des flux de trésorerie escomptés (y compris les intérêts aux taux contractuels) aux taux de marché pour des prêts similaires offerts par le Groupe et d'autres établissements financiers. Certains prêts relatifs à des biens immobiliers résidentiels sont accordés à taux fixe, pour des périodes limitées, généralement de deux à cinq ans, au terme desquelles les prêts reviennent à taux variable. La juste valeur de ces prêts est estimée aux taux de marché appliqués pour des prêts similaires, d'une durée égale à la période à taux fixe restant à courir. La juste valeur des prêts commerciaux est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie prévus. Aucun ajustement n'est effectué pour la gestion de l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt.

Prêts et avances en faveur des banques

La Valeur comptable des Prêts et avances en faveur des banques à court terme est réputée être leur juste valeur. La juste valeur de Prêts et avances en faveur des banques est estimée par l'actualisation des futurs flux de trésorerie au taux d'actualisation du marché ajusté pour prendre en compte le différentiel de crédit du débiteur ou, s'il n'est pas observable, le différentiel de crédit d'emprunteurs dotés d'une qualité de crédit similaire.

Titres obligataires

La juste valeur des titres obligataires, qui avaient été précédemment comptabilisés dans les actifs détenus à des fins de transaction et qui ont été reclassés ensuite dans les Prêts et créances, est principalement déterminée sur la base des cotations fournies par les gestionnaire principal et, lorsque celles-ci ne sont pas disponibles, par d'autres techniques, y compris par la référence au spread applicable sur des actifs similaires contractés avec le même débiteur, ou aux prix indiqués par des services de fixation des prix par consensus, aux cotations communiquées par les agents de change et à d'autres données de recherche.

Conventions de prise en pension

La valeur comptable est considérée comme une approximation de la juste valeur, compte tenu de la nature à court terme de ces instruments.

(B) Passif financier

Hiérarchie de l'évaluation

Groupe	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Hiérarchie d'évaluation		
			Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2015					
Dépôts de banques	16 925	16 934	–	16 934	–
Dépôts de clients	418 326	418 512	–	407 417	11 095
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées de Lloyds Banking Group	5 926	5 926	–	5 926	–
Titres obligataires en émission	82 056	85 093	–	81 132	3 961
Passif subordonné	27 605	29 996	–	29 996	–
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus:					
Dépôts de banques	7 061	7 061	–	7 061	–
Dépôts de clients	–	–	–	–	–
Au 31 décembre 2014					
Dépôts de banques	10 887	10 902	–	10 902	–
Dépôts de clients	447 067	450 038	–	435 073	14 965
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées de Lloyds Banking Group	5 288	5 288	–	5 288	–
Titres obligataires en émission	75 672	79 664	–	79 664	–
Passif subordonné	31 973	34 780	–	34 780	–
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus:					
Dépôts de banques	1 075	1 075	–	1 075	–
Dépôts de clients	–	–	–	–	–

Banque	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Hiérarchie d'évaluation		
			Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2015					
Dépôts de banques	13 614	13 622	–	13 622	–
Dépôts de clients	205 717	205 744	–	205 744	–
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées de Lloyds Banking Group	70 656	70 656	–	70 656	–
Titres obligataires en émission	78 430	82 552	–	82 552	–

Passif subordonné	19 124	20 518	—	20 518	—
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus:					
Dépôts de banques	7 044	7 044	—	7 044	—
Dépôts de clients	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2015					
Dépôts de banques	8 206	8 213	—	8 213	—
Dépôts de clients	194 699	196 958	—	196 958	—
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées de Lloyds Banking Group	91 882	91 882	—	91 882	—
Titres obligataires en émission	66 062	71 617	—	71 617	—
Passif subordonné	21 590	23 314	—	23 314	—
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus:					
Dépôts de banques	480	480	—	480	—
Dépôts de clients	—	—	—	—	—

Méthode d'évaluation

Dépôts de banques et dépôts de clients

La juste valeur des dépôts des banques et des clients remboursables à la demande est censée être égale à leur Valeur comptable.

La juste valeur de tous les autres dépôts est estimée à l'aide des flux de trésorerie actualisée, par l'application des taux de marché, s'il y a lieu, ou des taux actuels applicables aux dépôts d'une durée similaire restant à courir.

Titres obligataires en émission

La juste valeur des Titres obligataires en émission à court terme est approximativement égale à la Valeur comptable. La juste valeur des autres titres obligataires est calculée sur la base des prix de marché cotés, si disponibles. Lorsque ceux-ci ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée à l'aide des techniques basées sur l'actualisation des flux de trésorerie, à un taux qui reflète le taux d'intérêt de marché et le spread propre du Groupe.

Passif subordonné

La juste valeur du Passif subordonné est déterminée par rapport aux prix de marché cotés, si disponibles, ou par rapport aux prix de marché cotés pour des instruments similaires. Le passif subordonné est classé comme niveau 2, puisque les données utilisées pour en déterminer la juste valeur sont largement observables.

Contrats de rachat

La valeur comptable est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur compte tenu de la nature à court terme de ces instruments.

(5) Reclassification de l'actif financier

En 2015, le Groupe a revu son approche de gestion du portefeuille de Titres d'état détenus en tant que composante séparément identifiable du portefeuille de liquidités du groupe. Puisqu'il s'agit d'un portefeuille à long terme, le Groupe a décidé que certains de ces titres pourront être détenus jusqu'à leur échéance. Par conséquent, le 1^{er} mai 2015, des Titres d'état dotés d'une juste valeur de £19,938 millions précédemment comptabilisés comme Actifs financiers cessibles en Investissements à détenir jusqu'à leur date d'échéance, ce qui reflète l'intention et la capacité du Groupe de les conserver jusqu'à leur date d'échéance.

Aucun actif financier n'a été reclassé en 2014.

50 Transferts d'actifs financiers**(1) Actif financier transféré encore comptabilisé en totalité**

Le Groupe et la Banque concluent des transactions de rachat et de prêt de titres dans le cadre normal de l'activité, qui ne donnent pas lieu à la décomptabilisation de l'actif financier couvert puisque la quasi-totalité des risques et des avantages, y compris le risque de crédit, de taux d'intérêt, de paiement d'acompte et les autres risques de paiement sont conservés par le Groupe. Dans tous les cas, le cessionnaire aura le droit de vendre ou de re-nantir les actifs concernés.

Comme indiqué à la note 18, le poste Prêts et créances comprend les prêts transférés dans le cadre des plans de titrisation et de sécurisation d'obligations du Groupe. Le Groupe conservant une très grande partie des risques et des avantages associés à ces prêts, compris le risque de crédit, de taux d'intérêt, de paiement d'acompte et de liquidité, ils continuent à figurer au bilan du Groupe. Les actifs transférés aux programmes de titrisation et sécurisation d'obligations ne peuvent pas être employés pendant qu'ils font partie des programmes. Cependant, le Groupe a le droit de sortir les prêts des programmes d'obligations sécurisées lorsqu'ils dépassent les conditions requises par les programmes. De plus, lorsque le Groupe a conservé certains titres émis dans le cadre des programmes de titrisation et de sécurisation d'obligations, il peut vendre ou nanter les titres conservés.

Le tableau ci-dessous montre les valeurs comptables des actifs transférés et des éléments de passif correspondants. Pour les transactions de rachat et de prêt de titres, le passif associé représente l'obligation du Groupe de racheter les actifs transférés. Pour les programmes de sécurisation, le passif associé correspond aux titres en émission. Sauf mention contraire ci-dessous, les postes de passif figurant dans le tableau suivant n'ont pas uniquement recours aux actifs transférés.

	Groupe		Banque	
	Valeur comptable de l'actif transféré £m	Valeur comptable du passif associé £m	Valeur comptable de l'actif transféré £m	Valeur comptable du passif associé £m
Au 31 décembre 2015				
Transactions de rachat et prêt de titres				
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	13 711	7 460	10 563	9 065
Actifs financiers cessibles	18 141	14 295	18 919	14 977
Prêts et créances :				
Prêts et avances consentis aux clients	1 491	—	—	—
Titres obligataires classés comme Prêts et créances	—	—	69	—

Programmes de titrisation				
Prêts et créances :				
Prêts et avances consentis aux clients (1)	58 090	7 763 (1)	9 004	8 379

	Groupe		Banque	
	Valeur comptable de l'actif transféré £m	Valeur comptable du passif associé £m	Valeur comptable de l'actif transféré £m	Valeur comptable du passif associé £m
Au 31 décembre 2014				
Transactions de rachat et prêt de titres				
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	16 803	6 673	9 076	6 625
Actifs financiers cessibles	18 835	10 301	17 916	10 287
Prêts et créances :				
Prêts et avances consentis aux clients	2 353	908	1 683	324
Titres obligataires classés comme Prêts et créances	88	—	88	—
Programmes de titrisation				
Prêts et créances :				
Prêts et avances consentis aux clients (1)	75 970	11 908	13 048	12 209

(1) La Valeur comptable du passif associé pour le Groupe exclut les titres de titrisation détenus par le Groupe, d'un montant de £29,303 millions (31 décembre 2014: £38,149 million).

(2) Actif financier transféré, entièrement décomptabilisé, avec exposition encore en cours

L'actif financier transféré, qui a été entièrement décomptabilisé, mais dont l'exposition est encore en cours, comprenait £9 millions de titres obligataires (2014: £33 millions) avec une juste valeur de £9 millions (2014: £33 millions) et une exposition maximale à la perte de £9 millions (2014: £33 millions).

51 Compensation d'actif et passif actif financier

Les données suivantes concernent l'actif et le passif financier compensés dans le bilan et ceux qui n'ont pas été compensés, mais pour lesquels le Groupe a en place des contrats-cadres de compensation avec des contreparties .

Au 31 décembre 2015	Montants bruts de l'actif et du passif (1) £m	Montants compensés dans le bilan (2) £m	Montants nets présentés dans le bilan £m	Montants associés pour lesquels la compensation dans le bilan n'est pas autorisée (3)		Montants nets potentiels si la compensation est autorisée £m
				Garantie au comptant reçue/nantie £m	Garantie reçue/nantie £m	
Actif financier						
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier comptabilisé à sa juste valeur sur compte de résultat:						
Sauf mises en pension	107 975	—	107 975	—	-7 175	100 800
Prise en pension	39 083	-5 909	33 174	—	-33 174	—
	147 058	-5 909	141 149	—	-40 349	100 800
Instruments financiers dérivés	62 392	-33 470	28 922	-3 228	-20 091	5 603
Prêts et avances en faveur des banques:						
Sauf mise en pension	24 154	—	24 154	-1 810	—	22 344
Prises en pension	963	—	963	—	-963	—
	25 117	—	25 117	-1 810	-963	22 344
Prêts et avances consentis aux clients :						
Sauf mise en pension	457 546	-2 371	455 175	-1 001	-7 250	446 924
Mise en pension	—	—	—	—	—	—
	457 546	-2 371	455 175	-1 001	-7 250	446 924
Titres obligataires	4 191	—	4 191	—	—	4 191
Actifs financiers cessibles	33 032	—	33 032	—	-13 895	19 137
Investissements détenus jusqu'à leur date d'échéance	19 808	—	19 808	—	—	19 808
Passif financier						
Dépôts de banques :						
Sauf prise en pension	9 864	—	9 864	-2 770	-1 387	5 707
Repos	7 061	—	7 061	—	-7 061	—
	16 925	—	16 925	-2 770	-8 448	5 707
Dépôts de clients :						
Sauf mise en pension	420 330	-2 004	418 326	-458	-7 250	410 618
Mises en pension	—	—	—	—	—	—
	420 330	-2 004	418 326	-458	-7 250	410 618
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur:						
Sauf mise en pension	13 432	—	13 432	—	—	13 432
Mise en pension	44 340	-5 909	38 431	—	-38 431	—
	57 772	-5 909	51 863	—	-38 431	13 432

Instruments financiers dérivés	60 184	-33 837	26 347	-2 811	-22 586	950
--------------------------------	--------	---------	--------	--------	---------	-----

Au 31 décembre 2014	Montant Brut de L'actif et du Passif (1) £m	Montants compensés Dans le Bilan (2) £m	Montants nets Présentés au bilan £m	Montants associés lorsque la compensation n'est pas autorisée dans le bilan (3)		Montants nets potentiels si compensation autorisée £m
				Garantie Au comptant reçue/nantie £m	Autre garantie reçue/nantie £m	
Actif financier						
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur comptabilisé à sa juste valeur dans le compte de résultat: Sauf mise en pension	115 795	–	115 795	–	-6 670	109 125
Mise en pension	42 640	-5 915	36 725	–	-36 725	–
	158 435	-5 915	152 520	–	-43 395	109 125
Instruments financiers dérivés	71 733	-36 250	35 483	-3 651	-22 336	9 496
Prêts et avances en faveur des banques: Sauf mise en pension	24 256	–	24 256	-2 133	–	22 123
Mise en pension	1 899	–	1 899	–	-1 899	–
	26 155	–	26 155	-2 133	-1 899	22 123
Prêts et avances consentis aux clients : Sauf mise en pension	480 376	-2 820	477 556	-1 254	-4 967	471 335
Mise en pension	5 148	–	5 148	–	-5 148	–
	485 524	-2 820	482 704	-1 254	-10 115	471 335
Titres obligataires	1 213	–	1 213	–	–	1 213
Actifs financiers cessibles	56 493	–	56 493	–	-10 299	46 194
Passif financier						
Dépôts de banques : Sauf mise en pension	9 812	–	9 812	-3 119	–	6 693
Mise en pension	1 075	–	1 075	–	-1 075	–
	10 887	–	10 887	-3 119	-1 075	6 693
Dépôts de clients : Sauf mise en pension	449 361	-2 294	447 067	-532	-4 094	442 441
Mise en pension	–	–	–	–	–	–
	449 361	-2 294	447 067	-532	-4 094	442 441
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif comptabilisé à sa juste valeur dans le compte de résultat: Sauf mise en pension	12 095	–	12 095	–	–	12 095
Mise en pension	55 922	-5 915	50 007	–	-50 007	–
	68 017	-5 915	62 102	–	-50 007	12 095
Instruments financiers dérivés	70 069	-36 776	33 293	-3 387	-25 559	4 347

(1) après provision pour dépréciation.

(2) Les montants compensés au bilan, comme indiqué ci-dessus, représentent des produits dérivés et des contrats de rachat avec les centres de compensation conformes aux critères de compensation prévus par l'IAS 32.

(3) Le Groupe conclut des contrats d'instruments dérivés, de rachat et de mise en pension avec différentes contreparties, qui sont régis par des contrats-cadres de compensation de type standard pour le secteur. Le Groupe détient et fournit des garanties au comptant ou en titres pour des transactions en produits dérivés couvertes par ces contrats. Le droit de compenser les soldes dans le cadre de ces contrats-cadres de compensation ou de compenser des garanties au comptant ou en titres est uniquement accordé en cas d'impayé ou de défaillance et, par conséquent, ces accords ne peuvent pas faire l'objet de compensation selon l'IAS 32.

Les effets sur la garantie n'ont pas été pris en compte dans le tableau ci-dessus.

52 Gestion du risque financier

Les instruments financiers sont essentiels pour l'activité du Groupe et, par conséquent, les risques qui y sont associés représentent une composante significative des risques que le Groupe doit affronter.

Les principaux risques qui affectent l'utilisation des instruments financiers par le Groupe sont les suivants: risque de crédit; risque de marché, comprenant le risque de taux d'intérêt et le risque de change; le risque de liquidité et le risque d'assurance. Vous trouverez ci-dessous des informations sur la gestion de ces risques par le Groupe.

(1) Risque de crédit

L'exposition au risque de crédit du Groupe concerne les instruments ci-dessous, en particulier au Royaume Uni. Le niveau de propension au risque de crédit est défini par le Conseil d'administration et est décrit et communiqué par le biais de toute une série d'indicateurs de mesure conçus à partir d'un ensemble de mesures comptables et de crédit des performances du portefeuille, incluant l'utilisation de différents systèmes de notation du risque de crédit et qui mesure le risque de crédit relatif aux Prêts et avances consentis aux clients et aux banques, au niveau de la contrepartie, à l'aide de trois facteurs, à savoir: (i) la probabilité de défaillance de la contrepartie en ce qui concerne ses obligations contractuelles; (ii) l'exposition actuelle vis-à-vis de la contrepartie et son évolution probable, d'après laquelle le Groupe définit son exposition au risque de défaut; et (iii) le ratio de perte probable sur les obligations inexécutées, la perte en cas de défaillance. Le Groupe adopte différentes approches pour l'atténuation du risque de crédit, et notamment la mise en place de procédures de contrôle interne, l'obtention de garanties, la signature de contrats-cadres de compensation et d'autres dispositifs de transfert du risque de crédit, tels que les ventes d'actifs et les transactions en produits dérivés.

A. Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit du Groupe et de la Banque en cas d'inexécution des obligations de contreparties figure ci-dessous. Les garanties détenues ne sont pas prises en compte et l'exposition maximale en termes de perte - incluant les montants détenus pour la couverture du passif lié à des contrats en unité de compte et à des fonds with-profit – est considérée comme la valeur comptable inscrite au bilan ou bien, pour les transactions hors bilan en produits non dérivés et les garanties financières, leurs montants nominaux contractuels.

Groupe	Au 31 décembre 2015			Au 31 décembre 2014		
	Exposition maximale £m	Compensation (2) £m	Expos. nette £m	Exposition maximale £m	Compensation (2) £m	Expos. nette £m

Prêts et créances :						
Prêts et avances aux banques, net (1)	25 117	–	25 117	26 155	–	26 155
Prêts et avances aux clients, net (1)	455 175	-7 250	447 925	482 704	-4 094	478 610
Titres obligataires, net (1)	4 191	–	4 191	1 213	–	1 213
	484 483	-7 250	477 233	510 072	-4 094	505 978
Actifs financiers cessibles (2)	31 839	–	31 839	55 451	–	55 451
Investissements détenus jusqu'à leur date d'échéance	19 808	–	19 808	–	–	–
actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier comptabilisé à sa juste valeur dans le compte de résultat (4) :						
	80 069	–	80 069	90 366	–	90 366
Actif dérivé	28 922	-19 466	9 456	35 483	-21 929	13 554
Actif résultant des contrats de réassurance détenus	675	–	675	682	–	682
Garanties financières	7 165	–	7 165	7 161	–	7 161
Eléments hors bilan :						
	65 719	–	65 719	57 711	–	57 711
	718 680	-26 716	691 964	756 926	-26 023	730 903

Banque	Au 31 décembre 2015			Au 31 décembre 2014		
	Exposition maximale £m	Compensation (2) £m	Expos. nette £m	Exposition maximale £m	Compensation (2) £m	Expos. nette £m
Prêts et créances :						
Prêts et avances aux banques, net (1)	2 625	–	2 625	4 591	–	4 591
Prêts et avances aux clients, net (1)	158 117	-2 736	155 381	165 967	-2 932	163 035
Titres obligataires, net (1)	2 865	–	2 865	–	–	–
	163 607	-2 736	160 871	170 558	-2 932	167 626
Actifs financiers cessibles (3)	31 663	–	31 663	50 686	–	50 686
Investissements détenus jusqu'à leur date d'échéance	19 808	–	19 808	–	–	–
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat (3)						
Prêts et avances	37 895	–	37 895	47 813	–	47 813
Titres obligataires, bons du trésor et autres bons	14 169	–	14 169	18 508	–	18 508
	52 064	–	52 064	66 321	–	66 321
Actifs dérivés	30 992	-16 480	14 512	40 150	-16 999	23 151
Garanties financières	6 795	–	6 795	6 598	–	6 598
Postes hors bilan:						
Acceptations et avals	52	–	52	58	–	58
Autres postes servant de substituts de crédit directs	443	–	443	322	–	322
Cautions de bonne fin et autres obligations liées à des transactions commerciales	1 979	–	1 979	2 015	–	2 015
Engagements irrévocables	46 908	–	46 908	39 755	–	39 755
	49 382	–	49 382	42 150	–	42 150
	354 311	-19 216	335 095	376 463	-19 931	356 532

(1) Montants comptabilisés après déduction des provisions pour dépréciation.

(2) Les postes de compensation incluent les montants des dépôts disponibles pour la compensation et les montants compensables en vertu de contrats-cadres de compensation non conformes aux critères établis par l'IAS 32, afin de permettre la présentation des prêts et des avances ainsi que de l'Actif dérivé, dans les Etats Financiers, après déduction de ces soldes.

(3) Sauf Actions

(4) Cela inclut les actifs détenus dans les fonds en unité de compte du Groupe pour lesquels un risque de crédit est supporté par les titulaires des polices et les actifs détenus dans les fonds with profit du Groupe pour lesquels le risque est supporté, en grande partie, par les titulaires des polices. Par conséquent, le Groupe ne présente aucune exposition significative au risque de crédit pour ces actifs auxquels sont adossées les obligations contractuelles correspondantes

A. Concentrations de l'exposition

La gestion du risque de concentration du Groupe concerne les concentrations à nom unique, sectorielles ou limitées à un pays ainsi que le contrôle de l'exposition globale du Groupe concernant certains produits. Au 31 décembre 2015, les concentrations d'expositions les plus significatives concernaient les prêts immobiliers (représentant 68% du total des Prêts et avances consentis aux clients) ainsi que les services financiers, commerciaux et les autres services (représentant 9% du total). Suite à la poursuite de la réduction des activités du Groupe hors Royaume Uni, l'analyse de l'exposition au risque de crédit par région géographique n'a pas été communiquée.

C Qualité du crédit des actifs

Prêts et créances

Les données figurant au tableau ci-dessous ont été produites selon la base sous-jacente du reporting pas segments du Groupe Lloyds Banking. Le Groupe estime que, pour les périodes de reporting qui suivent immédiatement la date d'une acquisition, comme celle de HBOS en 2010, cette base sous-jacente, incluant la provision pour pertes liées aux prêts en place à la date d'acquisition de HBOS par le Groupe Lloyds Banking sur une base brute, rend compte de manière plus transparente du provisionnement sous-jacent des prêts. Les autres ajustements de la juste valeur liés aux acquisitions concernant ce prêt sont donc identifiés séparément dans ce tableau.

L'analyse des prêts entre banque de détail et banque commerciale a été réalisée en fonction du type d'exposition et non pas du segment d'activité dans lequel l'exposition a été enregistrée. Sont incluses dans le détail les expositions vis-à-vis des clients particuliers et des petites entreprises, tandis que les expositions relatives à la banque commerciale concernent les autres entreprises et les grandes institutions.

Prêts et avances–Groupe

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances consentis aux clients				Prêts et avances désignés à la juste valeur dans le compte de résultat £m
		Détail – Prêts immobiliers £m	Détail – autres £m	Commerciale £m	Total £m	
31décembre 2015						

Ni impayés ni douteux	25 006	302 063	38 886	100 001	440 950	33 174
Impayés, mais non douteux	111	8 233	393	463	9 089	–
Douteux–pas de provision requise	–	732	690	1 092	2 514	–
Provision constituée	–	3 269	911	2 896	7 076	–
Brut	25 117	314 297	40 880	104 452	459 629	33 174
Provision pour pertes par dépréciation	–	-1 617	-448	-2 107	-4 172	–
Ajustements de la juste valeur	–	–	–	–	-282	–
Valeur nette comptable inscrite au bilan	25 117	–	–	–	455 175	33 174

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances consentis aux clients				Prêts et avances désignés à la juste valeur dans le compte de résultat £m
		Détail – Prêts immobiliers £m	Détail – autres £m	Commerciale £m	Total £m	
31décembre 2014						
Non impayés et non douteux	26 003	320 324	37 886	106 768	464 978	36 725
Impayés, mais non douteux	152	10 311	674	488	11 473	–
Douteux–pas de provision requise	–	578	938	847	2 363	–
Provision constituée	–	3 766	1 109	7 070	11 945	–
Brut	26 155	334 979	40 607	115 173	490 759	36 725
Provision pour pertes par dépréciation	–	-1 702	-577	-5 373	-7 652	–
Ajustements de la juste valeur	–	–	–	–	-403	–
Valeur nette comptable inscrite au bilan	26 155	–	–	–	482 704	36 725

Les critères appliqués par le Groupe pour vérifier s'il existe une indication probante de l'existence d'une Perte par Dépréciation figurent à la note 2(h). Le poste Prêts et créances inclut les avances qui ont été jugées individuellement douteuses avec un montant brut avant provision pour dépréciation de £4,406 millions (2014: £8,522 millions).

Prêts et avances non impayés et non douteux–Groupe

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances consentis aux clients				Prêts et avances désignés à la juste valeur dans le compte de résultat £m
		Détail – Prêts immobiliers £m	Détail – autres £m	Commerciale £m	Total £m	
31décembre 2015						
Bonne qualité	24 670	301 403	33 589	63 453	–	33 156
Qualité satisfaisante	311	527	4 448	28 899	–	15
Faible qualité	4	27	476	7 210	–	3
Inférieur à la norme, mais non-douteux	21	106	373	439	–	–
Total Prêts et avances non impayés et non douteux	25 006	302 063	38 886	100 001	440 950	33 174
31décembre 2014						
Bonne qualité	25 654	318 967	30 993	65 106	–	36 482
Qualité satisfaisante	263	1 159	5 675	28 800	–	238
Faible qualité	49	72	623	11 204	–	5
Inférieur à la norme, mais non-douteux	37	126	595	1 658	–	–
Total Prêts et avances non impayés et non douteux	26 003	320 324	37 886	106 768	464 978	36 725

Les définitions de bonne qualité, qualité satisfaisante, faible qualité et inférieur à la norme, mais non douteux applicables à la banque de détail et à la banque commerciale ne sont pas les mêmes, car elles reflètent les différentes caractéristiques de ces expositions et la manière dont elles sont gérées en interne: par conséquent, les totaux ne sont pas communiqués. Les prêts commerciaux ont été classés en utilisant des modèles internes de cote de probabilité de défaut, qui ont été conçus de manière à les rendre comparables aux modèles externes. Les prêts de bonne qualité comprennent les probabilités de défaut les moins élevées, les autres classifications reflétant, progressivement, des niveaux de risque plus élevés. Les classifications of des prêts au détail incluent les niveaux de recouvrement prévus des prêts immobiliers, ainsi que les probabilités de défaut évaluées à l'aide de modèles de notation internes.

Prêts et avances impayés, mais non douteux–Groupe

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances consentis aux clients				Prêts et avances désignés à la juste valeur dans le compte de résultat £m
		Détail – Prêts immobiliers £m	Détail – autres £m	Commerciale £m	Total £m	
31décembre 2015						
0-30 jours	111	4 066	276	248	4 590	–
30-60 jours	–	1 732	81	100	1 913	–
60-90 jours	–	1 065	9	52	1 126	–
90-180 jours	–	1 370	8	19	1 397	–
Plus de 180 jours	–	–	19	44	63	–
Total Prêts et avances impayés, mais non douteux	111	8 233	393	463	9 089	–
31décembre 2014						
0-30 jours	152	4 854	453	198	5 505	–
30-60 jours	–	2 309	110	51	2 470	–
60-90 jours	–	1 427	90	139	1 656	–

90-180 jours	–	1 721	5	38	1 764	–
Plus de 180 jours	–	–	16	62	78	–
Total Prêts et avances impayés, mais non douteux	152	10 311	674	488	11 473	–

Un actif financier est considéré ‘impayé’ lorsque la contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance fixée.

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances consentis aux clients				Prêts et avances désignés à la juste valeur dans le compte de résultat £m
		Détail – Prêts immobiliers £m	Détail – autres £m	Commerciale £m	Total £m	
31 décembre 2015						
Ni impayés ni douteux	2 625	59 898	26 741	67 701	154 340	33 173
Impayés, mais non douteux	–	1 182	212	316	1 710	–
Douteux – pas de provision requise	–	312	456	511	1 279	–
Provision constituée	–	244	643	1 124	2 011	–
Brut	2 625	61 636	28 052	69 652	159 340	33 173
Provision pour pertes par dépréciation (note 20)	–	-127	-221	-875	-1 223	–
Valeur comptable nette inscrite au bilan	2 625	61 509	27 831	68 777	158 117	33 173

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances consentis aux clients				Prêts et avances désignés à la juste valeur dans le compte de résultat £m
		Détail – Prêts immobiliers £m	Détail – autres £m	Commerciale £m	Total £m	
31 décembre 2014						
Ni impayés ni douteux	4 591	65 827	24 523	71 214	161 564	35 586
Impayés, mais non douteux	–	1 487	455	294	2 236	–
Douteux – pas de provision requise	–	232	646	498	1 376	–
Provision constituée	–	288	709	1 425	2 422	–
Brut	4 591	67 834	26 333	73 431	167 598	35 586
Provision pour pertes par dépréciation (note 20)	–	-185	-205	-1 241	-1 631	–
Valeur comptable nette inscrite au bilan	4 591	67 649	26 128	72 190	165 967	35 586

(1) Sauf montants des Créances vis-à-vis d'entités apparentées de Lloyds Banking Group.

Prêts et avances ni impayés ni douteux – Banque

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances consentis aux clients				Prêts et avances désignés à la juste valeur dans le compte de résultat £m
		Détail – Prêts immobiliers £m	Détail – autres £m	Commerciale £m	Total £m	
31 décembre 2015						
Bonne qualité	2 323	59 880	23 216	42 376		33 156
Qualité satisfaisante	285	17	2 918	21 698		14
Faible qualité	–	1	321	3 516		3
Inférieur à la norme, mais non-douteux	17	–	286	111		–
	2 625	59 898	26 741	67 701	154 340	33 173
31 décembre 2014						
Bonne qualité	4 363	65 770	20 339	46 030		35 343
Qualité satisfaisante	210	53	3 405	20 693		238
Faible qualité	1	1	394	4 148		5
Inférieur à la norme, mais non-douteux	17	3	385	343		–
Total Prêts et avances ni impayés ni douteux	4 591	65 827	24 523	71 214	161 564	35 586

Prêts et avances impayés, mais non douteux – Banque

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances consentis aux clients				Prêts et avances désignés à la juste valeur dans le compte de résultat £m
		Détail – Prêts immobiliers £m	Détail – autres £m	Commerciale £m	Total £m	
31 décembre 2015						
0-30 jours	–	583	161	253	997	–
30-60 jours	–	252	41	35	328	–
60-90 jours	–	147	1	15	163	–
90-180 jours	–	200	3	10	213	–
Over 180 jours	–	–	6	3	9	–
Total Prêts et avances impayés mais non douteux	–	1,182	212	316	1,710	–
31 décembre 2014						
0-30 jours	–	738	301	79	1,118	–
30-60 jours	–	331	58	32	421	–
60-90 jours	–	193	83	98	374	–
90-180 jours	–	225	2	31	258	–

Over 180 jours	–	–	11	54	65	–
Total Prêts et avances impayés mais non douteux	–	1,487	455	294	2,236	–

Un actif financier est considéré ‘impayé’ lorsque la contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance fixée.

Titres obligataires comptabilisés comme Prêts et créances

Vous trouverez ci-dessous une analyse par cote de crédit des titres obligataires comptabilisés comme Prêts et créances :

	2015			2014		
	Catégorie d'investissement (1) £m	Autre (2) £m	Total £m	Catégorie d'investissement (1) £m	Autre (2) £m	Total £m
Groupe						
Titres adossés à des actifs:						
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 528	–	2 528	190	–	190
Autres titres adossés à des actifs	1 140	94	1 234	780	205	985
	3 668	94	3 762	970	205	1 175
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	417	109	526	–	164	164
Exposition brute	4 085	203	4 288	970	369	1 339
Provision pour pertes par dépréciation			-97			-126
Total Titres obligataires classés comme Prêts et créances			4 191			1 213
Banque						
Titres adossés à des actifs:						
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 353	–	2 353	–	–	–
Autres titres adossés à des actifs	125	–	125	–	–	–
	2 478	–	2 478	–	–	–
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	387	–	387	–	–	–
Exposition brute	2 865	–	2 865	–	–	–
Provision pour pertes par dépréciation	–	–	–	–	–	–
Total Titres obligataires classés comme Prêts et créances	2 865	–	2 865	–	–	–

(1) Cotes de crédit égales ou supérieures à 'BBB'.

(2) Le poste "autres" comprend la catégorie de sous-investissement (2015: £87 millions pour le Groupe et zéro £ pour la Banque; 2014 £198 millions pour le Groupe et zéro £ pour la Banque) et titres non cotés (2015: £116 millions pour le Groupe et zéro £ pour la Banque; 2014 £171 millions pour le Groupe et zéro £ pour la Banque.)

Actifs financiers cessibles (sauf Actions)

Une analyse des Actifs financiers cessibles figure à la note 21. La qualité du crédit des Actifs financiers cessibles (sauf Actions) figure ci-dessous:

	2015			2014		
	Catégorie d'investissement (1) £m	Autre (2) £m	Total £m	Catégorie d'investissement (1) £m	Autre (2) £m	Total £m
Groupe						
<i>Titres obligataires</i>						
Titres d'état	25 329	–	25 329	47 402	–	47 402
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	186	–	186	298	–	298
Titres adossés à des actifs:						
Titres adossés à des créances hypothécaires	197	–	197	674	–	674
Autres titres adossés à des actifs	315	4	319	681	4	685
	512	4	516	1 355	4	1 359
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	5 808	–	5 808	5 490	39	5 529
Total Titres obligataires	31 835	4	31 839	54 545	43	54 588
Bons du trésor et autres papiers monétaires	–	–	–	863	–	863
Total Titres détenus en tant qu'Actifs financiers cessibles	31 835	4	31 839	55 408	43	55 451

(1) Cotes de crédit égales ou supérieures à 'BBB'.

(2) Le poste "autres" comprend la catégorie de sous-investissement (2015: £4 millions; 2014 £20 millions) et les titres non cotés (2015: zéro £; 2014 £23 millions.)

	2015			2014		
	Catégorie d'investissement (1) £m	Autre (2) £m	Total £m	Catégorie d'investissement (1) £m	Autre (2) £m	Total £m
Banque						
<i>Titres obligataires</i>						
Titres d'état	25 213	–	25 213	46 911	–	46 911
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	169	–	169	186	–	186
Titres adossés à des actifs:						
	194	4	198	263	4	267
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	1 822	–	1 822	1 220	39	1 259
Total Titres obligataires	27 398	4	27 402	48 580	43	48 623
Bons du trésor et autres papiers monétaires	–	–	–	11	–	11
	27 398	4	27 402	48 591	43	48 634
Créances détenues vis-à-vis des entités apparentées du Groupe:						

Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires			4 261			2 052
Total Titres détenus en tant qu'Actifs financiers cessibles			31 663			50 686

(1) Cotes de crédit égales ou supérieures à 'BBB'.

(2) Le poste "autres" comprend la catégorie de sous-investissement (2015: £4 millions; 2014 £20 millions) et les titres non cotés (2015: zéro £; 2014 £23 millions.)

Investissements détenus jusqu'à la date d'échéance

Une analyse de la qualité du crédit des investissements du Groupe et de la Banque détenus jusqu'à la date d'échéance, au 31 décembre 2015 figure ci-dessous:

	Catégorie D'investissement (1) £m	Autres £m	Total £m
Titres d'état	19 808	—	19 808

(1) Cotes de crédit égales ou supérieures à 'BBB'.

Au 31 décembre 2014, le Groupe et la Banque ne détenaient aucun investissement détenu jusqu'à la date d'échéance.

Titres obligataires, Bons du Trésor et autres papiers monétaires inscrits à leur juste valeur au compte de résultat

	2015			2014		
	Catégorie d'investissement (1) £m	Autre (2) £m	Total £m	Catégorie d'investissement (1) £m	Autre (2) £m	Total £m
Groupe						
<i>Actif détenu à des fins de transaction</i>						
Titres d'état	8 269	—	8 269	7 976	—	7 976
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	—	—	—	554	—	554
Titres adossés à des actifs:						
	601	—	601	304	12	316
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	582	30	612	1 288	198	1 486
Total Titres obligataires détenus en tant que actif détenu à des fins de transaction	9 452	30	9 482	10 122	210	10 332
Bons du Trésor et autres papiers monétaires	—	—	—	1 437	—	1 437
Total actif détenu à des fins de transaction	9 452	30	9 482	11 559	210	11 769
<i>Autres actifs inscrits à leur juste valeur au compte de résultat</i>						
Titres d'état	13 848	—	13 848	17 496	1	17 497
Autres titres du secteur public	2 023	16	2 039	2 170	—	2 170
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	135	—	135	—	—	—
Titres adossés à des actifs:						
	1 563	41	1 604	1 544	24	1 568
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	17 371	2 333	19 704	18 119	2 485	20 604
Total titres obligataires inscrits à leur juste valeur au compte de résultat	34 940	2 390	37 330	39 329	2 510	41 839
Bons du Trésor et autres papiers monétaires	74	—	74	22	—	22
Total autres actifs inscrits à leur juste valeur au compte de résultat	35 014	2 390	37 404	39 351	2 510	41 861
	44 466	2 420	46 886	50 910	2 720	53 630
Créances détenues vis-à-vis des entités apparentées du Groupe:						
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires			9			11
Total actif inscrit à sa juste valeur au compte de résultat			46 895			53 641

(1) Cotes de crédit égales ou supérieures à 'BBB'.

(2) Le poste "autre" comprend la catégorie de sous-investissement (2015: £544 millions; 2014 £629 millions) et les titres non cotés (2015: £1,876 millions; 2014 £2,091 millions.)

Le risque de crédit relatif à l'actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat faisant partie des fonds en unité de compte du Groupe est supporté par les titulaires des polices, et le risque lié aux fonds with-profits est largement supporté par les titulaires des polices. Par conséquent, le Groupe n'a aucune exposition significative en ce qui concerne ces actifs adossés auxdites obligations contractuelles.

	2015			2014		
	Catégorie d'investissement (1) £m	Autre (2) £m	Total £m	Catégorie d'investissement (1) £m	Autre (2) £m	Total £m
Banque						
<i>Actif détenu à des fins de transaction</i>						
Titres d'état	8 269	—	8 269	7 931	—	7 931
Certificats de dépôt de banques et sociétés de crédit foncier	—	—	—	554	—	554
Titres adossés à des actifs:						
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	601	—	601	304	12	316
	582	30	612	1 259	198	1 457
Total Titres obligataires	9 452	30	9 482	10 048	210	10 258
Bons du Trésor et autres papiers monétaires	—	—	—	1 437	—	1 437
Total actif détenu à des fins de transaction	9 452	30	9 482	11 485	210	11 695
<i>Autre actif inscrit à sa juste valeur au compte de résultat</i>						
Titres d'état	4 664	—	4 664	6 662	—	6 662
Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires	—	—	—	—	79	79

Total autre actif inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	4 664	—	4 664	6 662	79	6 741
	14 116	30	14 146	18 147	289	18 436
Créances détenues vis-à-vis des entités apparentées du Groupe: Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires			23			72
Total actif inscrit à sa juste valeur au compte de résultat			14 169			18 508

(1) Cotes de crédit égales ou supérieures à 'BBB'.

(2) Le poste "autre" comprend la catégorie de sous-investissement (2015: £30 millions; 2014 £46 millions) et les titres non cotés (2015: zéro £; 2014 £243 millions.)

Actifs dérivés

	2015			2014		
	Catégorie d'investissement (1) £m	Autre (2) £m	Total £m	Catégorie d'investissement (1) £m	Autre (2) £m	Total £m
Groupe						
Détenus à des fins de transaction et autres	24 764	1 472	26 236	26 509	4 675	31 184
Couverture	2 653	33	2 686	4 251	48	4 299
Total Instruments financiers dérivés	27 417	1 505	28 922	30 760	4 723	35 483
Banque						
Détenus à des fins de transaction et autres	19 774	849	20 623	19 718	4 044	23 762
Couverture	663	5	668	918	6	924
	20 437	854	21 291	20 636	4 050	24 686
Créances détenues vis-à-vis des entités apparentées du Groupe			9 701			15 464
Total Instruments financiers dérivés			30 992			40 150

(1) Cotes de crédit égales ou supérieures à 'BBB'.

(2) Le poste "autre" comprend la catégorie de sous-investissement (2015: £1,418 millions pour le Groupe et £853 millions pour la Banque; 2014 £1,896 millions pour le Groupe et £941 millions pour la Banque) et les titres non cotés (2015: £87 millions pour le Groupe et £1 million pour la Banque; 2014 £2,827 millions pour le Groupe et £3,109 millions pour la Banque.)

Garanties financières et engagements de prêt irrévocables

Les garanties financières représentent l'engagement du groupe d'exécuter les obligations assumées par un client vis-à-vis d'un tiers en cas de défaillance du client. L'engagement de prolongation du crédit concerne les parts non utilisées des autorisations de prolongation du crédit sous la forme de prêts, garanties ou lettres de crédit. Le Groupe est théoriquement exposé à la perte pour un montant égal au total des garanties ou des engagements non utilisés: cependant, le montant probable de la perte devrait être nettement inférieur; la plupart des engagements de prolongation du crédit sont soumis à la condition du respect, par le client, de certains critères applicables au crédit.

D. Garantie relative à l'actif financier

Le Groupe détient des garanties pour la protection des Prêts et créances et des engagements de prêt irrévocables; des informations de nature qualitative et, si nécessaire, quantitative concernant la garantie sont fournies ci-dessous. Les garanties constituées pour la protection de l'actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat ainsi que pour l'Actif dérivé figurent ci-dessous.

Prêts et créances

Le Groupe a constitué des garanties pour les Prêts et avances en faveur des banques et des clients, comme indiqué ci-dessous. Le titre ne fournit pas de garanties pour les titres obligataires, y compris en ce qui concerne les Titres adossés à des actifs et les Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires, classés comme Prêts et créances.

Prêts et avances en faveur des banques

Pour certains contrats de prise en pension comptabilisés en tant que prêts cautionnés dans "Prêts et avances en faveur des banques", pour une Valeur comptable de £963 millions pour le Groupe et zéro £ pour la Banque (2014: £1,899 millions pour le Groupe et la Banque), le Groupe a constitué une garantie d'une juste valeur de £1,009 millions pour le Groupe et zéro £ pour la Banque (2014: £1,886 millions pour le Groupe et la Banque).

Ces transactions ont été généralement réalisées à des conditions habituelles pour les activités normales de prêt cautionné.

*Prêts et avances consentis aux clients***Prêts au détail***Prêts immobiliers*

Vs trouverez ci-dessous une analyse du ratio prêt/valeur des prêts immobiliers résidentiels du Groupe. La valeur de la garantie utilisée pour déterminer les ratios prêt/valeur a été estimée sur la base de la dernière évaluation, ajustée pour prendre en compte les mouvements ultérieurs des prix de l'immobilier, après la constitution d'une provision pour erreur d'indexation et dégradations.

Groupe

	2015				2014			
	Ni impayé ni douteux £m	Impayé, mais non douteux £m	Douteux £m	Brut £m	Ni impayé ni douteux £m	Impayé, mais Non douteux £m	Douteux £m	Brut £m
Inférieur à 70%	211 631	4 907	1 965	218 503	202 789	4 895	1 601	209 285
70% -80%	45 764	1 350	671	47 785	58 837	1 998	726	61 561
80% -90%	27 529	935	528	28 992	32 771	1 526	702	34 999
90% -100%	10 908	610	247	11 765	15 858	1 005	486	17 349
Supérieur à 100%	6 231	431	590	7 252	10 069	887	829	11 785
Total	302 063	8 233	4 001	314 297	320 324	10 311	4 344	334 979

Banque

	2015				2014			
	Ni impayé Ni douteux £m	Impayé, mais non douteux £m	Douteux £m	Brut £m	Ni impayé Ni douteux £m	Impayé, mais Non douteux £m	Douteux £m	Brut £m
Inférieur à 70%	46 749	756	279	47 784	46 258	783	215	47 256
70% -80%	7 045	182	94	7 321	10 026	266	86	10 378
80% -90%	3 955	127	64	4 146	5 598	214	87	5 899
90% -100%	1 677	82	66	1 825	2 808	138	58	3 004
Supérieur à 100%	472	35	53	560	1 137	86	74	1 297
Total	59 898	1 182	556	61 636	65 827	1 487	520	67 834

Autres

La majorité des prêts au détail non immobiliers ne sont pas cautionnés. Au 31 décembre 2015, le montant des prêts non immobiliers douteux s'élevait à £1,153 millions, avant provision pour dépréciation de £448 millions (2014: £1,470 millions, avant provision pour dépréciation de £577 millions). La juste valeur de la garantie constituée pour ces prêts s'élevait à £107 millions (2014: £110 millions). Dans la détermination de la juste valeur de la garantie, aucun montant spécifique n'a été attribué au coût de réalisation et la valeur de la garantie de chaque prêt a été limitée au montant en capital de l'avance non encore remboursée, afin d'éliminer les effets sur-garantie et de fournir une image plus transparente de l'exposition du Groupe.

Les prêts au détail non-douteux autres qu'immobiliers s'élevaient à £39,279 millions (2014: £38,560 millions). Les décisions en matière de prêts se fondent, en général, sur la capacité du débiteur de rembourser dans le cadre de son activité normale, plutôt que sur la fiabilité des garanties fournies. Les valeurs des garanties sont évaluées de manière rigoureuse lors de la souscription du prêt et sont ensuite vérifiées régulièrement, selon la politique de l'unité opérationnelle en matière de crédit.

Les états du groupe relatifs au risque de crédit liés aux prêts au détail non immobiliers douteux font apparaître l'actif sans déduction de la garantie, montrant, donc, l'exposition maximale à la perte. Le Groupe estime qu'il s'agit d'une approche adéquate. La valeur de la garantie est réexaminée lorsque des éléments observables semblent indiquer des difficultés de la part de l'emprunteur. Les prêts au détail non immobiliers non-douteux, y compris les éventuelles garanties associées, sont gérés client par client plutôt que sur la base d'un portefeuille global. La Direction ne dispose d'aucune information globale relative aux garanties pour la totalité du portefeuille de prêts non immobiliers non-douteux au détail.

Prêts commerciaux

Prise en pension de titres

Au 31 décembre 2014, on comptait plusieurs contrats de prise en pension de titres, comptabilisés en tant que prêts garantis d'une valeur comptable de 5148 millions de livres pour le Groupe et la Banque, à l'égard desquels le Groupe et la Banque détenaient des instruments de garantie comptabilisés à leur juste valeur de 5155 millions de livres, que le groupe a pu intégralement réaffecter en garantie. Ces montants comprenaient des nantisements au comptant fournis en vertu des contrats de prise en pension de titres à hauteur de 35 millions de livres pour le Groupe et 0 £ pour la Banque. Ces transactions étaient généralement soumises à des conditions habituelles et classiques pour des activités de prêt sécurisé standards. Aucune transaction de ce type n'a été réalisée en 2015.

Prêts garantis douteux

La valeur des garanties est testée afin de détecter de signes observables des difficultés de l'emprunteur ; cette évaluation sert à déterminer les provisions pour pertes potentielles et à définir la stratégie de la direction, en vue du redressement de l'activité de l'entreprise ou du remboursement de la dette.

Au 31 décembre 2015, les prêts commerciaux garantis douteux s'élevaient à 1245 millions de livres, après déduction d'une provision pour amortissement de 577 millions de livres (2014: 2613 millions de livres, après déduction d'une provision pour amortissement de 3724 millions de livres). La juste valeur de la garantie détenue pour le prêt commercial garanti douteux était de 1367 millions de livres (2014: 2517 millions de livres) pour le Groupe. Aucun montant spécifique n'a été attribué aux frais de réalisation. Dans la détermination de la garantie totale détenue par le groupe pour les prêts commerciaux garantis douteux, la valeur de la garantie de chaque prêt a été limitée au montant en capital de l'avance en cours, afin d'éliminer les effets de tout sur-nantissement et de fournir une image plus transparente de l'exposition du Groupe.

Les prêts commerciaux garantis douteux et les garanties correspondantes concernent les prêts accordés aux sociétés foncières et aux clients du secteur financier, du secteur du commerce et d'autres secteurs, comme les transports, la distribution et l'hôtellerie.

Prêts garantis non douteux

Les prêts garantis non douteux se sont élevés à 51 298 millions de livres (2014: 57 647 millions de livres).

Pour les prêts commerciaux garantis non douteux, le Groupe déclare ses actifs avant déduction des garanties et comptabilise, donc, son exposition maximale aux pertes. Le Groupe estime que cette approche est valide, car la valeur des garanties à l'origine et pendant une période d'activité favorable peut ne pas être représentative de la valeur des garanties, si le débiteur connaît une période de difficultés.

Les prêts commerciaux garantis non douteux sont principalement gérés sur la base des liquidités. Parfois, cela peut inclure une évaluation des garanties sous-jacentes, même si, pour les prêts douteux, cela n'implique pas forcément une évaluation sur la base de la juste valeur. Aucune information globale concernant les garanties relatives à l'intégralité du portefeuille de prêts commerciaux garantis non douteux n'a été fournie à la Direction.

Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat (sauf Actions)

Sont compris dans les actifs financiers détenus à des fins de transaction et autres actifs financiers inscrits à leur juste valeur au compte de résultat : les contrats de prise en pension de titres traités en tant que prêt garanti, d'une valeur de 33174 millions de livres pour le Groupe et 37285 millions pour la Banque (2014: 36725 millions pour le Groupe et 47726 millions pour la Banque). Les garanties sont détenues à une juste valeur de 36493 millions de livres pour le Groupe et de 37006 millions pour la Banque (2014: 42858 millions pour le Groupe et 53221 millions pour la Banque), que le Groupe a pu intégralement réaffecter en garantie. Au 31 décembre 2015, 15438 millions de livres (pour le Groupe) et 17876 millions de livres (pour la Banque) avaient été réaffectés en garantie (2014: 10319 millions de livres pour le Groupe et 22872 millions de livres pour la Banque).

De plus, les titres détenus en tant que garanties, sous la forme de titres d'emprunt, se sont élevés à 58621 millions de livres pour le Groupe, et 46042 millions de livres pour la Banque (2014: 33721 millions pour le Groupe et 44318 millions pour la Banque). Sur ce montant, 29859 millions de livres (pour le Groupe) et 29360 millions de livres (pour la Banque) (2014: 32686 millions de livres pour le Groupe et 43338 millions de livres pour la Banque) avaient été revendus ou réaffectés en garantie pour les propres transactions du Groupe.

Ces transactions ont généralement été réalisées conformément à des dispositions habituelles et classiques pour des activités de prêts sécurisés standard.

Actif dérivés, après compensation des montants selon des accords-cadres de compensation

Le Groupe réduit son exposition aux risques de crédit par le biais d'accords-cadres de compensation et de garanties sous la forme de liquidités ou de titres très liquides. En ce qui concerne l'actif dérivé net après compensation des montants, selon les accords de compensation, de 9456 millions de livres pour le Groupe et 14512 millions de livres pour la Banque (2014: 13554 millions pour le Groupe et 23151 millions pour la Banque), des garanties en liquidités de 3228 millions de livres pour le Groupe et de 1528 millions de livres pour la Banque (2014: 3651 millions pour le Groupe et 1938 millions pour la Banque) étaient détenues.

Engagements irrévocables de prêts et autres engagements éventuels liés aux opérations de crédit

Au 31 décembre 2015, on comptait plusieurs engagements irrévocables de prêts et d'autres éventualités liées aux opérations de crédit, à hauteur de 65719 millions de livres pour le Groupe, et 49382 millions de livres pour la Banque (2014: 57711 millions pour le Groupe et 42150 millions pour la Banque). Des garanties sont détenues à titre de sûreté en cas d'utilisation du prêt, pour un montant de 9551 millions de livres pour le Groupe et zéro £ pour la Banque (2014: 8673 millions de livres pour le Groupe et 247 millions de livres pour la Banque) sur ces soldes.

Garanties recouvrées

Au cours de l'année, 203 millions de livres de garanties ont été recouvrés (2014: 828 millions de livres), principalement constituées de biens résidentiels. En ce qui concerne les portefeuilles au détail, le Groupe n'a pas la possession physique des biens ou des autres actifs détenus en garantie et a recours à des agents externes chargés d'en réaliser la valeur, dans les plus brefs délais, généralement dans le cadre d'une vente aux enchères, afin de régler la dette. Tout produit excédentaire éventuel de la vente est restitué à l'emprunteur ou traité conformément aux dispositions applicables en matière d'insolvabilité. Dans certaines circonstances, le Groupe prend physiquement possession des actifs détenus en garantie dans le cadre de prêts commerciaux. Dans ces cas, les actifs sont inscrits au bilan du Groupe et sont classés en fonction des politiques comptables du Groupe.

A. Biens affectés en garantie

Le Groupe nantit des actifs principalement pour des contrats de rachat et des transactions de prêt de titres, qui sont généralement réalisées conformément à des conditions habituelles pour des contrats de prêts garantis standards.

Transactions de rachat

Dépôts de banques

Les Dépôts de banques comprennent des dépôts détenus en garantie relatifs à des facilités accordées, pour une valeur comptable de 7061 millions de livres pour le Groupe et 7044 millions de livres pour la Banque (2014: 1075 millions de livres pour le Groupe et 480 millions de livres pour la Banque) et une juste valeur de 6707 millions de livres pour le Groupe et de 6707 millions de livres pour la Banque (2014: 1075 millions pour le Groupe et 480 millions de livres pour la Banque).

Dépôts des clients

Les dépôts des clients ne comprennent aucun dépôt détenu en tant que garantie pour des facilités accordées (2014 : zéro £). Par ailleurs, les soldes de garanties fournies sous forme de liquidités pour les accords de rachat se sont élevés à 5 millions de livres pour le Groupe et zéro £ pour la Banque (2014: 6 millions de livres pour le Groupe et zéro £ pour la Banque).

Transactions et autres passifs financiers à juste valeur, par le biais du compte de résultat

La juste valeur des actifs nantis dans le cadre de transactions de rachat - comptabilisées comme emprunts garantis en vertu desquels la partie bénéficiaire de la garantie est autorisée, par contrat ou selon les pratiques en vigueur, à réaffecter les biens en garantie - s'élevait à 44655 millions de livres pour le Groupe et 48172 millions de livres pour la Banque (2014: 57844 millions de livres pour le Groupe et 67016 millions pour la Banque).

Opérations de prêts de titres

L'actif financier suivant inscrit au bilan a été prêté à des tiers dans le cadre de transactions de prêt de titres:

	Le Groupe		La Banque	
	2015 Millions de £	2014 Millions de £	2015 Millions de £	2014 Millions de £
Actifs financiers détenus à des fins de transactions et autres actifs financiers inscrits à sa juste valeur au compte de résultat	6 478	9 955	1 807	2 040
Prêts et avances consentis aux clients	1 491	1 393	—	—
Titres obligataires classifiés en tant que prêts et créances	—	88	69	88
Actifs financiers cessibles	4 247	8 363	4 464	7 706
	12 216	19 799	6 340	9 834

Titrisations et obligations couvertes

Outre l'actif détaillé ci-dessus, le Groupe détient également des Actifs grevés dans le cadre des programmes de titrisation et d'obligations couvertes du Groupe.

(1) Risques de marché

Risques de taux d'intérêt

Dans le cadre des activités de banque au détail du Groupe, des risques liés aux taux d'intérêts peuvent résulter de différentes caractéristiques de re-tarification des actifs et des passifs. Les passifs sont soit insensibles aux fluctuations du taux d'intérêt –par exemple des dépôts de clients sans intérêts ou avec de faibles taux d'intérêts - soit sensibles aux changements de taux d'intérêts tout en étant assujettis à des taux qui peuvent varier à la discrétion du Groupe, et qui reflètent généralement, pour des raisons de compétitivité, les variations du taux de base de la Banque d'Angleterre. Le volume des dépôts, dont le taux est fixé de manière contractuelle pendant leur durée et jusqu'à leur échéance, est faible.

De nombreux actifs bancaires sont sensibles aux fluctuations du taux d'intérêt : le volume des actifs à taux géré est important, comme par exemple les prêts immobiliers à taux variable, qui peuvent être considérés comme une compensation naturelle aux risques des taux d'intérêt découlant des passifs à taux gérés. Toutefois, une partie importante des titres d'emprunt, tels que de nombreux prêts personnels et immobiliers, sont assujettis à des taux d'intérêt qui sont fixés de manière contractuelle pour des périodes de 5 ans ou plus.

Le Groupe et la Banque déterminent deux types de relations comptables de couverture pour les risques de taux d'intérêt: les couvertures de juste valeur et les couvertures de flux de trésorerie. Le Groupe et la Banque sont exposés à des risques de taux d'intérêt sur juste valeur pour leurs prêts à taux fixe à la clientèle, pour leurs dépôts de clients à taux fixe et la majorité de leur passif subordonné, ainsi qu'à des risques de taux d'intérêt sur flux de trésorerie sur leurs prêts à taux variables et leurs dépôts, ainsi que pour leur passif subordonné à taux variable.

Au 31 décembre 2015, le capital notionnel total pour un swap de taux d'intérêts désigné comme couverture de juste valeur s'élevait à 121 331 millions de livres (2014: 115 905 millions de livres) pour le Groupe et 129 062 millions de livres pour la Banque (2014: 119 951 millions de livres), avec un actif de juste valeur net de 835 millions de livres (2014: actif de 1480 millions de livres) pour le Groupe et un passif de juste valeur net de 1707 millions de livres (2014: passif de 1787 millions de livres) pour la Banque (note 15). Les pertes comptabilisées par les instruments de couverture s'élevaient à 695 millions de livres (2014: 2791 millions de livres) pour le

Groupe et 31 millions de livres pour la Banque (2014: pertes de 3669 millions de livres). Les plus-values sur les instruments couverts attribuables au risque couvert s'élèvent à 516 millions de livres (2014: 2652 millions de livres) pour le Groupe et 59 millions de livres (2014: 3596 millions de livres) pour la Banque.

De plus, le Groupe dispose de couvertures de flux de trésorerie qui sont principalement utilisées pour couvrir les fluctuations du coût de financement dans le cadre des activités commerciales. La Note 15 indique le moment où les couvertures de flux de trésorerie sont censées agir et le moment où elles vont influencer sur les revenus, pour les couvertures de flux de trésoreries concernées. Au 31 décembre 2015, le montant notionnel en capital total pour un swap de taux d'intérêts désigné comme couverture de flux de trésorerie s'élevait à 460829 millions de livres (2014: 518746 millions de livres) pour le Groupe et 164 826 millions de livres (2014: 52396 de livres) pour la Banque, avec un passif de juste valeur de 718 millions de livres (2014: passif de 930 millions de livres) pour le Groupe et un actif de juste valeur net de 39 millions de livres (2014: actif de 29 millions de livres) pour la Banque (note 15). En 2015, l'inefficacité comptabilisée dans le compte de résultat découlant des couvertures de flux de trésorerie a généré une plus-value de 3 millions de livres (2014: 56 millions de livres) pour le Groupe et 30 millions de livres pour la Banque (2014: 26 millions de livres).

Risques de change

Les activités de banque de détail et d'entreprise encourent des risques de change dans le cadre de la prestation des services destinés à leur clientèle. Toutes les expositions non-structurelles au risque de change hors négociation sont transférées au secteur de négociation au sein duquel sont contrôlées et surveillées. Ces risques résident dans les centres de négociation autorisés, qui sont soumis à des limites d'exposition. Les limites sont vérifiées chaque jour par les centres locaux et sont signalées au service central en charge du risque de marché.

Des risques résultent aussi des investissements du Groupe à l'étranger. L'exposition structurelle du Groupe au risque de change est représentée par la valeur nette des fonds propres en devises étrangères et des investissements de passif subordonné dans les filiales et les succursales. Les plus/moins-values réalisées sur l'exposition structurelle au risque de change sont comptabilisées dans les réserves.

Le Groupe couvre en partie son risque de conversion de devises relatif à l'investissement net dans des activités à l'étranger à l'aide d'emprunts croisés en devises. La Banque ne couvre pas son exposition aux risques. Au 31 décembre 2015, le principal agrégé des emprunts en devise du Groupe était de 670 millions de livres (2014: 587 millions de livres). En 2015, une plus-value d'inefficacité de 5 millions de livre avant imposition, et de 4 millions de livres après imposition (2014: une perte pour inefficacité d'un million de livres avant et après impôt) découlant des couvertures d'investissement nettes a été comptabilisée sur le compte des résultat.

Les principales activités du Groupe à l'étranger sont concentrées en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe. Le détail de l'exposition structurelle du Groupe aux risques de change, après couverture de l'investissement net, est le suivant:

Opérations réalisées dans la devise de fonctionnement du Groupe

Groupe	Euro £m	Dollar US £m	Autres devises que la £ £m
31décembre 2015			
Exposition brute	246	447	32
Couverture des investissements nets	-254	-415	-1
Total des expositions structurelles en devises étrangères, après couverture des investissements nets	-8	32	31
31décembre 2014			
Exposition brute	286	392	100
Couverture des investissements nets	-218	-342	-27
Total des expositions structurelles en devises étrangères, après couverture des investissements nets	68	50	73

Banque	Euro £m	Dollar US £m	Autres devises que la £ £m
31décembre 2015			
Exposition brute	-2	91	28
Couvertures des investissements nets	-	-	-
Total des expositions structurelles en devises étrangères, après couverture des investissements nets	-2	91	28
31décembre 2014			
Exposition brute	7	43	94
Couverture des investissements nets	-	-	-
Total des expositions structurelles en devises étrangères, après couverture des investissements nets	7	43	94

(2) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini en tant que risque que le Groupe ne possède pas de ressources suffisantes pour couvrir ses engagements à l'échéance ou qu'elle ne puisse respecter ses engagements qu'à un coût excessif. Le risque de liquidité est géré par une série de mesures, tests et états principalement basés sur l'échéance contractuelle. Le Groupe effectue des stress tests mensuels de sa position de liquidité par rapport à différents scénarios, dont ceux prescrits par le PRA. La propension du Groupe au risque de liquidité est également calibrée selon une série d'indicateurs de mesure de la liquidité en période de stress.

Les tableaux ci-dessous analysent le passif lié aux instruments financiers du Groupe et de la Banque, à l'exclusion du passif résultant des contrats d'assurance et d'investissement avec participation, sur la base des futurs flux de trésorerie non actualisés, en fonction de l'échéance contractuelle, en les répartissant par échéance selon la durée restant à courir à la date du bilan; les soldes dont l'échéance n'est pas fixée sont inclus dans la catégorie des échéances supérieures à 5 ans. Certains soldes, inclus dans le tableau ci-dessous en fonction de leur durée résiduelle, sont remboursables à la demande, contre paiement d'une pénalité.

	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
Groupe						
Au 31 décembre 2015						
Dépôts de banques	6 586	1 143	6 179	2 785	400	17 093
Dépôts de clients	339 387	21 234	34 012	23 932	567	419 132
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	23 400	15 465	5 404	5 921	10 662	60 852

Titres obligataires en émission	7 526	9 131	18 467	34 515	24 540	94 179
Passif résultant de contrats d'investissement sans participation	429	365	1 644	4 396	15 901	22 735
Passif subordonné	425	331	3 720	9 019	14 779	28 274
Total passif financier non dérivé	377 753	47 669	69 426	80 568	66 849	642 265
Passif financier dérivé:						
Dérivés bruts réglés-sorties	31 932	28 059	27 510	29 962	28 507	145 970
Dérivés bruts réglés-entrées	-30 432	-26 967	-26 337	-27 883	-26 521	-138 140
Dérivés bruts réglés-flux nets	1 500	1 092	1 173	2 079	1 986	7 830
Passif dérivé net réglé	16 600	115	321	953	2 587	20 576
Total passif financier dérivé	18 100	1 207	1 494	3 032	4 573	28 406
Au 31 décembre 2014						
Dépôts de banques	4 238	1 734	1 427	2 895	1 003	11 297
Dépôts de clients	365 331	14 003	38 521	31 614	470	449 939
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	32 209	15 145	1 316	3 657	7 508	59 835
Titres obligataires en émission	11 059	6 163	15 155	33 864	29 306	95 547
Passif résultant de contrats d'investissement sans participation	5	10	140	241	16 741	17 137
Passif subordonné	670	1 386	2 358	9 820	12 940	27 174
Total passif financier non dérivé	413 512	38 441	58 917	82 091	67 968	660 929
Passif financier dérivé:						
Dérivés bruts réglés-sorties	39 616	32 166	34 932	42 415	41 128	190 257
Dérivés bruts réglés-entrées	-37 928	-30 408	-32 999	-39 883	-35 858	-177 076
Dérivés bruts réglés-flux nets	1 688	1 758	1 933	2 532	5 270	13 181
Passif dérivé net réglé	21 959	114	340	1 150	3 650	27 213
Total passif financier dérivé	23 647	1 872	2 273	3 682	8 920	40 394

La majorité des passifs liés à des contrats d'investissement sans participation du Groupe sont adossés à des unités de compte. Ces produits adossés à des unités de compte sont investis selon les instructions du fonds libellé en unités de compte. Des clauses incluses dans la police permettent de reporter les ventes, si nécessaire, de manière à ce que les actifs puissent être réalisés sans vente forcée. Le passif du Groupe résultant des contrats d'assurance et d'investissement avec participation sont analysés sur la base du comportement, comme l'autorise l'IFRS 4, comme suit:

	Jusqu'à 1 mois £m	1-2 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	Plus de 5ans £m	Total £m
Au 31 décembre 2015	1 477	1 081	4 745	10 444	62 570	80 317
Au 31 décembre 2014	1 037	1 276	5 101	20 914	58 613	86 941

En ce qui concerne les contrats d'assurance et d'investissement avec participation qui ne sont pas adossés à des unités de compte et ne sont pas inclus dans les fonds with profit du Groupe, notamment les obligations liées aux rentes annuelles, il s'agit d'investir dans des actifs de manière à ce que les flux de trésorerie générés par les investissements correspondent à ceux prévus pour les futurs passifs prévisionnels.

	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	Over 5ans £m	Total £m
Banque						
Au 31 décembre 2015						
Dépôts de banques	4 913	1 111	6 070	1 290	400	13 784
Dépôts de clients	182 384	12 807	8 602	1 760	386	205 939
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	23 047	15 465	5 404	5 921	10 661	60 498
Titres obligataires en émission	3 759	8 003	17 838	37 932	26 341	93 873
Passif subordonné	305	1 352	3 348	11 536	7 468	24 009
Total passif financier non dérivé	214 408	38 738	41 262	58 439	45 256	398 103
Passif financier dérivé:						
Dérivés bruts réglés-sorties	31 699	27 798	26 754	27 092	23 302	136 645
Dérivés bruts réglés-entrées	-30 375	-26 816	-25 596	-25 079	-21 874	-129 740
Dérivés bruts réglés-flux nets	1 324	982	1 158	2 013	1 428	6 905
Passif dérivé net réglé	14 460	8	115	191	660	15 434
Total passif financier dérivé	15 784	990	1 273	2 204	2 088	22 339

	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
Au 31 décembre 2014						
Dépôts de banques	4 173	1 136	1 169	1 561	288	8 327
Dépôts de clients	175 031	8 223	7 065	4 511	348	195 178
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	31 056	14 731	1 451	3 354	7 504	58 096
Titres obligataires en émission	7 547	4 614	9 255	19 715	22 541	63 672
Passif subordonné	371	509	1 386	4 801	9 492	16 559
Total passif financier non dérivé	218 178	29 213	20 326	33 942	40 173	341 832
Passif financier dérivé:						

Dérivés bruts réglés–sorties	36 964	28 245	31 639	34 609	23 375	154 832
Dérivés bruts réglés–entrées	-35 481	-26 665	-29 881	-32 716	-21 481	-146 224
Dérivés bruts réglés–flux nets	1 483	1 580	1 758	1 893	1 894	8 608
Passif dérivé net réglé	18 253	27	88	303	516	19 187
Total passif financier dérivé	19 736	1 607	1 846	2 196	2 410	27 795

Les tableaux ci-dessous contiennent les montants et les durées résiduelles du passif éventuel et des engagements hors bilan.

	A 1 an £m	1-3 ans £m	3-5 ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
Groupe					
31 décembre 2015					
Acceptations et avals	50	1	1	–	52
Autre passif éventuel	1 463	365	107	646	2 581
Total passif éventuel	1 513	366	108	646	2 633
Engagements de prêt	67 765	18 807	19 317	7 027	112 916
Autres engagements	38	4	83	296	421
Total engagements	67 765	18 807	19 317	7 027	112 916
Total passif éventuel et engagements	69 278	19 173	19 425	7 673	115 549
31 décembre 2014					
Acceptations et avals	58	–	–	1	59
Autre passif éventuel	1 306	504	130	683	2 623
Total passif éventuel	1 364	504	130	684	2 682
Engagements de prêt	72 693	13 750	15 733	5 103	107 279
Autres engagements	101	162	–	–	263
Total engagements	72 794	13 912	15 733	5 103	107 542
Total passif éventuel et engagements	74 158	14 416	15 863	5 787	110 224

	A 1 an £m	1-3 ans £m	3-5 ans £m	Plus de 5 ans £m	Total £m
Banque					
31 décembre 2015					
Acceptations et avals	50	1	1	–	52
Autre passif éventuel	1 378	360	107	577	2 422
Total passif éventuel	1 428	361	108	577	2 474
Engagements de prêt	36 049	16 231	18 301	4 729	75 310
Autres engagements	38	4	83	272	397
Total engagements	36 087	16 235	18 384	5 001	75 707
Total passif éventuel et engagements	37 515	16 596	18 492	5 578	78 181
31 décembre 2014					
Acceptations et avals	58	–	–	–	58
Autre passif éventuel	1 089	502	124	622	2 337
Total passif éventuel	1 147	502	124	622	2 395
Engagements de prêt	38 751	11 710	15 194	2 570	68 225
Autres engagements	100	162	–	–	262
Total engagements	38 851	11 872	15 194	2 570	68 487
Total passif éventuel et engagements	39 998	12 374	15 318	3 192	70 882

(3) Risque d'assurance

La propension du Groupe pour la solvabilité et les bénéfices des entités d'assurance est vérifiée et approuvée chaque année par le Conseil d'Administration. Les risques d'assurance sont mesurés à l'aide de différentes techniques dont les stress tests et les simulations de scénarios, et, si nécessaire, les modèles stochastiques. Une surveillance permanente est en place pour suivre la progression des risques d'assurance, notamment par le suivi des expériences réelles par rapport aux prévisions et par l'évaluation de l'efficacité des contrôles mis en place pour la gestion du risque d'assurance.

53 Capital

Gestion du capital

Au sein du Groupe, le capital de chaque entité est géré activement à une fréquence adéquate; par ailleurs, les ratios réglementaires constituent un facteur essentiel dans les processus de planification et de budgétisation et les ratios prévisionnels sont mis à jour et vérifiés régulièrement pendant l'exercice par le Comité de l'Actif et du Passif de Lloyds Banking Group. Les augmentations de capital sont effectuées en tenant compte de l'évolution de la réglementation, de la croissance prévue et de la devise dans laquelle sont libellés les actifs faisant l'objet du risque. Les politiques et les procédures relatives aux capitaux sont soumises à une supervision de la part d'une entité indépendante.

Le Groupe mesure le montant de son capital selon le cadre réglementaire défini par la Directive et le Règlement sur les exigences de fonds propres (paquet CRD IV), telle qu'appliquée au Royaume Uni par le biais de la déclaration de politique PS7/13 de la Prudential Regulation Authority (PRA). L'application du paquet CRD IV est soumise à la phase de transition autorisée par la PS7/13.

Pendant l'exercice, les différentes entités réglementées membres du Groupe et le Groupe lui-même se sont conformés à chacune des normes externes imposées en matière de fonds propres.

Evolution du capital réglementaire

Le cadre réglementaire à l'intérieur duquel opère le Groupe continue à évoluer au niveau mondial grâce à l'activité du Financial Stability Board (FSB) et du Comité de Bâle sur le Contrôle Bancaire (BCBS), et au niveau européen principalement suite à la mise en œuvre du paquet de normes techniques et de directives CRD IV et au Royaume Uni à travers la PRA et les directives du Financial Policy Committee (FPC). Le Groupe continue à suivre de très près ces évolutions, en analysant les impacts possibles en termes de capital, afin d'assurer le maintien d'une solide structure de capital au niveau du Groupe et de chaque entité réglementée, qui aille au-delà des exigences de base imposées et de la propension au risque du Groupe et qui soit conforme aux attentes du marché.

Ressources en capital

Les ressources en capital transitionnelles du Groupe selon le paquet CRD IV peuvent être résumées comme suit:

	2015 £m	2014 £m
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires de Catégorie 1	34 041	36 464
Autres capitaux de Catégorie 1	3 584	4 583
Capitaux de Catégorie 2	12 027	15 201
Total capitaux	49 652	56 248

54 Etats des flux de trésorerie**a Variations de l'actif d'exploitation**

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 (1) £m
Variations des Prêts et créances	6 081	12 846	5 486	-1 365
Variations des montants des Créances vis-à-vis d'entités apparentées de Lloyds Banking Group	437	3 204	-2 181	132 561
Variations des Instruments financiers dérivés, de l'actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit au compte de résultat à sa juste valeur	20 557	-11 446	23 492	-41 022
Variations dans les autres actifs d'exploitation	7 886	-1 965	1 724	-737
Variations de l'actif d'exploitation	34 961	2 639	28 521	89 437

(1) Mis à jour - cf.note 1.

b Variations du passif d'exploitation

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Variation des Dépôts de banques	6 107	-3 029	5 482	-2 176
Variations des Dépôts de clients	-4 252	7 745	10 893	9 422
Variation des montants des Dettes vis-à-vis d'entités apparentées de Lloyds Banking Group	636	-3 629	-21 228	-152 046
Variations des Titres obligataires en émission	6 218	-11 114	12 188	12 894
Variations des Instruments financiers dérivés, du Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit au compte de résultat à sa juste valeur	-16 984	23 886	-27 175	43 134
Variation du passif généré par les contrats d'investissement	-3 922	-342	-	-
Variations autre passif d'exploitation	1 207	-5 148	-1 606	147
Variations du passif d'exploitation	-10 990	8 369	-21 446	-88 625

c Eléments hors flux de trésorerie

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Amortissement	2 112	1 935	707	536
Diminution permanente de la valeur de l'investissement dans les filiales	-	-	531	149
Dividendes reçus de la part des filiales	-	-	-12 820	-2 873
Réévaluation des biens d'investissement	-416	-513	-	-
Provision pour pertes liées aux prêts	441	737	293	443
Radiation de la provision pour pertes liées aux prêts, après déduction des recouvrements	-3 467	-5 761	-609	-1 003
Dépréciation des actifs financiers cessibles	4	2	1	-
Variation du passif lié aux contrats d'assurance	-2 856	4 069	-	-
Provision pour assurance de protection des paiements	4 000	2 200	2 550	1 394
Autres provisions réglementaires	837	925	383	561
Autres mouvements de la provision	337	222	-57	633
Charge (crédit) net(te)pour les plans de retraite à prestations déterminées	315	-478	164	-182
Impact de la consolidation et de la déconsolidation de SICAV (1)	-5 978	-5 277	-	-
Actualisation des provisions pour dépréciation	-56	-126	-76	-96
Composante de devises étrangères du bilan (2)	-186	1 057	-902	-542
Intérêts débiteurs sur passif subordonné	2 452	2 752	1 751	1 848
Pertes (bénéfices) sur cession d'entreprises	46	-208	-139	-210

Autres éléments hors de flux de trésorerie	-456	-97	38	-212
Total éléments hors trésorerie	-2 871	1 439	-8 185	446
Cotisations aux plans de prestations déterminées	-433	-538	-237	-157
Paiements relatifs à la provision pour assurance de protection des paiements	-3 091	-2 458	-1 895	-1 650
Paiements relatifs aux autres provisions réglementaires	-661	-1 104	-370	-667
Autres	7	29	–	–
Total autres éléments	-4 178	-4 071	-2 502	-2 474
Éléments hors trésorerie et autres éléments	-7 049	-2 632	-10 687	-2 028

(1) Ces SICAV (sociétés d'investissement à capitaux variables) sont des organismes de placement collectif, qui sont consolidés si le Groupe gère les fonds et détient une participation suffisante. Le nombre de SICAV à consolider varie à chaque date de bilan, car les investisseurs externes acquièrent et cèdent leurs participations dans les différents fonds. La consolidation de ces fonds est effectuée par l'inclusion des investissements du fonds et d'un passif correspondant pour les détenteurs d'unités; les variations relatives aux fonds consolidés représentent un mouvement hors flux de trésorerie dans le bilan.

(2) Dans l'examen des mouvements intervenus dans chaque poste de bilan, l'impact des fluctuations des taux de change est supprimé afin de montrer l'impact des flux de trésorerie sous-jacents.

d Analyse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie inscrits au bilan

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
En-caisse et avoirs détenus auprès des banques centrales	58 417	50 492	55 919	40 965
Moins: dépôt de réserves obligatoires (1)	-941	-980	-485	-478
	57 476	49 512	55 434	40 487
Prêts et avances en faveur des banques	25 117	26 155	2 625	4 591
Moins: montants à échéance de 3 mois ou plus	-10 640	-10 520	-2 207	-2 106
	14 477	15 635	418	2 485
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	71 953	65 147	55 852	42 972

(1) Les dépôts de réserves obligatoires sont détenus auprès des banques centrales conformément aux obligations légales; ces dépôts ne sont pas disponibles pour le financement des opérations courantes du Groupe.

Le poste "trésorerie et équivalents de trésorerie" du Groupe au 31 décembre 2015 s'élève à £13,545 millions (2014: £12,855 million) détenus dans les fonds-vie du Groupe, qui ne sont pas disponibles pour le financement des opérations courantes du Groupe.

e Acquisition d'entités et activités du Groupe

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Injections de capitaux supplémentaires en faveur des filiales	–	–	-64	-750
Acquisition de/investissement dans des entreprises associés et joint-ventures	-5	-1	–	–
Sorties nettes de trésorerie	-5	-1	-64	-750

F Cession d'entités et activités du Groupe

	Groupe		Banque	
	2015 £m	2014 £m	2015 £m	2014 £m
Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	3 420	11	–	–
Prêts et avances en faveur des banques	5 539	55	–	–
Prêts et avances consentis aux clients	21 333	256	–	256
Actifs financiers cessibles	654	–	–	–
Valeur des affaires en cours	60	–	–	–
Immobilisations corporelles	150	–	–	–
	31 156	322	–	256
Dépôts de clients	-24 613	-266	–	-266
Titres obligataires en émission	-9	–	–	–
Passif résultant des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation	-3 828	–	–	–
Passif résultant des contrats d'investissement sans participation	-549	–	–	–
Intérêts minoritaires	-825	–	–	–
Autre actif (passif) net	-314	802	–	–
	-30 138	536	–	-266
Actif (passif) net cédé	1 018	858	–	-10
Investissement dans des filiales ayant fait l'objet d'une cession	–	–	711	910
Contrepartie reçue autre qu'au comptant	–	-518	–	-518
(Perte) bénéfice sur la vente d'activités	-46	208	139	351
Contrepartie reçue pour la cession du contrôle d'entités et activités du Groupe	972	548	850	733
Trésorerie et équivalents de trésorerie cédés	-5 043	-5	–	-5
Entrées (sorties) nettes de trésorerie	-4 071	543	850	728

55 Cession des participations détenues dans TSB Banking Group plc

Le 20 mars 2015, le Groupe a annoncé avoir accepté de céder une participation de 9.99% dans TSB Banking Group plc (TSB) à Banco de Sabadell S.A. (Banco Sabadell) et avoir conclu un accord définitif relatif à l'acceptation de l'offre au comptant de Banco Sabadell pour le reliquat de 40.01% de la participation détenue dans TSB. L'offre de Banco Sabadell était subordonnée, entre autres, à l'approbation des autorités de régulation.

Suite à la cession de la participation de 9.99%, qui a pris effet le 24 mars 2015, la participation du Groupe dans TSB a été réduite à 40.01% ceci a mené à la perte du contrôle exercé sur TSB et à la déconsolidation de TSB. La participation résiduelle du Groupe, de 40.01%, a été enregistrée à la juste valeur, en tant qu'actif détenu en vue de sa revente. Le Groupe a comptabilisé une perte de £660 millions correspondant au coût net du Contrat Transitoire de Prestation de Services conclu entre Lloyds et TSB, à la contribution apportée par Lloyds à TSB pour le changement de solution de services informatiques et au résultat net de la vente de la participation de 9.99% ainsi qu'à la juste évaluation de l'investissement résiduel.

Le 30 juin 2015, le Groupe a annoncé que toutes les autorisations encore nécessaires pour la vente de son reliquat de participation de 40.01% dans TSB avaient été obtenues et que la vente n'était plus soumise à aucune condition, de quelque nature que ce soit ; le produit de la vente a été reçu le 10 juillet 2015.

Au 31 décembre 2015, le Groupe détenait une participation de £2,349 millions dans Cape Funding No.1 PLC, un véhicule de financement par titrisation créé par TSB.

56 Futures évolutions en matière comptable

Les prises de position comptables suivantes ne s'appliquent pas à l'exercice au 31 décembre 2015 et n'ont pas été prises en compte dans la préparation des présents états financiers. Sous réserve des données figurant ci-dessous, l'impact effectif de ces modifications comptables est en cours d'évaluation par le Groupe. A la date du 16 mars 2016, ces prises de position doivent être validées par l'UE.

IFRS 9 Instruments Financiers

L'IFRS 9 remplace l'IAS 39 Instruments Financiers: Comptabilisation et Evaluation. Selon l'IFRS 9, l'actif financier doit être classé dans une des trois catégories d'évaluation, à savoir: juste valeur dans le compte de résultat, juste valeur dans "autres éléments du résultat global" et coût amorti, selon les objectifs du modèle économique de l'entreprise pour la gestion de son actif financier et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie des instruments. Ces modifications ne devraient avoir aucun impact significatif sur le Groupe.

L'IFRS 9 remplace également l'approche actuelle de dépréciation de la 'perte encourue' par une approche de perte de crédit prévisionnelle, qui permet une comptabilisation anticipée de la perte. Le modèle de dépréciation prévu par l'IFRS 9 comporte trois phases distinctes. Les entités doivent comptabiliser, lors de la comptabilisation initiale, une provision pour perte prévisionnelle sur 12 mois (phase n° 1) et une provision pour perte de crédit prévisionnelle sur la durée de vie, en cas d'augmentation significative du risque de crédit (phase 2). L'évaluation de l'existence ou non d'une augmentation significative du risque de crédit constitue un aspect essentiel de la méthode prévue par l'IFRS 9 et implique l'adoption de mesures quantitatives, telles que le calcul des probabilités de défaut, et de facteurs qualitatifs : par conséquent, elle nécessite la formulation de jugements significatifs de la part de la Direction. La Phase 3 requiert une preuve objective de la dépréciation, qui est similaire à l'orientation relative aux pertes encourues de l'IAS 39. L'IFRS 9 nécessite une plus vaste utilisation d'informations prospectives, et notamment de prévisions raisonnables et gérables sur la future conjoncture économique. La nécessité de prendre en compte différents scénarios économiques et leur possible impact sur la provision constitue un aspect très subjectif du modèle de dépréciation proposé par l'IFRS 9. Les engagements de prêt et les Garanties financières non mesurées à la juste valeur dans le compte de résultat sont également concernés.

Ces modifications peuvent également donner lieu à une augmentation significative des provisions inscrites au bilan du Groupe pour la couverture des pertes de crédit, bien que l'importance d'une éventuelle augmentation dépende, entre autres, de la composition des portefeuilles de prêts du Groupe et de la conjoncture économique prévue à la date de mise en œuvre. La nécessité de transférer des actifs d'une phase à l'autre et d'intégrer des données prospectives dans le calcul de la perte de crédit prévisionnelle, y compris de multiples scénarios économiques, pourrait entraîner une plus grande volatilité des charges de dépréciation par rapport au modèle de dépréciation prévu par l'IAS 39.

Le modèle de perte de crédit prévu par l'IFRS 9 diffère, par de nombreux aspects, des modèles réglementaires: par exemple, les actifs de phase 2 selon l'IFRS 9 comportent un montant de perte prévisionnelle sur la durée de vie, tandis que les modèles réglementaires génèrent des pertes prévisionnelles sur 12 mois pour les prêts non payés. De plus, des actifs différents sont concernés par chaque base de reporting ; par conséquent, l'importance des pertes prévisionnelles selon le modèle réglementaire ne doit pas être considérée comme une approximation de la provision pour pertes selon l'IFRS 9.

En 2015, le Comité de Bâle sur le Contrôle des Banques a publié une orientation finalisée sur le risque de crédit et la comptabilisation des pertes de crédit prévisionnelles. Ce document fixe des orientations réglementaires concernant les modalités d'interaction entre les modèles de comptabilisation des pertes de crédit prévisionnelles et les pratiques de chaque banque en matière de risque de crédit. Les processus, les contrôles et la gouvernance existants en matière de dépréciation seront revus et modifiés, si nécessaire, pour prendre en compte l'augmentation des demandes relatives au modèle de dépréciation pour perte de crédit prévisionnelle.

Les règles de comptabilité de couverture issues de l'IFRS 9 sont plus étroitement alignées sur les pratiques de gestion des risques et suivent une approche davantage basée sur les principes, que l'IAS 39. Le Groupe n'a pas encore pris une décision concernant la poursuite ou non de l'application de la comptabilité de couverture selon l'IAS 39.

Le Groupe a mis en place un programme IFRS 9 pour assurer une pratique de plus grande qualité, conforme aux normes et aux orientations réglementaires. Ce programme concerne les fonctions Finance et Gestion du Risque du Groupe, sous la supervision des Comités d'orientation des Divisions et du Groupe. Les principales responsabilités de ce programme concernent la définition d'une méthode et d'une politique comptable conformes à l'IFRS 9, l'identification des données et des systèmes nécessaires et l'établissement d'un modèle d'exploitation et d'un cadre de gouvernance adéquat. Les flux de travail relatifs à la dépréciation ont développé des méthodes pour de nombreux aspects inhérents à l'application de l'IFRS 9, bien qu'une validation ultérieure de ces décisions soit nécessaire compte tenu des incertitudes qui entourent la définition des exigences en matière réglementaire et d'audit. La construction d'un modèle de risque a commencé et des plans détaillés, notamment en ce qui concerne les ressources nécessaires, sont en place. Le modèle devrait être en grande partie complété en 2016 pour permettre la réalisation de tests importants, tandis que le développement des informations de gestion devrait avoir lieu en 2017.

L'IFRS 9 s'applique aux exercices à compter du 1er janvier 2018.

IFRS 15 Recettes des contrats conclus avec les Clients

L'IFRS 15 remplace l'IAS 18 Produit des activités ordinaires et l'IAS 11 Contrats de Construction. Les instruments financiers, les baux et les contrats d'assurance n'étant pas concernés, cette norme ne devrait pas avoir un impact significatif pour le Groupe.

L'IFRS 15 entre en vigueur à partir du 1er janvier 2018.

IFRS 16 Baux

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, qui remplace l'IAS 17 Baux. L'IFRS 16 exige que les preneurs comptabilisent un poste d'actif pour le droit d'utilisation de l'actif et un poste de passif pour les paiements résultant des contrats de bail. Les règles comptables applicables au bailleur restent conformes à l'approche actuelle selon l'IAS 17.

L'IFRS 16 entre en vigueur à partir du 1er janvier 2019.

Modifications apportées à l'IAS 7 Etat des flux de trésorerie et à l'IAS 12 Impôt sur le revenu

En janvier 2016, l'ASB a publié des modifications relatives à l'IAS 7 Etat des flux de trésorerie, selon lesquelles les entités sont tenues de fournir des informations supplémentaires sur leurs opérations de financement, et à l'IAS 12 Impôt sur le revenu, afin de clarifier dans quels cas les pertes non réalisées d'un actif d'impôt sur le revenu doivent être comptabilisées. Ces modifications, qui doivent entrer en vigueur à compter du 1er janvier 2017, ne devraient pas avoir un impact significatif pour le Groupe.

57 Autres informations

Lloyds Bank plc et ses filiales constituent un groupe de services financiers leader, basé au Royaume Uni. Ses membres fournissent une vaste gamme de services bancaires et financiers, à des clients basés au Royaume Uni et dans certains pays étrangers.

La société mère directe et ultime et holding de Lloyds Bank plc est la société de droit écossais Lloyds Banking Group plc. Pour obtenir des copies des états financiers annuels consolidés et du rapport annuel consolidé de Lloyds Banking Group plc, vous pouvez adresser une demande au siège de Lloyds Banking Group, 25 Gresham Street, London EC2V 7HN. Vous pouvez également les télécharger sur le site www.LloydsBankinggroup.com.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible au siège social de la société.